

DÉCOLONISATION Chris Patten, le dernier des gouverneurs de Hongkong, entame sa dernière semaine à la tête de la colonie britannique qui sera rétrocédée à la Chine

le 30 juin à minuit. ● **ALORS QUE** l'on s'interroge sur l'avenir politique du territoire, Londres vient de se plier aux exigences de Pékin en acceptant qu'une unité militaire chinoise en

armes fasse son entrée dans Hongkong avant même l'heure fatidique du transfert de souveraineté. ● **LES CHEFS** de l'opposition démocratique de Hongkong espèrent cependant

que la Grande-Bretagne continuera de défendre auprès de Pékin les droits des habitants de son ancienne possession. ● **AU ROYAUME-UNI**, l'événement est accueilli dans l'indif-

férence. Hormis les médias, nul ne paraît s'intéresser outre mesure à un épilogue qui tourne, pourtant, une page définitive de l'histoire de l'empire (lire aussi pages 16 et 17).

Les derniers jours du dernier gouverneur de Hongkong

A moins d'une semaine de la restitution de la colonie britannique à la Chine, Chris Patten prépare son départ. Mais les chefs de l'opposition démocratique du territoire comptent sur Londres pour faire valoir, après le 1^{er} juillet, leurs droits auprès de Pékin

HONGKONG
de notre envoyé spécial
La Grande-Bretagne a cédé au désir de la Chine de voir entrer ses troupes en armes à Hongkong, le



30 juin, trois heures avant de la laisser formellement, à minuit, prendre possession de la dernière véritable colonie occidentale en Asie. Le geste n'a certes qu'une signification symbolique, Pékin étant de facto maître des lieux. Mais il contraste avec le dernier baroud d'honneur qu'effectuait le gouverneur britannique Chris Patten, alors que s'achève la dernière semaine du règne de Londres, cent cinquante-six ans après avoir commencé.

M. Patten s'est efforcé de faire bonne figure en formulant, au milieu de la semaine dernière, ses adieux politiques aux représentants partiellement élus des six millions et demi de Hongkongais. Devant le conseil législatif (Legco), mini-Parlement semi-west-ministérien, M. Patten a déclaré que son plus grand regret était de

ne pas être parvenu à convaincre la Chine qu'elle n'avait aucune raison de se méfier de l'introduction, à Hongkong, d'une démocratie pathétique de démocratie. M. Patten n'a plus grand-chose à faire hormis répondre aux milliers de journalistes présents et présider à la partie britannique de la cérémonie de passation des pouvoirs. Il promet, pour les mois qui viennent - qu'il passera à écrire un livre en France - de s'abstenir de commenter directement la manière dont Pékin se comportera dans ce qui fut la dernière « perle » de l'empire britannique.

UN PRÉTEXTE TRANSPARENT

Le Legco, pour sa part, vit lui aussi sa dernière semaine d'existence, Pékin ayant décrété sa dissolution. Les libertés publiques, de manifestation en particulier, qu'il avait garanties par la loi, seront abrogées dès l'embarquement des Britanniques à bord du yacht royal *Britannia*, soit avant même la prestation de serment des nouveaux dirigeants du territoire. Ainsi en a décidé le chef de l'exécutif à venir, Tung Chee-hwa, sans se préoccuper des appels divers de l'opposition démocratique à manifester



P. ANDERSON

dès le matin du 1^{er} juillet contre ce premier tour de vis dans la vie publique.

Margaret Thatcher qui, alors à la tête du gouvernement britannique, avait négocié l'arrangement de transfert de souveraineté, a exprimé le vœu que Pékin gouverne le territoire « d'une main très légère dans les premières semaines ou

plus tard. L'affaire de l'unité militaire chinoise de 509 hommes qui entrera dans Hongkong à 21 heures, le 30 juin, à bord de 39 véhicules - avec 464 armes légères assorties chacune de 150 balles -, est révélatrice d'une volonté de Pékin de multiplier les offenses à l'honneur britannique. En particulier vis-à-vis de M. Patten, qui s'était opposé à ce déploiement. Cette exigence a été présentée par la Chine comme la réponse à une inquiétude pour la sécurité des dirigeants qui participent aux cérémonies en compagnie du chef de l'Etat, Jiang Zemin. Le prétexte est évidemment transparent, même si Pékin a fait courir le bruit que le numéro un chinois et ses collègues seraient nantis, à tout hasard, de gilets pare-balles.

Tandis que sont signalés les derniers détails des cérémonies de transition, l'armée de Taiwan a entamé, mardi 24 juin, des manœuvres implicitement destinées à rappeler au monde son existence en tant qu'entité chinoise autonome ne répondant pas aux « oukazes » de Pékin. La précision est importante : on pense généralement que Pékin va effectivement tenter, dans un premier temps, de gérer au plus serré, sans « gaffe » excessive, cette situation difficile lui valant l'attention de la communauté internationale. Les vrais problèmes - économiques, notamment - devraient apparaître

Une personnalité très « politique »

Dernier gouverneur de Hongkong, Chris Patten sera l'un des représentants de la Couronne qui auront le plus marqué la colonie. Personnalité britannique de premier plan - il était président du Parti conservateur -, M. Patten reçut en 1992 ce poste lointain en compensation après une défaite électorale. Ce catholique jeune et dynamique donna à une fonction jusqu'alors exercée par des bureaucrates une nouvelle dimension, très « politique ».

Proche de l'ex-premier ministre John Major, il pouvait le contacter directement sans passer par un Foreign Office influencé par le lobby pro-Pékin. Ses initiatives sur la préservation des libertés publiques pour Hongkong ont été mal accueillies par ses interlocuteurs de Pékin, plus à l'aise pour traiter avec des diplomates. Les relations de M. Patten avec les Chinois s'étaient donc rapidement détériorées. (Corresp.)

Francis Deron

Malgré l'imminence de la rétrocession, l'indifférence domine en Grande-Bretagne

LONDRES
de notre correspondant
La rétrocession de Hongkong à la Chine populaire se déroule dans l'indifférence générale en Grande-Bretagne. Les médias accordent certes une grande place à l'événement, qui sera retransmis en direct à Londres, et une réception officielle est prévue dans la Banqueting House, décorée par Rubens pour le roi Charles I^{er}, au cours de laquelle on pourra assister sur écran géant, en compagnie du vice-premier ministre - le chef du gouvernement, Tony Blair, se trouvant sur place - aux cérémonies.

Mais la population est plus préoccupée par une météo exécrable qui menace le test-match de cricket contre l'Australie et risque de perturber le Tournoi de tennis de Wimbledon. Le dernier débat aux Communes sur Hongkong, il y a quelques mois, s'était déroulé en présence d'une poignée de députés. Pour l'ancien gouverneur conservateur, les des étaient jetés, en dépit des efforts déployés ces dernières années par le gouverneur Patten pour insuffler - un peu tard -

une petite dose de démocratie dans le territoire avant sa restitution. Le gouvernement travailliste a hérité du problème et ne peut que gérer les derniers moments, écartés entre les exigences morales issues de sa politique affichée de défense des droits de l'homme et ses obligations commerciales envers ces deux gros partenaires commerciaux que sont Hongkong et la Chine continentale.

UN PROCESSUS VERROUILLÉ

Les derniers mois auront montré l'impuissance de Londres à influer sur un processus verrouillé par Pékin avec l'aide d'accords conclus par M^{me} Thatcher et interprétés et défendus depuis lors par les membres du lobby pro-chinois de Whitehall et du Foreign Office. Pour les Britanniques, il est clair qu'ils considéraient que leur tâche était de transférer la souveraineté britannique et ses six millions de sujets entre les mains des dirigeants chinois avec le moins de heurts possibles et surtout sans demander aux Hongkongais leur avis. Une consultation ne fut jamais envisagée par Londres ou par Pékin,

qui au demeurant n'a jamais eu l'intention de respecter sa signature, comme nous le confirment à l'époque des responsables chinois. Plus les choses se passaient paisiblement, au besoin en cédant sur l'interprétation de la déclaration conjointe de 1985, moins la population s'inquiétait et plus l'honneur britannique et le calme nécessaire aux affaires seraient préservés. Le massacre de la place Tiananmen en 1989 remit en cause ce bel ordonnancement.

Accompagné par le prince Charles, représentant la reine, M. Blair assistera donc aux cérémonies de restitution du territoire avant de s'embarquer, une fois l'Union Jack amené, sur le yacht royal *Britannia*. Car il n'est pas question pour les Britanniques de cautionner par leur présence l'installation par le président chinois d'un Parlement-croupion au petit matin du 1^{er} juillet.

Londres a promis de continuer - comme l'accord avec Pékin lui en fait mission - à veiller jusqu'en l'an 2000 au respect par les nouveaux maîtres de Hongkong des garde-fous démocratiques. Mais, sans aucune sanc-

tion prévue, ce sera peine perdue. Et le gouvernement britannique se trouvera dans une position délicate : s'il vient au secours des droits de l'homme et de ses anciens sujets, il se verra reprocher de mettre des bâtons dans les roues du business ; s'il n'intervient pas, il sera critiqué pour avoir cédé aux communistes chinois en faisant passer ses intérêts avant ses principes. Le comportement de M. Blair sera donc jugé à l'aune du traitement accordé par le nouveau pouvoir aux dissidents et aux opposants démocratiques comme Martin Lee.

INITIATIVE MALENCONTREUSE

En restituant Hongkong, le Royaume-Uni ne se sera donc pas débarrassé une fois pour toutes de son fardeau colonial. Les historiens se pencheront d'ailleurs sur les conditions dans lesquelles a été négociée avec Pékin la restitution. L'ancien gouverneur, lord Maclehoese, a déjà été accusé d'avoir rendu la rétrocession inévitable en abordant le sujet en 1979 avec un Deng Xiaoping qui n'y pensait même pas. M^{me} Thatcher, pour sa part,

passa d'une attitude trop ferme qui heurta la fierté de son interlocuteur à une complaisance qui n'était pourtant pas dans ses habitudes.

Un ancien diplomate chinois en poste à Hongkong, Wong Man-fong, a récemment affirmé qu'avant l'initiative malencontreuse de lord Maclehoese, « nous [les Chinois] avions l'intention de laisser passer la date de 1997 en déclarant que Hongkong était un problème hérité de l'histoire et qui serait discuté entre les deux pays au moment opportun (...) au bout de trente ou cinquante ans ». Ce serait en abordant la question des traités inégaux - qui rappellent aux Chinois leurs humiliations passées - que Londres aurait réveillé le « dragon » assoupi, qui ne pouvait dans ces conditions que demander la restitution d'un territoire indûment occupé, a expliqué M. Wong. Pour reprendre l'adage chinois, les Britanniques auraient ainsi soulevé une pierre... qui leur serait retombée sur les pieds.

P. de B.

« Nostalgia britannica » au crépuscule d'un empire englouti

LONDRES
de notre correspondant

Quand il se rendra à Hongkong, le 30 juin, Tony Blair fera plus que d'assister à la cérémonie de restitution de la colonie à la République populaire de Chine : il tournera une nouvelle page de l'histoire britannique. Pour la première fois en effet, un premier ministre de Sa Majesté n'aura plus à se préoccuper de « l'Empire », le gendre des Anglais depuis des siècles. Autrefois maître d'un monde de 750 millions de sujets, la grande île au passé glorieux aura

désormais pour unique ambition d'être une puissance moyenne en Europe.

« *Nostalgia britannica* », s'écriait, à la fin de sa vie, le group-captain Townsend, prétendant malheureux à la main de la princesse Margaret. La nostalgie ne pourra plus s'agripper qu'aux ultimes vestiges (lire ci-contre) d'un empire englouti : douze petits points roses sur la carte du monde - les British Dependent Territories (BDT) -, dont trois inhabités, crûment traités par Martin Woollcott, dans le *Guardian*, de « débris de l'Empire ». Car, si les 1 068 kilomètres carrés de Hongkong ne sont qu'une infime partie de ces territoires, ses 6 millions d'habitants représentaient la quasi-totalité des derniers sujets coloniaux de Sa Très Gracieuse Majesté.

hache entre Pakistan et Inde. Puis ce furent les colonies d'Asie avec la Malaisie et Singapour, d'Afrique (Kenya, Rhodésie), des Antilles et du Pacifique sud. Dans cet immense océan, le seul morceau de terre émergée n'était encore l'Union Jack est l'île de Pitcairn où se réfugièrent, il y a deux siècles, les survivants de la mutinerie du *Bounty*.

Cette décolonisation ne s'est pas faite sans mal, sans sang versé, sans l'émergence de dictatures tropicales comme au Nigeria. Mais les Britanniques, à l'inverse des Français, n'ont le plus souvent su partir à temps de territoires trou-

blés, laissant sans états d'âme leurs anciens sujets se débrouiller par eux-mêmes, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Après la décolonisation politique, le temps semble venu d'une décolonisation des esprits. Beaucoup de Britanniques ont encore conservé cette mentalité impériale, appuyée également, il faut le reconnaître, sur le Commonwealth. Il leur faudra s'ajuster à leur statut de puissance secondaire, à leur localisation géographique amarrée à l'Europe et non pas isolée dans un quelconque « grand large » mythique. On sent encore ce vieux réflexe

chez ces « européens » conservateurs qui rêvent du bon vieux temps où Londres était au centre du monde, entrepôt de richesses venues de tous les coins du globe, et qui refusent au nom d'un passé révolu toute intégration dans une Europe par essence malaisante.

UN CAP DOULOUREUX

Ruiné et en décadence, incapable de supporter le poids de sa puissance, le Royaume-Uni n'en a pas moins eu du mal à partir des années 50 à accepter cette nouvelle réalité. Andrew Adonis a cité dans l'*Observer* ces propos de l'ancien ministre travailliste Richard Crossman : « La barrière du statut est aussi difficile à franchir que le mur du son ; elle vous vrille les oreilles et c'est terriblement douloureux quand cela se produit. » Mais cet « empire de l'esprit » reste vivace, même si les Britanniques ont abandonné toute ambition politique et militaire à l'est de Suez dès 1971.

M. Blair bénéficie donc d'un héritage débarrassé des pièces inutiles, des boulets financiers que traînent les anciennes puissances coloniales. Les mains et l'esprit libre, il a - le premier - tout loisir de rebâtir la position britannique sur l'échiquier international. Débarrassé de Hongkong sans avoir à assumer les responsabilités du processus - discutable - de transfert de souveraineté, que devra assumer Margaret Thatcher, il lui faudra désormais regarder plus

près de chez lui. Car le processus de désintégration de l'empire a en fait véritablement commencé avec l'indépendance en 1922 de l'Irlande du Sud, la première des colonies anglaises, conquise à partir du XIX^e siècle. Aujourd'hui ce sont les Écosseis, et dans une moindre mesure les Gallois, qui réclament la reconnaissance d'une spécificité théocratiquement accordée au sein du Royaume-Uni mais en réalité ignorée par un pouvoir londonien centralisateur.

Tant qu'ils n'ont bénéficié de l'expansion de l'empire, à laquelle ils ont été associés par les Anglais, les Écosseis se sont satisfaits de leur statut de nation-croupion. Aujourd'hui, ils réclament leur autonomie et même, pour le quart ou le tiers d'entre eux, ce qu'ils appellent une « indépendance » au sein de l'Europe.

Bien des noms de héros de l'épopée coloniale, comme ceux de grandes familles marchandes qui ont fait la gloire de Hongkong - les Jardine, Matheson, Swire, Keswick - sont de consoance écossaise.

De retour de Hongkong, Tony Blair, lui-même d'origine écossaise avec des ascendances anglaises et irlandaises, sera peut-être le mieux placé pour aider la Grande-Bretagne à franchir ce cap douloureux et à réformer les pages désormais poussiéreuses du grand livre de l'époque impériale.

Patrice de Beer

Douze « confettis » sur la carte du monde

Les derniers « confettis » de l'empire britannique sont au nombre de douze - Hongkong exclue - placés sous la houlette d'un représentant de la Couronne. Le plus important est l'archipel des Bermudes, au large des États-Unis, avec environ 60 000 habitants ; occupées par les Britanniques depuis 1612, ces îles ont rejeté l'indépendance en 1995 et vivent du tourisme et des affaires ; tout comme les paradis fiscaux que sont les îles Cayman et les Turks & Caicos. Autres British Dependent Territories (BDT) antillaises, Anguilla, Montserrat et les îles Vierges britanniques. A la pointe sud de l'Espagne, qui la revendique, se dresse la péninsule rocheuse de Gibraltar.

Dans l'Atlantique sud, on trouve l'archipel des Falklands (Malouines) - pour lequel M^{me} Thatcher entra en guerre avec l'Argentine en 1982 -, la Géorgie et les Sandwich du sud, mais aussi Sainte-Hélène - où Napoléon mourut en exil - avec ses dépendances, Ascension et Tristan da Cunha. Entre Afrique et Australie, Diego Garcia, qui fait partie des Territoires britanniques de l'Océan Indien, abrite une importante base militaire américaine. Seule colonie du Pacifique, l'île de Pitcairn n'a qu'une soixantaine d'habitants. Enfin, Londres s'accroche à quelques arpents de neige en Antarctique. (Corresp.)

LAMBEAUX DE TERRE

Le Foreign & Colonial Office (FCO), s'il conserve ce titre archaïque et désuet, ne régnera plus que sur quelques 160 000 titulaires d'un passeport de sujet britannique de seconde zone, éparpillés des Antilles à l'Atlantique et au Pacifique sud et sur quelques lambeaux de terre pour la plupart dépourvus d'importance stratégique ou économique.

La fin de l'empire britannique est l'aboutissement d'un processus qui commença il y a un demi-siècle exactement avec l'indépendance accordée aux Indes, découpées à la

OISE
Stages d'anglais ou d'allemand cet été
Angleterre, Irlande, Allemagne, USA
Oxford, Dublin, Newbury, Heidelberg
Pour toutes les classes
Cours d'été 8 jours par classe
Vie dans une famille accueillante
Programme d'activités culturelles
Voyage organisé
Toutes les dates : juin-juillet-août
Bordeaux 05 57 92 34 12
Lille 03 20 42 55 18
Lyon 04 78 24 03 74
Paris 01 44 19 66 66
Rennes 02 99 51 58 44
21 rue Thompson-Renaudin
75015 Paris

Les combats et les tirs d'artillerie ont repris à Brazzaville

Le cessez-le-feu dans la capitale congolaise a tenu moins d'une semaine

Les tirs d'artillerie ont repris lundi 23 juin à Brazzaville. Les obus ont touché plusieurs quartiers de la capitale congolaise, notamment Baongo, fief de Bernard Kolelas, maire de la ville, et le Parlement où députés et sénateurs étaient réunis en congrès pour recevoir la prestation de serment du Conseil constitutionnel.

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial
Peu avant 10 heures, lundi 23 juin, l'artillerie lourde a retenti de nouveau dans la capitale congolaise. Les premières salves visaient le palais du Parlement. Le président de la République, Pascal Lissouba, y avait convoqué pour 10 heures une séance plénière, réunissant députés et sénateurs en congrès, afin que le Conseil constitutionnel récemment créé puisse prêter serment. Le Conseil - qui devait être officiellement investi dans ses fonctions dans l'après-midi - pourrait ensuite prolonger le mandat présidentiel de 90 jours, comme le prévoit la Constitution

soûba pour la prochaine élection présidentielle prévue le 27 juillet. L'emplacement stratégique du Parlement, accroît encore l'irritation des « cobras » du général Sassou Nguesso. Cette route reste bloquée dans l'insécurité malgré l'accord de principe sur la « démission » de l'aéroport. La reprise des tirs violents a incité l'ambassade de France à renforcer son dispositif de défense. Une atmosphère de siège s'est installée au centre-ville, où les déflagrations faisaient éclater les vitres. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge congolaise ont dû interrompre le

mois ». Il veut aussi imposer la neutralité de l'aéroport et empêcher ainsi des renforts adverses d'arriver de Pointe-Noire, la capitale économique du pays, comme ce fut le cas au cours des derniers jours.

De son côté, le président Lissouba dispose de plusieurs milices et d'un tiers environ des effectifs des FAC restés fidèles. Un autre tiers se terrait chez eux, les autres ayant rallié les rangs du général Sassou Nguesso. Il espère également beaucoup de l'arrivée du « détachement militaire avancé » (DMA) proposé par Mohamed Sahnoun, médiateur des Nations unies. En admettant que la communauté internationale envoie ce détachement avant qu'il ne soit trop tard, on peut s'interroger sur la pertinence du raisonnement. Le président Lissouba en effet, après avoir demandé en vain le maintien des troupes françaises, attend ce DMA « pour défendre la démocratie », qu'il est censé incarner et garantir depuis son élection à la tête de l'Etat. M. Lissouba espère, en raison de la situation, voir son mandat, qui expire le 31 août, prolongé de 90 jours, ce que M. Sassou Nguesso refuse avec énergie.

En ce début de semaine, l'impasse est manifeste à Brazzaville où la situation risque de se dégrader encore. Le haut conseil de médiation, assorti d'une commission mixte de contrôle des libertés, qui compléterait le dispositif proposé par M. Sahnoun, n'a guère de chance de fonctionner. Les belligérants avaient signé un « Pacte pour la paix », assorti de dispositions comparables, le 31 mai. Dans la nuit du 4 au 5 juin, le président Lissouba, encouragé par M. Yhombi Opango, avait fait cerner par quelques blindés la villa de M. Sassou Nguesso. On connaît la suite de cette malencontreuse opération qui permit aux « cobras » du général de reprendre les armes.

En fin d'après-midi, six obus tirés de Brazzaville ont touché Kinkasa, capitale de l'ex-Zaire. Le chef de l'Etat, Laurent-Désiré Kabila, a immédiatement réuni les ambassadeurs, bien décidé à ne pas laisser la crise congolaise traverser le fleuve.

Danielle Rouard

M. Nétanyahou devrait surmonter la crise qui menace sa majorité

Les alliés du premier ministre israélien contestent plus ses méthodes de gouvernement, jugées dictatoriales, que ses choix politiques vis-à-vis du monde arabe et des Palestiniens

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Les dissensions et les menaces de rébellion ont beau se multiplier depuis quelques semaines à l'intérieur de la coalition nationaliste et religieuse qui soutient le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, Ehoud Barak, le nouveau chef de l'opposition travailliste, ne « croit pas » à son renversement. Selon lui, quand bien même il paraît une nouvelle fois sérieusement ébranlé par la spectaculaire démission de son ministre des finances, Dan Meridor, la semaine passée, le gouvernement devait survivre mardi 24 juin à la motion de censure déposée à la Knesset par l'opposition.

Tirailé entre les exigences électorales de certains des sept partis qui composent sa coalition et les ambitions personnelles des uns et des autres, le premier ministre, quotidiennement, directement et personnellement pris à partie pour son « amateurisme outrecroïque » par les ténors « historiques » du Likoud, son propre parti, tentait mardi matin de mettre sur pied un difficile remaniement gouvernemental qui contenterait tout le monde. Deux postes seulement - finances et sciences - étaient théoriquement à pourvoir, mais les candidats se bousculaient littéralement au portillon. Seul Ariel Sharon, ministre des infrastructures nationales et chef de file de l'aile droite du Likoud, semblait assuré mardi matin d'obtenir bientôt, à la grande joie des colons juifs de Gaza et de Cisjordanie occupée, le portefeuille des finances.

RETOUR DU « BULLDOZER »

L'ancien général de 69 ans, qui décida l'invasion du Liban en 1982 et dut quitter le gouvernement après les massacres de plusieurs centaines de réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila par des miliciens phalangistes alliés à Israël, se retrouverait ainsi à un poste capital pour accélérer un peu plus la colonisation du maximum de territoires palestiniens occupés. A ce jour encore, Ariel Sharon considère Yasser Arafat comme « un terroriste, un criminel de guerre qui doit être jugé ». La no-

mination annoncée de celui qu'on appelle en Israël le « bulldozer », écrivait dimanche Héli Shalev, l'un des plus célèbres commentateurs politiques israéliens, « donnera au reste du monde l'impression que M. Nétanyahou constitue un cabinet de guerre ».

Mais le premier ministre doit d'abord s'assurer de la survie de son gouvernement mardi à la Knesset. Pour ce faire, pour dissuader les tentations abstentionnistes annoncées par au moins une douzaine d'élus de sa majorité (66 mandats sur 120), M. Nétanyahou a laissé entendre lundi soir que la « carotte » des nominations ministérielles serait agitée le plus longtemps possible. En clair, les noms des heureux et nouveaux élus du gouvernement ne seront annoncés qu'après le vote de mardi. La convocation du

des querelles de personnes et des surenchères plus ou moins contradictoires comme celles qui opposent les « laïcs » aux religieux, les sept partis qui forment la coalition majoritaire demeurent d'ailleurs globalement satisfaits de la politique suivie par M. Nétanyahou, notamment vis-à-vis du monde arabe et des Palestiniens. « Le Likoud oui, Nétanyahou non », résume David Réem, député « anti-Bibi » du parti majoritaire.

« ARROGANT »

En clair, ce n'est pas la direction suivie qui pose problème mais la personnalité ainsi que les « méthodes » du chef de gouvernement, régulièrement accusé de « ne pas tenir ses promesses », de se montrer « arrogant et dictatorial » avec ses ministres, de les

Le parti « russe » vend chèrement son soutien

Le premier ministre Benyamin Nétanyahou a conclu lundi 23 juin un accord avec le parti « russe » de Nathan Chitcharansky (7 députés), représentant les immigrants d'origine russe. M. Nétanyahou devrait débloquer un crédit de près de 100 millions de dollars en faveur du ministère de l'intégration dirigé par Yonli Edelstein, un membre de ce parti. Le premier ministre a également accepté de suspendre la nomination, contestée par le parti « russe », du prochain ambassadeur à Moscou. M. Chitcharansky avait souhaité être consulté avant que le premier ministre arrête son choix. M. Nétanyahou s'est enfin engagé à améliorer « les méthodes de travail du gouvernement » et à consulter davantage les ministres. M. Chitcharansky avait indiqué ces derniers jours que son parti avait « un pied à l'extérieur de la coalition ». Il avait laissé planer la menace d'une abstention ou même d'un vote en faveur de la motion de censure déposée par l'opposition de gauche s'il n'obtenait pas des crédits en faveur des immigrants. MM. Chitcharansky et Edelstein avaient boycotté deux conseils des ministres pour manifester leur mécontentement. - (AFP)

pays à de nouvelles élections doubles - pour la Knesset et pour le poste de premier ministre - ne peut être décidée par le Parlement qu'avec une majorité absolue de 61 voix. Les quatre partis de l'opposition n'en comptent que 52. Si les abstentions annoncées dans la majorité servaient peut-être, comme l'affirment certains, « à donner un avertissement au premier ministre », elles ne les aideront pas.

Périodiquement secoués depuis leur arrivée au pouvoir il y a un an par des scandales à répétition, des nominations controversées,

marginaliser et de gouverner seul le pays en compagnie de son éminence grise et directeur officiel de ses services, le très controversé Avigdor Lieberman, dit « KGB ». « Ah, se lamentait lundi un élu du Parti « russe » de Nathan Sharan, si Ehoud Barak obdonnait les gouchistes du Meretz (9 élus) et acceptait de rompre le Parti travailliste ou centre de l'échiquier national, nous pourrions envisager de constituer un gouvernement d'union nationale... » Sans « Bibi », bien entendu.

Patrice Claude

Les soldats de la Misab en Centrafrique ont lancé une offensive contre les mutins

LES TROUPES de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab) se sont attaquées, lundi 23 juin dans l'après-midi, au camp Kassai tenu par des soldats mutins, à l'est de la ville, tout en poursuivant activement le « nettoyage » des quartiers rebelles du sud-ouest de Bangui, la capitale du Centrafrique. Les combats auraient fait au moins une cinquantaine de morts et une centaine de blessés, selon une source informée.

Le camp Kassai, dernier îlot de résistance organisée des mutins, était encore dans la soirée sous le feu des armes lourdes et automatiques des contingents tchadien et burkinabé de la Misab assistés des éléments français d'assistance opérationnelle (Efao) qui tirent depuis un hélicoptère Puma, ont indiqué des témoins. L'intervention fran-

çaise a suivi le tir, depuis le camp Kassai, de quatre obus de mortiers de 120 mm qui sont tombés dans le secteur de l'ambassade de France, sans faire de victimes ou de dégâts. On ne sait si c'est l'ambassade qui était visée ou le camp militaire Deroué, situé sur la colline dominant le bâtiment diplomatique et occupé par les Forces armées centrafricaines (FACA).

« NETTOYAGES »

Dans la zone sud-ouest, les Sénégalais et Gabonais de la Misab, sérieusement armés, ont entrepris le « nettoyage » de Sica-1, un quartier situé près du centre-ville, après avoir demandé à quelques centaines d'habitants de quitter provisoirement les lieux. Un peu plus tôt dans l'après-midi, la Misab avait commencé le « nettoyage » de toute

poche de résistance dans les quartiers de la Kouanga, de Baongo, de Kpéténé et de Pé-tévo, tous adjacents.

Le président du Comité international de suivi des accords de Bangui, le général malien Amadou Tounani Touré, actuellement à Libreville où il s'entretient avec le président Omar Bongo, doyen des chefs d'Etat chargé de la médiation sur la crise centrafricaine, devait arriver à Bangui mardi dans la matinée. De son côté la France a « vigoureusement » condamné lundi « les actes qui risquent de compromettre le nouveau loi mise en œuvre des accords de Bangui » signés le 25 janvier « dont les phases de regroupement et de désarmement commencent à être appliquées ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a réitéré « le plus ferme soutien de la France à la médiation africaine ». - (AFP)

La France relance son idée de force interafricaine

UNE CINQUANTAINE de soldats français servent auprès de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab, lire ci-dessus) en soutien du commandement et de la logistique propres à cette force qui réunit 700 Africains détachés par six pays (Tchad, Gabon, Mali, Sénégal, Togo et Burkina Faso). Depuis la signature des accords de Bangui en janvier 1997, les soldats français ont équipé la Misab; ils lui viennent en aide pour les opérations qu'elle mène et sont chargés d'assurer la liaison avec ce qu'on appelle les éléments français d'assistance opérationnelle (Efao) formés de quelque 1 600 hommes stationnés à Bangui et à Bouar en vertu des accords, conclus principalement en novembre 1996 et octobre 1996 avec le Centrafrique, en ra-

tière de défense et d'assistance militaire technique.

Pour l'instant, la France étudie l'éventualité de renforcer, si besoin était, les Efao, notamment en transférant vers Bangui des soldats basés à Bouar, à environ 300 kilomètres au nord-ouest de la capitale. Les Efao, qui sont cantonnés au camp Kassai - situé entre l'ambassade de France et la résidence de l'ambassadeur - et qui disposent de véhicules de l'avant blindés (VAB) et d'hélicoptères Puma armés d'un canon de 20 millimètres, ont été déployés dans la ville pour tenir certains points névralgiques. De même, la France étudie l'opportunité d'obtenir un mandat de l'ONU qui donnerait sa pleine légitimité à la Misab. Cette force interafricaine est sous commandement gabonais, assisté d'un adjoint séné-

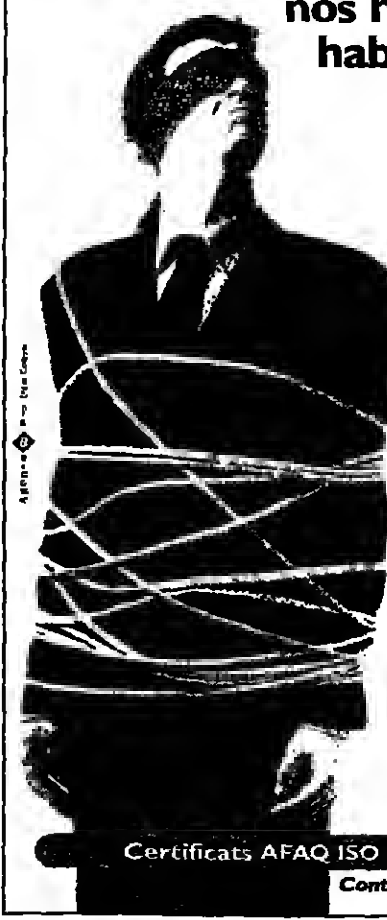
galais, et elle a été constituée après que quatre pays (Tchad, Gabon, Mali et Burkina Faso), au « sommet » franco-africain de décembre 1996, à Ouagadougou, ont lancé l'idée d'une force de paix chargée de désarmer les factions rivales en Centrafrique et d'assurer la sécurité à Bangui. C'est, en effet, la première fois qu'une force interafricaine indépendante - c'est-à-dire sans le mandat officiel d'une quelconque organisation internationale - mais francophone et soutenue logistiquement par la France, a vu le jour.

Le projet de rechercher un mandat de l'ONU est conforme à un objectif que trois pays occidentaux, la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, se sont récemment fixés en proposant une initiative commune qui vise à préparer des

unités africaines à des tâches de maintien de la paix. En mai dernier, en effet, ces trois pays ont, à New York, suggéré de former et d'instruire, sous les auspices des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), des armées africaines pour des opérations de maintien de la paix dont la complexité et l'importance ne font désormais que croître. Il ne s'agit pas, selon l'accord tripartite de New York, de créer une force interafricaine qui serait permanente, mais d'offrir à l'ensemble des pays africains - à l'exception de ceux qui sont soumis à des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU - des possibilités pour leurs forces nationales d'être entraînées pour des missions conjointes.

Jacques Isnard

Développer mon entreprise avec le Certificat AFAQ? Pourquoi donc, nous sommes très attachés à nos méthodes habituelles.



Entreprises, choisissez plutôt le certificat reconnu par les marchés. Hier, une bonne intuition et quelques finesses commerciales suffisent à envisager un développement avec sérénité. Aujourd'hui, l'attachement à de vieilles recettes ne suffit plus. Avec le certificat AFAQ, votre entreprise sera reconnue sur les marchés, en France comme à l'international et se développera sans contraintes.



AFAQ LE SIGNE DU PROGRÈS

Certificats AFAQ ISO 9000 - ISO 14000

Contactez le : 01 46 11 37 37

La Suisse conteste le rapport Eizenstat sur l'or volé par les nazis

Des conclusions politiques jugées « inacceptables »

BERNE
de notre correspondant
Vivement contesté dès sa publication, le 7 mai à Washington, le rapport Eizenstat sur « l'or et autres biens volés par l'Allemagne durant la deuxième guerre mondiale » n'a pas fini de susciter des vagues en Suisse. A la veille de l'ouverture, mardi 24 juin à Genève, d'un colloque international consacré à cette question par le Centre Simon Wiesenthal, l'étude du gouvernement américain, très critique envers la Confédération, a fait l'objet, coup sur coup, d'un séminaire au Parlement helvétique et d'une attaque en règle lancée par le chef de file de la droite nationaliste, Christoph Blocher.

Devant un millier de ses partisans réunis, samedi 21 juin à Berne, M. Blocher s'est employé, pendant près de deux heures, à faire le procès du rapport américain, refusant en particulier les accusations de son avant-propos rédigé par le sous-secrétaire d'Etat au commerce, Stuart Eizenstat. Mais plus encore qu'au document lui-même, le tribunal populiste de Zurich s'en est vigoureusement pris à la stratégie adoptée par le gouvernement helvétique pour contrer l'offensive venant des Etats-Unis. Pour lui, Berne aurait cédé aux pressions de l'étranger alors qu'il persiste à croire que « la Suisse n'a pas à avoir honte de son histoire ».

La droite nationaliste s'oppose à la création d'un fonds de solidarité en faveur des déshérités

Cherchant à exploiter à son profit une opposition croissante perceptible dans l'opinion, M. Blocher a saisi l'occasion pour repartir en guerre contre l'idée lancée en mars par le Conseil fédéral de créer une Fondation suisse de solidarité en faveur des déshérités. Pour répondre aux critiques adressées à la Suisse, le gouvernement avait imaginé de faire un geste de générosité en instituant une fondation dotée d'un capital de 7 milliards de francs suisses (28 milliards de francs français) provenant des révaluations d'une partie des réserves d'or de la banque nationale. Les intérêts de ce capital, soit environ 350 millions de francs suisses par an, seraient utilisés à des fins humanitaires, pour moitié en Suisse et pour moitié à l'étranger. Mais la réalisation de ce projet nécessitera encore une modification constitutionnelle et devra être approuvée par référendum.

Fermement déterminé à faire capoter cette initiative, M. Blocher a donc présenté une contre-proposition. Plutôt que de recourir à des

fonds publics, et sous prétexte de ne pas « céder au chantage », il en appelle au bon cœur des nantis et suggère que ceux qui en ont les moyens y aillent de leur poche en versant une contribution volontaire à une institution privée pour venir en aide aux plus nécessiteux à travers le monde. Lui-même, riche industriel, s'est engagé à mettre dans la cagnotte le premier million pourvu que 200 à 500 autres donateurs suivent son exemple. A commencer par les sept membres du gouvernement helvétique et diverses autres personnalités dont il a cité les noms.

« A l'occasion du 150^e anniversaire de la Constitution fédérale en 1998, ce serait une manière pour les classes favorisées du pays d'exprimer leur reconnaissance d'avoir bénéficié de deux cents ans de paix », s'est-il exalté. Pour les mêmes raisons, le député zurichois est également opposé au versement par la banque nationale d'un montant de 100 millions de francs suisses au Fonds de solidarité en faveur des victimes de la Shoah créé avec une contribution initiale de 100 millions déjà mise à disposition par les grandes banques. Mais, en ce qui le concerne, il sait fort bien qu'il n'a pas pris de risques en lançant son idée d'appel à la générosité des riches.

Le ministre suisse des affaires étrangères, Flavio Cotti, a également réitéré certaines critiques au rapport Eizenstat lors d'un séminaire tenu au Parlement helvétique en présence de représentants du corps diplomatique et de l'historien en chef du département d'Etat des Etats-Unis, William Slany. M. Cotti a reconnu que le rapport lui-même était « objectif », mais a contesté les conclusions politiques « inacceptables » pour la Suisse que M. Eizenstat en a tirées dans son avant-propos. Il a notamment refusé le reproche selon lequel la Suisse aurait contribué à prolonger la guerre ainsi que la critique d'une neutralité considérée comme « immorale ».

Le ministre helvétique a tenu à rappeler que dans l'effort de guerre allemand, la part de la Suisse est estimée à 0,5 %. « Comment est-il dès lors possible de parvenir à une telle conclusion ? », s'est-il interrogé. M. Cotti et d'autres intervenants suisses ont néanmoins admis que leur pays avait commis des fautes, notamment à l'égard des juifs fuyant le nazisme, et que sa politique restrictive a été « une page noire de son histoire ». Auteur du rapport proprement dit, William Slany a fait une distinction entre le résultat de ses recherches et l'avant-propos critique rédigé par M. Eizenstat. M. Slany a encore indiqué que l'étude du gouvernement américain donnait une vision unilatérale du rôle de la Suisse pendant et après la deuxième guerre mondiale.

Jean-Claude Buhner

Une atmosphère de pessimisme règne au deuxième Sommet de la Terre à New York

Jacques Chirac propose d'organiser une conférence sur l'eau

Le deuxième Sommet de la Terre s'est ouvert, lundi 23 juin à New York, dans un climat de pessimisme dû aux divergences euro-américaines et

Nord-Sud, notamment sur les gaz à effet de serre, tenus pour responsables du réchauffement de la planète. Sobriété des chefs d'Etat et de gouverne-

ment se sont retrouvés au siège des Nations unies. Cinq ans plus tôt, à Rio, pour le premier sommet, ils étaient cent huit. (Lire notre éditorial page 15.)

NEW YORK
de nos envoyés spéciaux

Promouvoir une gestion économe de l'eau douce afin de faire face au risque majeur des pénuries qui menacent l'humanité ; en favoriser l'accès aux foyers du tiers-monde qui en sont aujourd'hui privés. Tels sont les objectifs de l'initiative sur l'eau prise, lundi 23 juin, par Jacques Chirac, à la tribune du deuxième Sommet de la Terre, réuni dans le cadre des Nations unies.

« La consommation augmente deux fois plus vite que la croissance démographique. Elle double tous les vingt ans. Au tournant du siècle, la quantité d'eau douce disponible par habitant ne sera plus que le quart de ce qu'elle était en 1950 en Afrique. Le tiers en Asie ou en Amérique latine. Source de vie, l'eau risque de devenir source majeure de conflits », a souligné le président de la République, ajoutant « qu'il était urgent de mobiliser nos moyens autour de quelques grands projets ». Il a rappelé que la France avait présenté des propositions dans ce sens devant la Commission du développement durable des Nations unies.

Pour donner une suite concrète à l'exercice, M. Chirac a proposé d'accueillir, au début de 1998, une conférence réunissant l'ensemble des acteurs d'une politique de l'eau : gouvernements, collectivités locales, organisations internationales, associations, mais aussi entreprises. Le président français, le chancelier allemand, également présent à New York, Tony Blair et Romano Prodi ont-ils des chances d'être entendus, notamment des Etats-Unis ? Lors du sommet de Denver, l'échec de la tentative pour convaincre le président Clinton de souscrire à des engagements précis

en matière de protection des forêts et de réduction des émissions de gaz concourant au réchauffement de la planète porte à en douter.

L'Union européenne, pour sa part, vient de s'engager à réduire de 15 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010. Elle plaide également pour l'adoption d'une convention sur la protection des

nous rendre la vie difficile les uns aux autres », a fait valoir Bill Clinton, ajoutant qu'il avait besoin d'un mois de plus pour venir à bout des réticences au sein du Congrès. Sur leur voyage de retour, les dirigeants européens ont montré à New York qu'ils ne haïssaient pas les bras. Helmut Kohl a critiqué implicitement les

Les vingt et une plus grandes villes du monde se concerteront en l'an 2000

Les dirigeants d'Allemagne, du Brésil, d'Afrique du Sud et de Singapour ont présenté, lundi 23 juin au deuxième Sommet de la Terre, une initiative commune, dont la principale proposition est d'organiser, en l'an 2000 à Berlin, une conférence des vingt et une plus grandes villes du monde. Cette initiative se voulait surtout symbolique, du fait que « le Nord et le Sud pouvaient agir ensemble », selon les mots du chancelier Kohl. Il a annoncé que cette conférence sur le « développement durable urbain » regroupera, outre les responsables des vingt et une « mégacités », ceux de quelques villes dont la gestion est jugée exemplaire au regard des critères définis lors du premier Sommet de la Terre, à Rio, il y a cinq ans. En l'an 2000, plus de quatre milliards d'individus — la moitié de la population de la planète — habiteront dans des villes. — (AFP)

forêts. A Denver, malgré l'insistance des Européens, Bill Clinton a refusé de s'engager dans cette voie, acceptant seulement que la communauté final du sommet fasse référence à la nécessité de prendre, lors de la conférence sur ces changements climatiques qui se tiendra en décembre à Kyoto, « des engagements sur des objectifs significatifs réalistes équitables entraînant par des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010 » ; une formulation parfaitement vague qu'a critiquée, avant de quitter Denver, Jacques Sadet, président de la Commission de Bruxelles.

« Nous ne sommes pas ici pour

Etats-Unis, qui lâchent dans l'air plus de gaz carbonique que quiconque (24 % du total), en soulignant que « les pays industrialisés comme les pays en transition devraient s'assurer que leur propre croissance économique n'entraîne pas une aggravation de la pollution ».

FAIBLE MOBILISATION

Mettant en avant la nécessité d'une meilleure visibilité de l'action internationale, le chancelier a plaidé pour une organisation dont le rôle serait de coordonner et d'animer l'activité des différentes agences de l'ONU dédiées à

Le président brésilien veut réactiver le « plan alcool » pour les automobiles

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le procool est mort, vive le proalcool bis ! Devant l'Assemblée générale des Nations unies, chargée de dresser le bilan du Sommet de la Terre, organisé en juin 1992 à Rio, le président Fernando Henrique Cardoso, a évoqué, lundi 23 juin, la réactivation imminente du programme brésilien de substitution à l'essence d'un carburant moins polluant tiré de la canne à sucre. Mis en place dès 1973, au lendemain du premier choc pétrolier, puis abandonné à une lente agonie après avoir pourtant apporté la preuve qu'un parc automobile pouvait se passer de brut, le proalcool est donc officiellement promis à la résurrection dans le cadre du futur Programme de l'énergie renouvelable.

Présenté dans le discours présidentiel sous l'angle écologiquement correct, le plan de lancement en gestion s'appuie sur une série d'incitations fiscales ainsi que sur l'obligation pour l'administration fédérale de s'équiper exclusivement, à l'avenir, de véhicules de fonction dotés d'un moteur à alcool. A en juger par l'évolution du marché automobile, le renouveau de la « flotte verte », désormais chère à M. Cardoso, se fera, selon l'expression

localement consacrée, « en ramant contre la marée ».

En 1986, au maximum du régime atteint par le proalcool, 96 % des 650 000 voitures de tourisme sorties cette année-là des chaînes de montage brésiennes roulaient au carburant alternatif. Dix ans plus tard, la part de marché du moteur à alcool plongeait à moins de 1 % (environ 8 000 véhicules commercialisés en 1996). Une flambée des cours mondiaux de la canne à sucre est à l'origine du brutal renversement de tendance : en 1989, les patrons des plantations de canne à sucre ont préféré exporter du sucre plutôt que de distiller. Cauter de l'automobiliste sous toutes les latitudes, la longue rupture de stock qui en a résulté a jeté sur le proalcool un discrédit apparemment irrécupérable.

PROJET PIONNIER MORIBOND

Avec la manchette « Comment lâcher l'alcool ? », le *Journal de Brasil* s'est fait, à la mi-juin, l'interprète du pessimisme dominant parmi les quatre millions de propriétaires de voiture soumis aux aléas du proalcool : un reportage leur enseigne par le menu les étapes de la « conversion » de leur moteur à la combustion à essence, une opération facturée

400 reais (3000 francs) chez les garagistes spécialisés. Au-delà des interminables querelles d'experts sur sa viabilité économique (près de 70 milliards de francs de subventions accordés à ce jour aux usiniers), le programme a répondu efficacement, à la fin des années 80, aux besoins croissants du parc automobile, bien qu'ignoré des écologistes parce qu'il a favorisé l'essor des plantations de canne à sucre et de leur main-d'œuvre soumise à des « salaires de famine ».

Ironie des temps, le Brésil s'engage à placer sous perfusion un projet pionnier moribond, au moment où trois majors de l'automobile — Ford, General Motors et Chrysler — viennent d'annoncer de concert la livraison progressive sur le marché américain de 500 000 camions, camionnettes et autres pick-up ravitaillables en éthanol produit à partir du maïs. Les vertus retrouvées du proalcool intéresseront peut-être les 5,7 millions d'automobilistes de Sao Paulo et de sa banlieue : du 23 juin au 29 août, ils devront se conformer, sous peine d'amende, au système de circulation alternée censé réduire de 20 % la pollution, due au gaz d'échappement, critique en cette saison.

Jean-Jacques Sévilla

L'œcuménisme vit des heures difficiles en Europe

Plus de dix mille chrétiens se sont réunis à Graz, en Autriche, sur le thème de la réconciliation

GRAZ
de notre envoyé spécial

Alexis II, patriarche de Moscou, chef de l'Eglise orthodoxe de Russie, a créé un choc des poutures du rassemblement œcuménique qui, du lundi 23 au dimanche 29 juin à Graz, en Autriche, réunit sept cents délégués officiels et dix mille visiteurs de toutes les Eglises européennes. En termes violents, il a décrit la « désintégration » de l'Europe orientale, les « désillusions » qui ont suivi l'euphorie de la liberté retrouvée et dénoncé l'« arrivée massive de missionnaires qui se lancent dans un prosélytisme effréné », jusque dans des terres de tradition orthodoxe, comme la Russie, l'Ukraine ou la Roumanie.

L'assemblée de Graz était entrée dans le vif du sujet : les divisions confessionnelles qui, « congelées » par des décennies de communisme, ont resurgi depuis 1989. Orthodoxes

et catholiques orientaux (ou « uniates ») liquidés par les régimes staliniens) en sont venus aux mains pour le contrôle des Eglises et autres lieux de culte. Croates catholiques et serbes orthodoxes se sont fait la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Partout, la réaffirmation des identités confessionnelles a signifié les tensions nationales et les Eglises orthodoxes ont mal supporté de voir arriver sur des terres restées chrétiennes (malgré l'athéisme officiel) ces « missionnaires » baptistes ou catholiques dénoncés par le patriarche Alexis II.

UNE NOTION « DANGEREUSE »

En lançant des appels réguliers à la « nouvelle évangélisation » de l'Europe postcommuniste, le pape n'a pas peu contribué à la colère des pays orthodoxes. Jean Paul II n'a jamais été invité en Russie et un nouveau projet de rencontre avec

Alexis II vient d'être annulé. La situation du mouvement œcuménique en Europe est dégradée. La notion même d'« œcuménisme » est devenue « quelque chose de dangereux et d'absolument inacceptable », a affirmé, à Graz, le chef de la puissante Eglise orthodoxe de Russie.

Le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan (et favori à la succession de Jean Paul II) a répondu en évoquant « le devoir missionnaire qui nous définit comme Eglises » et fait preuve de réalisme en avançant que la « réconciliation »

des chrétiens en Europe — qui est le thème de ce rassemblement de Graz — ne signifierait pas forcément une réconciliation sociale et politique et qu'à l'inverse, les efforts d'intégration politique n'ont que peu d'effet sur les relations entre les Eglises.

D'abord annoncé à Graz, le patriarche de Constantinople, Bartholomée, primat d'honneur de toute l'orthodoxie, n'a pas fait le déplacement, en raison des rivalités qui l'opposent au patriarche de Moscou. Le rassemblement de Graz est organisé conjointement par la Conférence des Eglises européennes (KEK) — qui compte près de 325 Eglises protestantes, anglicanes et orthodoxes — et par le Conseil des conférences épiscopales catholiques (CCEE), au nombre de trente quatre en Europe.

Henri Tincq

Regards
sur
Hongkong

Un cahier spécial de 20 pages
A lire vendredi 27
dans *Le Monde*
daté samedi 28 juin

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P.
136, av. Charles de Gaulle
92323 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

Par jugement du 11 Septembre 1996, le Tribunal de Grande Instance de Lyon a jugé qu'en utilisant le terme TAILLEVIANDÉ dans le cadre de son activité de boucherie, et ce aussi bien à titre de dénomination sociale que de marque, la SARL TAILLEVIANDÉ avait commis un acte de contrefaçon de marque à l'encontre de la Société TAILLEVENT.

En conséquence, la Société TAILLEVIANDÉ s'est vue interdire l'usage de la dénomination TAILLEVIANDÉ, a été condamnée à des dommages et intérêts, le Tribunal ordonnant en outre trois publications de sa décision.

Pierre GREFFE,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

LE MONDE DES LIVRES
Retrouvez la sélection
du *Monde* sur Minitel
36 15 LEMONDE
2-23 F la minute

aisons

Le vice-président de la CSU suggère de faire l'euro sans la France

MUNICH. Faire l'euro sans la France ? Cette hypothèse a été évoquée, lundi 23 juin à Munich, par Ingo Friedrich, député européen et vice-président de la CSU, branche bavaroise du Parti chrétien-démocrate (CDU). « Cela doit aussi marcher sans les Français », a déclaré M. Friedrich, se référant aux chiffres disponibles, qui prévoient que Paris ne respectera pas les critères du traité de Maastricht. C'est la première fois qu'un tel scénario est publiquement évoqué en Allemagne. Habituellement les eurosceptiques allemands, à commencer par le ministre des Finances, s'expriment plutôt en faveur d'un retour à la monnaie unique : telle est la position défendue, depuis quelques semaines par le ministre-président Edmund Stoiber (CSU), entré en conflit ouvert avec le chancelier Kohl sur cette question. - (Corresp.)

masqués. Ils nous ont parlé de la pauvreté et du mauvais gouvernement qui nous donne seulement des miettes. Ils s'exprimaient vraiment bien et on voyait que c'étaient des gens très préparés, qui avaient fait des études. Ils ne nous ont rien demandé mais on leur a donné des bis-

La majorité des habitants d'El Quemado expriment ouvertement leur sympathie pour le Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche). « Autrefois, avant que le gouvernement nous jette en prison, on votait tous pour le PRI, sans exception. Mais aujourd'hui on a le PRD et notre candidature au Parlement c'est Mario Nuñez ».

Les huit paysans réunis sous le porche d'une maison en pisé, où figure en bonne place une affiche de campagne électorale du candidat présidentielle de 1994, ils avaient voté pour le leader du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas et, le 6 juillet, ils espèrent que María Nunez deviendra leur député à Mexico.

« En gros, le PRD et l'EPR défendent les mêmes causes - priorité à la justice sociale et à l' lutte contre la pauvreté - mais une différence fondamentale nous sépare, explique le chef des diligents du PRD pour le département de Chiapas, le maire d'Atocay: nous nous battons pour la démocratie alors que l'EPR veut une révolution marxiste-léniniste. Malheureusement, les autorités cherchent à nous associer à l' guérilla pour nous discréditer auprès

**« Antonio », « Francisco »
et les autres...**

On ne sait rien sur les dirigeants de l'EPR, si ce n'est qu'ils se font appeler « Antonio », « José Arturo », « Francisco » ou « Hernandez » et qu'ils démentent toute relation avec les producteurs de marijuana et de pavot du Guerrero. L'EPR, affirmant-ils, a été formée par l'union de quatorze organisations dont les deux principales datent des années 70, le Procup (Parti révolutionnaire ouvrier clandestin-guano du peuple) et les restes du mouvement de Lucio Caballero. « Lucio avait huit compagnons avec lui, explique un ancien dirigeant du Parti communiste, Arturo Martínez. L'armée en a abattu un en 1974, deux autres vivent actuellement à Washington. Quant aux cinq autres, ils doivent être avec l'EPR. »

des électeurs. Elles multiplient les opérations militaires dans la région pour dissuader nos militants de se rendre aux urnes et, curieusement, tous les détenus sont membres de notre parti. Au point qu'on se demande parfois si certains groupes liés au pouvoir n'auraient pas quelque chose à voir avec l'ERP.

C'est effectivement la question que se posent beaucoup de Mexicains de gauche, qui s'étonnent de voir surgir la guérilla dans les régions où les candidats du PRD sont en bonne position et ont tout à perdre d'une recrudescence de la violence.

Bertrand de la Grange

1 2 3 4 5 6 7 8

DROITE Dans un entretien au Monde, Edouard Balladur, député (RPR) de Paris et ancien premier ministre, exprime son inquiétude devant la nouvelle cohabitation qui a commencé le

2 juin. A ses yeux, personne ne « peut affirmer que la division du pouvoir n'aura jamais, sur le long terme, de conséquences préjudiciables », et « nos partenaires étrangers, particulièrement

européens, pourraient ne pas très bien comprendre ce qui se passe chez nous ». • AU SEIN DU RPR, la querelle du secrétariat général rebondit avec la déclaration de trois députés chira-

quiens - Henri Cuq, Pierre Mazeaud et Robert Pandraud - contre l'arrivée du balladurien Nicolas Sarkozy à ce poste. • LE PARTI REPUBLICAIN devait chan-

ger, mardi 24 juin, au cours de sa convention nationale, de président - Alain Madelin succédant à François Léotard - et de nom : il s'appellera désormais Démocratie libérale (lire également page 14).

Edouard Balladur met en garde contre les dangers de la cohabitation

Favorable en 1986 à ce qui était alors « une solution provisoire » dans l'attente de l'élection présidentielle, l'ancien premier ministre estime que la coexistence d'un président de droite et d'une majorité de gauche pendant cinq ans « change les données du problème »

« La cohabitation, que vous aviez recommandée en 1986, peut-elle aujourd'hui affaiblir le président de la République ?

« Si l'actuelle majorité dure jusqu'en 2002, c'est-à-dire jusqu'au terme normal de la législature, la France aura connu, depuis 1986, trois cohabitations, d'une durée totale de neuf ans sur une période de seize années. Si peut penser que le fonctionnement des institutions de la V^e République n'en sera pas modifié ? Lorsqu'on l'avait imaginée, la cohabitation était une solution provisoire dans l'attente d'une prochaine élection présidentielle, un moyen exceptionnel d'éviter une crise de régime. La cohabitation à répétition - qui plus est d'une durée de cinq ans, cette fois-ci - ne manque pas de changer les données du problème. Elle crée un système à géométrie variable ; les institutions peuvent parfois avoir du mal à s'accorder aux circonstances.

« Voyons ce qui se passe actuellement : deux ans après l'élection présidentielle, c'est celui qui n'a pas gagné en 1995, M. Jospin, qui devient, pour l'essentiel, le détenteur du pouvoir, face à celui qui avait gagné. Si bien que nous devons désormais réfléchir à l'avenir institutionnel de notre pays. Si l'on a connu, depuis 1981, six changements d'orientation politique, neuf premiers ministres et trois cohabitations, cela signifie que quelque chose ne va pas.

« Quelles conclusions en tirez-vous ?

« Aucune qui soit définitive. Il faut mettre à l'étude les solutions possibles. La première serait de ne rien changer, avec les risques de conflit que cela présente durant une période de cinq ans. L'attitude aussi l'attention sur le fait que nos partenaires étrangers, particulièrement européens, pourraient ne pas très bien comprendre ce qui se passe chez nous. Qui peut affirmer que la division du pouvoir n'aura jamais, sur le long terme, de conséquences préjudiciables ?

« La deuxième solution consisterait à préciser les pouvoirs respectifs du président de la République et du premier ministre, à dire plus précisément qui fait quoi. Je crains que ce ne soit une voie sans issue, car il est normal que les deux têtes de l'exécutif coopèrent pour les décisions importantes. Il ne peut y avoir de partage rigide.

« La troisième solution serait de parlementariser nos institutions. L'essentiel du pouvoir serait entre les mains du premier ministre qui, comme le prévoit la Constitution, détermine et conduit la politique de la nation. Mais il se trouve que, depuis 1962, le président de la République est élu au suffrage universel et qu'à l'occasion de son élection, les grandes orientations de la politique nationale sont arrêtées. Peut-on imaginer d'élire un président qui ne pourrait pas mettre en œuvre les orientations pour lesquelles il aurait été choisi ? Comme on ne peut imaginer, non plus, de revenir sur l'élection au suffrage universel, ce qui serait inacceptable et considéré, à juste titre, comme un recul de la

faire coexister un exécutif d'une tendance et un pouvoir législatif d'une autre, dans le cadre de la séparation des pouvoirs.

« Est-ce à dire que le président de la République lui-même aurait dû tirer les conséquences de la défaite de la droite aux élections législatives ?

« Non, il a pris la seule solution concevable. La cohabitation, même si elle peut constituer parfois, pour les deux têtes de l'exécutif, une sorte d'empêchement mutuel, est le seul moyen d'éviter une crise de régime. Je veux seulement dire que cette troisième cohabitation nous conduit à nous interroger. Le problème est posé : ce système institutionnel à géométrie variable, que nous connaissons, correspond-il durablement aux nécessités de la politique d'un grand pays ?

« Après les élections législatives, vous voici confronté, avec d'autres, à la reconstruction de l'opposition. Comment envisagez-vous ?

« Ce qui s'est passé constitue une épreuve. La droite et le centre



EDOUARD BALLADUR

somme, des politiques assez peu différentes les unes des autres pour en sortir. On retrouve là cette absolue nécessité, que je revendique, de rechercher et de cultiver, chacun de son côté, sa personnalité et son identité. Face au nouveau pouvoir socialiste, nous devons nous affirmer comme les tenants d'une politique de liberté.

« Alors, que faut-il faire ? Tout d'abord, il ne faut pas ajouter au désordre. Toutes les décisions qui peuvent contribuer à la cohésion sont les meilleures. Cela suppose que l'UDF et le RPR soient capables, ensemble, d'élaborer un projet d'avenir, fondé sur la liberté, sur l'Europe et sur le dialogue, mais en l'adaptant au monde d'aujourd'hui, en le modernisant. Cela suppose, aussi, que le RPR et l'UDF apprennent à mieux travailler ensemble, parce que les élections viennent de montrer que, à eux deux, ils ne représentent pas dans l'opinion une part tellement plus importante que le Parti socialiste. Une meilleure union est indispensable.

« Continuez-vous à souhaiter la formation d'un parti unique pour l'actuelle opposition ?

« En l'état actuel des choses, ce serait sans doute prématuré. Tout ce qui ira dans le sens d'une coordination de l'action des appareils politiques, aussi bien sur le plan central que local, tout ce qui favorisera une étude en commun des projets

d'avenir, des réunions communes de nos deux groupes parlementaires, tout cela aura, non seulement mon approbation, mais mon soutien. Les partis politiques ne peuvent pas se résumer à n'être que de simples écuries présidentielles. Nous devons faire la preuve que nous avons des vues communes sur l'avenir, l'économie, la justice sociale, la nation et son rôle dans le monde, l'emploi, la sécurité.

« Faut-il aller plus loin ? Je m'interroge. Est-ce qu'une organisation commune aux formations de l'opposition ne limiterait pas, à un bord ou à un autre, les possibilités de rayonnement, la capacité d'influence ?

« N'y a-t-il pas un risque, avec la formation d'un parti unique de l'actuelle opposition, d'ouvrir un « boulevard » au Front national ?

« Cela fait maintenant plus de quinze ans que le Front national représente 10 %, 12 %, 15 % des suffrages. Un tel phénomène n'est pas transitoire. Il constitue la démonstration de notre propre échec. Au lieu de poser le problème en termes de tactique électorale, comme le font certains jusque dans nos propres rangs, il faut l'aborder au fond.

« Pratiquer l'anathème ? Cela devient difficile vis-à-vis de 15 % des Français ; en tout cas, c'est peu efficace. Jouer la complaisance ? Certainement pas. Les positions du Front national étant ce qu'elles sont, c'est de mon point de vue, inconcevable. La troisième solution consiste à traiter les causes pour lesquelles le Front national se développe depuis quinze ans. Pour résumer, trop d'hommes et de femmes ne se sentent plus à l'aise dans la société française : chômage, insécurité, malaise devant la dérive morale de la vie publique, sentiment que la nation n'est plus le refuge et la référence suprême.

« Peut-être aussi vous faut-il faire la preuve d'une pareille

identité de vues au sein du RPR, avec Philippe Séguin ? On a parfois du mal à juger crédible votre alliance récente...

« Mon attitude est inspirée par deux préoccupations : la modernisation des structures du RPR et de son mode de fonctionnement, qu'avec d'autres entend mettre en œuvre Philippe Séguin, et la nécessité de bâtir un projet politique moderne, qui tourne résolument le dos à des idées un peu dépassées, telles que « l'exception française » ; un projet qui adhère complètement, sans restriction, au mouvement qui emporte le monde entier vers la liberté, l'abaissement des frontières, la compétition, c'est-à-dire vers le dynamisme. C'est là la meilleure façon d'améliorer l'emploi et, donc, de résoudre la fracture sociale.

« De quoi souffrons-nous aujourd'hui ? D'un chômage excessif, générateur d'injustices. Comment pouvons-nous y répondre ? Par la liberté. Rien ne m'est plus étranger que d'imaginer que l'on ne puisse concilier la liberté et la justice. La société française est, à la fois, solide et instable, unie et morcelée, minée par le chômage, par une sorte d'inquiétude existentielle et, en même temps, dynamique.

« La vérité, à mon sens, est que la société française s'est elle-même longtemps perdue comme une référence pour le reste du monde. Aujourd'hui, pour continuer à être un exemple, il nous faut nous mettre davantage à l'école des autres, tirer davantage les leçons de leur expérience. Ce n'est pas nécessairement agréable. Mais si le mouvement gaulliste ne s'attachait pas, avec tous ceux qui le souhaitent, à relever ce défi, alors, sa rénovation serait manquée. Je souhaite que nous soyons les plus biceps des gaullistes, les plus déterminés des opposants, les plus novateurs pour bâtir l'avenir. »

Propos recueillis par Fabien Roland-Lévy et Jean-Louis Saux

Trois députés chiraquiens prennent position contre Nicolas Sarkozy

LA QUERELLE continue autour du poste de secrétaire général du RPR. Charles Pasqua, qui soutient depuis le premier jour l'entreprise de rénovation engagée par Philippe Séguin, sur la nécessité du poste. Assurant que « pas bien comprendre la démarche d'Edouard Balladur dans cette affaire », le sénateur des Hauts-de-Seine a expliqué qu'il « avait mal commenté dans le contexte actuel » de la rénovation « la désignation du secrétaire général du RPR, qu'il s'agisse de Nicolas Sarkozy ou de quelqu'un d'autre, pourrait résulter de quelque arrangement que ce soit entre tel ou tel ». « Le président du RPR doit être totalement libre de désigner qui bon lui semble », a-t-il ajouté (Le Monde du 24 juin).

Lundi 23 juin, trois députés RPR

ont pris le relais. Dans un communiqué commun, Pierre Mazeaud (Hauts-de-Seine), Henri Cuq (Yvelines) et Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis) ont souhaité que le prochain secrétaire général du RPR, « choisi par le président » du mouvement, soit « une personnalité dant la fidélité au chef de l'Etat soit incontestée ». Aussitôt après, les balladuriens ont répliqué sous la signature de trois autres députés, Alain Maréchal (Cantal), Christian Estrosi (Alpes-Maritimes) et Jacques Masdeu-Arús (Yvelines), en condamnant « toute tentative pour restaurer des clivages artificiels ». « Oui à l'unité, oui au renouvellement, oui au rajeunissement ! », ont-ils indiqué.

« JE RESTERAI MAIRE »

Dans l'entourage de M. Sarkozy, on observe cet échange avec une certaine sérénité : « Encore dix jours à tenir ! » On ne s'étonne même pas du silence de M. Séguin, qui n'a rien fait connaître publiquement de ses intentions sur la future direction du mouvement néogaulliste. Ce dernier, il est vrai, n'a pas intérêt à se lier les mains avant la réunion, le 6 juillet, des assises extraordinaires du RPR, d'autant que les soutiens continuent de s'ajouter. Le dernier en date émane de l'ancien ministre de la jeunesse et des sports, Guy Druet. « Il est capital de donner toute latitude au prochain président du RPR pour agir dans l'intérêt du mouvement, de l'opposition et du pays », a affirmé, mardi, le député de Seine-et-Marne.

Par ailleurs, les candidatures alternatives successives au poste de secrétaire général du RPR, celles d'Hervé Gaymard (Savoie), Jacques Godfrain (Aveyron) ou de François Baroin (Aube), n'ont pas

recontré l'écho espéré. Tout au contraire, les petits-déjeuners hebdomadaires des proches de M. Balladur attirent de nouvelles têtes. Un proche de M. Sarkozy relève aussi que le maire de Neuilly compte des amis jusque dans les rangs de l'Association des Amis de Jacques Chirac, présidée par Bernard Pons et qui doit précisément se réunir mercredi. Il cite les noms

sens. Lundi, M. Tiberi a demandé à s'expliquer avec M. Périllard.

Devant les élus du Rassemblement pour Paris - le RPR parisien -, M. Tiberi a aussi égaré l'air des fuites qui suivent les réunions internes de la majorité. Cette mise au point, qualifiée par le nouvel adjoint aux finances, Jean-François Legaret, « d'une grande fermeté », visait une précé-

Des compagnons de la Libération dénoncent la régularisation d'immigrés

Dix-huit compagnons de la Libération « dénoncent l'appel à l'insoumission » que constitue pour eux l'annonce par le gouvernement de « l'intégration prochaine de dizaines de milliers d'immigrés clandestins ». Dans un communiqué publié le 18 juin, ces dix-huit personnalités, dont l'écrivain Pierre Clémentine, le général Jacques Andrieux, Roger Wybot, ancien directeur de la DST et de l'ICGPN, Philippe Ragueneau, ancien directeur de la deuxième chaîne de l'ORTF et écrivain, se déclarent « conscients d'exprimer l'indignation de tous ceux qui combattirent pour rétablir, dans la France libérée, les lois républicaines ». Pour les signataires, « ce projet ferait l'effet d'une vague de racisme et attiserait la méfiance à l'égard de tous les étrangers, sans distinction ». Les signataires invitent les parlementaires « à se mobiliser contre ce mauvais coup porté à l'identité nationale, aux étrangers en situation régulière et à la paix sociale ».

du chef d'entreprise François Pinault et de l'écrivain Denis Tillinac.

L'onde de choc des élections législatives continue aussi de produire ses effets du côté de l'hôtel de ville de Paris. Le maire, Jean Tiberi, a fort mal apprécié la première « sortie » publique de l'un de ses compagnons, Michel Périllard, ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui, le 20 juin, l'avait invité à se démettre de ses fonctions. Elle pourrait être annoncée d'autres déclarations allant dans le même

dente où Bernard Pons, l'un des candidats potentiels les plus sérieux à la succession éventuelle de M. Tiberi, avait fait remarquer qu'après l'échec des élections législatives, Alain Juppé, lui, était parti. Interrogé par la presse, M. Tiberi a indiqué que certains élus parisiens n'ont « jamais digéré » qu'il ait été choisi pour succéder à Jacques Chirac, en 1995. « Il faudra qu'ils s'y fassent. Je suis maire de Paris et je le resterai », a-t-il ajouté.

Jean-Louis Saux

Le Parti républicain se mue en Démocratie libérale

VINGT ANS après sa fondation, à Fréjus en mai 1977, le Parti républicain devait laisser place à Démocratie libérale, mardi 24 juin, à Levallois-Perret. Concurrencé par Gilles de Robien, ancien président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Philippe Mathot, ancien député des Ardennes, Alain Madelin possédait les meilleures chances d'en devenir le président à l'issue de la convention nationale, à laquelle peuvent théoriquement participer tous les adhérents. L'ancien ministre de l'économie, qui avait soutenu Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, allait succéder ainsi à l'ancien balladurien François Léotard, au moment où Philippe Séguin, autre pilier de la campagne présidentielle de M. Chirac, s'apprête à conquérir la présidence du RPR.

M. Madelin, qui avait modérément apprécié le retour de M. Léotard à la présidence du Parti républicain, en juin 1995, après l'élection présidentielle, et qui lui avait disputé sans succès la présidence de l'UDF en mars 1996, a, cette fois, l'appui de son ancien compère des années 80. En lui offrant la direction de la famille libérale, le président de l'UDF espère redynamiser son parti d'origine, affaibli depuis la défaite d'Edouard Balladur. Resté obstinément en marge de l'UDF depuis la présidentielle, M. Madelin voit dans le nouveau Parti républicain l'occasion d'être l'un des acteurs de la « reconstruction » de la droite et l'artisan de « la construction d'une grande force politique moderne ».

Dans un entretien publié par Le Figaro mardi, le président d'idées-

Action estime que la défaite de l'ancienne majorité est notamment due au fait qu'elle « a voulu escamoter l'enjeu libéral » des élections législatives. « Si l'on avait offert une véritable alternative libérale, nous aurions pu éviter l'alternance », assure M. Madelin. A ses yeux, la défaite doit être l'occasion de « se remettre en cause, dans notre message, notre discours et notre organisation ». « Le moment est venu pour la nouvelle opposition de rompre avec une vision et une pratique autoritaire du pouvoir, de ressourcer ses idées (...), de rompre, aussi, avec une sorte de « médianisme » et de « politiquement correct, de parler de façon simple de l'immigration, de la sécurité, de la famille au de la France », ajoute M. Madelin.

A la tête du nouveau parti, le député d'Ille-et-Vilaine entend placer ses amis « en position de conduire et de réussir la prochaine alternance ». Il souhaite qu'à l'avenir, et contrairement à ce qui a été le cas à l'élection présidentielle de 1995, sa « famille politique » n'en soit plus « réduite » à départer les candidats du RPR « lors de la principale échéance politique. Aussi affirme-t-il à l'intention de ses amis de l'UDF que son soutien à Jacques Chirac n'est pas synonyme d'inféodation au président de la République : « Son rôle est d'être le gardien du bon fonctionnement de nos institutions et de veiller à la sauvegarde de l'essentiel. Il n'est pas le chef de l'opposition. La reconstruction que nous engageons, c'est notre affaire et seulement notre affaire », assure M. Madelin.

Cécile Chambraud

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

« Les retraites »

Envoyer 80 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel, (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Les associations vont saisir les parlementaires pour empêcher la réforme des allocations familiales

Le ministre de l'emploi et de la solidarité a engagé une concertation avec les partenaires sociaux

Martine Aubry a engagé une concertation, lundi 23 juin, sur la mise sous conditions de ressources des allocations familiales. Familles de France et

l'Association pour la promotion de la famille ont manifesté, mardi 24 juin au matin, devant l'Assemblée nationale. Plusieurs associations fami-

liales devaient manifester, mardi soir, à Contagabelle (Haute-Garonne), chef-lieu du canton dont Lionel Jospin est conseiller général.



de la solidarité que ce principe d'égalité des Français devant les allocations familiales n'est « pas négociable ». « Nous savons qu'une fois le principe des conditions de ressources arrêté, les curseurs seront bougés pour rendre les allocations de plus en plus restrictives », analyse François Mahieux, directeur général de l'UNAF. Son président, Hubert Brin, « ne désespère pas de changer l'angle d'approche de ce dossier, de le prendre d'une manière

plus globale ». L'UNAF souhaite aborder la politique familiale « dans son ensemble », à l'égalemeat précisé M. Brin, qu'il s'agisse des allocations, du temps de travail, des personnes âgées dépendantes et de la conciliation vie professionnelle - vie familiale. L'UNAF a confirmé son intention, annoncée le week-end dernier au cours de son assemblée générale, de saisir tous les parlementaires. Le président de la CFTC, Alain Deleu, a demandé à M^{me} Aubry de « renoncer à une annonce malheureuse » et de « partir sur d'autres bases ».

CONFUSION

Pour le premier secrétaire délégué du PS, François Hollande, la polémique « n'a pas lieu d'être », dans la mesure où les familles qui seraient concernées par la réforme sont très minoritaires. « Le salaire moyen dans ce pays est de 7 500 francs », a-t-il souligné, lundi, lors d'un point de presse. « [Le fait] que les familles dont le revenu est au-delà de 25 000 ou peut-être 30 000 francs, selon le mode de calcul, [ne bénéficient pas d'allocations] ne devrait pas émauvoyer beaucoup de Français ». M. Hollande a rappelé que le gouvernement avait soumis les allocations au RDS (remboursement de la dette sociale), avant d'estimer que « la droite ne défend pas les familles, elle défend les privilèges ». De son côté, l'Association des usagers de l'administration des services publics et privés, qui soutient la réforme, a souligné le « décalage » entre une opinion publique plutôt favorable et celle « des mouvements qui représentent officiellement les familles ».

Pour l'heure, le projet du gouvernement a semé la confusion. Quelles seraient les redevues pris en compte ? A partir de trois enfants, quel sera le plafond de ressource en-deçà duquel les familles pourront y prétendre ? Combien de familles en seront exclues ? Les déclarations politiques, notamment celles de Catherine Trautmann, porte-parole du gouvernement, ont fait qu'ajouter à la confusion. Le gouvernement devrait mettre à profit les mois d'été pour peaufiner son dispositif, la réforme devant être intégrée dans le projet de loi de finances pour 1998 qui sera soumis au Parlement à l'automne.

Jean-Michel Bezat

M^{me} Aubry veut relancer le pouvoir d'achat par la négociation

CGT et FO jugent la hausse du SMIC insuffisante

PREMIÈRE prise de contact officielle entre le numéro deux du gouvernement et les partenaires sociaux, la réunion de la Commission nationale de la négociation collective, lundi 23 juin, a été l'occasion pour Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, d'esquisser les grandes orientations de la politique de l'emploi qu'elle compte discuter pendant l'été, puis mettre en œuvre. « Pour faire reculer le chômage, nous devons retrouver une croissance durable et imaginer ensemble un modèle de développement plus solidaire et plus riche en emplois. C'est pourquoi, il nous faut relancer le pouvoir d'achat partout où cela est possible, en priorité par la négociation collective », a-t-elle déclaré à l'adresse des partenaires sociaux, en indiquant qu'ils auraient « l'occasion d'en parler lors de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail », prévue en septembre.

Estimant que l'Etat avait montré la voie à suivre en augmentant le SMIC de 4 % au 1^{er} juillet, M^{me} Aubry a pointé la « défiance persistante » de certaines branches professionnelles qui ne connaissent pas d'allocations minimales nettes inférieures au niveau du SMIC. Elle a invité les partenaires sociaux dans ces branches à « redoubler leurs efforts pour assurer à leurs salariés des perspectives de développement de carrière », en termes de salaires comme d'accès à la formation. Le ministre n'a pas exclu d'intervenir dans des secteurs où apparaissent des blocages dans la négociation de conventions collectives.

Estimant que l'Etat avait montré la voie à suivre en augmentant le SMIC de 4 % au 1^{er} juillet, M^{me} Aubry a pointé la « défiance persistante » de certaines branches professionnelles qui ne connaissent pas d'allocations minimales nettes inférieures au niveau du SMIC. Elle a invité les partenaires sociaux dans ces branches à « redoubler leurs efforts pour assurer à leurs salariés des perspectives de développement de carrière », en termes de salaires comme d'accès à la formation. Le ministre n'a pas exclu d'intervenir dans des secteurs où apparaissent des blocages dans la négociation de conventions collectives.

REFORME DE LA FISCALITE

M^{me} Aubry a aussi évoqué la réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux qui a pour double objectif de « rendre moins coûteux le travail » et de « mieux équilibrer les prélèvements entre revenus du capital et revenus du travail » avec, notamment, le transfert progressif des cotisations salariales d'assurance-maladie sur une contribution sociale élargie. Précisant qu'elle allait, pendant l'été, soigneusement préparer, avec les partenaires sociaux, la conférence sur l'emploi, Martine Aubry a souligné que celle-ci avait pour but de « favoriser la création d'emplois, sans alourdissement excessif des charges, tant particulièrement s'agissant des entreprises de moins

d'œuvre ». « L'Etat, a-t-elle précisé, s'engage à apporter son appui, notamment financier, de façon à éviter une perte de compétitivité pour les entreprises ». Mettant la réduction du temps de travail, au cœur du dispositif gouvernemental destiné à favoriser la création d'emploi, M^{me} Aubry a souhaité que celle-ci soit « significative ». Elle a rappelé qu'un projet de loi-cadre sera présenté au Parlement à l'issue de la conférence nationale et que ce texte « aura pour objet de fixer la date à laquelle la durée légale sera ramenée à 35 heures et renverra à des négociations ». En revanche, elle n'a pas évoqué le programme d'embauche de 700 000 jeunes.

NOUVEAU COUP DE POUCE

A travers les réactions des syndicats et du patronat, deux lignes de partage sont apparues, l'une sur la réévaluation du SMIC, l'autre sur la réduction du temps de travail. Pour la CGT, Maryse Dumas a répété que la hausse du SMIC de 4 % était « insuffisante » et que « le dossier n'est pas clos ». Elle a appelé « les salariés à se mobiliser immédiatement pour des augmentations de salaires et la réduction de la durée du travail ». De même, Michelle Biaggi (FO) a plaidé pour une hausse de 6 % à 7 % du SMIC et d'oc « attend un nouveau coup de pouce en septembre ». Au nom du CNPF, Didier Pineau-Valencienne a mis en garde contre les effets d'une hausse du SMIC, comme d'une réduction du temps de travail, sur l'emploi. Selon le président de la commission sociale du CNPF, « tout ce qui est de nature à augmenter le coût du travail, en porticulièrement l'heure prestée, est un facteur de non-compétitivité ».

Sur le temps de travail, un débat s'est ouvert sur la loi Robien soutenue par la CFDT et la CFTC, mais combattue par FO et la CGT. « Des éléments de la loi Robien ont montré leur efficacité, nous souhaitons qu'ils se retrouvent dans la loi-cadre », même s'il peut y avoir « des adaptations », a indiqué la CFDT qui présente, mardi 24 juin, une série d'accords d'entreprise s'appuyant sur cette loi (lire également page 19). En revanche, FO « craint de voir pérenniser la loi Robien » car « sept ans d'exonérations de charges, c'est le casse de la Sécurité sociale ».

Alain Beuve-Méry

L'UNAF défend la famille depuis la Libération

REPRÉSENTANTE officielle des intérêts des familles auprès des pouvoirs publics, l'Union nationale des associations familiales (UNAF), qui a des représentants dans les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales, gère différents services aux familles et assure le secrétariat de la Médaille de la famille française. Ses statuts datent de mars 1945, époque - la Libération - où les préoccupations familiales et natalistes étaient largement partagées à gauche comme à droite. Son financement repose sur un « fonds spécial » de la branche famille de la Sécurité sociale, qui lui fournit 0,1 % du montant des prestations servies au niveau national (soit 134 millions de francs actuellement, selon la CNAF).

Au 1^{er} janvier 1997, l'UNAF revendiquait 916 000 familles adhérentes, regroupées dans plus de 7 600 associations de différentes sensibilités politiques. Au sein des unions départementales comme au conseil d'administration, les décisions sont prises à la majorité. Outre de nombreuses associations « à recrutement spécifique » (comme l'Association familiale du personnel de la Banque de France, l'Association des paralysés de France ou, encore, le Syndicat national des

familles monoparentales), l'UNAF compte huit fédérations « à recrutement général ».

En font partie : Familles rurales (177 000 adhérents), association fondée en 1943, mais, selon ses dirigeants, sans aucune connivence avec le régime de Vichy ; Familles de France, au libéralisme plutôt traditionnel (141 000 adhérents) ; la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC), en lien avec l'Eglise, mais affichant son autonomie (35 000 adhérents) ; la Confédération syndicale des familles, héritière des Associations familiales nouvelles, qui garde pour ambition de « changer la société » (33 000 adhérents) ; le Comité national des associations populaires familiales syndicales (CNAFAS), axé sur le cadre de vie (26 000 adhérents) ; la Confédération nationale des associations familiales laïques (CNAFAL, 24 000 adhérents), qui ne s'est investie au sein de l'UNAF qu'à partir de 1984, cinq ans après avoir reçu son agrément ; s'y ajoutent les Associations familiales protestantes (4 000 adhérents) et l'Union des familles laïques (3 000 adhérents).

Michel Noblecourt

L'opposition accentue ses critiques

APRÈS UN SILENCE de plusieurs jours, Jacques Barrot (UDF-FD), ancien ministre des affaires sociales du gouvernement Juppé, a choisi de s'opposer publiquement au projet de gouvernement en matière d'allocations familiales. Fort de son expérience, dont il regrette au passage que l'on ne tienne « aucun compte » - « j'ai trop souffert des effets d'annonce pour ne pas m'étonner que Jospin y cède également » -, le député de Haute-Loire prédit que son successeur, Martine Aubry, « va se prendre les pieds dans le tapis » en étant obligé de « lâcher du lest ».

Un temps envisagé par Alain Juppé, la mise sous condition de ressources des allocations familiales est, selon M. Barrot, « le plus mauvais moyen de redistribution ». Rappelant que le gouvernement auquel il appartenait avait tenté - « en vain - de « vendre » à l'Union nationale des associations familiales (UNAF) un projet de fiscalisation des mêmes allocations, M. Barrot conteste à la fois la méthode employée - « le premier ministre a tort d'annoncer une mesure alors qu'il n'a pas pris contact avec les associations familiales » -, les modalités d'un plafonnement qui provoque

« des effets de seuil contestables », et la philosophie d'une mesure qui « donne le sentiment que la politique familiale s'arrête à un certain niveau de revenu ». En notant que seule l'imposition des allocations était « concevable », M. Barrot appuie les déclarations de Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine), qui a affirmé, lundi 23 juin, que « la voie de la fiscalisation [lui paraissait] la meilleure ».

INTRANSIGEANCE

Tout en qualifiant d'« inadapté pour une famille nombreuse » le plafond de 25 000 francs annoncé par M. Jospin, M. Méhaignerie reconnaît qu'« en matière de redistribution des moyens de l'Etat-providence, il ne devrait pas y avoir de sujets tabous, dès lors qu'ils conduisent à plus d'équité et d'efficacité ». Sans être défavorable à la fiscalisation - « à condition que tout le monde soit soumis aux mêmes impôts » -, Bernadette Isaac-Sibille (UDF, Rhône) affirme toutefois que l'« on se trompe en voulant faire des économies de ce genre », et plaide en faveur d'une meilleure gestion des allocations.

Moins virulentes que les déclarations de François Bayrou, président

de Force démocrate et du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui avait qualifié d'« agression contre les familles » le projet de gouvernement (Le Monde du 24 juin), les critiques de MM. Barrot et Méhaignerie sont très en deçà des sentiments d'une partie de la droite, qui se fait le relais du lobby familial au Palais-Bourbon. Pour Christine Boutin (UDF-FD, Yvelines), la décision du gouvernement signifie qu'« il n'y aura plus de politique familiale ».

Fer de lance du mouvement anti-IVG à l'Assemblée, elle affirme que « c'est à la dignité de l'enfant que la société est en train de toucher ». Tout en reconnaissant que Martine Aubry « essaie de corriger le tir », M^{me} Boutin souligne que c'est « le principe même » du plafonnement qui est en cause. Le député des Yvelines veut relancer le groupe de travail sur la famille qui avait remis en janvier un rapport sur le sujet à Alain Juppé.

L'intransigeance s'accroît au fur et à mesure que l'on se déplace plus à droite sur l'échiquier politique. Au lendemain de la déclaration de politique générale de M. Jospin, Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, avait jugé « inadmissible » la mise sous condition des ressources des allocations familiales, évoquant un « jeudi noir pour les familles de France ». Le député de Vendée a accusé M. Jospin de « faire le choix très clair du renouvellement des générations par l'immigration au détriment des familles de France ». Jean-Marie Le Chevallier (FN, Var) a également critiqué cette mesure, qui « témoigne une fois de plus que l'institution de la famille est une cible facile et privilégiée par les gouvernements, qu'ils soient RPR-UDF ou PS-PCF ».

Jean-Baptiste de Montvalon

s de la cohabitation

Après l'ancien premier ministre, le nouveau président de la République a engagé les données du projet de loi.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le projet de loi sur la cohabitation a été présenté par le président de la République, Jacques Chirac, le 24 juin 1997.

Le Conseil d'Etat donne tort au ministère de l'économie

LE CONSEIL D'ETAT a annulé, lundi 23 juin, une sanction que Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances du gouvernement d'Alain Juppé, avait prise à l'encontre d'un haut fonctionnaire du Trésor, Patrice Chevallier, revenu dans l'administration après avoir « pantouflé » (Le Monde du 28 mai). M. Arthuis avait suspendu son traitement à compter du 1^{er} novembre 1996 : il entendait ainsi protester contre le fait que M. Chevallier avait touché une indemnité de 2,15 millions de francs après sa révocation d'une filiale du Crédit foncier de France. Le Conseil d'Etat a jugé que cette décision était « dénuée de toute base légale », la loi du 13 juillet 1983 prévoyant que « les fonctionnaires ont droit, après service fait, à une rémunération ». Il a prescrit au ministre de l'économie et des finances de reprendre le versement de la rémunération de M. Chevallier à compter du 1^{er} novembre 1996, et prononcé une astreinte de 500 francs par jour pour le cas où cette décision ne serait pas exécutée dans les trente jours.

DÉPÊCHES

■ **IMMOBILIER** : L'appartement du domaine privé de la Ville de Paris qu'occupait Alain Juppé, 26, rue Jacob (6^e arrondissement), va être proposé aux enchères publiques, après avoir été estimé à 32 000 francs le mètre carré, selon une délibération soumise, lundi 23 juin, au Conseil de Paris. Ce logement se compose d'un quatre pièces de 130 mètres carrés, avec terrasse, évalué par les services fonciers de Paris à 4 160 000 francs ; d'un logement de 22 mètres carrés qui lui est annexé (estimé à 600 000 francs) ; auquel s'ajoute un studio de 27 mètres carrés (800 000 francs). Selon la Mairie de Paris, M. Juppé louait le premier ensemble 11 234 francs et le 2^e 27 mètres carrés 1 892 francs par mois.

■ **RÉCONCILIATION** : L'ancien dirigeant communiste Charles Fiterman a déclaré, lundi 23 juin, que la déclaration de Robert Hue pour condamner les exclusions du parti, devant Maurice Krieger-Valimoot (Le Monde des 22-23 juin), relève d'« une démarche méritoire », qui « va dans le bon sens ». L'animateur de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) a cependant ajouté que « la condamnation ne peut se limiter aux exclusions anciennes », ces pratiques ayant « sévi au cours de la dernière décennie ».

■ **SANS-PAPIERS** : Claude Gosselin, député (UDF-FD) de Paris, a demandé, lundi 23 juin, au ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, de « venir rapidement s'exprimer devant les membres de la commission des lois » sur les mesures de régularisation des sans-papiers. « Un certain nombre de points ont troublé l'opinion publique française », estime M. Gosselin dans une lettre adressée à la présidente de la commission, Catherine Tasca.

■ **CLUB** : François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, s'est démis, lundi 23 juin, de ses fonctions de président du club Témoin, fondé par Jacques Delors. Jean-Pierre Mignard, avocat au barreau de Paris, a été désigné à la présidence. M. Hollande demeure administrateur de Témoin et président d'honneur aux côtés de M. Delors.

■ **SOCIALISTES** : le PS, qui a réintégré son siège, au 10, rue de Solferino à Paris, après des travaux d'aménagement, a lancé, lundi 23 juin, une campagne d'adhésions « pour réussir le changement avec Lionel Jospin ». Chargé de la formation et de la communication au secrétariat national, Alain Bergougnoux, a annoncé qu'un tract « Les socialistes tiennent leurs engagements » — sera distribué dès la fin de la semaine. Des journées « portes ouvertes » seront organisées par les fédérations le week-end prochain.

■ **CHÔMEURS** : une cinquantaine de membres d'associations de chômeurs occupent, depuis lundi 23 juin au matin, les locaux parisiens des Assedic, rue Vicq-d'Azir (10^e arrondissement), pour protester « contre la remise en cause du fonds social » destiné aux aides d'urgence pour les chômeurs. Cette occupation, à laquelle participent, entre autres, le collectif Agir ensemble contre le chômage (ACI) et le Comité d'action chômeur (CAC) de la CNT (anarchistes), vise à faire pression sur les administrateurs de l'Unedic qui doivent étudier l'avenir des fonds sociaux le 2 juillet.

■ **DÉMISSION** : Claude Pradille, sénateur (PS) du Gard, condamné à trois ans de prison pour corruption et complicité d'escroquerie en tant que président de l'Office HLM du Gard, a démissionné de son mandat de conseiller général, a-t-on appris lundi 23 juin. M. Pradille avait été condamné à trois ans de prison ferme, en janvier 1996, par la cour d'appel de Lyon, puis libéré, en avril, pour bonne conduite.

■ **CONTRAT D'UNION CIVILE** : deux propositions de loi, instituant un contrat d'union civile et sociale, pourraient être discutées au Parlement. Député de Haute-Saône, Jean-Pierre Michel (MDC) devait présenter, mardi 24 juin, un texte « destiné à créer un cadre juridique pour deux personnes ayant un projet commun de vie et ce, quel que soit leur sexe ». Le groupe socialiste avait déposé, le 3 février, une proposition identique.

Le PC estime que le débat sur l'euro se jouera lors du collectif budgétaire de décembre

Robert Hue invite les communistes à aiguillonner « l'œuvre de changement »

La direction du PCF estime que le débat sur l'euro deviendra décisif à la fin de l'année, lorsque les députés examineront le traditionnel collectif

budgétaire de décembre. En attendant, elle devra se comporter comme l'aiguillon social du gouvernement. C'est ce que Robert Hue devait

l'inviter à faire, mardi 24 juin, lors de la réunion du comité national du parti, consacrée au « Parti communiste dans la situation actuelle ».

Souligner les avancées, pointer les lacunes et les prudenances : l'attitude du « Parti communiste dans la situation politique nouvelle », thème du rapport que proposera Robert Hue, mardi 24 juin, devant son comité national, ressemble fort à une démarche syndicale (Le Monde daté du 22-23 juin). Commentant la déclaration de politique générale du premier ministre, dimanche, à Longjumeau, en Meurthe-et-Moselle, Robert Hue a donné le ton : si « certaines dispositions nouvelles marquent nettement qu'une page est tournée » (prime de rentrée scolaire, arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique, fin des fonds de peçon), le secrétaire national du PCF regrette quelques timidités, notamment sur le SMIC.

Plutôt que l'aiguillon anti-euro-péen, le Parti communiste souhaite devenir l'aiguillon social du gouvernement. « Ne soyons pas simplement spectateurs de ce que fait le gouvernement », a encore lancé M. Hue, dimanche. Soyons aussi acteurs, directement partie prenante de l'œuvre de changement pour la porter le plus loin possible, pour en garantir le succès durable !

La petite phrase prononcée par le premier ministre, le 19 juin, à

l'Assemblée nationale, a satisfait la place du Colonneel-Fabien. « Je comprends que M. Bocquet puisse regretter que le SMIC et les minima sociaux ne soient pas davantage valorisés, a indiqué M. Jospin, mais les syndicats préfèrent souvent obtenir quelque chose par la négociation que se le voir octroyer par le pouvoir politique. » Le Parti communiste et la CGT, qui ont consacré, en décembre 1996, leur indépendance, jouent une partie séparée, mais complice : le PCF ne fera, en effet, rien pour gêner la centrale syndicale avant les élections prudhomales de décembre 1997.

Deux nouveaux membres au secrétariat national

Robert Hue devrait proposer, mardi 24 juin, l'arrivée, autour de lui, de deux nouveaux secrétaires nationaux. Il s'agirait de Pierre Blotin, son plus proche collaborateur, qui dirige le bureau d'« information et contact avec les médias », et de Daniel Brunel, un autre proche du secrétaire national. Le bureau, qui voit l'activité de Marie-George Buffet (naguère chargée de la « vie du parti ») et de Jean-Claude Gayssot (« relations extérieures et institutions ») mise entre parenthèses, s'élargit aux grosses fédérations, qui seront ainsi plus étroitement associées à la « ligne » de participation gouvernementale. Il comprendra désormais Roland Jacquet, trésorier ; Daniel Brunel ; Nicolas Marchand, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne ; Jean-Marc Coppola, Bonches-du-Rhône ; Michel Dufour, Hauts-de-Seine ; Martine Durand, Paris ; Michèle Guzman, Seine-et-Marne, ainsi qu'un cadre de la fédération de Seine-Saint-Denis.

Pour l'Europe, l'urgence est moins grande. En accordant la confiance au gouvernement de M. Jospin juste après l'adoption du pacte de stabilité, à Amsterdam, le PCF a, d'une certaine manière, mangé son pain noir. Nul ne peut dire ce qui va se passer d'ici à six mois, explique-t-on place du Colonneel-Fabien. On n'y exclut aucune hypothèse, y compris celle d'un report de l'euro, qu'il faudrait mieux alors vivre au gouvernement.

En tout état de cause, on juge que le débat sur la monnaie unique se jouera probablement sur le collectif budgétaire de fin d'année, en décembre. Il sera alors temps de réfléchir à la stratégie à adopter pour les élections régionales, en 1998.

Dans son rapport, M. Hue devait donc simplement rappeler, comme il l'a fait à Carmaux, dans le Tarn, le 15 juin, que le Parti communiste souhaite l'organisation « d'un grand débat national » et que les Français soient « consultés », « le moment venu », sur les nouvelles dispositions arrêtées dans les nouvelles étapes de la construction européenne, par exemple par référendum. Le PCF « poursuivra son action » en ce sens.

On voit mal, en revanche, comment le secrétaire national pourrait relancer la pétition pour un référendum sur la monnaie unique — comme le soutient haut et fort Maxime Gremetz, qui souhaite peut-être ainsi obliger le parti à se déjuger — alors même que la « mootée » sur Paris, pour remettre les pétitions, a été annulée. Même si cette campagne référendaire ne devait guère effrayer le PS, le « cadeau » qu'elle représenterait pour le député de Somme, qui a fait de ces pétitions son cheval de bataille, serait un peu trop beau.

Ariane Chemin

Les anciens élèves de l'ENA respirent après le discours de Lionel Jospin

LES FUSILS sont rangés : l'assemblée générale extraordinaire des anciens élèves de l'ENA, réunie à huis clos rue de l'Université, dans la soirée du lundi 23 juin, s'est dite satisfaite des propos qu'a tenus Lionel Jospin dans sa déclaration de politique générale. Quelques deux cents personnes avaient répondu à l'appel de Guy Berger, président de l'association des anciens élèves, qui voulait organiser une riposte contre la « campagne de dénigrement » dont l'ENA avait fait l'objet avant et pendant la campagne électorale.

M. Berger a rappelé le contexte dans lequel il s'était senti obligé de battre le rappel de ses troupes : Laurent Fabius avait proposé de supprimer l'ENA ; Denis Tillinac, écrivain proche de Jacques Chirac, avait défendu les « énarques » lors d'une émission de France 3, « La Marche du siècle », consacrée aux technocrates. Alain Juppé avait proposé de remplacer l'Ecole par « autre chose ». Alain Madelin avait déclaré : « L'Irlande a l'IRA, l'Espagne a l'ETA, l'Italie a la Mafia, la France a l'ENA » (Le Monde du 16 mai), avant de préciser qu'il avait tenu ces propos pour mettre en garde contre l'opinion qu'il résumait de façon volontairement caricaturale (Le Monde daté 18-19 mai).

Le rappel de cette campagne a suscité l'indignation. Un ancien élève a affirmé que M. Juppé et M. Fabius avaient proposé de

supprimer l'ENA parce que tous deux souffraient d'un déficit de popularité et avaient cru pouvoir se racheter en proposant une mesure démagogique. Le directeur de l'ENA, Raymond-François Le Bris, est venu dire que la promotion en cours de scolarité avait mal vécu les attaques contre l'école, mais qu'il lui avait rappelé son devoir de réserve. Dans les couloirs, d'anciens élèves reprochaient à M. Le Bris de n'avoir pas assez défendu son institution. Les rumeurs allaient bon train sur son éventuel départ, certains chuchotaient que M. Le Bris est, depuis longtemps, candidat à une grande préfecture ou à une ambassade.

DÉCONNECTION

De jeunes énarques ont critiqué la scolarité, trop conformiste à leurs yeux, car faite pour classer. Personne n'a évoqué la déconnexion de l'ENA et des grands corps, que nombre d'élèves appellent de leurs vœux (Le Monde du 16 mai). Seule la motion qui a été adoptée y fait allusion. Dans les couloirs, certains membres de ces corps critiquaient les « frustrés » qui n'ont pas réussi à s'y faire admettre.

M. Berger a affirmé que la situation avait changé depuis son appel. Il a relevé que le premier ministre n'avait pas fait allusion à l'ENA dans son discours de politique générale, le 19 juin. Il a déclaré que son associa-

tion est d'accord avec les grands principes invoqués par M. Jospin : impartialité de l'Etat, adhésion des fonctionnaires aux réformes, rénovation du service public. Il estime qu'en disant que « la qualité de la fonction publique » est l'un des « meilleurs gages de la réussite de la réforme de l'Etat », M. Jospin affirme implicitement que l'ENA, école de la qualité, sera sauvegardée.

Dans la motion qu'ils ont votée, les anciens élèves se disent « prêts à participer à une vraie réforme de l'ENA, pour peu qu'elle respecte (...) l'impartialité du recrutement, garanti par la procédure du concours (...), son ambition démocratique, inséparable (...) du concours interne et, maintenant, du troisième concours, ainsi que le caractère généraliste de la formation ».

Proposant que soient abordés « les besoins réels », en cadres supérieurs, de l'Etat, mais aussi « des autres collectivités territoriales et internationales », les anciens élèves demandent que l'on revoie « l'interministérielle du corps des administrateurs civils, le rôle et le recrutement des grands corps de contrôle, l'organisation d'une véritable formation continue ». Ils n'hésitent pas à mettre en cause « l'apacité et l'inégalité des rémunérations ». Les « énarques » chercheraient-ils leur Nuit du 4 août ?

Rafaële Rivals

Alain Richard réfléchit sur le « rendez-vous citoyen »

Le gouvernement se donne trois mois pour arrêter sa position

« LA PROFESSIONNALISATION des armées est un choix définitif », a déclaré le ministre de la défense, Alain Richard, qui a été entendu, vendredi 20 juin, par les membres du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), représentant les cadres des trois armées, de la gendarmerie, les personnels civils de la défense et les retraités. Selon M. Richard, « l'abandon du service national sera poursuivi ». Il reste, a-t-il ajouté en substance, à débattre du projet de « rendez-vous citoyen », et le gouvernement déterminera sa position sur le sujet avant trois mois.

Devant le CSFM, le nouveau ministre de la défense a tenu des propos que ses interlocuteurs — des officiers, des sous-officiers et des civils de toutes origines désignés pour donner leur avis, à titre consultatif, sur tout projet de texte statutaire concernant les armées et les services qui leur sont rattachés — ont qualifiés de consensuels et témoignant d'une approche, face aux dossiers, qui s'est voulue ouverte et franche.

La réunion du Conseil supérieur de la fonction militaire, à laquelle assistent les chefs d'état-major, n'est pas publique, mais, sur ces mêmes sujets, il est prévu que

M. Richard, après la séance des questions orales à l'Assemblée, sera entendu, dans l'après-midi du mercredi 25 juin, par les députés de la commission de la défense présidée par Paul Quilès, ancien ministre et député (PS) du Tarn.

Après avoir rappelé que « la professionnalisation des armées est un choix définitif », le ministre de la défense a indiqué qu'il est partisan de faire coexister, au sein de l'institution militaire, des carrières longues et des carrières courtes sur la durée desquelles il ne s'est pas prononcé. De son point de vue, le volontariat demeure dans

les intentions du gouvernement, un volontariat qui pourrait recevoir une rémunération proche de celle du SMIC et peut servir de tremplin à l'entrée, pour ceux qui en manifestent le désir, dans une carrière professionnelle.

UN NOUVEAU TEXTE DE LOI

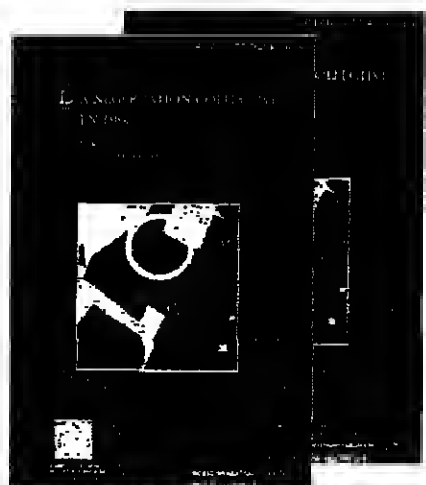
Evoquant le projet de « rendez-vous citoyen », qui fait problème dans la nouvelle majorité à l'Assemblée et dont le texte fondateur n'a pas été adopté par le précédent Parlement (Le Monde du 19 juin), M. Richard a annoncé qu'il donnera sa réponse « dans trois mois ». « C'est la seule chose, a-t-il expliqué à ses interlocuteurs, qui reste en débat. »

En substance, le ministre de la défense a indiqué qu'un nouveau texte de loi, touchant à l'abandon de l'actuel service national et au sort des réservistes, sera proposé aux élus de la nation. La nécessité d'un texte qui clarifie la situation est d'autant plus urgente que le précédent gouvernement avait lancé une série de directives visant à créer, dès cet été, les premiers centres expérimentaux d'évaluation, d'information et d'orientation afin de tester le « rendez-vous citoyen ».

Devant le CSFM, M. Richard n'a pas directement évoqué l'avenir de la programmation militaire 1997-2002, qui fixe les orientations en matière d'équipement et qui a été approuvée par le Parlement en 1996. Ce dossier de l'équipement des armées ne relève pas, en effet, des compétences des membres du CSFM. Toutefois, en réponse à des questions, il a laissé entendre que cette loi sera préservée, sans, cependant, donner l'impression de vouloir s'engager sur l'intégralité des orientations qu'elle contient.

Jacques Isnard

Temps de travail, salaire, emploi : l'état de la négociation en France



2 tomes - 648 pages - 370 F

En vente à La Documentation française
29-31 quai Voltaire - 75344 Paris cedex 07
et en librairie

Procurez-vous le bilan remis
aux partenaires sociaux le 23 juin

IMMOBILIER
et
GESTION DU PATRIMOINE

Le Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux vous propose une formation de 3^e cycle en alternance

Sélections en juillet 1997
TEL : 01-40-73-64-30

GRUPE ESC
BORDEAUX
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Bordeaux

Le Guide du Pouvoir public

Les nouveaux députés

Biographies & photos, 128 p.
100 frs

Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

sur l'euro se jouera aire de décembre

ner l'œuvre de changement

ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a présenté, mardi 24 juin, aux côtés de Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, son programme d'action. M. Allègre a affirmé sa volonté de promouvoir une « culture technologique » et sa détermination à combattre la violence dans les établissements scolaires.

Après avoir reçu la quasi-totalité des syndicats de l'éducation, le 23 juin, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a présenté ses grandes orientations à la presse, mardi 24 juin, en compagnie de Ségolène Royal, ministre déléguée chargée des enseignements scolaires. Le ministre a réaffirmé sa volonté de promouvoir la technologie (lire ci-dessous), sa détermination à combattre la violence dans les établissements, son espoir de redonner une priorité budgétaire à l'éducation. Sur ces points, la veille, nul n'aurait trouvé à redire ou à peu.

Mais quelques phrases du nouveau ministre de l'éducation ont provoqué un vif émoi parmi ses interlocuteurs, et en particulier au SNES (Syndicat national des enseignants du second degré). Claude Allègre a fait état de son objectif consistant à « dégraisser le mammoth » de l'éducation nationale, encore « trop souvent traitée d'armée rouge ». Il faut absolument « débureaucratiser » cette administration qui, tous personnels

près le discours de Lionel Jospin

EN PRÉSENTANT, mardi 24 juin, son plan pour « mener la bataille de l'intelligence du XXI^e siècle », Claude Allègre a insisté sur les compétences élargies de son ministère. Education nationale, recherche et technologie, le ministre entend agir « de la maternelle aux grands organismes de recherche ». Et tous ces niveaux seront requis pour « faire entrer l'innovation » dans le système éducatif.

Ni rupture, ni bouleversement, a-t-il proclamé d'emblée. Nul besoin non plus d'une vaste réforme législative, a-t-il ajouté. La « révolution » que se proposent de conduire Claude Allègre et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, risque pourtant de secouer l'éducation nationale. Elle peut se résumer en trois axes essentiels : réhabiliter l'enseignement scientifique et introduire la culture technologique, réformer le « mammoth » qu'est l'administration et la gestion des personnels (lire ci-dessus) et replacer l'élève « au centre du système éducatif ».

La technologie, c'est un peu l'obsession du nouveau ministre de l'éducation. « Il faut le rapprocher très tôt des enfants, dès

le niveau élémentaire. (...) La France est un des derniers pays dans l'introduction des nouvelles technologies », assène-t-il. Dans sa boîte à outils, le ministre a puisé des idées simples, qui ont coûté pas cher, comme l'organisation de journées dans les écoles, sur l'espace le jour du lancement d'Adiane-S, sur l'atome à l'occasion de la fermeture de Superphénix.

Mais Claude Allègre envisage aussi de s'attaquer à des piliers du système. Il souhaite modifier les programmes et lancer une réflexion sur les savoirs, en demandant à des scientifiques réputés - Georges Charpak, Pierre Gilles de Gennes - de participer à des conférences pédagogiques nationales. Il veut décloisonner la filière technologique en la rapprochant, « y compris physiquement », des formations générales dans les lycées. Il plaide pour une liaison entre les grandes écoles et l'université pour mettre fin à cette exception française qui ne se justifie plus dans la perspective européenne.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997

Education nationale : Claude Allègre veut « dégraisser le mammoth »

Présentant mardi 24 juin son programme, le ministre entend « débureaucratiser » son administration, aménager certains statuts enseignants et « casser » le mouvement national des professeurs. Priorité est également donnée à l'enseignement scientifique et technologique

confondus, emploie plus d'un million de personnes, a-t-il déclaré au Monde.

Le 17 juin déjà, devant ses directeurs, Claude Allègre avait lancé un mot d'ordre sans ambiguïté, leur demandant de déconcentrer tout ce qui pouvait l'être. A plusieurs reprises, le ministre a également émis l'idée que des inégalités entre enseignants du second degré ne devraient pas perdurer. Pourquoi les agrégés, faisant le même travail dans les collèges et les lycées que les certifiés, auraient-ils un temps de service de trois heures inférieur (15 heures hebdomadaires au lieu de 18) et un salaire supérieur, s'interroge-t-il ? S'ils ont passé un concours plus difficile, fait-il valoir, ils devraient accomplir d'autres tâches que les certifiés.

Claude Allègre entend donc bousculer cette pesante structure. La première conséquence pourrait consister à « casser le mouvement national » des enseignants du second degré, actuellement géré par l'administration centrale. Les professeurs sont mutés aujourd'hui à leur demande d'une académie à

l'autre, en fonction d'un barème complexe. Le SNES est très attaché à cette procédure qui garantit, selon lui, la qualité du service public. La volonté affichée de Claude Allègre a donc été très mal interprétée. Ajoutée à la petite phrase sur « la fin de la gestion du ministère par les syndicats », le climat de sérénité entre la plus puissante organisation du second degré et le nouveau ministre n'est plus qu'un souvenir.

L'avantage attendu par le ministre d'une réforme du mouvement national - déjà envisagée par Lionel Jospin au début des années 90 - est d'instaurer une procédure plus souple, de donner éventuellement davantage de pouvoir aux recteurs pour nommer les professeurs, voire aux chefs d'établissement. Le rapport de la commission Fauroux avait, l'an dernier, fustigé le mouvement national, dénonçant « le barème géré par un ordinateur central et corrigé par d'obscures tracinations, [qui] est de très

loin, l'instrument de gestion le plus absurde inventé par une administration ».

Le SNES ne voit, lui, dans la disparition du mouvement national, qu'un contrôle étroitement, que des inconvénients. Comment demander à des professeurs de Toulouse, académie qui produit plus d'enseignants que de besoin, d'aller à Amiens, où l'on en manque, s'il n'y a plus de grand brassage national, s'interroge le syndicat ? Comment garantir, alors qu'il y a sur le territoire moins de postes budgétaires que de personnes physiques, que les enseignants seront toujours nommés sur un établissement fixe et non simplement dans l'académie ? Le SNES estime que ce système aboutirait à rigidifier plus encore la machine, en figeant les personnels dans une académie au lieu de les encourager à bouger.

Malgré des concours de recrutement nationaux, les inégalités entre académies se renforceraient, l'offre universitaire n'étant pas d'une richesse égale partout, soutient le SNES. Bref, ce encouragement les professeurs à rester sur place, comme un mouvement acadé-

Cinq thèmes de travail et de négociation

Après la rencontre du 23 juin avec l'ensemble des syndicats, le ministre a engagé un dialogue « bilatéral » avec chacune des organisations (dès le mardi 24 pour la FSU), qui se terminera le 2 juillet. A plus long terme, cinq « groupes de travail » paritaires sont mis en place, pour préparer la rentrée et des mesures d'urgence. Ces thèmes concernent : le plan pour l'emploi des jeunes et sa place dans le dispositif de lutte contre la violence à l'école ; les rythmes éducatifs, les programmes, les nouvelles technologies ; les personnels administratifs et techniques ; le développement de la recherche et de la technologie ; le statut social étudiant.

Par ailleurs, le recteur René Blanchet, un proche de Claude Allègre qui a été membre de la commission Fauroux, est chargé d'un groupe de réflexion sur l'école citoyenne, qui devra prendre notamment en compte le rôle des parents à l'école.

Mais le SNES pourrait bien être isolé. La Fédération syndicale unitaire (FSU), à laquelle le SNES appartient, s'est globalement félicitée de la façon dont s'amorcent les relations avec le nouveau ministre de l'éducation. Le SE-FEN, principalement représenté dans le premier degré, et le SGEN-CFDT sont eux, plutôt favorables au « dégraisage du mammoth ».

Béatrice Gurrey

La « culture technologique » devrait faire son entrée à tous les niveaux du système éducatif

Le niveau élémentaire. (...) La France est un des derniers pays dans l'introduction des nouvelles technologies », assène-t-il. Dans sa boîte à outils, le ministre a puisé des idées simples, qui ont coûté pas cher, comme l'organisation de journées dans les écoles, sur l'espace le jour du lancement d'Adiane-S, sur l'atome à l'occasion de la fermeture de Superphénix.

Mais Claude Allègre envisage aussi de s'attaquer à des piliers du système. Il souhaite modifier les programmes et lancer une réflexion sur les savoirs, en demandant à des scientifiques réputés - Georges Charpak, Pierre Gilles de Gennes - de participer à des conférences pédagogiques nationales. Il veut décloisonner la filière technologique en la rapprochant, « y compris physiquement », des formations générales dans les lycées. Il plaide pour une liaison entre les grandes écoles et l'université pour mettre fin à cette exception française qui ne se justifie plus dans la perspective européenne.

Déjà, auprès de la conférence des présidents d'université, le ministre a testé la formule, héritée du Japon, d'un concours des meilleurs projets en matière de formation continue. Bref, « il faut intégrer les changements et les évolutions technologiques dans le système éducatif ». « Pourquoi un enseignant, y compris du second degré, ne passerait-il pas une année sabbatique dans un laboratoire ? s'interroge-t-il. Pourquoi ne pas utiliser la réduction de la durée du travail des enseignants pour la formation continue ? »

Pour Claude Allègre, il ne s'agit là que de propositions parmi d'autres, dont il espère bien que la communauté universitaire et scientifique saura se saisir. L'école de Jules Ferry est dépossédée, ajoute-t-il. Il faut casser la hiérarchie sociale forgée à vingt ans par les diplômés. Il faut organiser, pour demain, un va-et-vient permanent entre la formation et l'application dans la vie professionnelle.

Cette nouvelle conception du système éducatif s'accompagne, en parallèle, d'un deuxième postulat que Ségolène Royal est chargée de traduire dans la réalité. « L'enfant est au centre du système éducatif. Que cela plaise ou non », a-t-elle répété aux syndicats. Elle a décidé de relancer un

plan lecture à l'école primaire et de s'attacher aux programmes du collège. Concomitamment au discours de politique générale du premier ministre, Lionel Jospin, la priorité sera accordée aux zones d'éducation prioritaire (ZEP).

Dès la rentrée, des « moyens supplémentaires seront mobilisés », avec, en premier lieu, la création d'emplois-jeunes pour « l'aidé à l'étude, à l'animation et à l'encadrement sous la coordination des enseignants ». Une fois n'est pas coutume, Claude Allègre avance le chiffre, encore flou, de « beaucoup plus de dix mille emplois-jeunes ». Ni « petits boulots », ni « contrats-emploi-solidarité (CES) », ni « postes de fonctionnaires », le statut de ces futurs emplois, qui devraient être « gérés par des associations », reste à définir. « Décharger de classes les directeurs, créer des postes de médiateurs, de personnel de service » sont autant de propositions - ou chiffrées - également avancées pour répondre aux besoins des SSZ ZEP, dont la carte sera réactualisée.

Parmi les autres urgences, Claude Allègre et Ségolène Royal présenteront dans trois semaines un nouveau plan contre la violence à l'école, élaboré avec les ministères de la justice, de l'emploi et de l'intérieur. Depuis son arrivée rue de Grenelle, le ministre de l'éducation a découvert « des situations inquiétantes », dit-il, qui l'incitent à se mouvoir. « Inflexible ».

Claude Allègre bénéficiera-t-il des moyens financiers de sa politique ? Il n'en doute pas. « Mes soucis ne sont pas en priorité financiers. Il faut d'abord trouver les solutions techniques et il y aura, vous le verrez, une progression budgétaire. » Selon lui, si l'université doit rattraper son retard, il faudra procéder ailleurs par redéploiement ou lutter contre les gaspillages. Entre la suppression des fermetures de classes à la rentrée, l'annonce d'un plan social étudiant, le schéma université 2000 bis et les créations d'emplois, la facture risque pourtant d'être lourde. En attendant l'audit des finances publiques et le feu vert de Matignon pour l'engagement de nouvelles dépenses, le ministre de l'éducation ne peut aujourd'hui que préciser : « Je ne suis pas le Père Noël ».

Sandrine Blanchard et Michel Delberghe

Les syndicats déplorent l'absence de mesures concrètes

JAMAIS liste d'invités ne fut plus étudiée. Qui convier, combien d'émisaires accepter ? Le tour de table fin prêt, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, et le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, ont noué solennellement des relations avec leurs partenaires syndicaux en recevant, lundi 23 juin, quarante-cinq représentants de trente-deux organisations liées à l'éducation nationale : enseignants, inspecteurs, intendants, médecins, parents, élèves, étudiants.

La FSU (Fédération syndicale unitaire), première organisation représentative avec près de 47 % des voix aux élections de décembre 1996, ne pouvait se contenter, comme prévu, de trois délégués, un pour la fédération, un pour le SNES (second degré), un pour le Snulp (premier degré). Après négociation, on fit donc une place à sa remuante composante de l'enseignement technique, le Snetaa. Du coup, la FEN (20 % chez les enseignants) et le SGEN-CFDT (11,6 %) vinrent aussi à quatre, au lieu de trois.

Puis, on oublia l'Unapel, la puissante Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre, qui représente les quelque 800 000 familles du privé. Son président, Philippe Toussaint, s'est dit « assez inquiet de cette grossièreté », trouvant « malheureux d'ou-

blier les bonnes règles de la courtoisie et de la démocratie ». Le ministre jura que l'incident serait réparé. Autre oubli, sans doute pas complètement involontaire, la Société des agrégés.

Le premier message ministériel, distillé depuis plusieurs jours, n'a surpris personne. « Le ministre ne sera plus cagré avec les syndicats. Le gouvernement prendra ses responsabilités », a martelé Claude Allègre. Le 17 juin, le ministre s'était montré encore plus précis avec les directeurs de l'administration centrale. « La gestion avec le SNES, c'est fini. Nous allons restaurer la République », leur avait-il déclaré, en faisant allusion aux bonnes relations qu'entretenait ce syndicat avec le précédent ministre, François Bayrou. Ségolène Royal insistait quant à elle sur la nécessité de mettre « l'élève et l'étudiant au cœur de toutes les priorités ». Si, au passage on pouvait satisfaire les revendications syndicales, tant mieux, sinon...

Certains, comme le Syndicat des enseignants (SE-FEN), ont apprécié « ce franc-parler notoire » des ministres. Beaucoup ont jugé positives les orientations données sur la carte scolaire, les ZEP, la violence ou les emplois jeunes. « Mais on ne voit pas clairement les signes de force », ont fait observer le SNES et la FEN. L'annonce d'une nouvelle gestion des personnels enseignants et d'une remise en cause du mouvement national des

Philippe MALIGUIN
Directeur des Ressources Humaines à l'ADEME
Agence de l'Environnement et de la Gestion de l'Énergie

Pour lutter contre la pollution urbaine et l'effet de serre, nous avons besoin de toutes les énergies.

Le Diester est un carburant oxygéné fabriqué à partir d'huile végétale. Il réduit les émissions de particules des moteurs diesel et produit quatre fois moins de gaz à effet de serre qu'un carburant fossile.

Diester.
La ville passe au vert.

Club des Villes **DIESTER**

rendez-vous citoyen

Les nouveaux députés

NTM condamné à deux mois de prison avec sursis

LES DEUX CHANTEURS DU GROUPE DE RAP NTM ont été condamnés, lundi 23 juin, à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 25 000 francs d'amende chacun par la cour d'appel d'Aix-en-Provence pour « propos outrageants » envers la police lors d'un concert le 14 juillet 1995 à la Seyne-sur-Mer (Var). Le groupe avait été condamné, en première instance, à trois mois de prison ferme et six mois d'interdiction de chanter par le tribunal correctionnel de Toulon. Le 12 mai, le substitut général avait demandé que la peine de prison ferme soit convertie en une amende de 50 000 francs. La cour d'appel a finalement aggravé la peine requise. Il y a une semaine, les deux musiciens avaient une nouvelle fois appelé le public à « niquer la police », ce qui avait aussitôt suscité de vives réactions de la part des syndicats de policiers.

François Ciolina interpelle le procureur de Créteil

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE AU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE DE CRÉTEIL (Val-de-Marne), lundi 23 juin, l'avocat de l'ancien directeur général-adjoint de l'Office HLM de Paris, François Ciolina, réclame une nouvelle fois l'extension de la saisine du juge Eric Halphen. Soupçonnant le directeur des renseignements généraux de lui avoir dissimulé des éléments, le juge avait réclamé un réquisitoire supplétif autorisant des poursuites pour « faux témoignage ». Réagissant aux propos du garde des sceaux, Elisabeth Guigou, qui a déclaré au Monde qu'elle ne donnerait « aucune instruction » au procureur de Créteil sur cette affaire, M. Jean-Marc Fédida demande que soient donnés au juge « les moyens judiciaires [...] de déterminer les raisons pour lesquelles des documents détenus par des services de l'Etat ne sont pas remis à la justice ».

DEPÊCHES

■ **POLICE:** le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (majoritaire) a accueilli « favorablement » les projets de réforme annoncés par le premier ministre. Les chefs de service restent toutefois attentifs aux modalités de création des 35 000 emplois de sécurité, ainsi qu'à l'équilibre des pouvoirs entre municipalités et autorités de l'Etat qui devra être trouvé lors de la mise en œuvre des « contrats locaux de sécurité ».

■ La ville de Tours a été condamnée à verser la somme de 20 millions de francs à la région Centre par le tribunal administratif d'Orléans. Lors d'une convention signée le 3 octobre 1991, la région et la ville s'étaient mutuellement engagées à cofinancer la construction d'une UFR de droit. Le tribunal a considéré que la région s'était acquittée de son engagement mais que la ville « s'était refusée à verser à la région la subvention de 20 millions de francs prévue ».

Devant le tribunal de Paris, les « fantasmes » d'une clientèle attirée par les « jeunes hommes »

Pour la présidente, il s'agit de juger des faits de recel de corruption de mineurs, et non l'homosexualité

Lundi 23 juin, devant le tribunal correctionnel de Paris, une partie de la soixantaine de personnes prévenues de recel de corruption de mineurs

dans le cadre de l'affaire du réseau de diffusion de cassettes pornographiques Toro Bravo ont expliqué les motivations de leurs achats. La pré-

sidente Sophie Portier n'a pas exclu que ces cassettes vidéo aient pu mettre en scène des adolescents mineurs.

DE TOUS ÂGES et de toutes conditions, ils défilent à la barre. Conducteur de bus, chef d'entreprise, magistrat, coordinateur de centre de loisirs, retraité, cédant, prêt... Ils sont, au total, plus d'une soixantaine. Tous homosexuels, célibataires et sans enfants, à deux exceptions près. Tous prévenus de recel de corruption de mineurs. Devant la quinzième chambre du tribunal correctionnel de Paris, lundi 23 juin, ils expliquent comment, fin 1994 ou début 1995, ils se sont procurés une cassette vidéo à caractère pornographique, via l'une des revues gay de Michel Caignet - co-vente libre en kiosque -, qui présentait des photographies de jeunes hommes ou d'adolescents nus dans des poses dites « naturalistes ».

Pour répondre à leur « envie » ou leur « pulsion », ils ont payé 290 ou 390 francs. La publicité mentionnait des acteurs de dix-huit à dix-neuf ans. Mais, au visionnage, certains ont constaté que les acteurs « paraissaient jeunes », d'autres reconnaissent qu'ils « étaient mineurs », certains ne se sont pas inquiétés, d'autres indiquent qu'ils « n'ont pas aimé » et même qu'ils ont demandé à être remboursés. Mais tous, cependant, ont gardé une ou plusieurs cassettes qui leur valent aujourd'hui d'être poursuivis.

Depuis une semaine, le tribunal tente de cerner les tenants et les aboutissants du réseau de diffusion de cassettes pornographiques Toro Bravo importées de Colombie, à caractère pédophile selon l'accusation (Le Monde des 18 et 19 juin). Pour juger de l'âge des « acteurs », le tribunal a visionné à huis clos les sept films litigieux. Jeudi 19, la présidente Sophie Portier a indiqué qu'il « en pouvait exclure qu'il s'agisse d'enfants d'âge scolaire », mais la magistrat n'a

pas écarté qu'il puisse s'agir d'adolescents mineurs. Elle a évoqué des scènes de masturbation, de fellatio et de rapports sexuels complets entre jeunes de même sexe, ainsi qu'une scène de flagellation.

A plusieurs reprises, la magistrat rappelle aux acheteurs des cassettes qu'il ne s'agit pas de juger des relations - autotissées en France - entre majeurs et mineurs de plus de quinze ans, mais des faits de corruption, liée à la commercialisation et au recel de ces vidéos. Le tribunal ajoute qu'il « n'est pas juge non plus de l'homosexualité ». Un peu plus tard, un avocat de la défense s'emportera en fustigeant « l'hystérie collective qui mène aux amalgames ».

La présidente remarque que l'un des prévenus collectionnait des coupures de presse sur des viols de mineurs. Un autre craque en parlant des violences sexuelles qu'il dit avoir subies entre quatorze et dix-sept ans. Puis, soudain, Patrick Noyelle, cinquante ans, émerge du box des prévenus : « Je suis moi-même un pédéraste attiré par les adolescents, mais pas par les en-

fants... Enfin, par les jeunes de douze à dix-huit ans », M. Noyelle se dit « chercheur » en pédophilie. Il revendique le titre d'« éducateur ». On a retrouvé chez cet ancien directeur-adjoint d'un important centre d'animation à Paris pas moins de cent cassettes vidéo, six cents revues et deux mille livres sur le sujet. « Êtes-vous un pédéraste triomphant au honteux ? », questionne le substitut Michèle Ganascia. « Je suis un pédéraste responsable, répond sèchement Patrick Noyelle. Un pédéraste peut faire beaucoup de bien à un mineur, affirme-t-il. Mais cela demande beaucoup d'attention et de moralité. Je n'incite pas les gens à transgresser la loi. Mais, en tant que chercheur, je pense qu'il serait souhaitable d'avoir un débat. » « N'avez-vous pas au contraire bâti une idéologie pour justifier votre perversité ? », s'écrie alors M. Olivier Morice, conseil des Associations familiales catholiques et de la Fédération des familles de France.

Dans le box, un homme écoute d'un air presque détaché. Jean-Manuel Guillaume, quarante-six ans, a nié, jeudi 19, être le fournis-

seur des cassettes Toro Bravo, expédiées de Colombie vers la France, surant - souvent avec habileté - sur les failles et les silences de son dossier, mais esquivant difficilement les déclarations de Michel Caignet, le diffuseur, le mettant en cause.

Diplômé en droit et en économie, titulaire d'une maîtrise d'épistémologie, ce docteur en philosophie esthétique au casier judiciaire vierge a dirigé une société de cassettes « naturistes » dans les années 80 et une galerie de photos face au Sénat, tout en étant « acteur dans des films porno qui passaient sur les boulevards ». Puis il a monté un bar au Cambodge, un hôtel en Thaïlande et un restaurant en Colombie, où il louait une de ses propriétés à une maison de tolérance pour VIP.

Dissertant sur « la pilosité pubienne, axillaire et périnéale » des acteurs colombiens figurant dans les cassettes Toro Bravo afin d'expliquer qu'ils pouvaient être, selon lui, majeurs, M. Guillaume, qui ne se reconnaît aucune attirance pédophilique, a estimé, pour sa part, que les relations entre majeurs et mineurs étaient « condamnées et condamnable ». « Pourquoi alors ce commerce de cassettes « naturistes » dans les années 80 ? », a demandé M. Jean Chevalis, conseil de l'association L'Enfant bleu. « C'était une activité commerciale. Je travaillais sur les fantasmes des autres. » « N'imaginiez-vous pas que vos clients passent à l'acte ? » « Ça, c'est l'aspect subjectif de la clientèle. Nous savons que cette clientèle fantasme sur des images de jeunesse, quel que soit leur âge. En fait, ils cherchent surtout à s'illuminer. La demande était très importante, vous savez... Des dizaines de milliers de personnes. »

Jean-Michel Dumay

Sept personnes et la ville de Grenoble comparaissent pour l'accident du Drac

GRENOBLE de notre correspondant

C'est dans une salle d'assises, pleine à craquer, où le tribunal correctionnel a élu domicile, que s'est ouvert, lundi 23 juin, à Grenoble, le procès de la tragédie du Drac. Le 4 décembre 1995, six enfants âgés de six à huit ans, ainsi qu'une accompagnatrice, étaient morts noyés alors qu'ils effectuaient une sortie nature sur un site sauvage situé à une vingtaine de kilomètres de Grenoble. Le box des accusés leur ayant été épargné, les sept prévenus, parmi lesquels trois responsables d'EDF, l'inspecteur d'académie du département de l'Isère, une inspectrice de l'éducation nationale, la directrice de l'école primaire de l'extérieur Notre-Dame - l'établissement privé fréquenté par les enfants - et l'institutrice de la classe, Véronique Rostang (garde civile et victime à la fois) ont pris place au centre du prétoire. La ville de Grenoble, représentée par son quatorzième adjoint, le bâtonnier Michel Benichou, est également poursuivie, en tant que personne morale, après la mise hors de cause du maire, Michel Destot, qui a bénéficié d'un non-lieu.

Dos au public, au premier rang duquel ont pris place, très dignes, des familles des petites victimes, Véronique Rostang est la première à s'expliquer. D'une voix calme, presque posée, elle raconte comment, le jour du drame, elle est allée avec sa

classe de CE1 observer les castors sur le site de la Rivière, un plan d'eau visité couramment par des écoles de l'agglomération grenobloise. C'est alors que le groupe rebrousse chemin que le niveau de la rivière s'est brutalement élevé, suite à un lâcher d'eau opéré par EDF pour pallier la saturation du barrage situé en amont. « L'eau est montée en quelques minutes, rapporte l'institutrice. Deux enfants se sont accrochés à moi. Je suis parvenue à agripper un arbre et à monter sur un îlot. J'ai réussi à en rattraper deux autres qui partaient... »

« EDF EST PRÉVENUE » Un assesseur l'interroge : « Vous étiez-vous inquiétée de l'organisation de la sortie ? » « L'école m'en avait parlé en bien, répond la jeune femme. On m'avait dit que l'accompagnatrice, Geneviève Jager, s'occupait de tout. »

« Mais avez-vous rencontré cette personne, lui avez-vous posé des questions ? », insiste le magistrat. « On a discuté une vingtaine de minutes, le temps d'une récréation. Mais je n'avais pas reçu de documentation. C'était juste un échange. »

« Vous n'avez pas effectué de reconnaissance ? »

« Non, je m'en remettais à M^{me} Jager. » Le président du tribunal, Robert Paris, questionne à son tour : « Lorsque la seconde accompagnatrice, le matin du drame, ne s'est pas présentée au départ du car, n'avez-vous pas pensé que deux

adultes pour encadrer vingt-deux enfants, ce n'était pas suffisant ? »

« Non. »

Un avocat de la partie civile s'inquiète. « Dix-huit mois ont passé. Six enfants sont morts. Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que vous auriez dû vous poser certaines questions ? » « Je ne peux pas oublier ce que nous avons vécu, réplique Véronique Casteing. Je n'avais jamais pris de risques avec les enfants. Mais je n'étais pas maître d'œuvre. Je n'avais pas tellement mon mot à dire... J'ai toujours obéi à ma hiérarchie... » Le président tranche : « De toute façon, tout le monde a fait comme elle et s'en est remis à M^{me} Jager. La question est de savoir si cela suffit. »

L'audition de l'inspecteur d'académie et de l'inspectrice de l'éducation nationale, qui avait autorisé la sortie, ne fait pas plus avancer les choses. Quelques heures plus tôt, un « pêcheur du coin » avait laissé exploser sa colère : « Cela fait vingt-cinq ans que je vais par là. La dame qui faisait l'accompagnement, je la voyais régulièrement. Je lui demandais toujours ce qu'elle faisait avec les enfants, s'il arrivait quelque chose. Elle me disait : "EDF est prévenue !" »

Les débats doivent durer jusqu'à la fin de la semaine.

Nicole Cabret

Police : Jean-Pierre Chevènement invoque les « hussards de la République »

SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR (Rhône) de notre envoyé spécial

Appelant les commissaires de police à être, dans les quartiers difficiles, à la fois des « gardiens de la paix » et des « hussards de la République », Jean-Pierre Chevènement a prononcé, lundi 23 juin, son premier discours public de ministre de l'Intérieur. Sans dissiper le flou qui entoure les projets de réforme ébauchés par le premier ministre, quatre jours plus tôt, devant l'Assemblée nationale, il a énoncé, devant l'ensemble des responsables de la police nationale, les principes qui guideront son action. M. Chevènement apparaît clairement soucieux de ne pas brusquer la police. Il souhaite visiblement se donner le temps d'étudier les dossiers et de prendre ses marques dans une institution qu'il découvre.

« La perspective d'une France à

deux vitesses en matière de sécurité, celle de quartiers aisés dans lesquels la sécurité serait assurée, et celle de quartiers défavorisés qui seraient privés de la protection de l'autorité publique, n'est pas tolérable », a indiqué le ministre lors de la cérémonie de sortie de la promotion de l'école des commissaires de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône).

PAS DE « CITÉ INTERDITE » Ammonçant qu'il n'y a pas sur notre territoire de cité interdite, M. Chevènement a invité les commissaires à mener dans les quartiers difficiles une « action de prévention et de répression ». Adoubés « hussards » par l'ancien ministre de l'éducation, ils devront œuvrer à la « refondation républicaine de la France ». La police n'a toutefois « pas à se substituer aux éducateurs et aux travailleurs sociaux. Elle doit assumer pleinement

et sans état d'âme son rôle qui est de prévenir la délinquance et de déferer les délinquants à la justice ».

Dans les quartiers difficiles, les policiers recevront le renfort des « 35 000 emplois de jeunes affectés à des tâches de sécurité », dont la création avait été annoncée par Lionel Jospin. M. Chevènement n'a donné aucune précision sur les modalités de cette réforme importante, qui porte sur des effectifs représentant plus du quart des 120 000 fonctionnaires de la police nationale. On ne sait toujours pas si (municipalité, ministères de l'emploi ou de l'Intérieur) exercera la gestion de ces 35 000 emplois. On ignore tout aussi de leur statut et de leur durée de service, de leur recrutement, de leur formation et de leur encadrement. Le ministre n'a pas été plus explicite sur leurs missions - surveillance des sorties d'écoles ou des moyens de trans-

port, prise en charge des victimes de la délinquance ou des personnes âgées lors de leurs déplacements, participation à des patrouilles policières.

Enfin, alors que M. Jospin avait insisté sur la nécessité de supprimer toute « police politique », M. Chevènement n'a pas évoqué la réforme des renseignements généraux. Rappelant l'article de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 selon lequel la « force publique [...] est instituée pour l'avantage de tous et non l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée », M. Chevènement s'est cependant engagé à faire appliquer ce principe à la police nationale, ainsi qu'« aux polices municipales et aux sociétés privées qui interviennent dans le domaine de la sécurité ».

Erich Inciyan

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 JUILLET 1997 à 14h30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS (16^{ème})
78, rue Michel-Ange
au 4^{ème} étage comprenant : entrée, 2 pièces, cuisine, salle de bains, wc, cabi et UNE CAVE
MISE A PRIX : 900.000 Frs
S'adr. à M^{re} Ali EL-ASSAAD, Avocat à PARIS (8^{ème}), 29, rue Cambacérès - Tél. : 01.44.51.51.00
Sur les lieux pour visiter le Lundi 30 Juin 97 de 11h à 12h.

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 JUILLET 1997 à 14h30 - EN UN LOT
à PARIS (7^{ème}), 15-17, rue Cler
5 LOCAUX COMMERCIAUX
au rez-de-chaussée
UN APPARTEMENT au rez-de-chaussée
6 CAVES et 9 EMPLACEMENTS pour automobile
MISE A PRIX : 7.500.000 Frs
S'adr. à M^{re} P. VIDAL DE VERNEUX, Avocat à PARIS (8^{ème}), 55, bd Maïsterherbes - Tél. : 01.45.22.28.05 (annonce 30)
Sur les lieux pour visiter le mardi 1^{er} juillet 97 de 12h à 13h.

94 Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 3 JUILLET 1997 à 9H30
UNE PROPRIÉTÉ à SAINT MAUR DES FOSSES
39, avenue du Général Leclerc
comportant : UN PAVILLON de 5 PIÈCES PRINCIPALES
Jardin devant et derrière avec abri de jardin
contenance : 359 m²
MISE A PRIX : 600.000 Frs
S'adr. à Maître Serge TACNET, Avocat à CHAMPIGNY SUR MARNE (94), 60, rue Jean Jaurès - Tél. : 01.47.06.94.22
Maître Patrick VIDAL DE VERNEUX, Avocat à PARIS (8^{ème}), 55, boulevard Maïsterherbes - Tél. : 01.45.22.28.05 (annonce 29)
Sur les lieux pour visiter le mardi 1^{er} juillet 97 de 11h à 12h.

78 Vente au Palais de Justice de Versailles, 3, Pl. André Mignot
le mercredi 2 juillet 1997 à 9 h
ST-NOM-LA-BRETECHE (78)
PROPRIÉTÉ MODERNE D'EXCEPTION sur 2.000 m²
MAISON d'hab. - BATIMENT de bureau
Partie bureau louée
PISCINE couverte - SAUNA - TENNIS
PIECE D'EAU - PARKING 8 places
8, rue des Anciennes Granges
MISE A PRIX : 3.200.000 Frs
Pour Rens. s'adr. SCP SILLARD et ASSOCIES, Avs à VERSAILLES - T. : 01.39.20.13.97

65 Vente s/baisse de Mise à Prix. Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 JUILLET 1997 à 14h30
UNE PROPRIÉTÉ à LOURDES (65)
7, rue du Révérend Père de Foucauld
comp. : BATIMENT à usage de salle de spectacles connu sous le nom de « CINEMA PAX » - TERRAIN au Nord.
MISE A PRIX : 600.000 Frs
S'adr. à M^{re} Michel MAAREK, Avocat à PARIS (75116), 35, avenue d'Eylau - Tél. : 01.45.53.02.00

(Publicité)

vidente Sophie Portier. « Je ne sais pas ce que ces secteurs-réels aient pu mettre en scène des décennies plus tôt », dit-elle.

4. North Gungou

[illegible]

disparaissent pour l'accident du Dr.

1. Einleitung
 2. Grundlagen
 3. Methoden
 4. Ergebnisse
 5. Diskussion
 6. Fazit
 7. Literaturverzeichnis
 8. Anhang
 9. Index
 10. Abkürzungen
 11. Formeln
 12. Diagramme
 13. Tabelle
 14. Figuren
 15. Quellen
 16. Verweise
 17. Notizen
 18. Footnote
 19. Bibliographie
 20. Quellenverzeichnis
 21. Referenzen
 22. Quellenangaben
 23. Quellenangaben
 24. Quellenangaben
 25. Quellenangaben
 26. Quellenangaben
 27. Quellenangaben
 28. Quellenangaben
 29. Quellenangaben
 30. Quellenangaben
 31. Quellenangaben
 32. Quellenangaben
 33. Quellenangaben
 34. Quellenangaben
 35. Quellenangaben
 36. Quellenangaben
 37. Quellenangaben
 38. Quellenangaben
 39. Quellenangaben
 40. Quellenangaben
 41. Quellenangaben
 42. Quellenangaben
 43. Quellenangaben
 44. Quellenangaben
 45. Quellenangaben
 46. Quellenangaben
 47. Quellenangaben
 48. Quellenangaben
 49. Quellenangaben
 50. Quellenangaben
 51. Quellenangaben
 52. Quellenangaben
 53. Quellenangaben
 54. Quellenangaben
 55. Quellenangaben
 56. Quellenangaben
 57. Quellenangaben
 58. Quellenangaben
 59. Quellenangaben
 60. Quellenangaben
 61. Quellenangaben
 62. Quellenangaben
 63. Quellenangaben
 64. Quellenangaben
 65. Quellenangaben
 66. Quellenangaben
 67. Quellenangaben
 68. Quellenangaben
 69. Quellenangaben
 70. Quellenangaben
 71. Quellenangaben
 72. Quellenangaben
 73. Quellenangaben
 74. Quellenangaben
 75. Quellenangaben
 76. Quellenangaben
 77. Quellenangaben
 78. Quellenangaben
 79. Quellenangaben
 80. Quellenangaben
 81. Quellenangaben
 82. Quellenangaben
 83. Quellenangaben
 84. Quellenangaben
 85. Quellenangaben
 86. Quellenangaben
 87. Quellenangaben
 88. Quellenangaben
 89. Quellenangaben
 90. Quellenangaben
 91. Quellenangaben
 92. Quellenangaben
 93. Quellenangaben
 94. Quellenangaben
 95. Quellenangaben
 96. Quellenangaben
 97. Quellenangaben
 98. Quellenangaben
 99. Quellenangaben
 100. Quellenangaben

que les « hussards de la République »



Exemple : le portable multimédia Armada 1510

- processeur Intel Pentium[®] 120 MHz ● disque dur 1 Go
- adaptateur secteur intégré ● 16 Mo de RAM ● carte son
- lecteur disquettes ● CD-ROM 10X[™] (option intégrable)

Vous préférez
bénéficier tout
de suite des

offres exceptionnelles

Compaq, ou attendre et vivre avec des regrets ?

Pour faire bénéficier dès maintenant votre entreprise des offres exceptionnelles Compaq sur les micro-ordinateurs, les portables, les serveurs et pour recevoir gratuitement le CD-ROM Compaq

Appelez vite le :

0 803 804 805_{1,49 F/mn.}



COMPAQ
A SUIVRE...

<http://www.compaq.fr>

© 2006 Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corporation. *Sont 13 206 F17C. Prix Public Indiqué au 23.06.97 **Prix C1-ROM 10X - 1 860 F17C unit 2 244 F17C.

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997

TRANSPORTS Jean-Claude Gaysot, ministre (PC) de l'équipement, des transports et du logement, pourrait donner certaines de ses orientations en matière d'autoroutes,

vendredi 27 juin, lors de l'inauguration d'une section de l'A 16. ● UNE RÉVISION à la baisse pourrait toucher certains projets très controversés. ● LE SCHEMA DIRECTEUR ROUTIER

national prévoyait, à terme, 12 120 kilomètres d'autoroutes ou de liaisons interurbaines assimilées. ● LA DIRECTION DES ROUTES ne croit pas à un « moratoire » général, la Fédération

nationale des travaux publics (FNTF) critique les « déclarations hâtives et négatives » de Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

● L'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE vient de s'ouvrir à propos de l'A 89, un « barreau » autoroutier très contesté entre Lyon et Balbigny (Loire).

Le programme autoroutier doit faire l'objet d'un réexamen

Une réforme radicale du schéma directeur semble exclue. Certains projets très contestés devraient être remis en question. Les écologistes attendent toujours le « moratoire » annoncé par le PS et les Verts. Les professionnels des travaux publics ne veulent pas en entendre parler

TRÈS ATTENDU sur le sujet, déterminant des grandes infrastructures, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gaysot, pourrait bientôt donner quelques indications sur ses orientations, et notamment vendredi 27 juin, en inaugurant la section Amiens-Abbeville de l'autoroute A 16. Sur le dossier des autoroutes – l'un de ceux qui nécessitent des décisions relativement rapides –, son premier geste visible a été de surseoir à l'ouverture de l'enquête d'utilité publique sur la section centrale, très controversée, de l'autoroute A 51 Grenoble-Sisteron, afin de permettre un « réexamen approfondi ». Mais, presque simultanément, l'enquête publique sur le tronçon est de l'A 89, reliant l'A 6 à l'A 72, au nord de Lyon, a, elle, été ouverte comme prévu, le 9 juin.

Le texte politique commun Verts-PS publié le 31 janvier prévoyait, parallèlement à « la priorité [donnée] aux transports collectifs par le développement du service public du rail », « un moratoire sur les autoroutes [qui] permettra de réviser à la baisse le schéma autoroutier ». Pourtant, ce terme de « moratoire », considéré comme « juridique », n'est pas employé dans l'entourage du ministre des transports, où l'on préfère parler d'un « réexamen général » : celui-ci prendrait en compte le coût et les conséquences environnementales des projets, mais ne supposerait pas un « gel » global. De son côté, Dominique Voynet, s'adressant à ses amis écologistes, dans le magazine *Vert* contact du 21 juin, écrit, après avoir eu une rencontre de travail avec M. Gaysot : « A l'occasion de l'ouverture d'une enquête publique sur l'A 51, nous avons pu, avec mon collègue (...), donner un premier contenu à l'idée de moratoire sur les autoroutes. » Entre le mot, l'idée et l'acte, on devrait bientôt savoir si la nuance est purement sémantique.

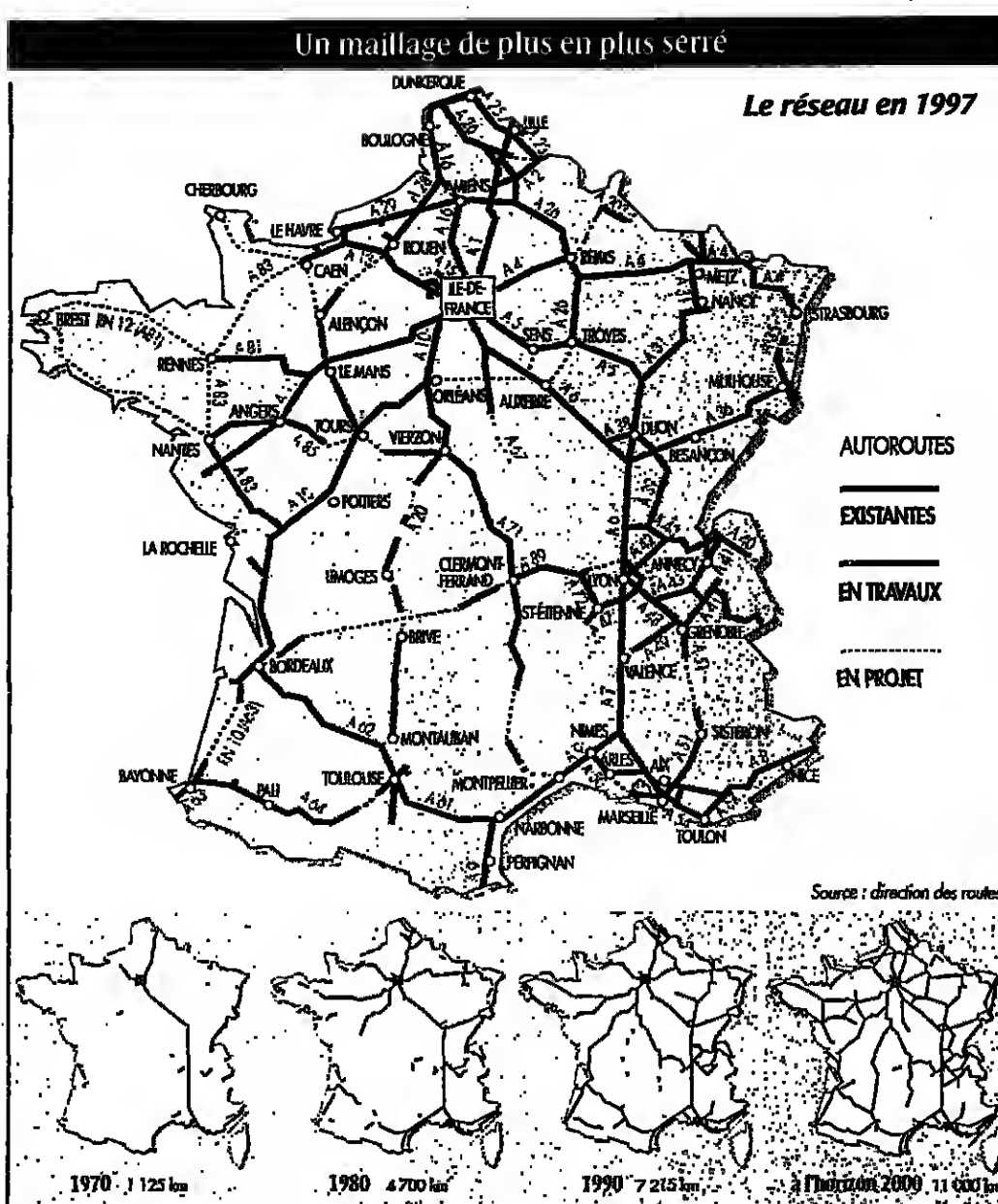
Compte tenu des engagements de la campagne, il faut, en tout cas, s'attendre à une remise à plat plus ou moins étendue du schéma directeur routier national, publié en avril 1992 et prévoyant à terme 12 120 km d'autoroutes ou de liaisons interurbaines assimilées (8 800 km concé-

dés, 3 320 non concédés, donc gratuits). Ce schéma n'a pas le caractère d'une programmation : il représente un « affichage des choix publics », auxquels doit se conformer tout projet de voie rapide de plus de 25 km. Déjà en cours de révision, en application de la loi d'orientation de 1995 sur l'aménagement et le développement du territoire (loi Pasqua), il est plutôt revu à la hausse, à travers plusieurs ajouts de projets : les autoroutes Pau-Langon (143 km), Langres-Montbéliard (140 km) et Bourges-Auxerre (170 km), ou encore les grands contournements de Grenoble, Reims, Montpellier ou Lyon (par l'ouest). A l'inverse, il comporte très peu d'abandons. Ce lui des 30 km autoroutiers reliant Saint-Tropez à Fréjus en constitue l'un des rares exemples.

INVERSER LES LOGIQUES

Il en sera peut-être autrement si le nouveau ministre s'avise de passer au crible les projets les plus contestés et/ou les plus contestables. Parmi les cas qui pourraient être réexaminés, figurent, outre l'A 51 (tracé par Gap) : l'A 89, Clermont-Ferrand-Bordeaux, dont le tracé croise le parc des volcans d'Auvergne à fait l'objet d'un avis défavorable de la commission d'enquête publique ; l'A 58, Mandelieu-La Turbie, qui doublerait l'A 8 à travers le moyen pays niçois ; l'A 24 (ex-A 1 bis) « gelée » entre Amiens et Lille. Sans oublier, en Ile-de-France : l'A 16, entre L'Isle-Adam (Val-d'Oise) et La Courneuve (Seine-Saint-Denis) à laquelle M. Gaysot, en tant que maire de Drancy, s'est personnellement opposé, et deux portions de l'A 104 (la Francilienne) et de l'A 86.

L'ampleur des révisions envisagées donnera la mesure de la volonté d'inverser certaines logiques – et d'abord celle qui consiste à faire financer par le péage la modernisation radicale d'un réseau routier assurant aujourd'hui près de 90 % des trafics de voyageurs et 67 % des transports de marchandises. Une telle inversion supposerait la mise en chantier, à grande échelle, des modes alternatifs tels que le ferro-



stage (embarquement des camions sur des trains le long des plus grands axes), qui reste en France la belle Ardennaise de cette fin de siècle. Il s'agitrait bien d'un tournant, puisque ces dernières années, et principalement depuis le « plan Baladur » d'accélération du schéma

(prévoyant l'engagement de 2 600 km d'autoroutes entre 1995 et 2003), la tendance lourde consiste à prolonger dans le temps les concessions des sociétés autoroutières, pour leur confier le financement de nouveaux tronçons à la rentabilité de moins en moins assurée. Cette

démarche, indolore pour les finances publiques, a été d'une certaine façon sanctionnée par le Conseil d'Etat qui, en annulant la déclaration d'utilité publique de l'autoroute A 400, Annemasse-Thonon, a souligné que l'argument « de poids » du financement par péage

« ne peut en aucun cas être pris en compte pour apprécier l'utilité publique » d'une opération (le Monde du 1^{er} avril).

Au moment où s'annoncent sans doute de nouvelles orientations, l'état des lieux du paysage autoroutier français – dont la densification depuis 1970 est spectaculaire (voir ci-contre) – est (au 1^{er} janvier) le suivant : 7 598 km d'autoroutes en service, dont 6 486 km concédées et 1 112 non concédées ; 1 360 km de « liaisons assurant la continuité du réseau autoroutier » (en Bretagne, par exemple) sont aménagés en 2x2 voies.

Pour 1997, alors que 220 km d'autoroutes concédées, achevés, doivent être mis en service, le programme autoroutier prévoit d'engager la construction de 412 km de sections nouvelles. Le montant total des investissements atteindra le chiffre record de 21,9 milliards : 10 % de plus qu'en 1996, 33 % de plus qu'en 1995. Le kilométrage de nouvelles autoroutes lancées est en constante augmentation depuis 1990 (de 156 à 412 km), à l'exception de 1996 (251). Au 1^{er} janvier, 1 175 km étaient en travaux. L'objectif du maillage en réseau prévaut plus que jamais.

Sur le réseau non concédé et dans le cadre du programme d'aménagement du Massif Central, l'Etat finance à 100 %, depuis 1988, la réalisation en autoroutes gratuites de l'A 20, entre Vierzon et Brive-la-Gaillarde (plus de 200 km livrés sur 290) et de l'A 75, entre Clermont-Ferrand et Béziers (233 km à 2x2 voies sur 340). Au-delà du désenclavement d'une région économiquement défavorisée, il s'agit de détourner vers ces itinéraires une partie du trafic de Paris vers le sud. Outre l'Ile-de-France, l'axe le plus surchargé du réseau français reste en effet la verticale nord-sud entre Lille et Paris, mais aussi entre Beaune et Marseille et Beaune et Montpellier. Ainsi, l'engorgement presque inéluctable de la vallée du Rhône guide la plupart des stratégies de « détournement » du trafic, vers le Centre mais aussi vers l'Est, sur l'A 51 Grenoble-Sisteron.

Robert Belleret

Un maillon coûteux de l'A 89

LYON
de notre correspondant régional
On la connaît sous le nom d'« autoroute Lyon-Balbigny », même si l'ambition n'est pas de relier la capitale des Gaules à Balbigny (2 000 habitants), dans la Loire, au sud de Roanne : dans l'esprit des aménageurs, l'A 89, barreau d'une soixantaine de kilomètres, sert à terminer la liaison autoroutière entre Genève et Bordeaux, via le nord de Lyon et Clermont-Ferrand.

Le premier argument des opposants à « Lyon-Balbigny » est la durée d'un tel trajet : huit heures. « TGV et avion vont bien plus vite », expliquent-ils. Et d'insister sur les faibles prévisions de trafic, « entre 12 000 et 15 000 véhicules/jour ». Or le coût de ce tronçon dépassera les 10,5 milliards, soit, toujours d'après les opposants, « 165 millions de francs le kilomètre en rase campagne, le coût moyen le plus cher de France ». En résumé, l'au-

toroute est pour eux « inutile, chère et destructrice de la qualité de la vie » : le tracé envisagé traverse les collines viticoles du sud du Beaujolais, emprunte la magnifique vallée de l'Azergues. L'A 89 est dans les cartons depuis presque dix ans. Depuis qu'un tracé précis a été retenu, un Comité de coordination contre l'autoroute (3 CAB) préconise, comme alternative, l'aménagement de la RN 7, 3 CAB multiplie aujourd'hui les initiatives pour inciter la population à donner son avis : l'enquête d'utilité publique a été ouverte le 9 juin.

Deux exemples récents motivent les opposants. La décision de Jean-Claude Gaysot de suspendre l'enquête d'utilité publique sur l'A 51 (Grenoble-Sisteron) : « Pourquoi ne pas agir de même pour l'A 89 ? », demande Alain Cabanes, conseiller régional (écologiste) de Rhône-Alpes. Et la décision négative du Conseil d'Etat sur l'A 400 (Annemasse-Thonon) : « L'argumentaire du Conseil d'Etat sur la non-rentabilité de cette liaison peut être appliqué pour l'A 89 », estime M. Cabanes.

Le maire PS de Roanne, Jean Auroux, comme les députés RPR du Rhône dont les circonscriptions sont touchées par ce projet soutiennent, eux, que le désenclavement de cette partie du territoire aura des conséquences économiques positives. L'enquête d'utilité publique sera close le 12 juillet.

Bruno Caussé

Les « bétonneurs » fulminent, la direction des routes est sereine

LE PRÉSIDENT de la Fédération nationale des travaux publics (FNTF), Philippe Levaux, a une « bête noire ». C'est une jeune femme blonde fraîchement nommée ministre. Chargée de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet (Verts), par ses « déclarations hâtives et négatives », concentre ses critiques, alors que le communiste Jean-Claude Gaysot, responsable des transports et de l'équipement, bénéficie plutôt d'un préjugé favorable.

Le problème n'est pas que Dominique Voynet soit « à gauche », les relations étroites par la FNTF, dans le passé, avec des ministres PS de l'équipement ou du logement « inventifs et actifs » comme Paul Quilès ou Louis Besson furent « excellentes et constructives ». Avec Martine Aubry, hier comme aujourd'hui, Philippe Levaux a des échanges « cordiaux ». Il vient d'ailleurs de lui proposer un plan de formation pour plusieurs milliers de jeunes.

Si Dominique Voynet est dans le collimateur des « bétonneurs », c'est « parce qu'elle dit non à tout » et qu'elle « ne propose rien de positif en échange ». A supposer que le gouvernement doive un coup d'arrêt au TGV-Est, à l'extension de Roissy, à la centrale électrique de la basse Loire, au tunnel du Mercantour et à d'autres travaux, c'est, affirme Philippe Levaux, 25 milliards de chiffre d'affaires par an perdus pour 5 800 entreprises et leurs 234 000 salariés, et quelque 74 000 emplois « gelés ». Et de souligner que 1 million investi dans les travaux publics entraîne deux em-

ploi directs et un indirect. « Qu'on orne le canal Rhin-Rhône ou telle autoroute, on peut comprendre, analyse Philippe Levaux, mais politiquement c'est un non-sens de ne rien mettre sur le table en compensation. Pourquoi, par exemple, ne pas annoncer un grand programme d'amélioration de la gestion de l'eau, profitant des milliards de francs de réserves dont disposent les agences de bassin ? Nous avons recensé dix mille projets dans les régions – parfois moyens, parfois petits – d'entretien ou d'amélioration de la qualité de la vie. Il faut les faire sortir vite. »

Philippe Levaux, dont le secteur a accusé une chute d'activité de 8 % en 1996, redoute encore un recul de 5 % en 1997. Il réclame un « signe fort » de la part des nouveaux gouvernements, qu'il admet de « se démarquer des monétaristes qui au cours des dernières années nous ont roulés dans la farine ». Le président

de la FNTF fait enfin valoir que tout gel des travaux publics dans l'Hexagone présente aussi le risque de freiner le développement des savoir-faire, donc d'hypothéquer les succès potentiels à l'exportation, depuis les autoroutes du Liban jusqu'aux stations d'eau potable du Botswana, au total 10 milliards de rentrées nettes pour la balance des paiements : de Dominique Voynet à Jacques Donodoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, peu de cas de l'échiquier gouvernemental échappent à la vigilance des lobbies des travaux publics.

A l'inverse, à la direction des routes, qui fait souvent figure d'Etat dans l'Etat et dont les capacités de résistance sont légendaires – Christian Leyrit, l'actuel directeur, en poste depuis 1989, a vécu plusieurs alternances –, le nouveau discours politique ne semble guère

avoir ébranlé les esprits. Pour exorciser les utopies de quelques « écologistes », on s'arc-boute volontiers à des certitudes « réconfortantes » : le trafic doit doubler entre 1990 et 2015. Avec la même tranquillité assurée, on affirme que cette puissante direction « passe son temps à dire non » aux élus qui voudraient toujours asphalter davantage... Et l'on n'oublie pas de mettre en avant les atouts les moins contestables de l'autoroute, rapidité et sécurité : deux fois moins de morts en quinze ans sur ce réseau, quatre fois moins que sur la route ordinaire.

De même, les sociétés autoroutières affichent une étonnante sérénité. Gérard Morancay est président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASEA), qui regroupe les huit sociétés d'économie mixte concessionnaires, dont l'endettement total devrait largement dépasser 200 milliards vers 2005. Il assure que, au rythme actuel, celui-ci pourrait être complètement résorbé à la fin des concessions à l'horizon 2015-2020. Et il observe qu'une révision à la baisse du programme autoroutier aurait pour effet de... « permettre un remboursement plus rapide ». Pourtant, saisi par le syndrome du quinquennat-pas-recule, certains concessionnaires ne peuvent masquer leur inquiétude à l'idée de se trouver peut-être, un jour, dans une situation assez comparable à celle de la CNR confrontée à la confirmation de l'abandon du canal Rhin-Rhône.

Robert Belleret et François Grosrichard

Le Monde

« IMMOBILIER »

TOUS LES

LUNDIS DATÉS MARDIS et MERCREDIS DATÉS JEUDIS,

PASSER VOTRE ANNONCE AU

01.42.17.39.45

BAC 1997

Retrouvez les corrigés et les résultats sur Minitel

3617 LMPLUS

DISPARITIONS

Betty Shabazz

La veuve de Malcolm X

BETTY SHABAZZ, veuve du leader noir Malcolm X assassiné en 1965, est morte à New York, lundi 23 juin, à l'âge de soixante et un ans. Son petit-fils, âgé de douze ans, avait mis le feu le 1^{er} juin à l'appartement new-yorkais où elle habitait et elle était depuis trois semaines dans un service de soins intensifs réservé aux grands brûlés (voir l'article de notre correspondant Sylvie Kauffmann paru dans Le Monde daté 8-9 juin). Les efforts entrepris pour la sauver n'ont été extraordinaires, mais on l'ont servi qu'à prolonger le calvaire de cette véritable « mère courage » de la communauté noire américaine. Depuis des semaines, les personnalités de cette communauté s'étaient succédé à son chevet et le président Clinton avait envoyé un message de soutien.

Tout le monde, aux États-Unis, se souvient qu'elle assistait, le 21 février 1965, au meeting au cours duquel son mari fut assassiné. Malcolm X, alors âgé de trente-neuf ans, était tombé, fauché par seize balles tirées, selon la cooviction intime de Betty Shabazz, par des tueurs liés à Louis Farrakhan, chef de la Nation of Islam, une des organisations musulmanes noires

américaines. Betty Shabazz était alors enceinte de jumeaux, et ses quatre autres filles étaient également présentes dans la salle. Cn rageusement, Betty Shabazz a élevé seule ses six filles, maintenant une image de dignité et de courage, et devenant de la sorte une des figures les plus respectées de la communauté noire américaine.

L'une de ses filles, Qubilah, qui avait sombré dans l'alcool et la drogue, avait été arrêtée en 1995 pour avoir tenté de faire tuer Louis Farrakhan. Pour apaiser les esprits, et sortir sa fille d'un très mauvais pas, Betty Shabazz avait publiquement fait la paix avec Louis Farrakhan. Qubilah a ainsi bénéficié d'un non-lieu il y a quelques mois et a choisi de vivre au Texas. Le fils de cette dernière, prénommé Malcolm comme son grand-père, restait cependant très perturbé et, chaque fois qu'il manifestait des troubles du comportement, se rendait chez sa grand-mère à New York. C'est apparemment ainsi qu'il était dans un état de crise, et incapable d'exercer son jugement, qu'il a mis le feu à l'appartement et aux vêtements de sa grand-mère. Il a été déferé au juge pour enfants.

■ GÉRARD PELLETIER, ancien ministre canadien des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Paris, est mort à Montréal, dimanche 22 juin, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Né à Victoriaville (Québec), Gérard Pelletier fut notamment, dans les années 40, journaliste au quotidien montréalais Le Devoir puis, au début des années 60, rédacteur en chef à La Presse, avant d'entrer en politique au sein du Parti libéral. En 1965, il est élu à la Chambre des communes d'Ottawa en même temps que Pierre-Élliott Trudeau et Jean Marchand, avec lesquels il forme un groupe surnommé « les trois colombes », qui tente de persuader les Québécois confrontés à la montée du séparatisme dans la province que leurs intérêts sont mieux servis à l'intérieur de la fédération canadienne. Devenu premier ministre en 1968, M. Trudeau nomme Gérard Pelletier ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupera jusqu'en 1972, année où il devient ministre des communications. Entre 1975 et 1981, il est ambassadeur du Canada à Paris, puis, entre 1981 et 1984, représentant permanent du Canada aux Nations unies, à New York.

■ JOHN AKILI-BUA, champion olympique nageur, est mort à Kampala, vendredi 20 juin, à l'âge de quarante-sept ans. John Akili-Bua avait émigré au stade de Munich en 1972, sa foulée lui permettant de remporter la finale du

400 mètres haies des Jeux olympiques et de battre le record du monde (47 sec 82). Blessé à plusieurs reprises, il préparait les Jeux de Montréal de 1976 quand le retrait des pays africains le contraignait à abandonner son titre à Edwin Moses qui améliora son record du monde. Après avoir fui son pays, alors dirigé par Idi Amin Dada, John Akili-Bua s'était réfugié en Allemagne, où il avait tenté de reprendre la compétition. Revenu en Ouganda en 1983, il avait été réhabilité et un stade de sa ville natale, Lira, portait son nom.

■ KARL RIDDERBUSCH, chanteur d'opéra allemand, est mort, samedi 21 juin, en Autriche. Il était âgé de soixante-cinq ans. Né à Recklinghausen le 29 mai 1932, Karl Ridderbusch avait été sacré « plus belle voix de basse du monde » par le chef d'orchestre Herbert von Karajan. Après ses études au conservatoire de Duisbourg, Ridderbusch débute en 1961, sur les scènes provinciales allemandes. Ses débuts, à Bayreuth, en 1967, le rendent d'un coup célèbre internationalement. Pendant dix années, il devait se produire chaque été sur la Colline sacrée. En 1977, il avait rompu avec Bayreuth, montrant ainsi son profond désaccord avec la mise en scène et la direction d'orchestre des Français Patrice Chéreau et Pierre Boulez. Ensuite, Ridderbusch s'est essentiellement produit à l'Opéra de Düsseldorf, tout en chantant fréquemment au Festival de Pâques de Salzbourg et à l'Opéra de Vienne,

qui lui avait conféré en 1978 le titre de Kammeränger. Karl Ridderbusch incarnait le prototype du grand chanteur allemand : à l'aise dans les rôles wagnériens les plus lourds, il savait plier sa voix à l'art si difficile du lied et s'imposer dans les œuvres de musique religieuse, notamment dans les passions et les cantates de Bach.

■ LAWRENCE PAYTON, un des quatre chanteurs de la formation vocale américaine de pop-soul The Four Tops, est mort vendredi 20 juin à Southfield (Michigan). Groupe-phare de Tamla Motown, le label noir de Detroit qu'ils rejoignent en 1963, les Four Tops ont vendu plus de 50 millions d'albums en quarante ans de carrière. Le trio d'auteurs-compositeurs Lamont Dozier et Brian et Eddie Holland leur écrit sur mesure des tubes inimitables, I Can't Help Myself et It's the Same Old Song (1965), et le numéro un Reach Out I'll Be There (1966). Le départ de Holland-Dozier-Holland en 1967 met un coup d'arrêt à cette ascension et, en 1972, les Four Tops quittent à leur tour le label. Pendant les années 70, le groupe s'illustre par d'incessants changements de maison de disques et plusieurs collaborations avec les Supremes. Les Four Tops étaient restés très populaires aux États-Unis, comme on témoigne leur prestation lors du 25^e anniversaire de Motown en 1983, où ils offrent un époustouflant medley en forme de duel avec leurs grands rivaux, les Temptations.

NOMINATIONS

JEUNESSE ET SPORTS

Philippe Sultan a été nommé directeur du cabinet de Marie-Georges Buffet, ministre de la jeunesse et des sports.

[Né le 3 novembre 1959 à Casablanca (Maroc), Philippe Sultan est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1983-1985). Il a été notamment directeur général adjoint des services du département de la Seine-Saint-Denis (1986-1990), secrétaire général du Centre national d'enseignement à distance (1990-1992), chef de bureau à la sous-direction des chemins de fer au ministère des transports (1992-1995). Depuis septembre 1995, Philippe Sultan était détaché à la direction des personnels enseignants des lycées et collèges au ministère de l'éducation nationale.]

INDUSTRIE

Michel Collin a été nommé directeur du cabinet de Christian Pteret, secrétaire d'État à l'Industrie.

[Né le 15 mai 1949 à Paris, Michel Collin est licencié en sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1973-1975). Il a été notamment en poste à la direction de la concurrence au ministère de l'économie (1975-1979), avant d'être conseiller technique au cabinet de Jacques Delors, ministre de l'économie (1982-1984). Michel Collin a été ensuite successivement conseiller du président du CCF (1984-1985), conseiller financier à l'ambassade de France à Rabat (1987-1988), directeur du cabinet du commerce et de l'artisanat (1988-1992), directeur de la communication des ministères de l'économie et du budget (1993-1995), avant de devenir chef de mission de contrôle économique et financier, depuis juillet 1995.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Claude et Pierre CHAUVIN, sont heureux d'annoncer la venue au monde de

Paul,

le 20 juin 1997, à 23 h 50,

14 bis, rue du Sanitat, 79000 Niort

— Séparés par la vie après soixante-dix ans de tendresse partagée.

Nicole et Georges ROSTAND (†) ont encore eu plusieurs arrière-petits-enfants :

le trente-cinquième,

Benoît PELISSIÉ du RAUSAS,

petit frère de

Marine,

la trente-sixième,

Camille PELISSIÉ du RAUSAS,

la petite sœur de

Frédérique,

le trente-septième,

Vincent MINGASSON,

le trente-huitième,

Léo PARPAIS,

le petit frère de

Valentin.

Adoptions

Vonick MOREL

est heureuse de faire part de l'arrivée de son fils,

Ulysse,

le 23 juin 1997,

6 ter, rue Bonnard, 92300 Neuilly-sur-Seine.

Mariages

Marie MAS

et Jean-Marc MOISY

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 23 juin 1997.

Décès

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui sa servante,

Marguerite ARNAULT,

veuve de

Pierre BONIN,

(† 1967).

La célébration religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale le 24 juin 1997.

— Le conseil d'administration, la direction et l'ensemble du personnel de Vacances Bleues, ont l'immense regret de faire part du décès de

M. René DOMENACH,

administrateur-directeur et président d'honneur de l'Association,

survenu subitement le jeudi 19 juin 1997.

Il s'adressent à sa famille leur profond témoignage de condoléances.

— On nous prie de faire part du décès, à Nice, de

Daniel EYRARD,

Juste devant les Nations.

Maurice MINGAM,

proviseur du lycée Georges-Cormier à Coulommiers,

chevalier des Palmes académiques, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite national,

nous a quittés le samedi 21 juin 1997.

Une cérémonie aura lieu le jeudi 26 juin, à 10 heures, à la maison mortuaire à Coulommiers, avenue de Retz.

— Maurice Naudet,

son épouse, Danielle et Hubert Tardieu,

Jean-Claude et Jacqueline Naudet, Christiane et Philippe Marcelles,

ses enfants, Valérie, Bénédicte, Magali, Edienne, Vincent et Hélène,

ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Eliane NAUDET,

née LALLAZ,

à Marseille, le 22 juin 1997.

38, boulevard Herriot, 13008 Marseille.

11, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

— Le président de l'université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand II.

Les directeurs des UFR scientifiques recherche, enseignement et OPGC.

Le directeur du laboratoire des sciences de la Terre.

Les enseignants, chercheurs, étudiants et personnels de l'université Blaise-Pascal,

ont le regret de faire part du décès de

M. Maurice ROQUES,

professeur honoraire de géologie, doyen honoraire

de la Faculté des sciences, membre correspondant de l'Académie des sciences.

Les obsèques ont été célébrées samedi 21 juin 1997, à Clermont-Ferrand.

Remerciements

— La Fédération Sud-PTT.

Et tous ses proches, très touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

Christian CHARTIER,

remercient toutes les personnes et toutes les organisations qui se sont associées à leur peine.

— M^{me} André Harris,

Pierre Harris,

son fils,

Benjamin Harris,

son petit-fils, remercient tous ceux qui leur ont manifesté leur amitié à l'occasion du décès subit de

André HARRIS,

survenu le 9 juin 1997.

— Le 25 juin 1996,

Georges DIVISIA

nous quitte.

Son sourire est là, inoubliable.

— En ce mercredi 25 juin 1997, une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu, estimé et aimé.

Perrine LIEBMAN,

née BEAUMONT.

— Sa famille et ses amis se souviennent du

général Charles LUQUET,

qui les a quittés il y a dix ans.

Il s'adressent à son intention lors de la messe dite en l'église Saint-Louis des Invalides, le samedi 28 juin 1997, à 18 h 30.

— A l'aube du 25 juin 1983,

Bernard SABOYA

nous quitte, à l'âge de trente-sept ans, victime d'un chauffard.

Colloques

COLLOQUE NATIONAL

DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

« Villes : la nouvelle donne économique. »

Politiques urbaines et développement local.

A Marseille, jeudi 3 juillet 1997.

Centre des congrès, parc Chatelet.

Contact ACFCI : Mission ville.

Amick Roques, tél. : 01-40-69-38-85.

Christine Joseph, tél. : 01-40-69-39-85.

Communications diverses

— L'Association des anciens du lycée Carnot de Tunis organise, le lundi 7 juillet 1997, à 20 heures, un dîner-débat avec M. Mongi Bousnina, ambassadeur de Tunisie en France. Renseignements : ALCT, 18, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e. Tél. : 01-40-74-35-75. Fax : 01-40-31-85-25.

— La méthode Benmadis « Dialogues en hébreu » (31 conversations bilingues phonétiques) vient de paraître : 150 F. Tél. : 01-47-97-30-22/06-68-43-45-78.

— La revue *Dédale* (Maison neuve et Larousse éd.) n° 516, « Postcolonialisme », sera présentée par Edouard Glissant, Abdelwahab Meddeb, Alain Rey, le jeudi 26 juin 1997, à partir de 20 heures, à la librairie Le Divert, 203, rue de la Convention, 75015 Paris. Tél. : 01-53-68-00-08.

— Hommage aux responsables de la Haganah : Immigration clandestine.

Mercredi 25 juin 1997, à 20 h 30, sous la présidence de Son Excellence Avi Parner, ambassadeur d'Israël à Paris, avec le général Ouzi Narkis, commandant de l'armée israélienne pendant la guerre de six jours, libérateur de Jérusalem, le colonel Chlomo Havilio, commandant de la Haganah pendant la guerre de l'indépendance, chargé du Mossad pour l'immigration pour l'Afrique du Nord, Haya Havilio, chargée de missions secrètes de la Haganah, commandant de bataillon à Tshahal, Solomon Azoulay, OTE de la Haganah Lohamel-Hamedin.

Au Centre commémoratif de Paris : 5, rue de Rochecourt, 75009 Paris. Tél. : 01-49-95-95-92. M^{re} Cadet.

Soutenances de thèse

— Raymonde Coudert soutiendra sa thèse de doctorat intitulée « Du féminin dans la recherche du temps perdu, de Marcel Proust », à Paris-VII-Denis-Diderot, salle des thèses, le samedi 28 juin 1997, à 9 h 30. Le jury est composé de MM. Pierre Bayard (Paris-VIII), Georges Benrekassa (Paris-VIII), Claude Burgelin (Lumière-Lyon-II), Bernard Boute (CNRS) et de M^{me} Julia Kristeva (directeur de thèse).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Mathieu Chambon soutiendra sa thèse de doctorat en sciences, le mercredi 2 juillet 1997, à 14 heures, à l'Institut d'optique (Paris-XII) : « Méthodologie de mesure de la fonction de transfert d'un système d'imagerie échantillonnée ».

Le jury sera composé de MM. P. Bouchard, P. Micheron, P. Réfrégier, P. Bouchut, J.-M. Galvan, J.-L. Meyzonnat et J. Primot.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Inoubliable, inimaginable, fantastique, extraordinaire, fabuleux, sensationnel, inouï, formidable, incroyable mais vrai !



Une Croisière de 7 jours en Grèce et en Turquie, sur le Paquebot Palace du 21^{ème} siècle, le Costa Victoria. A Partir de 6 780 F/pers*, réduction et vols compris !

Piscine, jogging, tennis, massage à bord, 7 restaurants, 9 bars, un théâtre, un casino à tribord ! Et tout au long de la croisière, les îles grecques et la Turquie. Le tout au départ de Venise, l'ensorcelleuse. Tous les dimanches du 22 juin au 27 juillet. Incroyable, 3 000 F* de réduction par personne, c'est quand même incroyable !

Costa Croisières

*Offre valable uniquement sur les tarifs individuels, sur la base d'une occupation double de la cabine et exclusivement sur les départs du 22 juin au 27 juillet 97. Offre non cumulable avec 1 autre réduction.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES DU TÉLÉPHONEZ VITE AU

01 49 24 41 81

CARNET DU MONDE
01-42-17-29-94 Téléphone : 01-42-17-38-42
Télécopieur : 01-42-17-21-36

d'un réexamen

Une remise en question. Les écologistes ne veulent pas en entendre parler

Le réseau en 1997

Le réseau en 1997

la direction des routes est serene

1997

IMPLUS

HORIZONS

ENQUÊTE

L'AUTRE JOUR, Eric Raoult a accompagné des enfants du Raincy à Saint-Martin-de-Bréhal, au bord de la Manche. Il a acheté des coquillages. C'était bon, le cbahut des petits, le sable, le sel, le vent dans les cheveux. Et rire, un peu. Ce n'est pas souvent qu'il a l'occasion de rire, en ce moment. Et puis il y a la Semaine du western, et ce chariot traîné par des chevaux qui sillonne sa ville. Alors, parfois, dans sa mairie, on voit l'ancien ministre délégué à la ville et à l'intégration faire le pitre avec un chapeau de cowboy sur la tête. On s'occupe comme on peut quand, tout à coup, l'univers vient d'avoir la méchante idée de s'écrouler. Il serre beaucoup de mains, aussi, M. le maire. Des mains bizarres qui s'inclinent curieusement jusqu'au poignet, comme si elles voulaient lui prendre le pouls. Il a beau dire, avec un grand sourire : « Je ne suis pas malade, vous savez ! », on lui trouve la bouille chiffonnée des lendemains de mauvaise java.

Au mois de mars, sur les marches du Raincy, Eric Raoult distribuait des tracts intitulés : « La France repart ». « On se faisait vanter. Les gens nous disaient : "Si la France repart, vous n'avez qu'à partir, vous aussi !" ». Il a vite rangé ses tracts et s'est dit que le courant avait bien du mal à passer entre le pays réel et ses dirigeants. Il a, dit-il, plaidé contre la dissolution. « Le 21 avril, j'ai été débarrassé ». Au bout de quinze jours de campagne, il a compris que « c'était risqué pour le président, et faut pour mal : on n'avait pas d'élans, pas d'élans. On a merdé sur tout. On n'avait pas de feuille de route. On nous a fait sortir de la tranchée et j'ai vu le jour le plus long d'un jour de tempête. Tout est tombé à l'eau, et, au fur et à mesure, je m'en rendais compte. »

Le résultat l'a sonné : à l'issue d'une triangulaire avec le Front national, Alain Calmat (apparenté PS) lui a pris sa circonscription de la Seine-Saint-Denis en le devançant de trois points. « C'est dur, surtout quand on est battu par un nul ». Son siège, son ministère, sa majorité, et sûrement la confiance en lui-même : il a beaucoup perdu, ce jour-là, ce grand jeune homme d'ordinaire si sûr de lui à qui, jusque-là, la vie et le gaullisme avaient tant souri. Les militants ont été consolés, après un moment d'apitolement sur leur propre sort et les inévitables ré-

bunals de grande instance de Paris, il ne voit pas d'autre solution, aujourd'hui, que d'enfiler, à nouveau, la robe rouge de l'accusation. Oui, les assises le tentent bien un peu. Mais en attendant, tout occupé à se demander si la politique n'aura pas été pour lui une parenthèse, il décide de partir seul, à Beyrouth, sur les chemins qu'il parcourait autrefois lorsqu'il dirigeait la lutte antiterroriste en compagnie de son ami le juge Gilles Boulouque, dont le suicide l'a marqué à jamais, pour « fermer une page » d'un livre qu'il avait imprudemment cru pouvoir laisser ouvert.

Alain Lamassoure (UDF-PR) était, lui, la voix de ce gouvernement qui n'a pas su se faire entendre. Favorable à la dissolution – bien qu'on ne lui ait sur ce point, comme sur tant d'autres, jamais demandé son avis –, il n'avait, au contraire, jamais vécu une campagne « aussi soft, cool, facile ». Les gens étaient « chaleureux, sensibles, plus que d'habitude ». Ils l'interrogeaient sur l'euro, le chômage, la sécurité. « Ils m'encourageaient. Souf que, opres, ils ne sont pas allés voter pour moi. » Battu de sept cents voix dans les Pyrénées-Atlantiques, il a compris que la situation était « irrattrapable » au soir du premier tour. L'enfermement progressif du « monarche républicain », l'incapa-

lité de lui-même : à quoi bon tenter de faire du bon boulot (ah, ces vingt-quatre mille interventions personnelles diligentes avec son suppléant...) si c'est pour s'attirer à ce point l'ingratitude des électeurs ? « Je n'ai même pas la majorité dans ma ville alors que j'ai fait 63 % aux municipales... C'est la première fois que je fais le point sur tout ce qui s'est passé dans ma vie depuis que je suis entré en politique... »

Alors, à qui la faute ? Aux pom-

mettent en avant le rejet viscéral des Français à l'égard d'Alain Juppé, ils le font bondir : « On n'a pas découvert le 21 avril l'impopularité de Juppé ! » Dramatiser la dissolution au nom des échéances européennes, serrer les coudes autour du premier ministre au lieu de se diviser sur son dos : voilà ce qui a cruellement manqué.

« Inoxydable », lui aussi, le jeune (trente-trois ans) Jean-François Copé, maire de Meaux (Seine-et-Marne), directeur général du RPR

Emportés par la vague rose, les anciens députés de la majorité tentent d'analyser les raisons de leur déphasage avec l'opinion.

Un échec qui les laisse parfois sonnés et meurtris



L'année zéro des battus de la droite

flexions sur les vicissitudes de la vie politique (« Vous en connaissez beaucoup des métiers où l'on est remercié aussi vite ? », s'interroge ainsi Jean-François Mancel, ex-secrétaire général du RPR, défait dans l'Oise), les battus tentent désormais de comprendre pourquoi, alors qu'ils avaient de l'or dans les mains, ils l'ont changé en plomb.

Dès les premiers coups de sonnette, Alain Marsaud, l'ancien magistrat RPR vaincu dans la Haute-Vienne, a senti venir « la grande déroute ». « On était des fantasmes. On nous avait donné un fusil, mais on ne savait pas qu'il n'y avait pas de balle dedans. » Rien senti, rien compris, rien vu venir, et encouragé par des sondages, réalisés pour le compte de son parti, qui donnaient à la majorité sortante entre quatre-vingts et cent sièges d'avance, conforté par la certitude que Jacques Chirac ne pouvait se lancer dans pareille aventure en prenant le risque de se tromper : « Le déphasage était total. Nous avons été aveuglés par le fait de détenir tous les pouvoirs. On avait trop. C'est une belle leçon d'humilité. »

Ces électeurs, si avides de changement en 1995 et qui, dès l'autour, étaient descendus dans la rue pour dire leurs frustrations, Alain Marsaud n'avait pas compris que peu à peu « ils rompaient ». « Tout ça pour ça... », trônait-il en citant le titre d'un film de Claude Lelouch : le réveil est amer, d'autant, pense-t-il, que « Jospin est là pour cinq ans. Pourquoi voulez-vous qu'il se plante plus que nous ? ». Premier substitut au tri-

buté des Français à accepter la réforme, arc-boutés sur leurs « avantages acquis », voilà, pour lui, les causes de la déroute. « Un an, deux ans de plus, et tout ce qu'on met aujourd'hui au débat d'Alain Juppé aurait été mis à son crédit », croit-il encore. L'ancien ministre n'est plus que président du district urbain Bayonne-Anglet-Biarritz, ce qui laisse des loisirs et ne nourrit pas son homme. « Comme Jospin, Guigou ou Aubry, à qui cela n'a pas si mal réussi », il voudrait retrouver une activité au cours d'une traversée du désert qu'il ne prévoit pas brève. Enseigner peut-être, intégrer une entreprise privée, qui sait ? « Je cherche un job », et c'est pour cela qu'il est allé faire un tour à Roland-Garros pendant le tournoi, pour rencontrer discrètement de grands patrons, « sans avoir à tirer les sonnettes ».

DANS ce restaurant du Tout-Paris politique où il continue de donner rendez-vous, tout en sentant peu à peu qu'il ne fait plus vraiment partie du club, Jean-Jacques de Peretti (RPR), maire de Sariat-la-Canéda (Dordogne) et ancien ministre de l'outre-mer, reçoit avec une forme d'amusement désempant les bonnes paroles aux allures de condoléances que lui dispensent les convives qui passent près de sa table. Au fond, il ne décolère pas. « C'est complètement dingue, fou, d'avoir dissous. On a vraiment fait une grosse connerie. Chirac n'a plus les capteurs. » Dès le début de la campagne, il a senti monter vers

douter de lui-même : à quoi bon tenter de faire du bon boulot (ah, ces vingt-quatre mille interventions personnelles diligentes avec son suppléant...) si c'est pour s'attirer à ce point l'ingratitude des électeurs ? « Je n'ai même pas la majorité dans ma ville alors que j'ai fait 63 % aux municipales... C'est la première fois que je fais le point sur tout ce qui s'est passé dans ma vie depuis que je suis entré en politique... »

Alors, à qui la faute ? Aux pom-

« Y a-t-il vraiment eu un gouvernement ? Un gouvernement, c'est une équipe, une réflexion commune, et non cette forme d'arrogance... »

piers pyromanes qui ont poussé à la dissolution ? A ceux qui ont conduit une campagne calamiteuse en promettant du changement tout en gardant la même équipe, pour sacrifier, aussitôt après, Alain Juppé au milieu du gué ? A ceux qui n'ont pas su ou pas pu gouverner en donnant aux Français un minimum d'espoir ? « Y o-t-il vraiment eu un gouvernement ? Un gouvernement, c'est une équipe, une réflexion commune, et non cette forme d'arrogance... », se demande, courageusement anonyme, un ancien ministre, qui ironise sur Alain Juppé, « un type drôlement fait, au point que c'en est

chargé du « projet », porte-parole de la campagne, battu par une quasi-inconnue socialiste, admet mal qu'on puisse l'accuser d'avoir contribué à la défaite. « Nous avons été piégés par la raison. Je suis convaincu que nous avons fait ce qu'il fallait faire. » Tout juste souffre-t-il d'admettre qu'il a sous-estimé le vote Front national et que, peut-être, « la part d'énergie mise à convaincre n'a pas suffi... »

Malgré les mouvements de menton des bons petits soldats de la défaite, la question reste lancinante : « Avons-nous perdu du fait d'une énorme bourde ou parce que nous sommes mauvais ? » C'est Ar-

naud Cazin d'Honninethum (UDF-FD) qui la pose. Battu sévèrement par Marylise Lebranchu, et d'autant plus vexé que la dame est aussitôt entrée au gouvernement (« Dans le Finistère, dit ce battu condisciple à l'ENA d'Elisabeth Guigou et d'Hubert Védrine, il y avait un ministre et c'était moi »), ce conseiller d'Etat aspiré par la politique joue de l'ironie un peu aigre, qui peut être la coquette du perdant : « Aux Etats-Unis, il y avait cette secte, Waco, qui pratiquait le suicide collectif. Nous sommes inventés un Waco politique à la française. C'est intéressant... » Résultat ? « La France va se refaire une virginité avec Jospin, et, pour la droite, c'est l'année zéro. »

ALORS, certains tentent de voir comment reconstruire « le champ de ruines », selon le mot emprunté par Alain Marsaud à Michel Rocard. « Peut-être est-ce le coup de pied de l'âne qu'il nous fallait pour nous régénérer ! », sourit Elisabeth Hubert, battue dans la Loire-Atlantique et qui, depuis son éviction du premier gouvernement Juppé, a eu le temps de digérer « les humiliations et les claques dans la gueule », que découvrent aujourd'hui, avec deux ans de décalage, ses petits camarades. « Chirac nous a cassé notre joujou, dit-elle, mais on lui pardonne parce que c'est le père... » Changer, en tout cas ! C'est ce que souhaiterait ardemment le maire (UDF-PR) de Vichy, Claude Muburet, battu dans l'Allier, quand il considère la politique comme « le

dernier lieu où les gorilles mâles s'entre-tuent pour prendre le pouvoir sur la tribu, sous le regard désabusé des citoyens qui s'organisent désormais en dehors d'elle... »

« Ne pas gouverner contre le peuple, jamais ! » C'est la morale de l'histoire tirée par une rescapée, Françoise de Panafieu, que les électeurs de la 17^e circonscription de Paris ont bien voulu renvoyer à l'Assemblée nationale. Dans ce petit bureau où elle succède au suppléant – battu – d'un ministre, une main rageuse a biffé sur une affiche les visages des éliminés d'hier, et tracé une couronne au-dessus de la photo de Philippe Séguin. La nouvelle éme n'y est pour rien, qui trouve ces moeurs, dont il lui est arrivé de faire les frais, bien sauvages. Le peuple français a rejeté, dit-elle, « un gouvernement qui avait installé frustration et incompréhension, qui avait pris des décisions courageuses, mais a confondu courage et obstination. C'est comme un ménage : les épousailles d'un mineur de fond et d'une hôtesse de l'air, au bout d'un certain temps, ça ne peut plus marcher. »

Lorsqu'on lui demande si ça fait mal, elle tourne doucement ses yeux lavande vers la fenêtre. Elle pense aux amis battus et murmure : « Mande, c'est pas juste ! On n'arrive même pas à se réjouir d'être passés à travers la vague... » et, furtivement, elle essuie une larme vagabonde.

Agathe Logezart
Dessin : Serguei

Importés par la vague rose,
les anciens députés
de la majorité tentent
d'analyser les raisons
de leur déphasage
avec l'opinion.
Un échec qui les laisse
parfois sonnés et meurtris

Sainte Envie

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

HORREUR, dégoût, honte, effroi... Il faut s'interroger un jour sur la débâcle de mots qu'a suscité l'actualité pédo-philique de ce printemps. Tout le vocabulaire de l'indignation a défilé, un vrai dictionnaire des synonymes, pour finir par le superlatif des superlatifs : la chose serait proprement indicible. Seul le silence, etc.

Sous le consensus de l'écœurement perce une perplexité. La chose si vertueusement dénoncée ne s'est-elle pas toujours pratiquée, en cachette ? La publicité massive d'aujourd'hui vaut-elle mieux, en délivrant les victimes de leur silence, ou rend-elle le crime banal, contagieux ? Outre l'inflation verbale qui signe notre impuissance, les faits dits « de société » déclenchent généralement le procès de leur mise en scène. Après quoi, un autre événement-symptôme recouvre et annule le précédent, selon le sautilllement irrégulier propre aux émotions.

Ce qui est nouveau, ce n'est pas le goût des enfants, célébré des Grecs à nos jours, sans trop de prosélytisme ; c'est l'effacement de toute barrière apprise entre nos pulsions, toutes réputées légitimes, et leur accomplissement. Il a fallu l'objectivation des faits de pédophilie par la presse pour que des suspects préfèrent la mort à un déshonneur qui ne semble pas leur avoir été présenté comme tel jusque-là. Si la pièce *La Ville dont le prince est un enfant* a fait le tour du monde sans choquer, et même en édifiant, c'est que Montherlant n'y traitait pas seulement de la pèderas-

tie dans un collège religieux français du début du siècle, mais de ce que le fait de s'interdire certains gestes ou sentiments peut avoir de grand - de sublime, disaient les Classiques, dans une langue perdue de vue.

Cette seule notion de contrainte envers soi a quitté le champ de pensée. Qu'un être puisse être riche de ce qu'il se refuse par respect pour un autre : le cas frise l'intelligible et prête à rire. Faillite de l'éducation ? Des parents ? Perte d'influence morale subie, ou consentie, par des institutions comme l'Eglise ? Pas seulement. Un changement plus décisif a été opéré dans les mentalités par l'idéologie économique, forte de n'avoir ni théoricien nommable ni but global, d'agir malgré nous, à notre insu, comme à notre demande, intriquée à notre intimité. Devant le vide du discours moral, elle a eu beau jeu d'élever la consommation à la hauteur d'une valeur universelle, et l'achat au rang de vertu.

La manipulation semble anodine puisqu'elle ne vise, apparemment, qu'à gonfler les ventes de lessives et de yaourts. Il n'empêche qu'elle est plus présente que l'imprégnation par l'école, et qu'elle s'est donnée les moyens les plus séducteurs pour (dé)former les visions de la vie, sur le modèle unique d'une gourmandise à satisfaire. Ce n'est pas un hasard si le vocabulaire des friandises a contaminé, chez l'enfant, celui de l'appétit culturel, au point d'opposer aux tâches scolaires un stupide et péremptoire : *J'ai pas envie*.

Différer un plaisir, se l'interdire par égard pour celui qu'il pourrait choquer ou meurtrir : ce programme devenu à peine applicable est assimilé à une vieilleries « catho », à de la pusillanimité, à de la bêtise, à une bouderie de la vie, au refus de « s'écarter », nouveau maître-mot du bonheur, donc de l'idéal. La Beauté est une enveloppe vendeuse, un produit négociable, non un mode de l'être. Les chaînes télévisées rivalisent d'agucheries de « sex-shop ». Les top-models supplacent les comédiennes en exhibant formes et tarifs. Le spot devient figure de style. Dans les chorales, les débats, les cortèges, les caméras sont à l'affût des mimiques frimousses à caresser du regard. Les fillettes font onduler leurs caleçons collants. La foire aux désirs voyeurs ouvre de plus en plus tôt. La télégenie commande. Le corps d'enfant n'est plus distinguable des compotes en pots et des crèmes antirides. Au nom de quoi s'en priver ?

Si vous dites cela, on crie à la pudibonderie. Le terrorisme libertaire, qui a toujours fait bon ménage avec la jungle mercantile, s'emploie à ridiculiser toute résistance de la réflexion, bête noire du commerce. Les marchands ont obtenu en douce qu'aucune autre éthique n'ait plus cours que celle de l'assouvissement. Faire leur procès serait aussi dérisoire et inopérant que d'incriminer la nature humaine. Du moins nous reste-t-il le droit de repérer quel conditionnement sournois enlèvent nos consciences, au nom de la sainte Envie.

Europa et l'ours par Ronald Searle



Allocations familiales, une révolution culturelle

Suite de la première page

Ce système ne se souciait pas outre-mesure de faire de la protection sociale un système de redistribution compensant les écarts de revenus, ni d'améliorer un mode de financement qui privilégiait, par son absence de progressivité, les « riches » au détriment des « pauvres ». La gauche poussait si loin son rêve d'universalité qu'elle espérait, à la Libération, créer un grand système de Sécurité sociale regroupant toutes les catégories socio-professionnelles.

La droite, traditionnellement plus soucieuse de sélectivité, a mené la même politique, consciente que les Français, toutes tendances confondues, sont pénétrés de cet idéal égalitaire. Elle a pu « cibler » quelques prestations familiales en direction de catégories fragiles (parents isolés, foyers modestes, etc.), mais elle n'a jamais osé toucher à l'assurance-maladie. En 1979, Raymond Barre avait pourtant chargé deux hauts fonctionnaires, Simon Nora et Jean-Charles Naouri, d'un projet de réforme. Ils avaient proposé la création d'une aide personnelle à la santé versée sous condition de ressources, qui

se serait substituée à la couverture actuelle du « petit risque » (hors hôpital) par l'assurance-maladie. Cette proposition était si explosive que M. Barre préféra l'enterrer ! Elle aurait été assimilée à un retour à l'assistance, en vigueur jusqu'à la généralisation de la « Sécu », en 1945.

Égalité contre sélectivité, droit contre bienfaisance : ces clivages idéologiques n'ont pas totalement disparu, mais la crise d'un État-providence qui s'est révélé incapable de couvrir correctement de nouveaux risques, tels que la pauvreté ou la dépendance des personnes âgées, les a rendus moins pertinents. Elle a poussé la gauche à revoir sa doctrine. Laurent Fabius fustigeait naguère, dans ses colonnes (*Le Monde* du 6 janvier 1994), « l'hyppocrisie qui, au nom de l'égalitarisme de façade, assure des prises en charge identiques pour chacun, mais réduit la protection sociale des foyers modestes et des classes moyennes ». Lionel Jospin s'était fait, durant la campagne présidentielle de 1995, le défenseur des « inégalités positives », principe qui avait prévalu en 1982, rappelait-il, quand la gauche avait créé les zones d'éducation prioritaire (ZEP).

Dans quels domaines nouveaux de la protection sociale cette « discrimination positive » pourrait-elle s'exercer ? Depuis des années, des experts réfléchissent continuellement à une mise sous condition de ressources de certains remboursements d'assurance-maladie. Au-delà d'un niveau de revenus fixé par la puissance publique, les assurés seraient soumis à une franchise, comme dans l'assurance-automobile. Une telle franchise avait été envisagée, en

1993, par le gouvernement d'Edouard Balladur.

Le gouvernement de M. Juppé a lui-même renforcé l'État-providence sélectif en créant, en 1997, la « prestation spécifique dépendance » au profit des personnes âgées ayant perdu leur autonomie : seules les personnes ayant des revenus modestes y ont droit. D'autres jugent possible la mise au point d'un système dans lequel les pensions seraient revalorisées en fonction du niveau de revenu des retraités : ceux qui disposent de ressources importantes verraient leur retraite progresser moins vite que ceux qui disposent de revenus modestes. N'est-ce pas ce qui existe déjà avec le minimum-vieillesse (environ 1 million de retraités), qui progresse plus vite que les autres pensions ? Certains pays européens ont déjà introduit cette forme de discrimination au profit des retraités les plus modestes.

PRESTATIONS SÉLECTIVES

Ces prestations sélectives ont, en fait, partiellement compensé un système de prélèvements fiscaux et sociaux parmi les moins progressifs - donc les moins justes - des grands pays développés, comme l'ont souligné les récents rapports de Bernard Ducamin et de Dominique de La Martinière. En partie seulement, car le modèle égalitaire a prévalu. Pour maintenir les mêmes prestations à tous, la gauche et la droite ont relevé les cotisations sociales, pénalisant proportionnellement les emplois peu qualifiés davantage que les autres. Avec les conséquences désastreuses que l'on sait : le renchérissement du

coût du travail et l'explosion du chômage des moins qualifiés. Les Français sont-ils en train de se réveiller de leur rêve égalitaire ? Un sondage de l'Institut Ipsos pour *Le Journal du dimanche*, publié le 22 juin, indique que 63 % des personnes interrogées approuvent la mise sous conditions de ressources des allocations familiales. Cela montre, à tout le moins, qu'un doute s'est introduit dans l'esprit sur la capacité de l'État-providence à fournir les mêmes prestations à tous les citoyens. Mais les obstacles à un renforcement des discriminations en faveur des plus démunis restent nombreux.

Au moment où elles sont menacées par le chômage et inquiètes pour l'avenir de leurs enfants, les classes moyennes ne voudront sans doute pas faire les frais d'une protection sociale trop sélective. Or, elles se sentent souvent exclues du bénéfice des prestations sous conditions de ressources, même si, globalement, elles y ont souvent droit. Il est vrai que l'extrême complexité des plafonds de revenus et des conditions d'octroi de certaines aides (logement, prestations familiales) entraîne parfois des inégalités entre des ménages disposant de revenus très proches. Cette confusion entretient un sentiment d'arbitraire, et la certitude que le système de protection sociale est de moins en moins juste. M. Jospin, qui a commencé à ouvrir la « boîte noire » de la redistribution pour recentrer la protection sociale sur ceux qui en ont le plus besoin, devra tenir compte de cette inquiétude diffuse.

Jean-Michel Bezat

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

La Terre, de Rio à New York

SUR le devant de la scène, il y a l'Onclé Sam, le méchant, avec, dans l'ombre, le diabolique General Motors ; l'Europe, déguisée en dame de grande vertu outragée ; les pays du Sud, en position de victimes désignées. Certes, il est toujours plaisant de voir l'arroseur arrosé et de constater que le donneur de conseils d'hier, celui qui, à Denver, offrait son modèle à l'admiration du monde, s'est fait rattraper par la réalité à New York, dès l'ouverture du deuxième Sommet de la Terre. Oui, les États-Unis sont le plus gros empoisonneur de la planète (un Américain « pollue » trois fois plus qu'un Européen et trente fois plus qu'un Indien) ; oui, les États-Unis sont, en même temps, le plus faible contributeur à l'aide publique au développement (0,1 % de leur produit intérieur brut alors que la moyenne des quinze pays les plus riches est de 0,27 % et que les engagements signés à Rio étaient de 0,7 %).

C'est entendu, les États-Unis sont arrogants, égoïstes, et leur refus de s'engager sur une réduction chiffrée des gaz à effet de serre montre bien qu'ils sont plus sensibles aux pressions de leurs lobbies qu'aux nécessités écologiques. Mais qui peut leur jeter la première pierre ? Le jardin européen n'est guère plus propre. Depuis dix ans, par exemple, l'idée d'une taxe à l'énergie, dont l'objet est précisément de contribuer à la réduction des émissions de gaz, est systématiquement repoussée par le conseil des ministres européens sous la pression des

mêmes lobbies. De même, l'aide publique au développement de la plupart des pays européens a baissé. Quant aux pays du Sud, lancés dans la course à l'imitation du modèle de développement éternel, pollueur et ingélateur du Nord, ils sont les premiers à épuiser leurs ressources naturelles et à refuser, sous prétexte de la nécessité du développement économique (même chanson qu'en Occident), toute discipline environnementale.

Face à la dégradation de l'état de la planète, il est trop facile de faire des États-Unis le seul et unique bon émissaire. Cela permet de justifier la passivité de tous. La vérité, c'est que chacun des pays du monde, y compris les États-Unis, a sacrifié les objectifs de Rio, de manière « honnête », selon le terme même utilisé par le président du sommet de New York, Ismaïl Razani.

Alors, Helmut Kohl plaide pour une réunion, en Allemagne évidemment, sur les villes, alors qu'une telle manifestation vient d'avoir lieu, il y a à peine un an, à Istanbul ; Jacques Chirac propose une conférence mondiale sur l'eau, en France naturellement, alors que le sommet mondial de l'eau s'est achevé, il y a peu, à Marrakech. Et il y aura une énième réunion, en décembre au Japon, sur le réchauffement climatique. A chacun son morceau de spectacle et son coup d'image ! Ce petit jeu des surenchères médiatiques, s'il amuse les Grands, n'est guère rassurant ni pour les Américains, ni pour les Européens, ni pour les populations des pays pauvres.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Abbat, directeur général
Nol-Jean Berthoin, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Sylvie Pissot
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomme, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gellier, Eric Lardoux, Michel Vialon, Bernard de Gaudin
Directeur adjoint : Dominique Raynaud
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine

Médecin : Thomas Fereyrol

Directeur éditorial : Eric Lardoux / directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Comité de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1967), Jacques Fauré (1967-1983), André Laurens (1983-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.

Le Monde Éditions, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le « poids numérique » du PCF

IL Y A vingt-sept ans, à Strasbourg, l'énorme majorité du Parti socialiste décidait de quitter la Deuxième internationale, mais écartait en même temps l'adhésion immédiate à la troisième. On espérait encore en « l'internationalisme des deux et demi », en l'unité du mouvement socialiste à mi-chemin de deux révolutions. Moins d'un an après, cependant, à Tours, la scission était consommée : d'un côté la SFIO, de l'autre la SFIC, aujourd'hui le Parti communiste français.

Les vétérans du Parti communiste se retrouveront demain à Strasbourg, au congrès national, le onzième. A ceux qui mesurent la force de ce parti, la redoutable l'environ, on va dire quelle n'est point telle qu'elle devrait être. Un million d'adhérents ! C'est une force redoutable, mais dérisoire cependant si l'on en croit M. Léon

Mauvais. C'est par millions que le parti doit recruter et non point par milliers. Ses portes doivent être grandes ouvertes « à tous les citoyens et à toutes les citoyennes, même s'ils ne portent pas ses conceptions philosophiques, à la condition qu'ils respectent la discipline du parti en appliquant scrupuleusement ses décisions et n'essayent pas de faire de la propagande à l'intérieur du parti en faveur de conceptions philosophiques autres que celles du parti ».

Bref, à condition d'obéir et de se taire, n'importe quel citoyen est capable de faire un excellent communiste ou tout au moins un communiste moyen. C'est la quantité qui compte et non point la qualité. C'est le nombre et la masse. C'est le « poids numérique ».

Jacques Fauré
(25 juin 1947.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

L'économie de Hongkong fragile rempart

par Jean-François Dufour

Hongkong, cette île qui a été le théâtre d'une révolution économique, est-elle devenue une zone de non-droit ?

Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit. Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit.

Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit. Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit.

LES ÉCONOMES DU « MONDIAL »

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit. Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit.

LES ÉCONOMES DU « MONDIAL »

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit. Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit.

LES ÉCONOMES DU « MONDIAL »

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit. Les habitants de cette île, qui ont vu leur mode de vie changer radicalement, se demandent si Hongkong n'est pas devenue une zone de non-droit.

L'irrédentisme chinois a encore de l'avenir

par Françoise Mengin

QUEL degré d'autonomie sera-t-il laissé aux instances hongkongaises ? De la réponse à cette question dépendra la préservation des libertés publiques garanties par le colonisateur britannique - à défaut certes d'institutions démocratiques - comme la prospérité du territoire. Plus généralement, c'est le sort de l'ensemble du projet irrédentiste chinois, dont la question de Taiwan constitue la pierre angulaire, qui va se jouer à partir du 1^{er} juillet.

La formule « un pays, deux systèmes » qui doit faire de Hongkong puis de Macao des « régions administratives spéciales » a en fait été conçue dès la fin des années 70 pour régler le contentieux entre Pékin et Taïpeh. Fort du désengagement obtenu de la part de Washington lors de la normalisation sino-américaine - depuis 1979, le statut de Taïwan n'est plus une question internationale, mais un problème intérieur chinois - Deng Xiaoping a pu intégrer l'expérience taïwanaise au projet national chinois.

Tout en proposant un haut degré d'autonomie aux « compatriotes » taïwanais, la formule « un pays, deux systèmes » correspondait en effet aux orientations de l'après-Mao. La politique dite de réformes et d'ouverture tablait sur les capitaux étrangers pour moderniser le pays, ceux des Chinois périphériques en particulier, grâce à une réactivation des anciens réseaux. Non seulement, la voie capitaliste taïwanaise n'était plus condamnée, mais c'est sur le continent lui-même que divers « systèmes » étaient déclinés pour tenter de découpler l'économie du politique, le littoral se couvrant de zones économiques spéciales et de ports ouverts.

Pour Taïpeh, toutefois, la formule « un pays, deux systèmes » n'était pas recevable. Ni à la fin des années 70, lorsque le monopole du

Kuomintang reposait sur le mythe de l'unité de la Chine incarnée par le régime de Nankin, transféré à Taïwan en 1949. Ni même au début des années 90, à la suite de l'aggravation du credo nationaliste et de la démocratisation concomitante du régime. La question, désormais, n'était plus de repousser toute forme de division du pays, mais bien de consacrer cette partition de fait, Taïpeh procédant d'ailleurs en 1991 à une reconnaissance unilatérale de la Chine populaire.

Avec un décalage d'une dizaine d'années, les autorités taïwanaises ont admis, à la suite des dirigeants chinois, que le différend n'était plus idéologique, mais sans réduire pour autant les termes de l'alternative à des options administratives. A la notion de système, elles substituèrent celle d'« entité légale », le degré de démocratisation des institutions constituant la nouvelle ligne de partage dont seul l'effacement complet permettrait d'envisager la réunification du « pays ».

Entre-temps, la formule « un pays, deux systèmes » avait toutefois été jugée acceptable par les Britanniques et les Portugais.

Or, non seulement la politique taïwanaise de Pékin n'a connu aucune inflexion significative, mais le projet irrédentiste devient le point de passage obligé de tout discours légitimant du pouvoir central. Il ne s'agit plus d'insérer un processus réformiste mais de corriger les déséquilibres qu'il induit. En définitive, le découplage de l'économie et du politique trouverait sa résolution dans une unité retrouvée, mais par-delà le détroit de Formose.

Dans une logique, plus person-

nelle, le successeur de Deng Xiaoping, artisan de la rétrocession de Hongkong, pourrait être tenté de se servir de la question de Taiwan - certains avancent la date-butoir de 2005 - pour s'assurer à son tour une place au panthéon des dirigeants de la Chine populaire.

Parallèlement, au risque d'un affrontement direct, Taïwan doit aussi se défendre d'une remise en cause progressive de son indépendance de facto par le développement des relations interchinoises. La libéralisation des échanges avec le continent, décidée par les autorités nationalistes à la fin des années 80, ne répondait pas seulement à des impératifs économiques. Elle constituait le contrepoint indispensable au processus de démocratisation, c'est-à-

A terme, c'est le problème de l'entière réforme de l'Etat chinois que pose l'après-30 juin

dire la mise en place d'institutions représentatives de la seule population insulaire. Le développement des échanges avec le continent sanctionne donc l'édification progressive d'un Etat-nation taïwanais dont les relations extérieures ne sont plus conditionnées par le principe de l'unité de la Chine.

Toutefois, la République populaire de Chine n'ayant pas renoncé à l'usage de la force pour récupérer l'île, le gouvernement taïwanais a refusé de banaliser les relations avec le continent, en particulier d'autoriser des liaisons directes. Hongkong est donc devenu le point de passage quasi obligé de ces flux, une contrainte particulièrement lourde qui imposera à terme une réforme du dispositif.

Les aménagements ponctuels précipités par l'échéance du 1^{er} juillet témoignent de la faible marge de manœuvre laissée désormais à

Taïwan. En ayant par exemple expressément soustrait Hongkong et Macao du champ d'application de la loi sur les relations avec la Chine, le législateur taïwanais contribue à ériger le régime administratif spécial réservé à la province insulaire en véritable statut exorbitant du droit commun chinois.

Mais si l'eau se resserre autour de Taïwan, la partie est-elle d'ores et déjà gagnée pour Pékin ? Quelle que soit l'hypothèse envisagée, le puzzle ne sera pas si facile à assembler. Respecter les engagements souscrits pour Hongkong - conjecture peu probable - apaiserait les tensions dans le détroit de Formose et accélérerait la formation d'une économie transnationale chinoise. En l'absence de réformes structurelles en profondeur, un développement des forces centrifuges sur le continent pourrait toutefois en résulter.

Mais privilégier la ligne dure peut se révéler doublement contre-productif. Pour équilibrer précisément les autoconformismes locaux tout d'abord : seul le maintien de la prospérité de Hongkong permettra de contrebalancer la montée en puissance d'autres métropoles régionales, Shanghai entre autres. Pour le projet irrédentiste lui-même, ensuite : en vidant ostensiblement de son contenu la formule « un pays, deux systèmes », Pékin risque de radicaliser l'indépendantisme taïwanais, voire de « réinternationaliser » la question de Taïwan.

A terme, c'est donc le problème de l'entière réforme de l'Etat chinois que pose l'après-30 juin. C'est au prix de cette réforme seulement que sera close la crise ouverte du XX^e siècle et dont l'un des symptômes fut la fragmentation de l'espace national.

Françoise Mengin est chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-FNSP).

Le vice et les emballlements de la vertu

par Alain Finkielkraut

DEPUIS qu'on commente les opérations coups de poing dans « les milieux pédophiles », quatre personnes se sont déjà donné la mort. Combien de suicides, combien de pendaisons, combien d'actes de désespoir faudrait-il encore pour que la France ait enfin la gueule de bois ?

Actuellement, elle est ivre. Ivre d'épouvante devant les révélations troussantes qu'on lui assène jour après jour. Ivre de saupêur indignée au spectacle de ce Mal absolu, omniprésent et tentaculaire : la violence sexuelle exercée sur les enfants. Enseignants, ecclésiastiques, organisateurs de festivals, monteurs de colonies de vacances : sur le thème « tout le monde n'est pas pervers, mais il y a des pervers partout et particulièrement dans les professions les plus respectables », la presse déchaînée a relayé, avec une fureur quasi unanime, l'écœurement des gendarmes et l'implacable bonne conscience des juges. N'écœurant que leur courage, les deux ministres de l'éducation du nouveau gouvernement ont, à peine entrés en fonctions, sauté dans le train médiatique à grande vitesse et déclaré solennellement qu'ils allaient rompre avec le laxisme supposé de l'administration précédente.

L'enfance est certes sacrée car elle est la faiblesse même, mais la sainte colère dont les pédophiles sont aujourd'hui l'objet justifie-t-elle l'abandon des droits et des distinctions des plus élémentaires ? Justifie-t-elle qu'on déshonore pour toujours ceux qui ne sont encore que des suspects en donnant une publicité fracassante à l'investigation de leur vie privée ? Justifie-t-elle qu'on fasse planer l'ombre effroyable de Marc Dutroux sur toutes les pratiques déviantes ?

Tuer la demande pour tuer l'offre, très bien : est-ce la même chose ce-

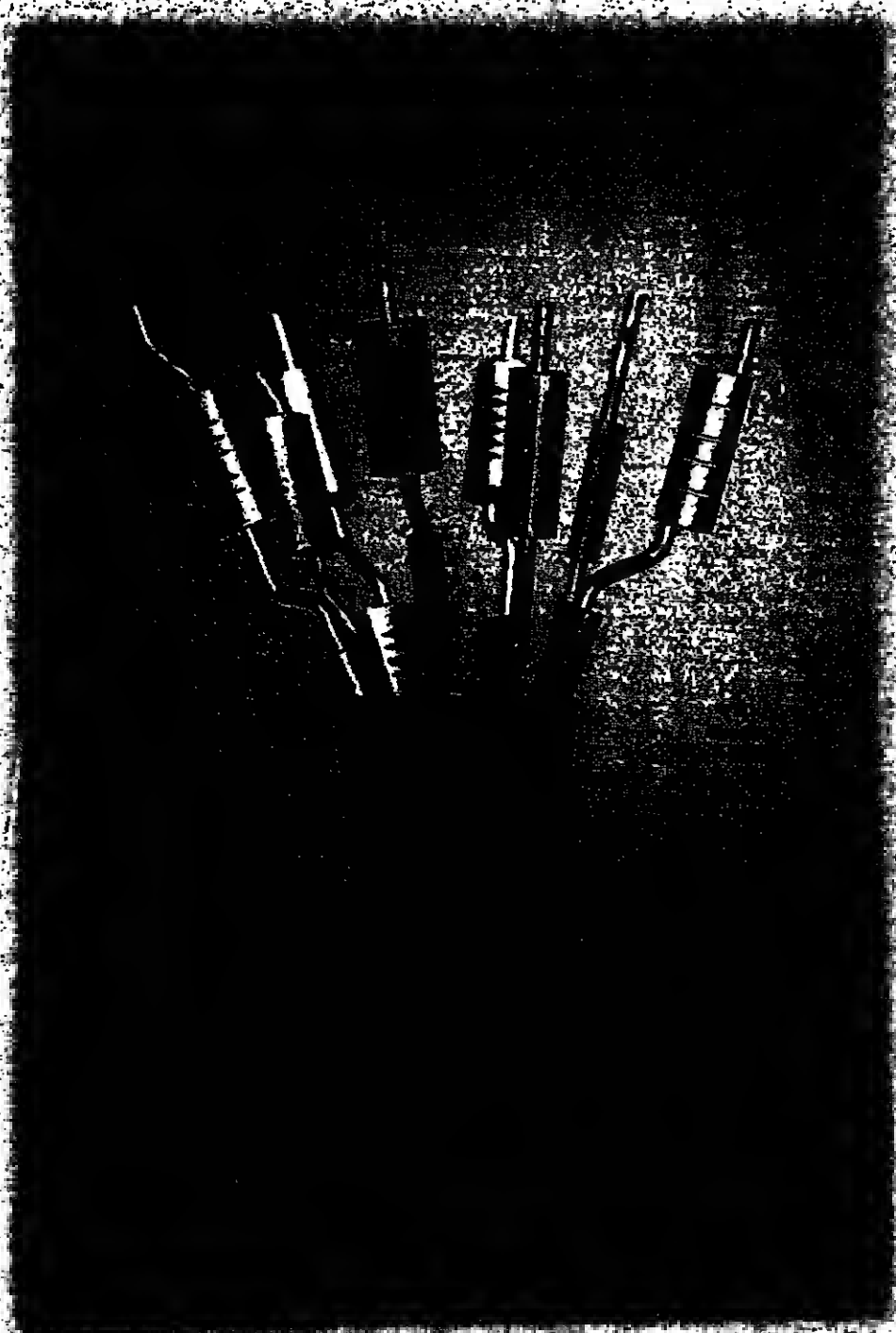
pendant que de regarder sur une cassette, dans la solitude du quant-à-soi, des adolescents qui se masturbent, et d'attaquer des enfants ? Ne nous y trompons pas : la marche blanche qui déferle, ces jours-ci, sur notre société est porteuse d'une répression terrible : la frontière même de la puberté disparaît dans le fantasme maternel d'une enfance innocente et interminable livrée, dès qu'elle quitte la maison, à la convoitise multiforme et fantastique d'un gigantesque complot.

L'indispensable répression de la pédophilie est en train de tourner au lynchage hystérique des violeurs d'anges

Aujourd'hui, l'ogre du réseau est providentiellement un oéo-nazi, mais, très bientôt, n'en doutons pas, la paranoïa retrouvera son cours naturel, et la France du corbeau, resuscitée par cette campagne, dénoncera à tour de bras les hommes politiques, les financiers ou les Sages de Sion.

L'indispensable répression de la pédophilie est en train de tourner au lynchage hystérique des violeurs d'anges : ce n'est une bonne nouvelle ni pour les enfants ni pour la civilisation.

Alain Finkielkraut est directeur de la revue *Le Messager européen*.



ET SI LES GAZ D'ÉCHAPPEMENT ÉTAIENT AUSSI RESPIRABLES QUE LES FLEURS ?

C'est le rêve. En attendant d'y parvenir, les hommes d'Elf Aquitaine

ont inventé Diesel Evolution. Un carburant qui, par rapport à un diesel ordinaire,

réduit de 25-30 % les émissions de particules et de fumées noires.

elf
L'énergie humaine

POLITIQUE MONÉTAIRE Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France a rendu public, mardi 24 juin, son rapport annuel 1996 remis au président de la République et

au Parlement. ● L'INSTITUT D'ÉMISSION se félicite de la baisse rapide des taux d'intérêt à moyen et long terme enregistrée l'an dernier et retire ses recommandations des années précé-

dentes sur la modération salariale et sur la réduction des déficits publics. ● JEAN-CLAUDE TRICHET, le gouverneur de la Banque de France, considère qu'une « bonne » politique mo-

nétaire et budgétaire est une condition nécessaire mais pas suffisante pour lutter contre le chômage. Il insiste à nouveau sur la mise en œuvre de réformes structurelles pour enrichir

la croissance en emplois. ● L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, à ses yeux, ne souffre pas d'une faiblesse de la consommation privée mais d'une faiblesse de l'investissement.

Jean-Claude Trichet juge « impensable » la non-réduction des déficits

Dans un entretien accordé au « Monde », le gouverneur de la Banque de France, insiste, dans le but de lutter contre le chômage, sur la nécessaire modération des salaires, sur la poursuite de la réduction des déficits publics et sur le besoin de réforme de l'économie



JEAN-CLAUDE TRICHET

« Quelles sont les grandes recommandations que fait le Conseil de la politique monétaire au président de la République et au Parlement ?

— Lorsqu'il transmet son sentiment dans le rapport annuel, le Conseil de la politique monétaire entend naturellement pas se substituer au gouvernement, au Parlement, aux syndicats, au patronat, etc. Il soumet simplement son diagnostic et ses réflexions à la discussion démocratique, comme le lui demande la loi. Les cinq principales recommandations de cette année correspondent à notre position constante. Elles sont, comme les années précédentes, inspirées par le souci de préserver la stabilité, la confiance dans la monnaie et de consolider l'une des conditions nécessaires de la croissance et de la lutte contre le chômage.

— En premier lieu, la modération dans les évolutions des revenus nous paraît essentielle non seulement pour maintenir un bas niveau des prix mais encore pour lutter contre le chômage. En second lieu, réduire les déficits publics, conformément aux orientations du traité de Maastricht, est nécessaire pour consolider la confiance et pour maintenir au troisième plus bas niveau du monde nos taux d'intérêt à moyen et long terme, donc pour faciliter la lutte contre le chômage. Le traité, s'agissant des fameux 3 %, reprend la règle décidée par la France en juin 1982, et annoncée dans vos colonnes par le président François Mitterrand. Troisièmement, réformer notre économie est un moyen puissant pour nous permettre de croître plus rapidement — sans inflation — et donc de créer plus d'emplois. En quatrième lieu, l'investissement des entreprises dans le secteur concurrentiel permet, de la même manière, de repousser les limites de la croissance non inflationniste, de lutter contre le chômage d'aujourd'hui — en contribuant à la croissance d'aujourd'hui — et de lutter contre le chômage de demain en renforçant notre compétitivité et nos capacités de production. Enfin, préparer un euro inspirant au moins autant confiance aux Français, aux Européens et aux investisseurs du

monde entier que le franc d'aujourd'hui est essentiel. Il y a dans nos taux à dix ans, au moment où je parle, huit ans et demi d'euro ! Que deviendrait nos taux d'intérêt à long terme — et donc notre croissance — si l'euro était peu solide et inspirait peu confiance ?

— A quoi attribuez-vous la baisse des taux en 1996 ? — La baisse des taux de marché, qui nous a conduits au troisième plus bas niveau du monde, a été le fruit d'un accroissement considérable de la confiance. C'est le fruit d'une stratégie continue poursuivie depuis de longues années.

— De notre point de vue, la décision prise par le gouvernement et le Parlement de donner l'indépendance à la Banque de France en 1993 a été importante. Mais au total, ce qui a permis la baisse des taux, c'est probablement la combinaison de la crédibilité de la banque centrale indépendante, d'une inflation à un bas niveau, de la stratégie gouvernementale de réduction des déficits publics et de l'engagement de la France dans la construction monétaire européenne.

— Les marchés continuent à manifester une confiance assez grande dans la France et ce malgré le discours de la nouvelle majorité moins européenne et moins strict sur l'objectif de réduction des déficits publics. A quoi attribuez-vous cet optimisme ? — Ce n'est pas à moi de le dire mais je pense que les investisseurs français et internationaux ont confiance dans la Banque de France. Je crois aussi que les observateurs français et internationaux ont confiance dans la capacité du gouvernement français de respecter l'engagement européen et de réduire les déficits

publics en 1997 comme celui en 1998 et au-delà. C'est indispensable pour l'euro. Mais, et c'est ce qui enracine encore plus ma propre confiance, c'est indispensable pour la croissance et la création d'emplois en France. Car s'il apparaissait que nous ne pouvions pas ou ne voulions pas respecter le critère, nous perdions en termes de création d'emplois beaucoup plus du fait de la perte de confiance nationale et internationale et de la hausse de nos taux d'intérêt de marché que ce que nous pourrions gagner grâce au déficit supplémentaire. Si nous avons aujourd'hui les troisième plus bas taux d'intérêt du monde, cela signifie que les épargnants français et étrangers ont déjà complètement intégré le fait que le gouvernement français était et est prêt à prendre les mesures nécessaires.

— Quant au niveau européen, nous savons, depuis Amsterdam, que nous aurons un bon pacte de stabilité et de croissance, ce qui est essentiel pour la crédibilité de l'euro. C'est indispensable mais ce n'est pas suffisant. En outre, nous avons un renforcement de la coordination des politiques économiques, dans le strict respect, naturellement, de l'indépendance de la banque centrale européenne, sanctuarisée par le traité. Et je suis convaincu que la confrontation des politiques et des expériences entre les Européens permettra de trouver les meilleures mesures structurelles pour lutter contre le chômage. La France et l'Allemagne auraient probablement beaucoup à apprendre des Pays-Bas et du Danemark.

— Il y a pourtant un paradoxe entre, d'une part, une plus grande confiance des marchés à l'égard de la France qui a permis une forte baisse des taux et, d'autre part, un manque de dynamisme de l'économie et de la création d'emplois qui provoque chez les Français un pessimisme qui, à son tour, ralentit la croissance ?

— C'est pourquoi la Banque de France, de son côté, met tout en œuvre pour que l'équipe de France ait meilleur moral. Il y a un para-

doxe français. Vu de l'étranger, nous inspirons confiance puisque nous avons les troisième plus bas taux d'intérêt du monde. Aussi parce que nous avons le niveau de vie le plus élevé d'Europe avec l'Allemagne. The Economist vient, dans sa dernière édition, de nous classer comme onzième deux mondial pour la qualité de vie. Et, dans le même temps, nous avons un très mauvais moral à cause du chômage, en particulier du chômage de jeunes, dont nous sommes malheureusement nous-mêmes, dans une très large mesure, les auteurs puisque l'OCDE dit que notre

« Le gouvernement a maintenu l'engagement européen de la France et je suis donc convaincu qu'il fera ce qui est nécessaire. Je le répète : en infléchissant cette stratégie, la lutte contre le chômage serait moins efficace »

chômage est structurel à 80 %. Et ce mauvais moral lui-même crée encore plus de chômage.

— Pour en sortir, il faut préserver une bonne politique monétaire. Pour défendre le pouvoir d'achat de la monnaie. Pour préserver les plus pauvres et les plus démunis d'entre nous contre l'inflation. Mais aussi, grâce à la confiance dans la monnaie, pour l'emploi. Par deux moyens. En premier lieu, parce qu'une monnaie qui garde bien sa valeur inspire confiance à l'opinion, aux épargnants, aux investisseurs en France et dans le monde, et ceux-ci acceptent d'être rémunérés par de plus bas taux d'intérêt de marché. Et second lieu, lorsque l'inflation est basse, les coûts de production sont contenus et l'on conserve ou l'on renforce la compétitivité. C'est ce que nous observons et ce moment avec les excellents résultats que nous obtenons à l'exportation, qui sont bons pour la lutte contre le chômage.

— Mais, naturellement, une bonne politique monétaire, une

bonne politique budgétaire sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes à elles seules. Au-delà, il faut, croyons-nous, des réformes structurelles pour enrichir notre croissance en emplois. C'est ce que disent les communiqués d'Amsterdam et de Denver.

— Le gouvernement Jospin veut accélérer la croissance en engageant un tournant keynésien de la politique économique par une relance de la consommation et par une consolidation du rôle de l'Etat. Qu'en pensez-vous ?

— C'est votre interprétation. La

bonne politique budgétaire sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes à elles seules. Au-delà, il faut, croyons-nous, des réformes structurelles pour enrichir notre croissance en emplois. C'est ce que disent les communiqués d'Amsterdam et de Denver.

consommation privée ne présente pas d'anomalie marquée, ce qui est le cas pour l'investissement. De 1990 à 1996, l'investissement a diminué de 7,3 % quand la consommation privée augmentait de plus de 8 % en volume. Les chefs d'entreprise continuent d'hésiter. Lorsque nous les interrogeons, ils sont relativement optimistes sur la situation de leur entreprise, mais souvent négatifs sur les perspectives d'ensemble. L'équipe de France doit reprendre confiance. Notre potentiel est là, prêt à se mobiliser. La variable clé est l'investissement productif des entreprises.

— Craignez-vous un dérapage des déficits budgétaires ?

— Le gouvernement a maintenu l'engagement européen de la France et je suis donc convaincu qu'il fera ce qui est nécessaire. Je le répète : en infléchissant cette stratégie, la lutte contre le chômage serait moins efficace. Prenons l'Union européenne. Il y a quinze pays. Sur les quinze, selon l'OCDE, onze pays feraient spontanément

3 % ou moins de déficit cette année. Il en reste quatre. La Grèce est dans une situation spéciale. Et, à part la Grèce, trois pays, l'Italie, l'Allemagne et la France feraient spontanément un peu plus de 3 %. Naturellement, ces trois pays vont prendre des mesures correctrices. Ne pas prendre des mesures correctrices est impensable. Et, s'agissant de nous, qui peut croire que c'est en étant le pays le plus déficitaire d'Europe que l'on peut le mieux combattre le chômage ?

— Si, néanmoins, le déficit français atteint 3,5 % du PIB, alors que le traité de Maastricht fixe une limite à 3 %, pourrions-nous faire l'euro ?

— Ce chiffre donnerait probablement à la France la plus mauvaise performance de l'Union européenne, la Grèce mise à part ! Ce n'est ni notre tradition, ni notre vocation, ni notre intérêt pour combattre le chômage. Je le répète, j'ai confiance dans la volonté de notre gouvernement de respecter le traité.

— Un report est-il envisageable ?

— Reporter la monnaie unique, cela veut dire amener le traité à la date du 1^{er} janvier 1999 est dans le traité. Reporter, c'est donc prendre un énorme risque d'annulation de facto du traité. Je n'y crois pas une seconde. L'euro se fera le 1^{er} janvier 1999. C'est ce qu'a dit M. Jospin, et je partage entièrement son sentiment.

— On entend des critiques sur la composition du Conseil de la politique monétaire qui serait trop monocolore. Huit membres sur neuf sont classés à droite. Le CPM ne doit-il pas refléter la diversité de la nation ?

— D'abord, les expériences les plus diversifiées et toutes les sensibilités sont au Conseil, et je refuse votre « classement ». La Banque de France, notre monnaie, la confiance que le franc inspire sont la propriété de tous les Français, de tous les citoyens de notre République. La Banque de France n'est ni de droite, ni de gauche. Elle est républicaine.

Propos recueillis par Eric Le Boucher et Eric Leser

Le chiffre d'affaires de l'assurance française a dépassé 1 000 milliards de francs en 1996

AVEC UN TOTAL de cotisations collectées par les sociétés françaises et étrangères opérant en France de 1 032 milliards de francs, en hausse de 7,7 %, le marché de l'assurance française reste au quatrième rang mondial en 1996, comme en 1995. Présenter pour la première fois, lundi 23 juin, le bilan annuel du secteur était donc un exercice apparemment sans grand risque pour Jean Arvis, nommé à la tête de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) le 25 mars. Les grandes tendances observées les années précédentes se sont confirmées. L'assurance-vie a poursuivi une « croissance très soutenue » de 12,5 % à 407 milliards de francs.

Globalement, les assurances de personnes (épargne-assurance et prévoyance) représentent 70 % du total des cotisations collectées par la profession. En 1996, plus des deux tiers des placements financiers des ménages se sont orientés vers l'assurance. A la fin de l'année, les créances d'assurance détenues par les ménages auprès des sociétés d'assurances ont atteint 21 % de leurs actifs financiers et 10 % de leur patrimoine global.

L'assurance-dommages a connu une progression plus faible (-3 %) de son chiffre d'affaires à 196 milliards de francs. En revanche, alors que les résultats des sociétés vie stagnent (5,7 à 5,9 milliards de francs d'une année à l'autre) les résultats des activités dommages

(automobile et multirisque habitation) se redressent, un mouvement amorcé en 1995. Les résultats nets comptables du secteur dans ce domaine passent de 5,6 milliards à 8,5 milliards de francs.

Pour la FFSA, 1996 aura marqué la conclusion d'un accord avec les agents généraux d'assurances et la fusion spectaculaire entre AXA et l'UAP, donnant naissance au second groupe d'assurances mondial. « On a maintenu l'emploi dans le secteur », s'est félicité M. Arvis. Mais 1997 risque d'être moins rose sur bien des plans. Les chiffres du premier trimestre 1997 montrent une croissance quasi nulle des deux branches de la profession vie et dommages. M. Arvis ne serait toutefois « ni alarmé ni choqué » si l'assurance-vie connaissait une croissance négative sur l'ensemble de l'année.

DISTORSIONS DE CONCURRENCE

Les fonds de pension, dont la création a été adoptée par le Parlement le 25 mars, attendent toujours leurs décrets d'application. Une révision de la loi pourrait être envisagée. Dans son discours de politique générale, le premier ministre a annoncé une nouvelle répartition entre les redevus du capital et ceux du travail. L'assurance-vie est, là, en ligne de mire, soit par un accroissement direct de la pression fiscale, soit par des modifications sur ses

conditions de transmission successorale. Les distorsions de concurrence ne se résorbent pas. Au contraire. La FFSA réclame une égalité de traitement entre les différents acteurs exerçant un même métier. « Les comptes du Trésor distribuent des produits d'assurance dans des conditions qui ne sont pas transparentes ». Les mutuelles du code de la mutualité et les institutions de prévoyance bénéficient de l'exonération de la taxe d'assurance à laquelle sont soumis les membres de la FFSA. Enfin, La Poste pourrait venir la bouter sur les terres des assureurs. Elle peut, depuis 1990, distribuer des produits d'assurance automobile et multirisque habitation. En vertu d'un accord moral passé avec la FFSA — que celle-ci n'a pas tenté de proroger — le réseau postal s'était interdit d'utiliser cette liberté jusqu'à la fin de l'année 1996.

Sur le plan de l'emploi, enfin, M. Arvis a souligné que « les mouvements de concentration de 1996 accentuent la place éminente de l'assurance française dans le concert des grands groupes mondiaux », allusion à la fusion AXA-UAP. Mais avec quelles conséquences en termes d'emploi ? L'adossément programmé du GAN à un autre assureur français ou européen soulève des inquiétudes chez les salariés du groupe.

Babette Stern

Les propos du premier ministre japonais font plonger Wall Street

APRÈS avoir atteint un nouveau sommet à la veille du week-end et gagné près de 22 % en dix semaines, la Bourse de New York a subi, lundi 23 juin, un violent coup d'arrêt. Les menaces formulées par le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto selon lesquelles les investisseurs nippons pourraient vendre des obligations américaines si les Etats-Unis ne s'employaient pas à stabiliser le marché des changes ont provoqué un début de panique à Wall Street. A la suite de ces déclarations, l'indice Dow Jones a plongé et il a terminé la séance sur une chute de 192,25 points (-2,47 %) à 7 604,26 points. Il s'agit de sa plus importante perte, exprimée en points, depuis le krach du 19 octobre 1987 (-508 points).

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans, qui constitue la principale référence outre-Atlantique, est pour sa part remonté de 6,65 % à 6,70 %. La défiance des taux d'intérêt à long terme observée depuis la mi-avril avait en partie expliqué la hausse spectaculaire de Wall Street durant cette période. Affecté par la chute des marchés financiers américains, le dollar a cédé du terrain lundi. Il est passé de 1,73 à 1,7160 mark et de 5,84 à 5,79 francs.

A l'occasion d'une conférence organisée à l'université de Columbia, M. Hashimoto a affirmé que si les bons et les obligations du Trésor américain détenus au Japon étaient vendus en masse, « l'économie américaine devrait

trouver les moyens de les absorber et les effets pourraient être significatifs ». « J'espère que les Etats-Unis s'attacheront à maintenir la stabilité des changes et que nous n'aurons pas à vendre ces valeurs », a-t-il souligné. M. Hashimoto a indiqué que le Japon pourrait acheter de l'or à la place des titres américains.

Depuis quelques semaines, les relations entre Tokyo et Washington s'étaient tendues. La Maison Blanche avait à plusieurs reprises, par la voix de son secrétaire d'Etat au Trésor Robert Rubin, exprimé son mécontentement à l'égard de la hausse spectaculaire des excédents commerciaux nippons. Au mois de mai, la balance commerciale japonaise a enregistré un solde positif de 738,3 milliards de yens (6,5 milliards de dollars), soit un bond de 222,2 % sur un an. Vis-à-vis des Etats-Unis, l'excédent commercial de l'archipel a progressé de 93 %. Dénonçant ce dérapage, M. Rubin avait exhorté les Japonais à réformer leur économie et à ouvrir leur propre marché de façon à relancer la consommation intérieure et à favoriser les importations.

RIPOSTE BRUTALE

La riposte de M. Hashimoto a été brutale. Le premier ministre nippon a choisi de la concentrer sur ce qui constitue la grande faiblesse de l'économie américaine, à savoir l'importance de ses déficits extérieurs et sa dépendance à l'égard des capitaux étrangers. Depuis 1990, les deux tiers du déficit

cumulé des paiements courants américains ont été financés par des banques centrales étrangères, et notamment par celle du Japon. Le Japon a acheté l'an dernier 40 milliards de dollars d'obligations émises par le Trésor américain sur un montant total de 250 milliards de dollars. M. Hashimoto a tenu à rappeler en substance à la Maison Blanche, lundi, que le Japon est le banquier des Etats-Unis et qu'il est à ce titre en droit d'exiger d'un client très endetté une attitude plus coopérative. Si le gouvernement japonais mettait à exécution ses menaces, si la Banque centrale nipponne décidait de vendre massivement les obligations américaines qu'elle possède, il s'ensuivrait une brusque remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis qui freinerait brutalement la croissance économique outre-Atlantique.

La querelle publique entre Washington et Tokyo inquiète d'autant plus les opérateurs de marché qu'ils se rappellent l'épisode de 1994 et du début de l'année 1995. A l'époque, la Maison Blanche avait délibérément utilisé l'arme du dollar faible pour faire céder le Japon dans les négociations commerciales concernant le secteur automobile. Les investisseurs craignent que l'histoire se répète et que les Etats-Unis s'emploient aujourd'hui à faire baisser le billet vert vis-à-vis du yen afin d'obliger les Japonais à réduire leurs excédents commerciaux.

P.-A. D. et E. L.

ar la vague rose
anciens députés
majorité tentent
alyser les raisons
leur déphasage
avec l'opinion
hec qui les laisse
nnés et meurtris

La CFTD juge la loi Robien plus efficace pour l'emploi que le passage aux trente-cinq heures

Six cent quinze accords ont créé ou sauvé dix-sept mille postes

Alors que le gouvernement entend toujours présenter une loi-cadre pour réduire le temps de travail à trente-cinq heures sans perte de sa-

laire, la CFTD ne cache plus son scepticisme. Présentant 615 accords d'ores et déjà conclus dans le cadre de la loi Robien, la CFTD juge ce disposi-

tif qui repose sur le volontariat et oblige les entreprises à réorganiser le travail plus efficace qu'une loi-cadre.

LES GRANDES manœuvres autour de la réduction du temps de travail ont commencé. Moins de vingt-quatre heures après la réunion annuelle de la commission nationale de la convention collective (lire page 7), Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, devait rappeler tout le bien qu'elle pense de la loi Robien mardi 24 juin, dans la matinée. De A comme Abaco à Z comme Zodiac, la CFTD a recensé 615 accords « Robien » signés dans les entreprises depuis octobre 1996. « Depuis 1993, nous avions environ 200 accords de réduction du temps de travail par an. Désormais, nous en avons 700 en sept mois jusqu'au 615 accords « Robien », nous avons recensé 83 accords d'entreprise qui ne relèvent pas de ce dispositif », commente Gilbert Fournier, secrétaire confédéral.

Selon la CFTD, la majorité des accords Robien sont « offensifs ». De la Librairie Hispano-américaine de Paris passée de quatre à cinq salariés

au Crédit mutuel de Bretagne dont les effectifs vont progresser de 3 600 à 3 960 personnes, la CFTD dénombre 393 accords destinés à créer des emplois. Selon elle, 56 000 salariés ont accepté de réduire leur temps de travail et permis de créer 6 500 emplois. Ces accords offensifs sont majoritairement le fait de petites entreprises : 73 % d'entre eux ont été conclus dans des entreprises de moins de cent salariés et même 62 % dans des entreprises de moins de cinquante salariés. Le secteur des services et du commerce représente 30 % des accords offensifs, loin devant la métallurgie (17 %) et l'agro-alimentaire (17 %).

Les accords « défensifs », signés pour préserver l'emploi dans des entreprises en difficulté, sont minoritaires - 222 sur 615 -, mais ils représentent un nombre de salariés plus élevés : 74 000. Leur réduction du temps de travail a permis de sauver 10 500 emplois. Contrairement aux accords offensifs, une majorité

des accords défensifs (62 %) ont été conclus dans des entreprises de plus de cent salariés, essentiellement dans la métallurgie (33 %), le bâtiment (19 %) et le textile-habillement (17,5 %).

L'analyse de la CFTD montre que, dans les entreprises qui utilisent la loi Robien pour embaucher, 57 % des accords prévoient un maintien des salaires et 30 % un maintien assorti d'un gel durant au moins une année. En revanche, dans les entreprises en difficulté, 67 % des accords prévoient une baisse de salaire - mais inférieure à la réduction du temps de travail - alors que 27 % prévoient un maintien du salaire.

ABSORBÉ PAR LA PRODUCTIVITÉ L'étude de la CFTD porte également sur les signataires des accords : la CFTD en a signé 75 %, loin devant la CGT (19 %), la CGC (16 %), FO (14 %) et la CFDT (12 %). Si ces chiffres montrent bien le fossé qui sépare la centrale de Nicole Notat des autres

confédérations sur la loi Robien, l'écart est à relativiser, en raison de la plus faible implantation des autres syndicats - exception faite de la CGT - dans le secteur privé. Diplômée, la CFTD fait mine de ne pas s'opposer ouvertement à la loi-cadre sur le temps de travail. Elle estime, officiellement, que celle-ci peut constituer un « levier ». Cette loi ne répond pourtant que très imparfaitement aux conditions nécessaires, selon la CFTD, pour que la réduction du temps de travail favorise l'emploi. Selon Jean-René Masson, secrétaire national, « pour qu'elle soit le plus efficace possible en terme de création d'emplois, la réduction du temps de travail doit être à la fois massive et rapide. Un passage échelonné de trente-neuf à trente-cinq heures produirait aussi peu d'effets que le passage de quarante à trente-neuf heures, et serait inefficace non seulement pour l'emploi, mais aussi pour les entreprises. Une diminution progressive du temps de travail serait en effet peu à peu absorbée par les gains de productivité de l'entreprise sans créer d'emplois et sans donner l'impulsion à une réorganisation du travail ».

Selon la CFTD, les formes de réduction doivent être adaptées à la diversité des situations et la loi-cadre ne doit pas constituer un « carcan : elle doit faciliter les négociations et rester suffisamment souple pour que chaque entreprise puisse développer un dispositif sur-mesure ». Officiellement présentée comme un « levier », la loi-cadre semble pour la CFTD constituer un bâton destiné aux entreprises qui n'auraient pas utilisé la carotte de la loi Robien.

Frédéric Lemaître

En Allemagne, Bayer renonce aux licenciements jusqu'en 2000

LE CHIMISTE allemand Bayer a présenté, lundi 23 juin, un accord sur le « maintien de l'emploi », qui confirme le « bouillonnement social » perceptible en ce moment dans la chimie allemande. Tout en préservant la possibilité de supprimer 4 000 à 4 500 postes, le groupe s'est engagé à ne procéder à aucun licenciement économique d'ici à la fin de l'an 2000. Les suppressions éventuelles, dont un millier doivent avoir lieu en 1997, devront être réglées « socialement » grâce aux départs en préretraite et au temps partiel.

Le groupe prévoit aussi d'investir 20 milliards de marks dans ses usines et la recherche d'ici à 2002 et d'embaucher 800 apprentis par an. En contrepartie, Bayer a obtenu la fin de certaines primes, d'avantages et de vacances attribuées selon l'ancienneté. Bayer est à la recherche de 300 millions de deutschemarks d'économies annuelles. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ ARTEMIS : le tribunal de commerce de Paris a prononcé, lundi 23 juin, la mise sous séquestre de 24,59 % du capital de la holding familiale du groupe Pinault, cédé, fin mai, par le Consortium de réalisation (CDR) à son organisme de tutelle, l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR).

■ STET : le gouvernement italien est favorable à une alliance entre l'opérateur de télécommunications public Stet et le géant américain ATT, a indiqué, lundi 23 juin, le sous-secrétaire aux postes et télécommunications Michele Lauria. Cet accord, qui aurait pour objectif de créer un pôle concurrent des grandes alliances British Telecom - MCI - Telefnica et Deutsche Telekom - France Télécom - Sprint serait imminent, selon des indiscretions.

■ ALCATEL : le groupe français et l'américain Cisco Systems ont signé, lundi 23 juin, un accord pour « fournir des solutions » concernant « l'intégration d'Internet aux réseaux publics ».

■ BNP : le fonds américain d'investissement Templeton a franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital de la banque. Il en est désormais le deuxième actionnaire derrière le groupe AXA-UAR.

■ EDF : une centaine d'agents de maintenance et de logistique, en grève depuis le 9 juin contre « la suppression programmée de 400 à 500 emplois », occupent pour la troisième semaine consécutive des locaux d'EDF et procèdent à des coupures d'alimentation électrique. Le juge du tribunal de grande instance de Paris a fixé un rendez-vous entre direction et syndicats vendredi 27 juin.

■ SNCF : le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a estimé nécessaire de « réformer la réforme » de la SNCF votée par le Parlement en février, selon la fédération CFDT des cheminots, reçue au ministère, lundi 23 juin. Le ministre, d'après le syndicat, cherche le moyen de descendre davantage la SNCF et veut voir réussir la régionalisation des transports de voyageurs, tout en maintenant la péréquation entre les régions. Il estime aussi nécessaire de mettre fin aux suppressions d'emplois à la SNCF.

■ RATP : la CGT a déposé pour le 27 juin un préavis de grève concernant les bus et le métro, pour s'opposer à un projet de la direction de fu-sionner le réseau des bus de nuit avec le réseau de nuit destiné au transport des agents RATP.

■ AKAI : environ 150 des 306 salariés d'AKAI Electric France (AEF) ont manifesté, lundi 23 juin, près du pont de Normandie, à Honfleur (Calvados). Ils protestent contre l'attitude du groupe de Hongkong Semi-Tech, propriétaire de la marque, qui entrave le processus de reprise de cette usine en redressement judiciaire. Le tribunal de commerce de Honfleur doit se prononcer le 8 juillet sur le sort de l'usine AEF, qui fait l'objet d'un projet de reprise par la Compagnie des signaux.

Union Pacific Resources lance une offre publique d'achat sur le pétrolier américain Pennzoil

EN COURS depuis plusieurs mois, la réorganisation du secteur énergétique américain a été marquée, lundi 23 juin, par l'annonce d'une concentration dans le secteur pétrolier et gazier. Union Pacific Resources (UPR) a lancé une OPA (offre publique d'achat) sur Pennzoil, pour 6,4 milliards de dollars (3,65 milliards de francs). Cette offre, « non sollicitée », a été accueillie avec réserve par les dirigeants de la firme convoitée, qui se donnent jusqu'au 7 juillet pour répondre. En revanche, la réaction des boursiers a été immédiate. A Wall Street, UPR s'est déprécié de 3,5 % à 25,8 dollars tandis que Pennzoil a grimpé de 30 % à 77,50 dollars. L'offre est en effet attractive, l'acquéreur se propose d'acheter les titres à 84 dollars l'action. L'opération est prévue en deux temps : acquisition immédiate de 50,1 % du capital de Pennzoil, puis échange d'actions pour les 49,9 % de reste.

DEUX ANS DE PERTES

Dans un communiqué de cinq pages, le président d'UPR, Jack L. Messman, s'est longuement expliqué sur ses intentions. Ce rapprochement créera « le premier groupe indépendant dans l'exploration-production aux Etats-Unis », affirme-t-il. Il permettra à la firme texane de Fort Worth de rééquilibrer sa production d'hydrocarbures au profit du pétrole, la part du gaz revenant de 66 % à 52 %. Si UPR est bien implanté au Texas et dans les Rocheuses, Pennzoil, basé à Houston, est présent dans le golfe du Mexique. Le groupe possède également le réseau de commercialisation de lubrifiants Jiffy Lube fort de 1 400 points de vente.

Intégré jusqu'en octobre 1996 dans le groupe de transport ferroviaire Union Pacific Corp, UPR est aujourd'hui

une entité autonome. Cette firme qui emploie 1 600 salariés a enregistré en 1996 un chiffre d'affaires de 1,831 milliard de dollars pour un bénéfice net de 320,8 millions de dollars. La société convoitée, Pennzoil, est de taille plus importante, avec 10 000 employés et un chiffre d'affaires de 2,365 milliards de dollars, mais a connu des difficultés financières. Si elle est parvenue à redevenir bénéficiaire en 1996 (134 millions de dollars), la compagnie a subi des pertes au cours des deux années précédentes (304 millions en 1995 et 283 millions en 1994).

Ironie de l'histoire, l'idée d'une fusion est venue des dirigeants de Pennzoil en 1995, ce que ne manque pas de rappeler le président d'UPR pour emporter l'adhésion. A l'époque, quand la compagnie était une filiale d'Union Pacific Corp, « vous expliquiez la logique industrielle d'un tel rapprochement et nous approuvions votre déclaration selon laquelle "la future entité pourrait devenir la première compagnie d'exploration-production au monde" », affirme M. Messman en s'adressant à son homologue James Pate, président de Pennzoil, qui conteste aujourd'hui l'opération. « Nous ne comprenons pas pourquoi vous affirmiez qu'il y a deux ans, quand Pennzoil traversait de graves difficultés financières, elle était en meilleure situation que maintenant pour fusionner avec UPR. En fait, nous croyons qu'aujourd'hui les bénéfices d'un tel rapprochement seraient encore plus rapides. Vous avez une excellente idée en 1995 et elle est encore meilleure actuellement ».

Depuis plusieurs mois, M. Pate a refusé toutes les propositions de fusion, obligeant ainsi Union Pacific à lancer une opération inatimée à un prix élevé.

Dominique Gallois

Compaq dévoile ses ambitions en rachetant Tandem

ECKHARD PFEIFFER, le président de Compaq, verrait bien la société qu'il dirige s'installer dans le trio de tête de l'informatique mondiale, à petite distance d'IBM et de Hewlett-Packard. Une stratégie ambitieuse pour le groupe texan, actuel numéro un de la micro-informatique : l'objectif est d'atteindre les 40 milliards de dollars de chiffre d'affaires en l'an 2000 (232 milliards de francs), contre 20 milliards prévus cette année. L'extraordinaire croissance du marché des PC n'y suffit pas, et c'est pourquoi cet allemand tenace a engagé une stratégie d'acquisitions dont la dernière illustration est le rachat de Tandem, par échange d'actions, pour un montant équivalent à 3 milliards de dollars.

Annoncée le 23 juin, cette opération permettra à Compaq de mettre un pied dans une informatique plus lourde que la « micro » dont il est issu, et de doubler le nombre de ses commerciaux, qui passera de 4 000 à 8 000 d'un seul coup. Créé dans les années 70, Tandem est un petit constructeur californien (2 milliards de dollars de chiffre d'affaires) dont l'intérêt réside dans sa spécialité, très pointue : la production d'ordinateurs dits à « tolérance de pannes » qui assurent, grâce au couplage de plusieurs machines parfaitement synchronisées, une grande sécurité de transactions. Tandem, qui a accusé une perte nette de 22 millions de dollars en 1996, a passé quelques années difficiles. Très prisés par certains clients,

notamment dans le monde de la finance, ses ordinateurs ultra-sophistiqués ont vu leurs ventes plafonner, voire régresser certaines années. Un nouveau PDG, Roel Pieper, a repris la barre après le départ du fondateur, lançant de nouvelles machines moins chères, donc destinées à une clientèle plus large. Le rachat par Compaq est la consécration de sa stratégie. « C'est une grande victoire pour Roel Pieper d'avoir réorienté de la sorte une entreprise sur le déclin », juge Alex Vieux, Français de Californie et administrateur de Tandem. La société de Cupertino conservera sa propre marque et deviendra une division de Compaq. Une devrait pas y avoir de suppressions d'emplois : « Nous ne sommes pas dans une optique de restructuration », souligne Jean-Philippe Chiarella, responsable de Tandem en France.

QUATRE ACTIVITÉS

M. Pfeiffer avait lancé il y a deux ans au sein des équipes d'encadrement de Compaq une réflexion sur le thème : « How to stay ahead ? » (comment rester en tête ?) « Trois axes principaux s'en sont dégagés : renforcement de l'activité centrale, acquisitions dans de nouveaux secteurs, investissement dans les relations avec les consommateurs. Un choix qui s'explique aussi par l'abondance de trésorerie de la société, supérieure à 4 milliards de dollars. Recevant un petit groupe de journalistes français, le 5 juin à Houston, le président de Compaq décrivait le confort de sa situation :

« Compaq a vu ses bénéfices augmenter de 66 % cette année et ses liquidités de 358 % depuis 1995. Nous avons aujourd'hui un surplus de 4,7 milliards ».

Tout naturellement, M. Pfeiffer s'interrogeait : « Où investir tout cet argent ? Nous scrutons l'horizon pour trouver de nouvelles acquisitions. Compaq n'est plus seulement un fabricant d'ordinateurs personnels, c'est une compagnie d'informatique ».

Compaq avait déjà connu une croissance spectaculaire depuis le début de la décennie due à son seul développement interne. En 1991, la firme de Houston employait 10 000 personnes et affichait un chiffre d'affaires de 3 milliards de dollars. Aujourd'hui, ses effectifs atteignent 25 000 personnes, et ses ventes se sont élevées à 18 milliards en 1996. Depuis dix mois, la croissance externe est venue doper cette progression naturelle.

Compaq a racheté, depuis la fin de 1995, des sociétés spécialisées dans les réseaux comme Thomas-Conrad ou Network, pour un montant cumulé d'un milliard de dollars. « Nous avons désormais quatre activités, souligne Bernard Maniglier, PDG de Compaq France : la micro-informatique professionnelle, la micro grand public, la communication de réseau et les serveurs d'entreprise ». De quoi réinventer l'informatique généraliste.

Arme-Marie Rocco et Sylvie Kauffmann (à Houston)

CE N'EST PAS
SANS PRENDRE DES RISQUES
QUE LES PME ONT
CRÉÉ 1 MILLION D'EMPLOIS
EN 15 ANS.

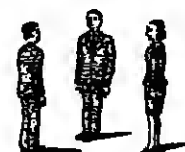
Décisif.

Les petites et moyennes entreprises sont un atout majeur de l'économie française. Elles ont démontré, depuis 15 ans, leur capacité à créer des emplois. Elles ont aussi le terrain des emplois de demain. Leur développement est un enjeu déterminant.

Le rôle de la Banque du Développement des PME est de :

- Faciliter le financement des projets des PME en partage de risques avec leurs partenaires financiers grâce à l'appui des pouvoirs publics.
- Favoriser le développement, donc la pérennité des PME en les accompagnant dans chacune des étapes de leur vie.
- Rapprocher les intérêts des PME et les impératifs des banques dans un partenariat efficace.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux financer le premier employeur de France, les PME.



BANQUE DU DEVELOPPEMENT DES PME
SOFARIS

UN NOUVEAU PARTENARIAT
POUR MIEUX FINANCER L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

2731, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons Alfort Cedex - Tél. : 01 41 79 94 94

a droit

Wall Street

■ LA BOURSE de Tokyo a perdu 0,46 % à 20 341,93 points à la suite des propos du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto sur la stabilité des changes.

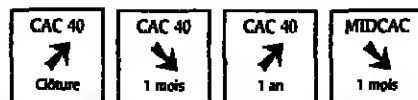
■ L'OR a ouvert en hausse, mardi 24 juin, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 340,05-340,35 dollars contre 337,35-337,65 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a perdu 192,25 points (2,47 %) à 7 604,26 points après les propos tenus par le premier ministre japonais. C'est la deuxième plus forte baisse en points de son histoire.

■ LE PRIX du baril de brut de référence « light sweet crude » a gagné 25 cents à 19,14 dollars lundi sur le marché new-yorkais. A la veille du week-end, il avait cédé 23 cents.

■ LES VALEURS françaises ont terminé la séance en hausse, lundi à la Bourse de Paris en gagnant 0,18 % à 2 762,20 points. Le terme boursier se solde par un repli de 0,02 %.

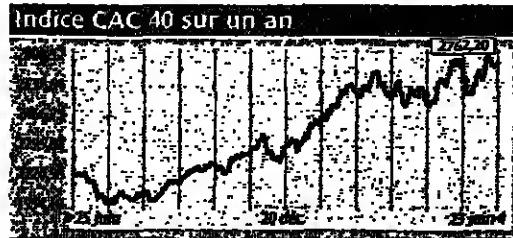
LES PLACES BOURSIÈRES



Reprise à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS gardait son sang-froid, mardi 24 juin à la mi-journée, en dépit de la dégringolade de Wall Street la veille. En repli de 0,49 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait un gain de 0,24 % une heure plus tard. Peu après midi, les valeurs françaises s'appréciaient au moyenne de 0,73 % à 2 784,99 points. Le montant des échanges était très étoffé. Sur le marché à règlement mensuel, il s'élevait à 8 milliards de francs, dont 7,3 milliards de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Wall Street a abandonné 2,47 % lundi après les propos du premier ministre japonais. M. Ryutaro Hashimoto a menacé lundi New York d'une liquidation par le Japon de ses obligations américaines si Washington utilise l'arme monétaire pour corriger les écarts de compétitivité commerciale entre Washington et Tokyo. Le premier ministre est toutefois revenu mardi sur ses propos, en déclarant qu'il avait été « mal interprété ». Les milieux financiers attendaient évidemment



l'ouverture de Wall Street, en espérant que l'accroissement de lundi sera très vite réparé.

Du côté des valeurs, les valeurs du CAC 40 en général et les pétro-

lières en particulier étaient très entourées. A 12 h 15, les échanges sur Total portaient sur 2 milliards de francs et, sur Elf Aquitaine, ils avoisinaient 1,6 milliard de francs.

Lagarrière, valeur du jour

L'ACTION du groupe Lagarrière, récemment malmenée, s'est redressée, lundi 23 juin, à la Bourse de Paris. Le titre a gagné 4,4 % à 170,50 francs avec des transactions portant sur 624 000 titres. Certains opérateurs ont interprété le discours de Lioel Jospin, samedi 21 juin au Saloo du Bourget, comme la marque d'une plus grande ouverture aux restructurations de l'aéronautique que durant la campagne électorale. D'autres estiment, en revanche, qu'il s'agit

d'un simple rattrapage après une baisse injustifiée, mettant en avant le « flou du discours, qui n'a répondu à aucune question ».



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2406	2306
Basmati (Indon)	1220	+3,77
Moulinier	126,50	+4,39
Dessant Electro	912	+4,28
Castorama (Dubai)	820	+5,29
Compteur Entrep.	10,35	+3,63
Michelin (Indon)	24,85	+3,52
Credit Lyonnais CI	268	+3,16
Environ Int'l ADP	1467	+3,09
SGE	124,30	+2,89
Total	561	+2,28

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	1168	-3,36
Protha	385	-3,62
Lapeyre	188	-3,26
Sade (Nij)	305	-3,17
Sas Kosogin	125	-2,99
Carrefour	1582	-2,64
Danart	4801	-2,63
Unibail	540	-2,27
Lapierre	167	-2,05
Via Banque	164,80	-1,59

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	2406 Titres	Capitalisation
Total	372183	1000000
Elf Aquitaine	254227	1000000
Alcatel Alsthom	179282	1000000
Rhone-Poulenc A	213020	1000000
Castorama (Dubai)	36268	1000000
Carrefour	6183	1000000
L'Oréal	12139	1000000
LYMHE Met. Hst.	16342	1000000
Saint-Gobain	286181	1000000
Axa	62036	1000000

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2406	2306
Grand Fongeur	26	+3,85
Mid-Livestock	56,90	+3,85
SAIR Composites	240,20	+3,85
L.D.C.	1060	+3,85
Comp. Euro-Télé-CET	500	+3,85

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	180	-41,98
Sport Bar 1356	180	-41,98
Invest. Paris	195	-3,25
Henri Matisse (Ly)	105	-3,25
GDDH (St. Calvert)	210	-3,25
CA du Nord (L)	482	-3,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1890,90	+0,20
Ind. gén. SBF 250	1814,11	+0,15
Ind. Second Marché	1840,08	+0,07
Indice MidCAC	1575,63	+0,21



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2406	2306
Grand Fongeur	26	+3,85
Mid-Livestock	56,90	+3,85
SAIR Composites	240,20	+3,85
L.D.C.	1060	+3,85
Comp. Euro-Télé-CET	500	+3,85

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	180	-41,98
Sport Bar 1356	180	-41,98
Invest. Paris	195	-3,25
Henri Matisse (Ly)	105	-3,25
GDDH (St. Calvert)	210	-3,25
CA du Nord (L)	482	-3,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1890,90	+0,20
Ind. gén. SBF 250	1814,11	+0,15
Ind. Second Marché	1840,08	+0,07
Indice MidCAC	1575,63	+0,21

Forte chute à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse, mardi 24 juin, dans le sillage de Wall Street, cette dernière ayant été frappée de plein fouet par les déclarations du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto. Ce dernier avait lié, lundi à New York, la stabilité des taux de change et achats d'emprunts publics américains par les professionnels japonais, déclenchant une tourmente sur les marchés financiers. L'indice Nikkei a terminé sur une baisse de 94,21 points, soit 0,46 %, à 20 341,93 points.

La veille, Wall Street a, en effet, perdu près de 200 points après les menaces volées du premier ministre japonais. L'indice Dow Jones a baissé de 192,25 points (-2,47 %), à 7 604,26 points, son plus fort repli en points depuis le lundi noir d'octobre 1987 (508 points). Des prises

de bénéfices et le dénouement de positions prises vendredi lors de l'expiration trimestrielle d'options et de contrats à terme avaient déjà fait pressio sur le marché durant l'essentiel de la séance.

En Europe, la Bourse de Londres a fini la séance sur une baisse de 0,39 %, à 4 575,8 points et celle de Francfort a perdu 0,9 % à 3 754,72 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2766,08	-0,02
New-York NYSE	2766,08	-0,14
Tokyo Nikkei	20346,10	-0,46
Londres FT100	4576,40	-0,39
Francfort DAX 30	3754,72	-0,89
Frankfurt Commer.	1280,22	-0,76
Bruxelles Bel 20	2880,49	-0,36
Bruxelles General	2353,20	-0,36
Milano MIB 30	1019	-0,05
Amsterdam AEX	385,40	-0,07
Madrid IBEX 35	591,01	-0,22
Stockholm ÅRS	2338,43	-0,38
Londres FT30	2950,20	-0,38
Hong Kong Hang S.	15021,20	-0,89
Singapore Straits T.	3094,79	+1,22

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Alcoa	74,25	-0,75
Allied Signal	82	-0,75
American Express	76	-0,75
AT & T	36,25	-0,75
Boeing Co	54,62	-0,75
Caterpillar Inc.	105,37	-0,75
Chemical Bank	72,75	-0,75
Coca-Cola Co	69,75	-0,75
Disney Corp.	80,50	-0,75
Du Pont Nemours & Co	59,25	-0,75
Eastman Kodak Co	77,37	-0,75
Exxon Corp.	61,75	-0,75
Gen. Motors Corp.	55,50	-0,75
Gen. Electric Co	65,50	-0,75
Goodyear T & Rubber	61,25	-0,75
Hewlett-Packard	53,87	-0,75
IBM	88	-0,75
Intl Paper	49	-0,75
J.P. Morgan Co	107,37	-0,75
Johnson & Johnson	64	-0,75
McDonalds Corp.	48,75	-0,75
Merck & Co Inc.	98,62	-0,75
Minnesota Mining & Mfg	100	-0,75
Philip Morris	42,75	-0,75
Procter & Gamble Co	136,87	-0,75
Sears Roebuck & Co	54	-0,75
Travelers	63,50	-0,75
Union Carb.	45,87	-0,75
Intl Technol	83,87	-0,75
Wal-Mart Stores	32,62	-0,75

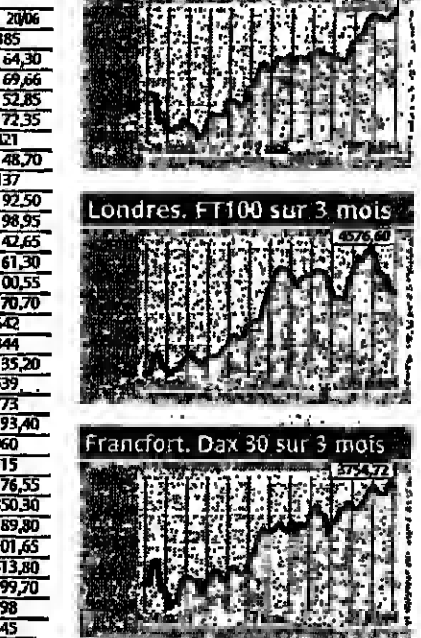
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,17	-4,21
Barclays Bank	11,73	-11,63
B.A.T. Industries	5,68	5,69
British Aerospace	15,48	15,49
British Airways	7,03	6,89
British Petroleum	7,09	7,17
British Telecom	4,47	4,48
B.T.R.	1,98	2,01
Cadbury Schweppes	5,21	5,16
Eurotunnel	0,67	0,67
Forne	—	—
Glaxo Wellcome	12,47	12,54
Grand Group Plc	6,36	6,44
Grand Metropolitan	5,90	5,90
Guinness	5,89	6,05
Hanson Plc	0,87	0,87
Great I.C.	6,46	6,49
H.S.B.C.	17,82	18,20
Imperial Chemical	6,46	6,48
Legal & Gen. Corp	4,14	4,11
Lloyds TSB	6,10	6,08
Marks & Spencer	5,03	5,07
National Westminster	7,82	7,46
Peninsular Oriental	6,15	6,14
Reckitt Benckiser	6,56	6,64
Seatchi and Seatchi	1,23	1,23
Shell Transport	12,30	12,20
Tate and Lyle	4,51	4,55
Unilever Ltd	17,05	16,99
Zeneca	18,70	18,71

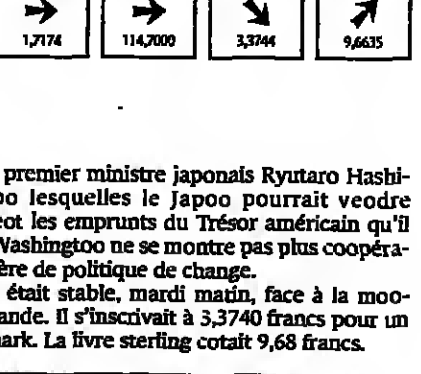
FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au 24/06	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	378	385
Baf AG	62,68	64,30
Bayer AG	68,45	69,66
Bay HypoWechselb.	52,23	52,85
Bayer Vereinsbank	71,75	72,35
Berlin AG	148,15	149,15
Commerzbank	48,15	48,70
Daimler-Benz AG	136,40	137
Deutsche Bank AG	97,68	98,95
Deutsche Telekom	49,15	49,65
Orester BK AG FR	60,55	61,30
Henkel VZ	99,80	100,55
Hochtief AG	69,65	70,70
Karstadt AG	630	642
Linde AG	1320	1344
MT. Lufthansa AG	35,40	35,20
Man AG	598	599
Mannesmann AG	745	753
Micro	192,50	193,40
Muench Rur N	4960	5060
Preussag AG	510	515
Rohr	75,80	76,55
Sap VZ	352,50	350,30
Schering AG	139,30	139,80
Siemens AG	103,20	101,60
Thyssen	420,50	413,80
Veba AG	99,20	99,70
Viel	797	798
Volkswagen VZ	919	945

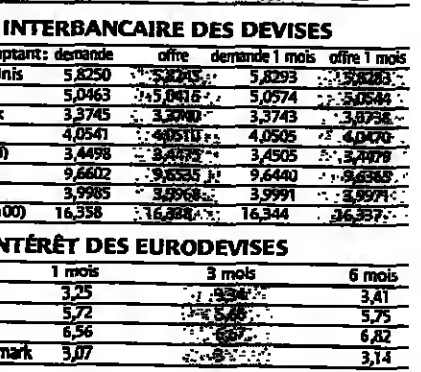
New York: Dow Jones sur 3 mois



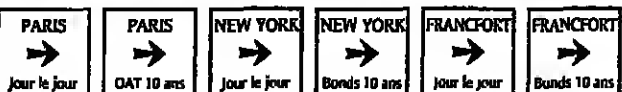
Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois



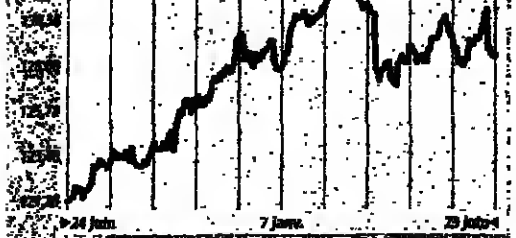
LES TAUX



Stabilité du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert sur une note stable, mardi 24 juin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 2 centimes à 128,68 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,65 %, soit 0,10 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2306	jour le jour	10 ans	des prix
France	3,15	5,62	6,51
Allemagne	2,55	5,72	6,51
Grande-Bretagne	6,25	7,13	NC
Italie	6,94	6,98	7,81
Japon	—	2,83	NC
Euro-Union	5,30	6,38	6,66

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	au 23/06	au 23/06
Fonds d'Etat à 5 ans	4,22	4,21
Fonds d'Etat à 7 ans	—	—
Fonds d'Etat à 10 ans	5,47	5,42
Fonds d'Etat à 15 ans	5,81	5,77
Fonds d'Etat à 20 ans	6,39	6,35
Obligations françaises	5,76	5,73
Fonds d'Etat à TME	-1,95	-1,96
Fonds d'Etat à TKE	-2,18	-2,15
Obligat. franc. à TME	-2,20	-2,03
Obligat. franc. à TKE	+0,07	+0,07

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Ach. 2306	Vente 2306	Ach. 2306	Vente 2306
1 mois	3,1875	3,1875	3,1875
3 mois	3,1875	3,1875	3,1875
6 mois	3,1875	3,1875	3,1875
1 an	3,1875	3,1875	3,1875
PIBOR FRANCS	3,3418	3,3418	3,3418
Pibor Francs 1 mois	3,4219	3,4219	3,4219
Pibor Francs 3 mois	3,4219	3,4219	3,4219
Pibor Francs 6 mois	3,4219	3,4219	3,4219
Pibor Francs 9 mois	3,4219	3,4219	3,4219
Pibor Francs 12 mois	3,4219	3,4219	3,4219
PIBOR ECU	4,1667	4,1667	4,1667
Pibor Ecu 3 mois	4,1999	4,1999	4,1999
Pibor Ecu 6 mois	4,2552	4,2552	4,2552
Pibor Ecu 12 mois	4,2552	4,2552	4,2552

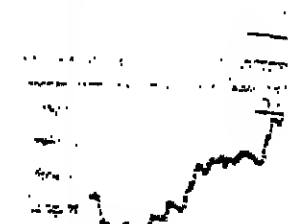
MATIF

Échéances 2306	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 10 %	9957	128,66	128,63	128,64	128,74
Sept. 97	142	97,14	97,13	97,14	97,15
Mars 98	2	96,50	96,72	96,97	96,92

PIBOR 3 MOIS

Sept. 97	8396	96,54	96,56	96,52
----------	------	-------	-------	-------

1. 1990年12月1日



FRANÇAISES

coupon
(1)

	-	-375	
*	*-689		
*	+112		
	-262		
	+187		
S	+0,63		
	+0,43		
	+4,53		
13,2	-0,45		
	+27,2		
	+4,52		
S	-2,57		
	-2,57		
	+3,93		
	+1,17		
	+3,88		
	+0,40		
	+2,67		
	-0,75		
2,5	-0,62		
	+1,83		
	+0,73		
	+2,28		
	+1,92		
	+2		
	-0,57		
	-0,32		
	+1,28		
	+0,63		
	+4,83		

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
-------------	--------------	----------------

♦	1800	1800
♦	394.90	394.90
♦	320	320
♦	82	82
♦	246.90	246.90
♦	4630	4630
♦	2885	2885
♦	266	266
♦	509	509
♦	1900	1900
♦	320	320
♦	306	306
♦	1600	1600
♦	1651	1651
♦	160	160
♦	1457	1457
♦	298	298
♦	563	563

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

e; Ly = Lyon; M = Marseille;
 ntes.
 e cotation - sans indication
 ars précédent; ■ coupon
 : détaché; o = offert;
 ffre réduite; ↓ demande
 animation.

VALEURS	Émission Eau incl	Rachat net
---------	----------------------	---------------

TE GÉNÉRALE		TE GÉNÉRALE	
MANAGEMENT		MANAGEMENT	
37924,65	37924,65	37924,65	37924,65
30921,80	30921,80	30921,80	30921,80
1081,01	1081,01	1081,01	1081,01
1097,61	1097,61	1097,61	1097,61
10858,64	10858,64	10858,64	10858,64
4510,14	4510,14	4510,14	4510,14
570,05	570,05	570,05	570,05
3202,05	3202,05	3202,05	3202,05
2443,52	2443,52	2443,52	2443,52
713,95	713,95	713,95	713,95
1966,87	1966,87	1966,87	1966,87
1877,42	1877,42	1877,42	1877,42
1776,25	1776,25	1776,25	1776,25
1625,41	1625,41	1625,41	1625,41
372,94	372,94	372,94	372,94
2512,45	2512,45	2512,45	2512,45
placements		placements	
1538,99	1538,99	1538,99	1538,99
1678,96	1678,96	1678,96	1678,96
193,45	193,45	193,45	193,45

VALEURS	Cours moyen d	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

	précéd.	cours
Britania-Béghin Cl.....	741	741
Crédit Gén. Ind.	8,25	13,25
Compagnie Occidentale	195	194
Mutim	1012	1012
Ses lecteurs du Monde	141,30	141,30

VALEURS	Cours officiel	Derniers cours
---------	-------------------	-------------------

	précéd.	cours
Britania-Béghin Cl.....	741	741
Crédit Gén. Ind.	8,25	13,25
Compagnie Occidentale	195	194
Mutim	1012	1012
Ses lecteurs du Monde	141,30	141,30

...and the fact that the *Journal* is a journal of the American Psychological Association, the largest and most influential organization in the field of psychology, adds to the impact of the *Journal* on the field.

ENVIRONNEMENT La conférence annuelle sur l'Antarctique, qui vient d'avoir lieu à Christchurch, dans le sud de la Nouvelle-Zélande, s'est tenue alors que plusieurs dossiers

d'actualité ont rappelé la fragilité de l'écosystème polaire. ● LA CONTAMINATION des manchots empereurs par un virus commun chez les poulets occidentaux, le braconnage dans les

eaux subantarctiques soulignent les faillies des textes protégeant le continent blanc. ● LE TRAITÉ de Washington, qui a fait de l'Antarctique une zone privilégiée « dédiée à

la paix et à la science », et le protocole de Madrid, qui en protège l'environnement, cachent mal les dissensions et les appétits des Etats qui y sont présents. ● L'ARRIVÉE DES TOU-

RISTES représente une menace pour l'équilibre écologique, après celle des scientifiques. En attendant celle des prospecteurs, attirés par les richesses minières de ces terres.

L'écosystème antarctique est de plus en plus menacé par l'homme

Après les scientifiques et les braconniers, les touristes commencent à affluer sur les terres glacées du continent austral dont la protection dépend de traités et protocoles fondés sur un fragile consensus international

CHRISTCHURCH

(Nouvelle-Zélande)

de notre envoyé spécial

Tous les scientifiques, explorateurs et touristes qui sont allés en Antarctique récemment devraient le savoir : il ne faut pas apporter de poulet sur cet extraordinaire continent glacé, encore parfaitement vierge en bien des endroits. C'est d'ailleurs précisé dans le protocole pour la protection de l'environnement de cette région, signé en 1991, à Madrid.

Car il a, sans doute, suffi d'un morceau de sandwich au poulet laissé aux pèlerins géants, d'un pas dans la neige avec une chaussure porteuse du virus, ou de déchets mal conditionnés autour de l'une des trente stations scientifiques polaires pour que plusieurs colonies de manchots empereurs, soient contaminées par la « maladie de Gumboro », un virus commun parmi la volaille d'élevage, en particulier en Europe. Des chercheurs australiens affir-

ment (dans un article publié le 15 mai par l'hebdomadaire scientifique *Nature*) avoir trouvé dans le sang des manchots empereurs et (dans une moindre proportion) Adélie, vivant à proximité de la base australienne de Mawson, des anticorps contre ce virus. Celui-ci « détruit les lymphocytes B des organes lymphoïdes et provoque une immunodépression chez le poulet », commente le professeur Hervé Barré, directeur adjoint de l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires (IFRTP). Frappant des l'écosystème, il provoque des problèmes de croissance et parfois la mort de l'oiseau. L'IFRTP a lancé un programme de recherche pour détecter la présence éventuelle dans les populations de manchots de terre Adélie, zone proche de la base française de Dumont-d'Urville.

« Trouver des anticorps, c'est plutôt bon signe, pourvu que le virus ne mute pas », estime le professeur Paul Trehan, président du Comité

pour l'environnement polaire. Pour lui, « la vraie question » est celle du brassage planétaire des microbes et virus. « Aux Kerguelen, nous avons vu un cas similaire lorsque le chou local a été attaqué, il y a trois ans, par un champignon (Albida Candida) totalement étranger. En 1978, un papillon (*Plutella xylostella*) a ravagé les cultures de l'île de Crozet. »

Pour le moment, la communauté des Antarcistes s'inquiète des défis d'avenir que symbolise l'infection des manchots, bien plus que du virus lui-même, dont on ne connaît, d'ailleurs, pas encore les dégâts. Les environnementalistes « purs » y voient la preuve de l'impact négatif de la présence scientifique et, a fortiori, des touristes sur le continent blanc.

Pendant longtemps, les abords des stations (en particulier américaines et argentines) ont été quasiment insalubres, les déchets étant souvent vaguement enfouis sous la neige, qui fondait avec l'été. Mais

depuis la mise au point du protocole de Madrid, la plupart des pays présents en Antarctique ont, heureusement, « fait le ménage ».

« SANS MAÎTRE », AVEC DES LOIS

Certes, les écologistes savent que beaucoup de recherches réalisées sur ce continent sont liées au changement climatique qui est un de leurs thèmes favoris. Il n'empêche : le fossé entre environnementalistes et scientifiques se creuse. Faire de la science « propre » coûte beaucoup plus cher, et c'est souvent plus laborieux, objectent les uns. Il faut minimiser les dégâts causés à l'environnement, d'autant plus qu'ils sont souvent irréparables, remarquent les autres. Jusqu'où aller et à quel prix écologique ? Ce débat amène à la question de la responsabilité que les pays du traité de l'Antarctique discutent depuis plusieurs années.

« Les pays qui, comme les Etats-Unis ou l'Angleterre, mènent de

grands projets et prennent donc de grands risques n'ont pas intérêt à voir leur responsabilité clairement établie, explique un chef de délégation européen. Il faut compter aussi avec les réflexes de souveraineté des Etats latino-américains, qui s'opposent à ce concept de responsabilité. Enfin, il y a ceux qui, comme la Chine ou la Russie, craignent surtout le coût en cas de dégâts. » C'est toute la difficulté de gérer un continent « sans maître », avec des lois qui ne s'appliquent qu'à ceux qui les acceptent.

Le récent épisode du braconnage d'un poisson fort prisé — la légine — dans une zone protégée par une Convention internationale de conservation des ressources vivantes marines de l'Antarctique (CCAMLR), a montré les faiblesses du système. Au cours de cette dernière saison de pêche, de quarante à soixante-dix bateaux ont hissé le pavillon d'un pays non signataire de la convention pour se placer en dehors de la loi et pêcher allègre-

ment des milliers de tonnes de poissons qui mettent des dizaines d'années à atteindre leur taille adulte (*Le Monde* du 15 mai).

Une majorité de ces braconniers seraient des bateaux argentins ou chiliens (pays signataires) travaillant, sous des pavillons de Namibie, du Vanuatu ou du Panama (non signataires), pour la coopération multinationale Pescanova. « Les officiels concernés prennent ici des airs offusqués, mais ils ne feront rien pour arrêter ce trafic qui profite à leur pays », affirme un délégué. Invoquant son différend politique avec l'Angleterre, l'Argentine s'est toujours opposée à ce que les bateaux de pêche portent une balise Argos qui permettrait de contrôler leurs déplacements. Les tensions entre ces deux pays empêchent de prendre une décision sur l'établissement d'un secrétariat dont tous les signataires du traité reconnaissent l'urgence nécessaire. La méthode du consensus a clairement ses inconvénients.

« Le même scénario pourrait se produire sur le continent avec des cargos de touristes venant faire de l'hélicoptère, du offshore ou, pourquoi pas, de la chasse aux manchots », s'inquiète Stuart Prior, directeur de la division Antarctique au ministère néo-zélandais des affaires étrangères. Car les touristes sont de plus en plus nombreux : neuf mille en 1996 contre moins de mille dix ans auparavant. Et, bien que la prospection minière soit suspendue par un moratoire de cinquante ans, certains pays vont probablement se mettre à loucher, tôt ou tard, sur les réserves de l'Antarctique, avec des intentions peu écologiques, estime Stuart Prior.

L'exemple du virus des manchots montre bien que l'éloignement n'est plus une protection, et l'environnement est moins à la mode. Il est urgent de construire rapidement un système solide pour protéger ce fascinant désert de glace... avant qu'il ne soit fondu.

Florence de Changy

Un espace « dédié à la paix et à la science »

CHRISTCHURCH (Nouvelle-Zélande)

de notre envoyé spécial

Dans les années 50, sept pays (France, Australie, Nouvelle-Zélande, Chili, Angleterre, Argentine, Norvège) revendiquaient plus des trois quarts du septième continent, plus grand d'un tiers que l'Europe. Certaines zones, comme la péninsule Antarctique, au sud des îles Malouines, étaient revendiquées par l'Angleterre, le Chili et l'Argentine à la fois.

L'année internationale de géophysique, en 1957-1958, permit à la situation de se dénouer. Les Etats-Unis, le Japon, l'URSS, l'Afrique du Sud et la Belgique rejoignirent les sept Etats « possesseurs », et ces douze nations décidèrent de coopérer dans un programme de recherche scientifique. Forts de ce succès, d'autant plus surprenant que l'on était alors en pleine guerre froide, les « douze » travaillèrent à la mise au point du traité de l'Antarctique qui, adopté en 1959 à Washington, entra en vigueur à partir de 1961.

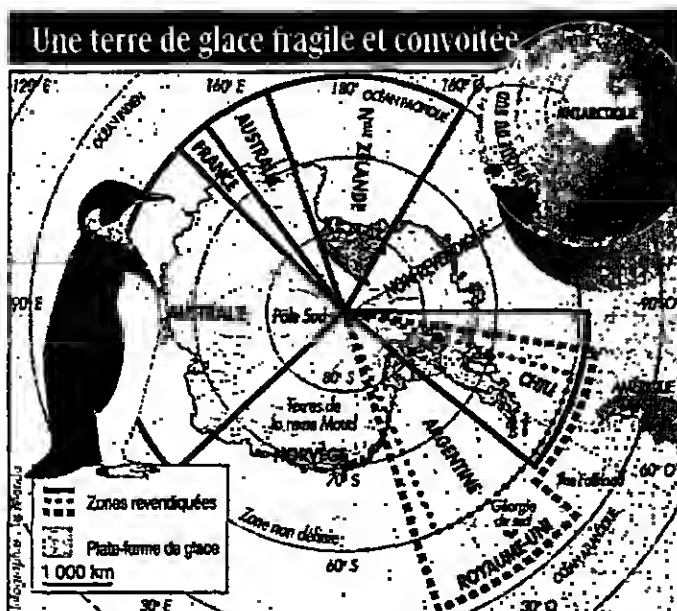
Aujourd'hui, quarante-quatre pays sont signataires de ce traité : vingt-six avec un statut consultatif et dix-huit en tant qu'observateurs. Couvrant tout le sud du 60° parallèle, il stipule que les sept pays « possesseurs » gèrent leurs revendications territoriales et que l'Antarctique est une zone délimitée. Son but offi-

ciel est de promouvoir la coopération scientifique internationale. Au gré des réunions annuelles — dont la dernière vient de se tenir à Christchurch (Nouvelle-Zélande) — des parties au traité, diverses conventions furent adoptées, toujours par consensus. Elles portent notamment sur la protection de la faune et de la flore (1964), celle des phoques (1972) ou des ressources marines (en 1982).

Dans les années 80, les perspectives minières et le projet d'une convention sur l'exploitation des minéraux attirèrent beaucoup de pays à la table du traité, ouverte à tout pays des Nations unies exprimant un intérêt scientifique sincère. Mais l'Australie et la France, rejointes ensuite par la Belgique, proposèrent, au contraire, un moratoire de cinquante ans sur toute prospection, dans un protocole sur la protection de l'environnement, qui fut adopté à Madrid en 1991.

L'Antarctique fut ainsi confirmée comme « continent dédié à la paix et à la science ». Il ne manque plus que la ratification du Japon — qui devrait intervenir d'ici quelques mois — pour que le protocole entre en vigueur.

F. de C.



Les pays qui se disputaient l'Antarctique ont décidé, à la fin des années 50, de « geler » leurs revendications territoriales pour réserver ce continent à la science et préserver son environnement.

Deux découvertes sur le mode d'action du virus du sida illustrent le rôle aggravant des maladies opportunistes

DEUX travaux, l'un français, l'autre américain, publiés dans l'hebdomadaire *Science* du 20 juin apportent de nouvelles précisions concernant la physiopathologie de l'infection de l'organisme humain par le VIH. Le premier est signé par un groupe de chercheurs de l'Institut Cochin de génétique moléculaire et de l'université Paris-VII dirigé par le professeur Marc Allion (unité 322 de l'Inserm). Le second est dû à une équipe menée par Sharon M. Wahl (Instituts nationaux américains de la santé, université George-Washington, Washington).

Les chercheurs français se sont intéressés aux rapports entre le VIH et le cytomégalovirus (ou CMV, virus du groupe herpès responsable notamment de la mononucléose infectieuse). On soupçonne, depuis longtemps déjà, ces deux virus d'entretenir d'étroites relations pathogènes sans pour autant avoir la preuve de l'existence d'une véritable synergie infectieuse nuisible à l'homme. Les personnes infectées par le VIH sont, dans une forte proportion, également infectées par le CMV. Ce phénomène avait, au début des années 80, avant que la découverte du VIH par l'équipe du professeur Luc Montagnier ne s'impose, laissé entendre que le sida était, de près ou de loin, dû au CMV.

Le travail français publié dans *Science* porte sur une catégorie de molécules — les chimiokines — exprimées à la surface des cellules du système immunitaire humain et qui ont, entre autres propriétés, celle de faciliter l'entrée du VIH au

sein de ces cellules. Une série d'observations et d'expérimentations conduites depuis un an ont confirmé le rôle pathogène de ces protéines et leur importance dans la physiopathologie moléculaire du sida.

L'équipe du professeur Allion démontre en substance qu'une molécule de la famille des chimiokines, naturellement synthétisée par le CMV et présente dans les cellules que ce virus infecte, peut, *in vitro*, servir de corcepteur pour le VIH. C'est la première fois que la démonstration de cette fonction pathogène est établie pour une chimiokine qui n'est pas d'origine humaine, mais virale. S'il n'apporte pas de preuves indiscutables et cliniques du rôle de l'infection par le CMV chez les personnes contaminées par le VIH, ce travail marque une étape dans le décryptage des événements qui, après l'infection de l'organisme par le VIH, conduit à l'émergence du sida. Il étonne d'autant plus les spécialistes que les tentatives expérimentales visant à démontrer que la chimiokine exprimée par le CMV pouvait être un corcepteur pour le VIH avaient échoué jusqu'à présent.

Dans l'article de commentaire publié par *Science*, David Posnett, spécialiste d'immunologie (université Cornell, New York) estime que la question essentielle est dorénavant de savoir quelle peut être, *in vivo*, la traduction et la portée de ce phénomène. Tout le problème est de déterminer si l'infection par le CMV est une infection opportuniste parmi d'autres (la consé-

quence de l'effondrement des barrières protectrices dressées par le système immunitaire) ou si cette infection a également pour effet de faciliter l'envahissement par le VIH des cellules du système immunitaire dans l'organisme qu'il infecte. « Il y a toujours beaucoup de débats dans ce domaine », estime Thomas Folks, chef du département des rétrovirus aux Centers for Diseases Control d'Atlanta.

LE RÔLE DES MACROPHAGES

A la lumière des observations de l'équipe française, de nouveaux laboratoires spécialisés ont lancé des programmes de recherche visant à préciser, via les chimiokines d'origine virale, les effets pathogènes respectifs et peut-être amplificateurs des infections conjuguées de l'organisme par le CMV et par le VIH. Ils pourraient conduire à l'amélioration des stratégies thérapeutiques de prévention vis-à-vis de la contamination par le CMV, connu pour induire des lésions, de manière préférentielle au sein des tissus cérébraux et réticulaires.

82 000 personnes suivies médicalement en France

Une étude de la direction générale de la santé et de la direction des hôpitaux évalue, pour 1996, à près de 82 000 le nombre des personnes infectées par le VIH et suivies médicalement, dont 73 400 (la « file active hospitalière ») à l'hôpital. Ce nombre correspond à 75 % des personnes infectées par le VIH. Les deux tiers sont traitées par des antirétroviraux. « Elles bénéficient pour la plupart des combinaisons thérapeutiques et plus de 18 000 sont sous antiprotéases », écrivent les auteurs de l'étude. Près de la moitié de personnes suivies à l'hôpital sont asymptomatiques, l'autre moitié est soit symptomatique sans avoir atteint le stade sida (31 %), soit au stade sida (23 %).

Les conclusions et les hypothèses françaises sont d'ores et déjà confortées par le travail du groupe de Sharon M. Wahl, publié lui aussi dans *Science*. Ces chercheurs américains démontrent que certains des micro-organismes responsables des infections opportunistes les plus fréquemment observées chez les malades du sida (les infections pulmonaires dues à *Pneumocystis carinii* notamment) conduisent à une production massive de VIH au sein de l'organisme. Cette production est, expliquent-ils, assurée par une certaine catégorie de cellules du système immunitaire (les macrophages) infectées par ces micro-organismes. Selon cette étude, les macrophages doublement infectés produisent des quantités de virus jusqu'à cent fois supérieures à celles produites par les macrophages uniquement infectés par le VIH.

Les auteurs de ce travail estiment que cette découverte permet d'expliquer l'augmentation de la quantité de virus observée chez la plupart des malades du sida en phase terminale, alors que le

nombre de leurs lymphocytes T-4, les premières cibles cellulaires du VIH, a, lui, considérablement diminué. De nombreux malades du sida ayant atteint un stade avancé ou terminal de leur affection sont victimes de toute une série d'infections (virales, bactériennes, fongiques ou parasitaires) dites « opportunistes ». Ces observations fournissent, à l'évidence, de nouvelles preuves de l'intérêt qu'il y a à prévenir au plus tôt et, a fortiori, à soigner au plus vite les maladies opportunistes chez les personnes infectées par le VIH. La nécessité d'une telle prévention était acquise. Mais elle devient une absolue priorité dans la mesure où elle permet de réduire la production du VIH au sein des organismes infectés.

Plus généralement, ces résultats viennent compléter le gigantesque puzzle de la physiopathologie fine du sida, maladie dont tout laisse penser qu'elle impose une prise en charge médicamenteuse agressive et précoce. Selon un travail international publié dans le numéro du *Journal de l'Association médicale américaine* du 25 juin, les associations antivirales devraient dorénavant être prescrites sur la base de la mesure de la charge virale (des que cette dernière dépasse 5 000 à 10 000 copies par millilitre) sans tenir compte de l'état du système immunitaire estimé à partir du nombre des lymphocytes CD4, qui demeure aujourd'hui le principal paramètre guidant le médecin traitant.

Jean-Yves Nau

DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE** : un chercheur russe est décédé, vendredi 20 juin, après avoir été irradié lors d'un accident dans un laboratoire de recherche nucléaire du centre d'Arzamas-16, près de Nijni Novgorod, a annoncé le ministère russe de l'énergie atomique. Alexandre Zakharov, quarante-deux ans, avait été exposé, trois jours plus tôt, à des radiations de « plusieurs centaines de rems » lors d'une « fuite radioactive » ou, selon d'autres sources, un « accident de criticité » (début de réaction en chaîne de matériau fissile). La « dose létale 50 » (entraînant 50 % de mortalité en l'absence de traitement) est de 450 rems.

■ **ASTRONOMIE** : une nouvelle ceinture d'astéroïdes devrait exister entre Uranus et Neptune, entre 3,6 et 4 milliards de kilomètres de la Terre, estime un astronome canadien, Matthew Holman (Institut d'astrophysique théorique de l'université de Toronto, Ontario), sur la base de simulations informatiques. Ses calculs, publiés dans l'hebdomadaire *Nature* du 19 juin, montrent qu'il subsisterait à cet endroit 0,3 % d'une population de petits corps, née en même temps que le système solaire, et aussi importante que la « grande ceinture » d'astéroïdes située entre Mars et Jupiter. Cette hypothèse doit être confirmée par des observations.

■ **TECHNOLOGIE** : un robot de la NASA a entamé, le 19 juin, un long périple dans le désert d'Atacama, dans le nord du Chili. Six semaines durant, cet engin baptisé « Nomad », conçu pour l'exploration des zones inhospitalières sur la Terre et sur d'autres planètes, doté d'une caméra vidéo, enverra des images via satellite au centre des opérations de l'université de Carnegie Mellon, à Pittsburgh (Pennsylvanie), où il a été construit.



est et se prête à la production d'œuvres d'art. Les Français qui y vivent ont une vision de la vie et de la mort qui est très différente de celle des autres cultures.

né par l'homme

Le pain européen a conquis les Japonais

Tokyo marche à la baguette

Le pain européen a conquis les Japonais

TOKYO

Le pain chaud, *Yokote pan*, est devenu au Japon un argument publicitaire des cafés ou des boulangeries. Base de l'alimentation des peuples latins, chargé de valeurs symboliques, le pain ne supplante certes pas le riz, mais celui-ci, en dépit de son poids culturel, diminue dans la consommation, révélant les mutations des goûts alimentaires.

On trouve des boulangeries jusqu'au fin fond des provinces, parfois tenues par des Français dynamiques, mais aussi par des artisans locaux. A côté des chaînes nippones (Saint-Germain, Pompadour, Donq), il y a pléthore de petits magasins au nom français (Mouthabour, Allez France !). Selon l'Asahi, les foyers nippons avaient consommé en 1995 en moyenne 30 kilos de pain (les Français, 60). Avec la vénéralité (le « mini-croissant », arrosé d'un sirop, bat des records de vente), le marché du pain se chiffre désormais à 1 000 milliards de yens.

Au Japon, le pain français est d'une qualité que l'on ne trouve plus que rarement dans l'Hémisphère nord. Un guide récent des *Meilleures Boulangeries de Paris*, édité pour éviter aux voyageurs de trop vives déceptions, n'en recense qu'une vingtaine. Au Japon, les artisans boulangers rivalisent en exigence : maître Hirose, dont le Lys d'or est situé à Nishi Okubo, dans la banlieue de Tokyo, va chercher son eau dans la montagne.

DEPUIS 1964

On trouve une extrême variété de pains : baguette, *panini* italiens, pain noir, pain au levain, pain organique... Jusqu'à soixante sortes parfois, dont certaines insolites, comme le pain aux algues. Une boulangerie est un réel plaisir pour les yeux : magnifiques pains briochés, bûches croustillantes, boules de pain de campagne saupoudrées de farine. Avec un service à la japonaise : saisi avec des pincettes, le pain est placé dans un sac en papier fermé avec un adhésif. Le pain européen, introduit par les Portugais au XVI^e siècle, n'est apparu sur le marché que trois siècles plus tard, avec l'ouverture du pays. La première boulangerie ouvrit à Yokohama. Les Japonais allaient d'abord adapter cet aliment au marché local : Nakamura, à Tokyo, créa ainsi un *Anpan* (pain fourré à la pâte de haricots comme les gâteaux nippons) et un *Cream pan* (à la crème). Durant l'occupation américaine, la pénurie et l'aide en blé fournie par les États-Unis contribuèrent à populariser le pain de mie.

La baguette fait son apparition grâce à la sympathie entre deux hommes, Raymond Clavel, profes-



THEODORE DALBY

seur à l'école de Meunerie de Paris, qui fit plusieurs voyages au Japon dans les années 50, et Yukio Fujii, dont le père, à l'origine imprimeur, s'était lancé dans la boulangerie au début du siècle et avait ouvert Fujii Panya à Kobé.

Le coup de foudre fut donné en 1964 par l'arrivée de Philippe Bigot, élève de Raymond Clavel, pour participer à une foire internationale. Il travailla d'abord pour Fujii Panya, qui prit le nom de Donq (en hommage à l'esprit pionnier de Don Quichotte) : les sacs à pain dessinés par un Français de Kyoto, Claude Varennes, et représentant un plan de Paris avec un petit drapeau tricolore, contribuèrent au succès. « On voulait les sacs plus que le pain », se souvient Philippe Bigot. Pendant sept ans, celui-ci ouvrit des boulangeries Donq aux quatre coins du Japon, puis il s'installa à son compte à Kobé et à Tokyo.

Les boulangers et pâtisseries français sont la profession de bouche la mieux représentée au Japon : une cinquantaine. Certains ont connu une réussite fulgurante. C'est le cas de Vincent Brûlé. Parti de Maine-et-Loire à dix-sept ans avec pour seul bagage son savoir-faire et son vélo, il parcourut le

monde pendant onze ans comme boulanger itinérant et débarqua au Japon en 1986. Il dormait dans les parcs et se nourrissait des restes des restaurants jusqu'à ce que Philippe Bigot lui donne du travail. Quatre ans plus tard, il ouvrit sa première boulangerie à Yokohama. Aujourd'hui, avec neuf établissements, deux cents employés et un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de yens, son entreprise, L'Ami du pain, vient d'ouvrir une nouvelle succursale à Séoul, en Corée.

BOULANGER PAR CHOIX

Dans la région de Nagoya, Dominique Doucet a six boulangeries et emploie dix Français. Pierre Bush, installé dans la préfecture de Saitama, ouvre quant à lui la première boulangerie de pain organique à Tokyo... Les boulangers français au Japon partagent un même goût pour leur métier. « On sait qu'il faut se mettre en question », dit Vincent Brûlé. « A l'Ami du pain, il n'y a pas de congélateur. On travaille la nuit et jamais on ne vend le pain de la veille : ce serait le meilleur moyen de se couler », Philippe Bigot renchérit. « On s'adapte à la clientèle par son travail et on oublie le temps : on sait encore

faire reposer la pâte, sans quoi le pain n'a plus de vie. » Si le pain est bon au Japon, c'est que les boulangers japonais ont été formés par de grands professionnels, mais aussi parce qu'ils ont le goût du métier, estime Vincent Brûlé. « En France, le plus souvent on devient apprenti boulanger parce qu'on n'a pas le choix. Ici, c'est par vocation après son cycle d'études qu'on décide de faire du pain. » Le cheminement de Ken Ishida (trente et un ans), qui travaille chez Philippe Bigot, est significatif : après avoir appris le français à l'université, il commença son apprentissage de boulanger.

« C'était trop dur, et j'ai abandonné pour travailler dans une agence de voyages en France. Mais il y a quelque chose de plus important que le temps libre, et je suis revenu au pain », dit-il. Au goût d'un métier, Vincent Brûlé ajoute une dimension altruiste héritée de ses vagabondages : « Mon plaisir, c'est toujours de voyager. Si j'ouvre des boulangeries à travers l'Asie, c'est aussi pour permettre aux autres de voir du pays : on peut communiquer avec le pain. A eux de saisir leur chance. »

Philippe Pons

BOUTEILLE

Coteaux-des-baux AOC

CHÂTEAU ROMANIN

Le territoire de Romanin, près de Saint-Rémy-de-Provence, et le long de la voie Aurélienne, produisent des vins d'une bonnête moyenne parmi les « coteaux d'Aix ». La naissance d'une appellation distincte « Coteaux des Baux », en 1994, confirme la justesse des choix de Jean-André Chariol, chef-propriétaire de l'Oustau de Baumanière, qui dirige Romanin depuis 1989 : un nouvel encadrement pour accentuer la complexité ; l'utilisation de la biodynamie pour renforcer l'expression du terroir. Elle consacre la recherche de l'affinage des tanins et de l'expression des arômes - qui devait entraîner la création d'un second vin, « la Chapelle de Romanin » (39 F, 1995) - avec les moyens classiques : vendanges manuelles, vinification traditionnelle, élevage en cuves inox et chêne. Cette politique s'accompagne de la réalisation d'une cave hypogée, qui rappelle que le vin est le breuvage de la connaissance et de l'initiation. Les millésimes 1995 et 1996 laissent espérer une longue garde : robe rubis aux reflets violacés, nez de bois de cèdre pour le premier, de fruits confits pour le second, tous deux déjà très équilibrés au palais. * Château Romanin 1995 : 69 F la bouteille. Château Romanin, Saint-Rémy-de-Provence (13210), tél. : 04-90-92-45-87, télécopie : 04-90-92-24-36

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA VIEILLE FONTAINE

Avec les longues soirées d'été, une visite s'impose à la Vieille Fontaine, belle maison du siècle dernier hôtée dans le parc de Maisons-Laffitte. Le chef, François Clerc, est là qui s'affaire autour d'un meou-carte à 172 F. Fricot d'oreillettes de porc et cœur de laitue crémeuse, tarte de sainte-maure au confit d'aubergines et baies roses. Plats pétillants de bonne préséance et de goût délicat. Les langoustines et risotto au romarin sont un bouquet de saveurs ; la selle d'agneau rôtie à la broche et purée provençale, un plat généreux qu'accompagne à merveille un Château de Beaucastel 1993. Vins à prix raisonnables. Le chef a la manie des succursales multiples. Seul. Chez lui, il est aux commandes, sobre et avenant. Unique meou-carte : 172 F. * Maisons-Laffitte, 8, avenue Grétry (78600), tél. : 01-39-62-01-78. Fermé lundi.

Brasseries

BRASSERIE NORD-SUD

Face à la mairie du XVIII^e, non loin du marché le moins cher de la capitale, rue du Poteau, voici un monument du Paris populaire, celui de Jules Romains et des *Hommes de bonne volonté*. Néons, terrasses, coins et recoins, décor « années 50 », où se coudoient, au zinc, vieux Parisiens qui s'en vont, et une nouvelle clientèle jeune qui exerce de nouveaux métiers dans le design ou la bidouille. Qu'importe, la friture d'éperlans, la salade cantalienne (le patron est de là-bas), le boudin aux deux pommes sont éternels ! Les potages, les escargots, le filet de bœuf signent l'authenticité d'une table conviviale, peu onéreuse, où l'on siffle un excellent beaufort à moins de 100 F la bouteille. Une brasserie ? Non, une « réserve d'Iodines » plutôt, à l'avers de Montmartre. A la carte, compter 130 à 150 F. * Paris, place Jules-Joffroy (75018), tél. : 01-46-06-02-87. Tous les jours de midi à 1 heure du matin.

Jean-Claude Ribaut

Gaufres et chouchous

A défaut d'installer un grand huit dans votre salle à manger, vous pouvez désormais y apporter un peu de l'ambiance des fêtes foraines. Gaufres et chouchous, deux de ces douceurs que l'on trouve de la Foire du Trône aux ducasses du Nord, sont depuis quelque temps en vente dans les grandes surfaces.

La société Benenuts s'est rendu compte que, sur les 22 000 tonnes de cacahuètes vendues en France, il n'en existait pas en version sucrée. Elle a donc lancé il y a quelques mois sa propre version des chouchous, cette confiserie de friture, cuite en plein air dans une brulante en culvres. Ces cacahuètes enrobées de sirop de sucre sont apparues sur le marché en même temps qu'un fabricant belge commençait à exporter chez nous

des gaufres surgelées à réchauffer en deux minutes au grille-pain. Cela fait déjà vingt-cinq ans que Francesco Colabufalo est un spécialiste de l'objet. Cet Italo-Belge a débuté avec la liègeuse. « Cette gaufre ovale, très compacte et dont la pâte est oblonguement sucrée, est la préférée des Belges, alors qu'elle est quasiment inexistante en France », Francesco en fabrique cinq fois plus qu'il ne faut de gaufres dites bruxelloises, que nous avons l'habitude d'acheter aux marchands forains.

Dans *Le Combat de Carnaval et Carême*, un tableau que Brueghel l'Ancien a peint vers 1550, on aperçoit au second plan sur le champ de foire une femme assise devant un feu, un gaufrier à la main. L'objet n'a alors pas trois siècles d'existence. Jusqu'alors les gâteaux cuits entre deux plaques de métal

étaient beaucoup plus plats. Les pâtisseries qu'on en tirait étaient vendues sous le nom d'ombelles, soit en l'état, soit roulées en cornet. Ce n'est qu'au XIII^e siècle que sont apparus les premiers gaufriers aux dessins alvéolés, hommage semble-t-il aux rayons de la ruhe. Les gâteaux de cire que fabriquent les abeilles se nomment d'ailleurs des gaufres. La pâte qu'on verse dans ces moules est d'humour changeante. Notre fabricant de gaufres surgelées a exclu totalement de sa recette le sucre, une chose à laquelle nos palais sont peu habitués. En France, à cet ingrédient incontournable s'ajoutent œufs et farine, puis, selon les cuisiniers, de la crème ou du beurre fondu, voire, comme chez Bocus, un mélange des deux auquel on vient encore adjoindre du lait.

Le dessert ainsi obtenu peut être simplement pondré de sucre glace, ou bien nappé de pistaches finement hachées comme Alexandre Dumas aimait à servir ses gaufres. Les fruits d'été se marient aussi parfaitement à ce simplissime gâteau. Philippe Gobet en fait la démonstration dans le livre qu'il vient de publier, *Desserts de l'instant* (éditions Hachette). Ce jeune chef pâtissier y propose des gaufres légèrement passées sous le grill pour que le sucre glace dont on les saupoudre se caramélise. Il les sert ensuite avec une poêlée de cerises et d'amandes fraîches.

Guillaume Crouzet

* Gaufres surgelées en vente chez Picard, 18,50 francs la boîte de quatre. Chouchou de Benenuts 9 francs environ les 150 g.

GASTRONOMIE

PARIS 1^{re}
AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
Tous les jours de 11h à 14h
DE 10 H A 17 H
FORMULE A 60 F
EN SEMAINE JUSQU'A 21 H
TEL: 01 42 33 81 84
64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

Restaurant LA BOUCHERIE
Les meilleures viandes en toute confiance

PARIS LES HALLES (1 ^{re}) 14, rue Capéenne - 01.42.36.02.14	ROUEN Place St-Marc - 02.35.07.70.71	CAEN 43, quai de la Mer - 02.31.34.89.88
PARIS MONTMARTRE (14 ^e) 101, bd de Ménilmontant - 01.43.20.42.42	NANTES 194, rue Jean-Baptiste - 02.40.43.84.88	RENNES 1, quai Lemaître - 02.99.71.34.71
ANGERS 22, bd Pasteur - 02.41.87.22.85	LE HAVRE 14, de la République - 02.42.32.72.41	LILLE - rue de l'Opéra 03.20.57.37.37
ARRONDISSEMENT 34, rue de la Paix - 01.50.30.00.00	NANCY 20, rue des Marchands - 03.83.22.02.04	GENEVE 55, rue de la République - 741.21.51

PARIS 5^e
L'INDE SUCCULENTE
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 7^e
LES EMBRUNS
Une brasserie marine, avec tous les confortables et pratiques qui s'y trouvent une clientèle. Journée de sa terrasse. J.C. Dubaut
Bar pour 2, 2 tables pour 2, 2 banquettes, terrasse et les meilleurs poissons sont arrivés.
Platons du terroir de nuit et de jour.
Menu à 115 F (caviar en sautoire, plat, dessert). Menu 180 F, Cerveau 200 F, T.L.J. jusqu'à 23h15.
73, av. de Suffren - Tél. 01.47.34.98.56

PARIS 9^e
NEW BALAL
Restaurant indien et pakistanaise
"Laurier d'Or, Marmite d'Or"
recommandés par des guides prestigieux.
Près de l'Opéra. Salle climatisée.
23, rue Talbot - Tél. 01.42.46.33.67

PARIS 11^e
RESTAURANT
LES LATINO
SPECIALISTES LATINO-AMERICAINS
COMME ON AIME LA BAS !!!
AMBASSADE MEXICAINE
45 rue St Sébastien 75011 Paris
Tél : 01 42 55 55 12

PARIS 14^e
Face à la gare MONTMARTRE
L'ATLANTIQUE
Une vraie brasserie à l'ambiance confortable, des plats de jour, un service impeccable, une atmosphère d'un vrai restaurant. J.C. Dubaut.
Formule 95 F (avec plat du jour)
Menu tout compris 150 F + Carte
Banc d'huîtres et Fruits de mer
Petit déj. à partir de 6h. OTU jusqu'à 2h.
37, rue du Départ - Tél. : 01.43.20.83.62

PARIS 17^e
Il était une oie dans le Sud-Ouest
Restaurant - Boulangerie
Produits du terroir "Maison"
Menu dégustation : 150 F
8, rue Gustave Flaubert - 01.43.90.18.30

92 NEUILLY
PARIS NEUILLY
Maison CROIS depuis 3 générations
"3 spécialités devenues le vedette, la sauce fraîche au contenu d'ail, le chou farci, garni à l'ail, et le confit de canard aux plantains et oignons, naturellement". J.C. Dubaut - Carte 160 F
1 Place Parmentier - 01.46.24.94.01
Ferme le soir et le dimanche de 20h à 21h

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION
FRUITS DE MER
6 PLATEAUX
80^e à 244^e
Menu et Formules spéciales
121^e - 152^e
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Clélie - 75008 Paris
Tél. 46 74 44 78 - Fax 46 80 60 10

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE
3, place du 10-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 46 46 96 42 - Fax 46 44 55 48

Retrouvez chaque semaine la rubrique GASTRONOMIE
renseignements au 01 42 17 55 44 ou 01 42 17 55 95

Jarno Trulli remplace Olivier Panis au volant de la Prost-Honda

Le jeune pilote italien, qui fera ses débuts au sein de l'écurie française au Grand Prix de France de Magny-Cours, dimanche 29 juin, a été préféré à Emmanuel Collard

Alain Prost a annoncé lundi 23 juin, en fin de journée, l'italien Jarno Trulli, qui courra jusqu'à présent chez Minardi, prendra le volant de la formule 1 à moteur Honda dès le Grand Prix de France de Magny-

Cours. Il remplacera Olivier Panis, blessé aux jambes, le 15 juin, lors du Grand Prix du Canada. Si le quadruple champion du monde des pilotes a écarté le Français Emmanuel Collard, pourtant premier convo-

qué, c'est que celui-ci n'était pas à « 100 % de ses moyens » a-t-il confié à l'Agence France-Presse. A bientôt vingt-trois ans, Jarno Trulli, qui a débuté sa carrière, en 1983, en karting, a déjà disputé sept

courses, obtenant son meilleur résultat de la saison 1997 en Argentine, où il avait pris la neuvième place. Sa mission : entrer dans les points, là où Olivier Panis espérait la victoire.

Les entraîneurs du XV de France regrettent les tournées d'antan

SYDNEY

de notre envoyé spécial

On saute, on pousse, on court. Il y a des Bleus, des Blancs et un ballon. Vu de loin, dans la nuit qui



tombe, cela ressemble à un vrai match. Ce n'est que l'entraînement du XV de France. Allogé dans l'herbe, David Veoditti est le seul exempt d'exercice. Une contracture à la cuisse gauche, mauvais souvenir du test de Sydney, interdit tout effort violent au trois-quart aile. Il se contente de massages. Les autres s'appliquent à la tâche. Ni blague ni facétie, rien que du sérieux, du travail. L'ambiance, studieuse, ressemble à celle d'une séance ordinaire. A l'exception des veilles de match, les internationaux se retrouvent en général deux fois par jour, le matin et en fin d'après-midi.

Depuis leur arrivée en Australie, le 6 juin, joueurs et entraîneurs n'ont cessé d'être au rugby. A Sydney, outre les terrains, une salle de musculation, un sauna, une piscine, permettent de peaufiner leur forme. Pour la fédération australienne, recevoir est une habitude. Pendant le Super 12, les équipes sud-africaines, ont passé ici jusqu'à quinze jours. Au printemps, Max Godemet, chargé de la préparation physique, avait effectué une visite de repérage pour régler les problèmes d'indisposition. En ces lendemains de premier test perdu, les joueurs mettent du cœur à l'ouvrage, comme si le culte de l'effort valait promesse de rachat pour le deuxième Australie-France, samedi 28 juin à Brisbane.

C'ÉTAIT UNE AUTRE VIE

Pourtant, Pierre Villepreux s'interroge. Comment bien s'entraîner en tournée ? Comment faire de ce rituel vieux comme le rugby l'occasion d'une étape décisive vers le jeu souhaité ? L'ancien arrière de l'équipe de France a connu l'époque des déplacements au long cours. Joueur, il est venu ici même, en 1972, tout comme Jean-Claude Skrela et Jo Maso. C'était une autre vie. La durée des tournées - au moins cinq semaines - devenait cependant un avantage. On apprenait à mieux se connaître sur le terrain et en dehors, quitte à bâtir une sorte d'esprit clob autour de l'équipe de France. La multiplication des entraînements permettait d'installer d'efficaces automatismes.

Cette fois, Pierre Villepreux a l'impression d'être bousculé par le temps. De cavalier d'un match à l'autre, sans avoir jamais trouvé l'occasion de creuser en profondeur dans les manques pendant les deux premières semaines d'une tournée qui n'en compte que trois. D'avoir, finalement, mieux travaillé lors du stage de Banyuls, dans les Pyrénées-Orientales, à la fin du mois de mai. Les entraînements sont précédés ou suivis de longues séances de vidéo où l'on dissèque la rencontre, où l'on revient sur les erreurs. Lundi 23 juin, les joueurs ont revu en deux fois les deux mi-temps du match du Sydney Football Stadium. Sur le terrain, ce ne sont que des séries de mises au point, où les fautes commises lors du premier test veulent être exorcisées par la répétition des situations de match. Les attentions se portent sur le détail, le petit geste mal fait. Cela pourrait dévaluer l'intérêt de ces voyages, auxquels la multiplication des compétitions livre concurrence. « Pour l'équipe de France, dit Pierre Villepreux, on pourrait très bien imaginer deux ou trois semaines de stage à la maison, et un voyage d'une semaine, ici, juste pour jouer le match. » Cela n'empêche pas Jean-Claude Skrela d'élever la voix, pour s'égosiller d'une critique ou crier un encouragement. Le XV de France semble encore crispé sur les regrets de la défaite. Cette ultime semaine suffira-t-elle à lui donner un nouvel élan ?

Pascal Caux

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

Alain Prost aura hésité une grosse semaine avant de choisir le remplaçant d'Olivier Panis au volant de la Prost-Mugen-Honda numéro 14. Quelques heures à peine après l'accident du Grand Prix du Canada et l'hospitalisation de son pilote numéro un, dimanche 15 juin à Montréal, le quadruple champion du monde avait pu mesurer le succès de sa toute jeune écurie. Avant qu'il ne prenne l'avion pour Paris, son téléphone n'avait cessé de sonner pour recueillir des témoignages de sympathie, mais aussi des propositions de services.

« Une dizaine de candidats, peut-être plus, ont appelé », assure Cesare Fiorio, directeur sportif, qui se refuse encore à préciser si ces propositions émanent de pilotes en activité ou au chômage. Le champion du monde, Damon Hill, eo fait-il partie, lui qui o'a jamais caché son ennui de courir sur une voiture non compétitive, la TWR Arrows, équipée des mêmes pneumatiques que les

Prost ? « Je ne me souviens pas », répond malicieusement Cesare Fiorio. Alain Prost, lui, eo revanche se souvient très bien d'avoir fait part de son désarroi à Flavio Briatore, quelques heures après l'accident d'Olivier Panis.

Heureux hasard, le propriétaire de l'écurie Benetton-Renault est aussi actionnaire de l'écurie Minardi-Hart et agent de quelques pilotes, dont Jarno Trulli. Ce jeune italien (il fêtera ses vingt-trois ans le 13 juillet), ancien élève de la Benetton Junior Team, enrôlé par Minardi en début de saison, plaît beaucoup à l'encadrement de Prost Grand Prix : « Les professionnels savent juger : c'est l'un des talents les plus intéressants de la nouvelle génération, et il était disponible pour un test », oote Cesare Fiorio. Lundi 16 juin, une voiture l'attendra d'oc à sa descente de l'avion à Roissy. Direction Magny-Cours, où il devra se prêter à une série de tests après une journée de repos.

Mercredi 18 juin, lorsque le rouquin italien s'installe dans la Prost JS 45, un autre pilote est déjà à

l'œuvre. Emmanuel Collard n'était pas encore rentré de la Sarthe, où il venait de disputer les 24 Heures du Mans sur une Porsche GT1, lorsqu'il a eu vent de l'accident d'Olivier Panis. Le Parisien a croisé les doigts : « Je savais que j'étais sur la liste d'Alain Prost ». Le coup de téléphone salvateur n'a pas tardé. Dès lundi, le Français, encore ivre de fatigue, a pris la route de Magny-Cours pour ne pas manquer son rendez-vous avec le destin, lui qui, par trois fois déjà, a échoué dans ses tentatives de franchir la barrière qui sépare les pilote-essayeurs des pilotes titulaires.

Sollicité également, Jean-Christophe Boullio, o'aura pas cette chance. Embarrassé par son contrat d'essayeur chez Williams-Renault, il tergiverse. « Malheureusement, nous n'avons pas le temps d'attendre des réponses, explique Cesare Fiorio. Il fallait rouler le lendemain. » A Magny-Cours, un siège a déjà été moulé aux dimensions du dos d'Emmanuel Collard. Trop rapidement ? Le pilote connaît les pires diffi-

cultés pour rester bien en place dans son cockpit. « Je glisse, explique-t-il. Je m'enfonce dans le baquet et je finis par mal distinguer mes repères sur la piste. »

Jeudi 19 juin, lors de sa dernière journée d'essais, son mauvais positionnement lui fait commettre une erreur de trajectoire : sortie de route et programme retardé. Pendant l'interruption de séance, alors que les mécaniciens de Prost Grand Prix s'efforcent de régler son problème de siège en l'habillant de tissu anti-dérapant, Emmanuel Collard fait le point : « Je ne suis pas encore en pleine confiance dans les deux chicanes rapides », confesse-t-il. Voilà une dizaine de mois qu'il n'a pas testé de formule 1 et son cou s'eo ressent. Pour atténuer la douleur, une courroie est enroulée autour de son épaule et sanglée à son casque bleu-blanc-rouge.

Car même s'il a mal, il faut repartir : Jarno Trulli, son concurrent, n'a, lui, pas cessé de tourner, et, après s'être adapté au pédalier de la Prost, il devance désormais Emmanuel Collard au

UN GARÇON EXTRÊMEMENT DOUÉ

Jeudi 19 juin au soir, à l'heure du bilan, Alain Prost refuse encore de choisir. « Je ne sais pas si Jarno Trulli est libre », glisse-t-il. Le pilote italien s'en retourne, satisfait : quoi qu'il advienne, il est sûr de revenir ici courir le Grand Prix de France, au volant d'une Prost ou d'une Minardi. Emmanuel Collard, parle quand à lui d'aller « brûler un cerge » eo attendant la décision. Vendredi 20 juin, les pilotes peaufinent encore leur matériel. Emmanuel Collard se fait mouler un autre siège tandis que Jarno Trulli s'occupe de son pédalier. Le temps d'un week-end - repos à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) pour le Français, escapade estivale sur la plage de Rimini, chez papa et maman, pour l'italien - et l'heure du verdict professoral vient. Lundi 23 juin, Alain Prost tranche : ce sera Jarno Trulli. Explication : « C'est un garçon extrêmement doué, de la race des plus grands. »

Éric Collier

DÉPÊCHES

■ CYCLISME : le Suisse Alex Zülle (ONCE) qui s'est cassé la clavicle dimanche 22 juin lors de la sixième étape du tour de Suisse, a 99 chances sur 100 de participer au tour de France qui part le 5 juillet, a annoncé, lundi 23 juin, son directeur sportif, Manolo Saiz. - (Reuters.)

■ FOOTBALL : le défenseur italien Franco Baresi, trente-sept ans, a annoncé, lundi 23 juin, qu'il prenait sa retraite après vingt années passées au service du Milan AC. Franco Baresi, qui a conquis six titres de champion d'Italie et trois coupes d'Europe, a précisé qu'il était oommé vice-président du club chargé des jeunes. - (Reuters.)

■ L'ancien sprinteur canadien Ben Johnson, suspendu à vie pour dopage, a été embauché par Diego Maradona comme entraîneur personnel pour l'aider à préparer son retour prévu en juillet dans la Ligue argentine de football. « J'ai reçu un appel de l'entourage de Maradona me disant qu'il voulait que je l'aide à retrouver la forme et j'ai tout de suite accepté parce que c'était un joueur de football que j'admirais », a expliqué Ben Johnson, trente-six ans. Diego Maradona, trente-cinq ans, s'est donc rendu à Toronto (Canada) en fin de semaine dernière pour travailler avec le recordman du monde de 100 m. - (Reuters.)

■ Jocelyn Angloma (Inter Milan), trente-et-un ans, a signé au FC Valence pour deux ans, a-t-on appris, lundi 23 juin, auprès du club espagnol de Première division. L'arrière-droit international, qui avait encore un an de contrat avec l'Inter Milan, rejoint ainsi l'international algérien Moussa Saïb (AJ Auxerre). Le FC Valence a terminé 9^e du classement du Championnat d'Espagne et ne jouera aucune coupe d'Europe durant la saison 1997-98. - (AFP.)

■ TENNIS : Richard Krajicek s'est qualifié pour le deuxième tour de Wimbledon, lundi 23 juin. Le tenant du titre, tête de série n° 4, a battu l'Allemand Marcello Craca (7-6 (7-5), 6-2, 6-4). La journée a été perturbée par la pluie. Seuls dix-huit matches sur les soixante-oeuf programmés sont allés à leur terme. Le Croate Goran Ivanisevic (n° 2) a balayé le Roumain Dinu Pescarici (6-1, 6-3, 6-3). Le Français Lionel Roux a été éliminé par le Néo-Zélandais Brett Steven 6-2, 6-2, 7-6 (7-0).



EMPRUNT BALLADUR* ÉCHÉANCE LE 16 JUILLET

Nous avons toutes les solutions pour prendre le relais

Le 16 juillet 1997, l'emprunt Balladur sera remboursé par l'Etat.

Pour vous permettre de préparer dès à présent le réinvestissement de votre capital, la Société Générale met à votre disposition une gamme de placements adaptés à votre situation et bénéficiant ou non de la fiscalité liée au PEA. En fonction de vos objectifs : sécurité, rendement, liquidité, diversification, les conseillers Société Générale vous aideront à analyser chacune des solutions susceptibles de répondre à vos besoins pour prendre le relais de votre emprunt Balladur. Rendez-vous dans l'agence Société Générale la plus proche.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

st-Honda

Les entraîneurs
du XV de France
regrettent
les tournées
d'antan

Nouvelle offensive de la pluie

UNE PERTURBATION pluvieuse venue de l'Atlantique abordera la Bretagne mercredi matin et gagnera progressivement la moitié ouest du pays. Plus à l'est, les nuages et les brouillards matinaux laisseront place l'après-midi à un soleil de plus en plus large.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Les pluies sur la pointe de la Bretagne seront parfois soutenues et au fil des heures elles gagneront l'ensemble des régions. Les températures, en légère baisse, seront comprises entre 16 et 19 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Malgré quelques rayons de soleil en début de matinée, le ciel se couvrira avec des pluies l'après-midi. Les pluies prendront parfois un caractère orageux sur Nord-Picardie. Il fera entre 16 et 20 degrés du nord au sud.

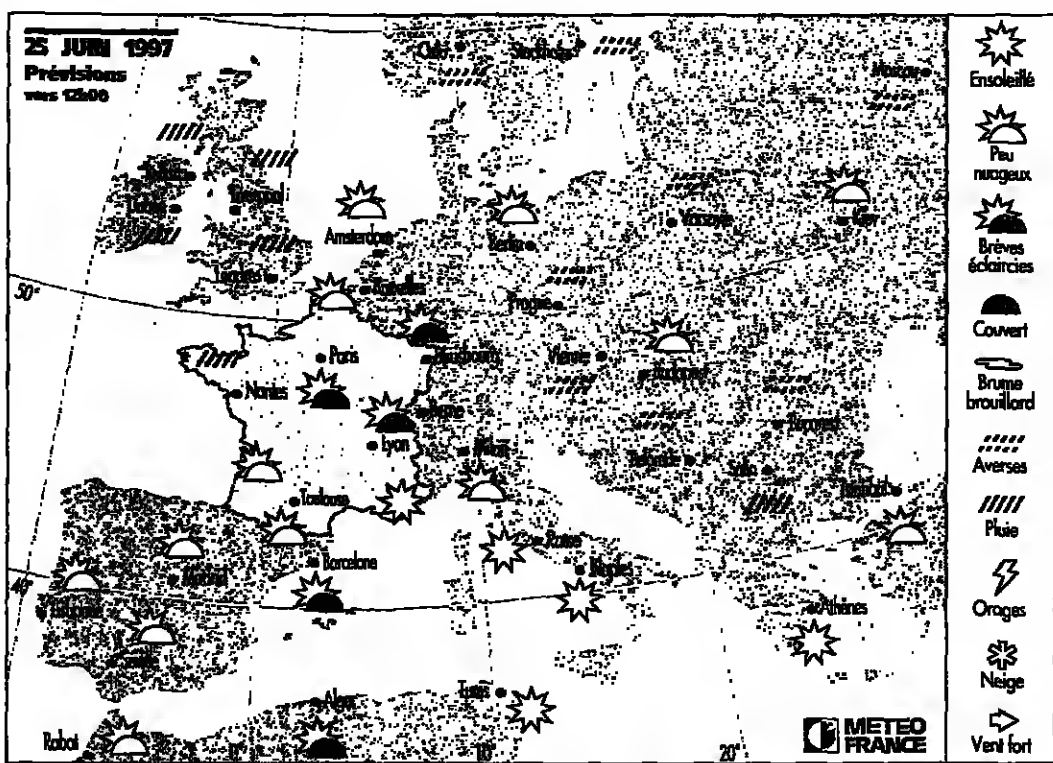
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le matin, les nuages seront nombreux avec par endroits de la brume ou

du brouillard. L'après-midi, des éclaircies plus larges se développeront. Les températures s'éleveront guère, avec 20 degrés au maximum.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les brumes et brouillards matinaux n'empêcheront pas une matinée assez bien ensoleillée. L'après-midi, des nuages accompagnés de quelques gouttes aborderont l'Aquitaine et les Pyrénées. Les températures maximales seront voisines de 22 ou 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil fera de belles apparitions après dissipation des brouillards. Toutefois, un ciel couvert et pluvieux abordera le Limousin en cours d'après-midi. Les températures seront stationnaires, entre 19 et 23 degrés.

Langue-d'Oc, Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Excepté quelques passages nuageux temporaires le long de la Côte d'Azur, le soleil brillera partout. Les températures seront agréables avec 25 ou 26 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **GRANDE-BRETAGNE.** La compagnie britannique Hoverspeed, qui assure le trafic transmanche, a inauguré, mardi 24 juin, sur la ligne Calais-Douvres un navire monocoque à grande vitesse, amalgame du catamaran et du ferry. Avec à son bord 782 passagers et 175 voitures, le SuperSeaCat devrait effectuer la traversée en moins de 50 minutes.

■ **FRANCE.** Le nouveau serveur national sur Internet de la Fédération unie des auberges de jeunesse (<http://www.fuaj.org>) propose de visualiser des itinéraires en France d'étape en étape. 186 auberges disposent d'une page complète de présentation, et une douzaine de critères, sélectionnés par des mots clés (confort, nombre de lits, etc.), facilitent le choix des futurs voyageurs. Des chambres doubles ou quadruples sont proposées sur presque tous les sites.

PRÉVISIONS POUR LE 25 JUIN 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole	9/18 S	10/19 P	11/20 P	12/21 P	13/22 P	14/23 P	15/24 P	16/25 P	17/26 P	18/27 P	19/28 P	20/29 P	21/30 P	22/31 P	23/32 P	24/33 P	25/34 P	26/35 P	27/36 P	28/37 P	29/38 P	30/39 P	31/40 P
PARIS	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
LYON	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
MARSEILLE	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N

FRANCE outre-mer	9/18 S	10/19 P	11/20 P	12/21 P	13/22 P	14/23 P	15/24 P	16/25 P	17/26 P	18/27 P	19/28 P	20/29 P	21/30 P	22/31 P	23/32 P	24/33 P	25/34 P	26/35 P	27/36 P	28/37 P	29/38 P	30/39 P	31/40 P
LA REUNION	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
MAITIOTI	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
NOUMEA	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N

AFRIQUE	9/18 S	10/19 P	11/20 P	12/21 P	13/22 P	14/23 P	15/24 P	16/25 P	17/26 P	18/27 P	19/28 P	20/29 P	21/30 P	22/31 P	23/32 P	24/33 P	25/34 P	26/35 P	27/36 P	28/37 P	29/38 P	30/39 P	31/40 P
ALGER	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
CAIRO	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
JOHANNESBURG	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N

ASIE	9/18 S	10/19 P	11/20 P	12/21 P	13/22 P	14/23 P	15/24 P	16/25 P	17/26 P	18/27 P	19/28 P	20/29 P	21/30 P	22/31 P	23/32 P	24/33 P	25/34 P	26/35 P	27/36 P	28/37 P	29/38 P	30/39 P	31/40 P
TOKYO	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
HONGKONG	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
SINGAPOUR	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N

OCEANIE	9/18 S	10/19 P	11/20 P	12/21 P	13/22 P	14/23 P	15/24 P	16/25 P	17/26 P	18/27 P	19/28 P	20/29 P	21/30 P	22/31 P	23/32 P	24/33 P	25/34 P	26/35 P	27/36 P	28/37 P	29/38 P	30/39 P	31/40 P
SYDNEY	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
MELBOURNE	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N
WELLINGTON	16/25 S	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N	16/24 N

PRATIQUE

Il n'est jamais trop tôt pour rédiger ses dernières volontés

FILLE UNIQUE, célibataire, sans enfants, Gilberte ne voyait pas l'intérêt de faire un testament : « L'Etat héritera de tout », disait-elle. Erreur : la succession n'est déclarée « en déshérence » et ne revient à l'Etat qu'en l'absence d'héritier au sixième degré (ou au douzième degré, pour une personne se trouvant dans l'incapacité juridique de tester).

Pour que cette recherche ait lieu, il faut que quelqu'un saisisse le tribunal d'instance, et que les héritiers se fassent connaître... dans un délai de trente ans. Sinon, l'Etat se contente d'administrer le patrimoine en attendant qu'il tombe dans son escarcelle.

Gilberte a des cousins, qu'elle déteste cordialement. Elle léguera donc son appartement à une amie. Elle peut disposer de ses biens à sa guise, car elle n'a pas d'héritier « réservataire » : enfants, parents, ou petits-enfants. Dans le cas contraire, elle n'aurait pu distribuer par testament que le montant de la « quotité disponible », autrement dit, ce qui reste des biens une fois déduite la part des héritiers privilégiés (appelée « réserve »).

« La succession s'appliquera aux

biens du testateur existant au moment du décès, auxquels s'ajouteront les donations antérieures consenties de son vivant, comme l'avance sur héritage à un enfant. Car, s'il n'y a pas de quel composer la réserve des descendants avec ce qui reste, ces donations devront être réduites, et les sommes restituées pour rétablir l'égalité entre les héritiers », explique Bernard Reynis, notaire à Paris.

Pour éviter cet inconvénient ultérieur, il faut choisir la donation « par préciput » ou « hors part », qui est imputée prioritairement sur la quotité disponible, et subsidiairement sur la part de réserve.

Si l'on a un seul enfant, la quotité disponible s'élève à la moitié des biens ; au tiers, si l'on en a deux ; et au quart, si l'on en a trois ou plus. Tous les enfants, légitimes, naturels ou adoptifs, ont les mêmes droits. Mais s'il est en concurrence avec le conjoint ou les enfants légitimes, la part légale d'un enfant adultérin est diminuée de moitié.

En l'absence de descendants, les père et mère sont héritiers réservataires pour un quart chacun.

Par testament, on peut déshériter son conjoint ou certains membres de sa famille (frères, sœurs, oncles,

cousins), ou au contraire, les avantager. La part du conjoint dépend à la fois du régime matrimonial (pour déterminer l'actif successoral) et de l'existence d'enfants, d'ascendants ou de collatéraux privilégiés (frères et sœurs du défunt).

En l'absence de donation entre époux dite « au dernier vivant » ou de testament, le conjoint hérite du quart des biens en usufruit s'il y a des enfants, ou de la moitié en usufruit s'il y a seulement des collatéraux privilégiés ou des ascendants. Si un seul des parents est vivant, le conjoint hérite de 50 % en toute propriété. S'il n'y a que des collatéraux ordinaires (oncles, tantes, cou-

Testaments et légataires

● **Olographe.** Le testament doit être rédigé, daté et signé de la main du testateur. S'il comporte plusieurs pages, chacune doit être datée et signée. Pour éviter qu'il ne se perde, le déposer chez un notaire, qui l'inscrira au fichier central des dispositions de dernières volontés, à Venelles.

● **Authentique.** Il est rédigé par

le notaire en présence de deux témoins, ou d'un autre notaire.

Le testament peut éviter bien des difficultés dans les familles « recomposées ». Yves, cinquante-cinq ans, vient de divorcer, laissant sa femme, Lola, treize ans, et trois enfants, dont Alex, vingt-cinq ans, issu d'un premier mariage. Sans testament, Lola a droit au quart des biens (une maison) en usufruit, les enfants se partageant les trois quarts en pleine propriété et la nue-propriété du quart restant, qui leur reviendra au décès de Lola. Dans ce cas, Alex, qui a seulement cinq ans de moins que sa belle-mère, n'est pas près de toucher sa part.

Testaments et légataires

● **Légitime universel.** Il hérite de tout, mais peut délivrer des legs particuliers à différentes personnes. Avant d'accepter une succession, il a intérêt à s'assurer que son montant est supérieur au passif (dettes, droits, impôts). Le légataire à titre universel hérite d'une fraction de la succession, qu'il devra se faire délivrer par les héritiers. Situation inconfortable s'ils s'estiment spoliés.

Comme il y avait une donation entre époux, Lola peut opter pour la totalité en usufruit, ou le quart en pleine propriété et le reste en usufruit. Elle choisit la pleine propriété, car sa part reviendra à ses enfants, minorant du même coup l'héritage d'Alex.

La solution traditionnelle consiste à transformer l'usufruit en rente viagère ; mais, compte tenu de l'âge de Lola, ce n'est pas dans l'intérêt d'Alex. On peut aussi convertir l'usufruit en pleine propriété. L'estimation économique de l'usufruit se fait selon deux critères : le revenu du bien et l'espérance de vie de l'usufruitier, qui se-

ra très élevée dans ce cas. En faisant un testament, Yves aurait pu éviter beaucoup de ressentiments en laissant, par exemple, la pleine propriété de la quotité disponible à son épouse. Ou en prévoyant de doter Alex.

Le testament sert aussi à protéger des enfants mineurs. « Où ira Nathan si je disparaissais ? », se demandait Lise, mère célibataire, qui devait subir une grave opération. Elle s'est rendue chez le notaire et a rédigé ses « dernières volontés », dont celle de voir Nathan aller dans une famille amie, et non chez un oncle lointain. En cas de divorce conflictuel, on peut aussi, par testament, désigner un « tuteur d'adultère », chargé d'administrer les biens de l'enfant mineur jusqu'à sa majorité.

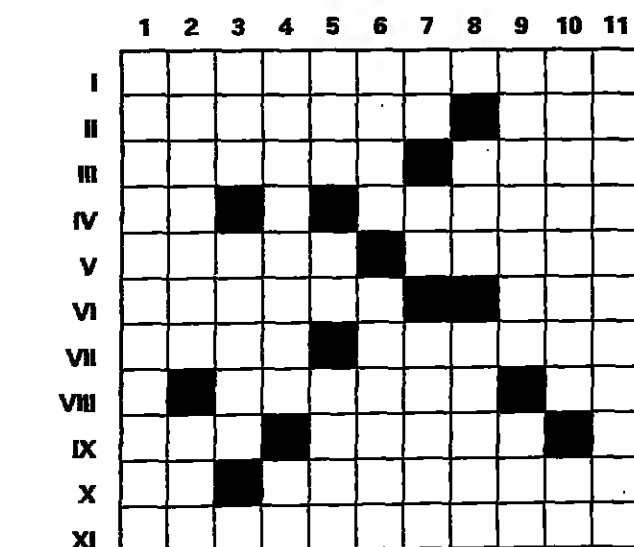
Les héritiers qui n'ont pas de liens de sang avec le défunt (la famille par alliance, les amis) paieront 60 % de droits de succession. C'est pourquoi beaucoup de personnes seules laissent leurs biens à des associations. Qu'on lègue à des associations ou à des êtres chers, le testament est toujours un acte de foi dans la vie.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97131

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Donne le poids des mots. - II. Protège la graine. Un aller sans retour. - III. De la grenadine dans le pastel. Inspira Borodine. - IV. Personnel. Camembert pour Christophe. - V. Le misanthrope qui inspira Shakespeare. Dépassé par les événements. - VI. Maître dans l'art de la division. Savoureux dans le propos. - VII. Libre outre-Manche. Lignée mal venue. - VIII. A perdu de sa splendeur. En ville. - IX. Vont avec les autres. Célèbre depuis sa chute. - X. Joyeux parti-

VERTICALEMENT

I. Sont de tous les cocktails. - 2. L'étudiant de demain. Refusa la vérité. - 3. L'oncle yankee. Même s'ils se mettaient à table, ils ne diraient rien. - 4. Préparée avec attention. Refus d'Angleterre. - 5. Pour boucher le foyer. Première manifestation. Pas grand-chose. - 6. Les grandes pages de l'Histoire. Maman de d'Alembert, elle tenait

saloo à Paris. - 7. Uoe règle. Lettres du pape. Travail sur les bottes. - 8. Une pomme dans l'autre sens. Conduire les affaires. - 9. Qui a des comptes à régler. Trois sur six. - 10. Le seul endroit où l'oo peut vivre. Pronom. - 11. Aux bouts des rayons.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97130

HORIZONTELEMENT
1. Papyrologue. - II. Egalité. Ans. - III. Round. Bêret. - IV. Cul. Cran. - V. Ote. Cæsum. - VI. Litron. Cela. - VII. Touche. Ct. - VIII. Trempe. Lei. - IX. Eu. Aer. Moro. - X. Usine. Loden. - XI. Réassorties.

VERTICALEMENT
1. Percolateur. - 2. Agouti. Rusé. - 3. Paulette. Ia. - 4. Yin. Romans. - 5. Red. Coupées. - 6. Or. Cancer. - 7. Labre. Hé. Lr. - 8. Easce (casée). - 9. Garnie. Lodi. - 10. Une. Ulcérée. - 11. Estimaçons.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimerie du Monde
12, rue M. Guesbroug
94482 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

SCRABBLE

PROBLÈME N° 23

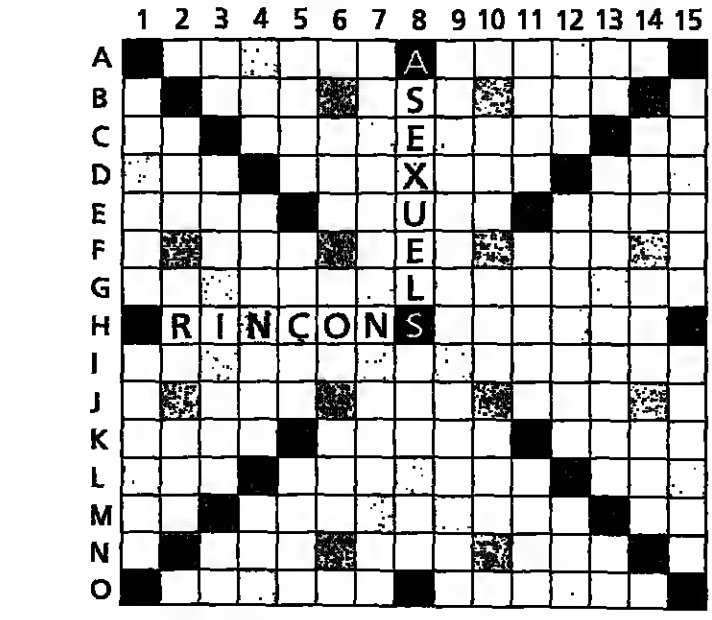
A la recherche du troisième mot

1. Vous avez tiré E G I L O R U.
a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
b) Avec ce même tirage, trouvez six mots de huit lettres en le complétant avec six lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.
N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine
c) Premier tirage : A B O S T U U.
d) Deuxième tirage : E G I L R U X.
En utilisant deux lettres différentes du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres.

Solutions du problème dans Le Monde du 2 juillet.

Solution du problème paru dans Le Monde du 18 juin.
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.



a) AUTOMNE, O 9, 88, faisant SURVOLAT.
b) MOURANTE, J 8, 63, ou l'anagramme NUMEROTA - EMOUVANT, K 7, 62, ou l'an

BILAN La nomination de Catherine Trautmann au ministère de la culture a surpris les milieux professionnels comme les Strasbourgeois mais tous se disent confiants, en

mettant en avant son bilan culturel comme maire de Strasbourg. ● LES DÉPENSES CULTURELLES de la ville ont en effet plus que doublé en huit ans, l'immense majorité allant

à des établissements prestigieux. Les défenseurs d'une action culturelle tournée vers les quartiers ont plus de mal à trouver leur place dans la ville. ● NORBERT ENGEL,

adjoint à la culture de Strasbourg et conseiller spécial du nouveau ministre, est considéré comme le véritable architecte de la politique culturelle dans la capitale alsacienne. ● A LA TÊTE de trois ministères - culture, communication, porte-parole du gouvernement -, M^{me} Trautmann arrivera-t-elle à imposer sa marque ?

Comment Catherine Trautmann a soutenu la culture à Strasbourg

Sa nomination rue de Valois a été une surprise, bien accueillie par les professionnels. De 1989 à 1997, le budget consacré à la création a plus que doublé dans la ville dont elle était le maire. Restent deux points noirs : l'Opéra du Rhin et le développement culturel des quartiers

PERSONNE ne voyait Catherine Trautmann devenir ministre de la culture. La ville et l'urbanisme, les affaires européennes ou les transports semblaient des secteurs plus adaptés à son profil. « C'est peu dire qu'on a été surpris », confie un acteur du dossier. Mais les milieux professionnels, s'ils la jugent « plus concernée qu'impliquée » dans la culture, se disent confiants. Parce qu'elle aurait, à Strasbourg, mené une action « solide ». Avec ses qualités : « Écoute exceptionnelle, arbitrage net ».

Qu'en est-il ? Il y a d'abord les chiffres, qui plaident en sa faveur. Les dépenses culturelles ont plus que doublé depuis que M^{me} Trautmann s'est emparée de l'hôtel de ville : 513 millions en 1997 contre 241 millions de francs en 1988. Ainsi la ville consacrerait environ 20 % de son budget à la culture - ce qui permettrait les liens entre le budget de la ville et celui de la Communauté urbaine de Strasbourg. Ces chiffres s'expliquent par le nombre d'établissements lourds, dévoreurs de subventions, mais qui font rayonner la ville : 80 millions de francs pour l'Opéra du Rhin en 1996, 69 millions pour le Conservatoire, 40 millions pour l'Orchestre, 35 millions pour les bibliothèques, 34 millions pour l'École des arts décoratifs, 16 millions pour le Théâtre du Mailloin... Sans oublier d'autres théâtres, la salle de concert de La Laiterie, des festivals, et le Théâtre national de Strasbourg, financé par l'Etat. « L'offre est folle ! », dit Jean Hurstel, responsable de la Laiterie. « Je ne connais pas une ville de 250 000 habitants qui possède une telle densité d'institutions culturelles », confirme Dominique Paillière, le directeur régional des affaires culturelles, qui souligne également « la qualité des

édifices », pour beaucoup classés monuments historiques.

Ce riche réseau d'institutions a été globalement mis en place quand la ville était allemande. Les deux anciens maires, Pierre Pfimlin (UDF-FD) et Marcel Rudloff (UDF), ont également beaucoup fait. La municipalité socialiste n'a pas opéré de changements radicaux dans une ville « volontiers conservatrice », explique Norbert Engel, adjoint très présent à la culture. Ainsi Robert Grossmann (RPR), président de la commission culture à la région et conseiller municipal, admet que « Trautmann reprend intelligemment ce qui existe ». Elle a malheureusement amplifié les budgets, ce qui n'allait pas de soi. Les responsables de ces grosses machines affirment être « formidablement soutenus », sentiment que l'on ne retrouve pas, loin de là, dans toutes les villes. La subvention a été augmentée de 50 % pour le festival Musica, un des plus remarquables au monde pour la musique contemporaine. Seul le Conservatoire n'a pas un bâtiment digne de sa valeur.

RENOUVELLEMENT

Nombre de projets architecturaux, souvent antérieurs à l'arrivée de M^{me} Trautmann, arrivent à maturité grâce à son soutien, rompant avec une tradition de médiocrité, s'appuyant sur la vocation européenne de la ville : hôtel du département (Claude Vasconi), Parlement européen (Architecture Studio), Musée d'art moderne et contemporain (Adrien Fainsilber), parvis de la gare, place Kléber... Un projet de reconversion du secteur portuaire qui relie Strasbourg à Kehl, en Allemagne, a conduit M^{me} Trautmann à consulter des architectes qui gardent « un souvenir fort de ce dialogue », même si ce chantier a dû être repoussé, le tramway aspirant toutes les énergies. Et côté patrimoine, aucun de ces scandales qui semblaient étre le lot des métropoles n'est venu secouer la ville.

La municipalité a également opéré un profond renouvellement des responsables. Pas toujours à bon escient. Si l'Orchestre marche bien, l'Opéra du Rhin - qui caracolait en tête des subventions municipales - a vu sa réputation fondre avec le départ d'Alain Lombard, comme directeur musical, en 1980. « Depuis, c'est la catastrophe », disent nombre d'observateurs. Alain Lombard a été remplacé par le metteur en scène René Terrasson (1980-1991), qui lais-

sera un piètre souvenir, puis par Laurent Spielmann, nommé par la municipalité socialiste en 1991, après avoir été un très bon directeur du festival Musica. A Strasbourg, comme dans les cercles musicaux parisiens, le jugement est dur : « Avec Spielmann, on a perdu six ans. Il était le protégé de Norbert Engel, qui a d'énormes qualités mais qui n'entend rien à l'opéra. » Et d'ajouter : « On a tous dit "oui" quand Spielmann est parti ! »

Norbert Engel voit autrement les choses : le public des moins de 25 ans « qui représentait 1 % en 1989 pour 60 000 spectateurs, représente 28 % pour une fréquentation de 95 000 personnes ». Ces chiffres font bondir nombre d'habitants : « La fréquentation chutait, alors la ville a

rempli la salle avec des étudiants qui paient 30 francs ». L'Opéra du Rhin devrait devenir national comme celui de Lyon. Cette promotion est moins liée à sa qualité qu'à son statut atypique - en synergie avec les villes de Mulhouse et Colmar. En attendant, les mélomanes comptent sur Rudolf Berger, qui arrive lui aussi le 1^{er} juillet, pour dynamiser ce lieu.

A côté du réseau institutionnel, M^{me} Trautmann a développé une politique culturelle diversifiée jugée. « Elle a ouvert des fenêtres », dit Faruk Günaltay, directeur du cinéma L'Odyssée. La « Carte culture » destinée aux étudiants, puis celle d'« Atout-voir », permettent l'accès aux salles de spectacle, pour 30 francs. Citons encore la création

d'une vingtaine de bibliothèques de quartier, La Laiterie, l'aide à l'association Vidéo les beaux jours ou au Parlement international des écrivains, dans le cadre duquel, M^{me} Trautmann a reçu et fait citoyen de la ville Salman Rusdhié (Le Monde du 14 juin).

NOUVELLE PRIORITÉ

Reste un casse-tête : comment développer, à côté des institutions lourdes, de nouvelles formes de pratiques culturelles, notamment dans les quartiers défavorisés ? Cette action, délaissée lors du premier mandat de M^{me} Trautmann, est devenue une priorité, confiée à Jean Hurstel, directeur de La Laiterie. « Il est symptomatique que cette action ait également été institutionnalisée », regrette un responsable strasbourgeois. Et les moyens manquent : 900 000 francs à peine... « Sans Hurstel, La Laiterie n'est plus rien, dit un observateur, si c'est une priorité, qu'on lui donne des moyens ! »

Le cas d'Ammand Gatti est exemplaire. Le célèbre metteur en scène est venu travailler avec des Strasbourgeois en situation difficile. « L'enjeu était énorme, mais la municipalité fut terriblement absente alors qu'elle aurait dû mettre le paquet. Elle n'a rien compris et ça s'est très mal passé », explique un homme de théâtre. Et de confier : « La ville a du mal à soutenir des projets d'envergure qui échappent à l'institution et à la vie locale. »

La culture est donc présente à Strasbourg, « mais elle ne bouillonne pas comme à Marseille ». Pour preuve, les difficultés des compagnies théâtrales indépendantes, une « enveloppe expositions » pour tous les musées qui atteint 2,2 millions de

francs à peine... Question de tempérament ? Sans doute. Jean Hurstel va plus loin : « Même si Norbert Engel a toujours joué le jeu, nous avons une conception différente de la culture. Il faut jouer et danser dans le cadre quotidien des gens car il n'existe plus de lieu de rencontre, de parole. »

Michel Guerrin
(avec Marcel Scotto
à Strasbourg)

Le Musée d'art moderne ouvrira en 1998

Après dix ans de projets, palabres, hésitations, polémiques, le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg (MAMCS) devrait enfin ouvrir, dans le quartier de la Petite-France, à l'automne 1998. Au sein même des élus PS, beaucoup n'étaient « pas chauds », dit-on dans la ville, pour se lancer dans un projet de 18 000 m², estimé à 220 millions de francs (40 % à la charge de l'Etat). Catherine Trautmann et Norbert Engel, son adjoint à la culture, ont pesé de tout leur poids pour imposer un projet lancé par le maire précédent, Marcel Rudloff (UDF), et dessiné par l'architecte Adrien Fainsilber avec une muséographie signée Jean-François Bodin. « C'était soit le musée, soit une nouvelle salle pour l'opéra », confie un acteur culturel. Outre la collection, qui court de Gustave Doré à l'art pauvre, en passant par Manet, Gauguin, Klimt et Arp, le musée accueillera des expositions temporaires.

Norbert Engel, compagnon de la première heure et éminence grise

STRASBOURG

de notre correspondant régional
Il était l'un des quatre fidèles qui entouraient Catherine Trautmann au soir de sa défaite aux législatives de 1988. Elle s'interroge sur son avenir politique. Elle envisage de renoncer. Norbert Engel analyse les résultats qui ont privé la candi-

PORTRAIT

L'adjoint à la culture du maire de Strasbourg vient d'être nommé conseiller spécial au ministère

date socialiste d'un siège de député pour 120 voix. Un peu par intuition et beaucoup par réconfort, il assure : « Avec les chiffres, nous allons gagner les municipales l'année prochaine. Neuf ans plus tard, M. Engel est l'incontournable adjoint à la culture du maire de Strasbourg, et il vient d'être nommé conseiller spécial du nouveau locataire de la Rue de Valois. « La pure histoire d'amitié » entre M^{me} Trautmann et son adjoint s'est ainsi consolidée. Aujourd'hui, tous les acteurs culturels de Strasbourg disent qu'ils sont « indissociables ». Mais beaucoup ajoutent : « L'architecte de la culture à Strasbourg, notre interlocuteur, c'est Norbert. »

Barbe grise, portant toujours nœud papillon et costume strict, M. Engel est intarissable sur son action culturelle. Mais comme pour s'excuser de son débit, il précise : « Je ne parle

pas de la culture pour la culture mais parce que c'est un enjeu de démocratie. » Ce professeur de philosophie, qui aime truffer ses discours de citations latines - façon III^e République -, est tout aussi prolifique sur son dada : les échecs. Il n'est pas peu fier de son titre de champion de France universitaire par équipes et de sa qualité d'arbitre international. Tout comme il est prompt à évoquer la traduction de *Mon système*, de Nietzsche, et de son ouvrage, écrit en collaboration avec Jean Dextreit, *Jeu d'échecs et sciences humaines*.

« LE LIEU DE TENSIONS »

Ce Strasbourgeois de quarante-huit ans est plus discret sur sa période soixante-huitarde où il n'était pas le dernier à vouloir enflammer les assemblées générales. C'est à cette époque que « Jacques », le futur époux de M^{me} Trautmann, devient son « copain ». Il le retrouve à la fin des années 70 et, en même temps que le couple, adhère au Parti socialiste. Depuis 1989, il a accompagné la ministre de la culture dans sa courbe ascendante sans que la moindre fausse note - connue - vienne hypothéquer leurs relations.

On lui connaît deux passions, le théâtre et la littérature. « Il possède la plus belle bibliothèque privée de la ville, dit un de ses proches, mais il a un œil sur tout. On le voit souvent au spectacle. Son engagement est indéniable. » Sa réussite ne va pourtant pas sans grincements. M. Engel est très écouté, souvent suivi, par celle qu'on appelle le « patron » lorsqu'il s'agit de procéder

à des nominations ou d'accorder des subventions. Dans la ville, les critiques s'expriment rarement de manière explicite. On le dit « brillant » mais on lui reproche, de façon voilée, son autoritarisme, de gérer jalousement son territoire, de ne pas assez dialoguer. « Il ne partage pas, il ne fête pas, affirme un responsable d'institution culturelle, mais il laisse toute liberté aux responsables qu'il nomme. »

Seule sa conception de la culture est ouvertement égratignée : « Engel, c'est tout pour l'élite. » Beaucoup l'ont entendu répéter que « Strasbourg a besoin de stars ». Il le confirme, à sa façon : « J'estime que la culture doit être avant tout qualitative. » Mais pour se débarrasser de cette image qui lui colle à la peau, il affirme qu'« une politique culturelle doit se concevoir comme un champ de force, comme le lieu de tensions. Elle ne s'installe pas dans un lieu spécifique. Elle est une dynamique ». Et de rappeler qu'il n'est jamais très loin de ce que pense son ministre : « Catherine, elle, peaufine l'idée qui lui trotte depuis longtemps et qui consiste à réinventer une véritable éducation populaire en aménageant des occasions de rencontre qui soient plus des temps que des espaces fixes. »

Reste à savoir comment M. Engel va gérer sa double casquette : omniprésent à Strasbourg et conseiller spécial de la ministre à Paris. Rue de Valois, il est membre du cabinet mais dépend directement de M^{me} Trautmann. Un électron libre, en somme...

Marcel Scotto

PROLONGATION
studio théâtre de Vitry
La Révolte
de
Villiers de l'Isle-Adam
Alain Ollivier
Agnès Sourdillon
DERNIÈRE LE 5 JUILLET
01 46 82 46 17

signatures
dix livres uniques
« la porche de l'érèbe »
texte inédit de
pierre bergounioux
dessins originaux de
philippe ségéral.
le jeudi 26 juin
de 18 à 21 heures
GALERIE JACOB
28, rue Jacob Paris 6^e
Tél/Fax : 01-46-33-90-68

**PANTALONS SUR
MESURE :**
à partir de 800 F
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
3 000 belles draperies
prix agréables
24, rue du 4 Septembre, PARIS 2^e
Tél : 01.47.42.70.61

COMMENTAIRE
**UN TRIPLE
MINISTÈRE**
L'installation de Catherine Trautmann, rue de Valois, bénéficie d'un préjugé favorable. Son action à Strasbourg, ses prises de position et son franc-parler sont d'autant plus appréciés que l'attente est grande. Les dossiers en souffrance sont nombreux et la situation financière du ministère bloque toute initiative d'envergure.
Aujourd'hui, M^{me} Trautmann semble absorbée par la composition de son cabinet, dont elle choisit les membres après de

longues auditions. On ne saurait reprocher au ministre un tel soin - la hâte et l'approximation ayant trop souvent résumé la méthode de ses prédécesseurs immédiats. Aussi, à ce jour, seuls Dominique Lefebvre, son directeur de cabinet, Frédéric Scavic, son directeur adjoint, Michel Rebut-Sarda, son conseiller chargé du patrimoine et de l'architecture, et Pierre Encrevé, chargé des arts plastiques, ont été désignés.
Pourtant, alors que le temps presse, on voit surtout M^{me} Trautmann exercer ses fonctions de porte-parole du gouvernement. Sans doute l'exégèse de la pensée de Lionel Jospin, la mise en musique des diverses déclarations ministérielles, l'occupent

elle beaucoup. Ce sont là les inconvénients d'un triple ministère. Car elle aura aussi à gérer les dossiers de la communication, qui s'annoncent nombreux et épineux. On ne doute pas que ces problèmes, qui l'intéressent particulièrement, l'occupent. Et si elle a abandonné la mairie de Strasbourg, elle ne manquera pas de conserver un œil vigilant sur sa ville.
M^{me} Trautmann aura donc fort à faire pour gérer avec la même détermination la partie culturelle de son ministère. La présence, rue de Valois, de Norbert Engel, son bras droit alsacien, lui suffira-t-elle pour faire face à l'ensemble de ses tâches ?
Emmanuel de Roux

culture à Strasbourg

1997 le budget consacré à la culture

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

pour le développement culturel de la ville

Les visions du monde de la Documenta

A Kassel, la messe de l'art contemporain célèbre la politique et l'espace urbain. Avec l'image documentaire comme langage

DOCUMENTA X, Musée Fridericianum, Friedrichplatz 18, Kassel. Tél. : (00-49) 561-70-72-70. Jusqu'au 28 septembre

KASSEL (Allemagne)

de notre envoyé spécial

C'est un merveilleux film documentaire, qui se dégage dans un coin trop bruyant du Musée Fridericianum de Kassel, et dont le titre résume à lui seul le projet de cette Documenta : *In the Street*. Dans la rue. Il y a dans ce petit film d'Helene Levitt, tourné en 1945 dans un quartier pauvre de New York, des gamins qui bougent leur corps comme on ne l'a jamais vu, des sourires, des gestes d'amour. Il y a plus de vie prometteuse, plus d'imaginaire que dans n'importe quelle fiction tournée dans un beau quartier de Manhattan.

Avec une Documenta - cent vingt artistes d'hier et d'aujourd'hui (Le Monde daté 22-23 juin) - centrée autour du politique, certains attendaient des œuvres coup de poing, du genre « alors sur le terrain pour réduire la fracture sociale ». Il y en a à Kassel, ce ne sont pas les meilleures. Les meilleurs sont les artistes qui font dialoguer le politique avec la ville, l'espace public, lieu de violence et de dialogue à partir duquel nos sociétés vont perdre pied ou sortir de l'eau. Voilà le terrain passionnant, annoncé par les affiches géantes qui brouillent l'urbanisme, de l'architecte Rem Koolhaas, ou

par le fameux SDF jetant son pack de lait photographié par Jeff Wall, accroché dans un sous-sol. Il y a dans cette Documenta une ouverture sur le monde, une énergie stimulante, portée par nombre d'œuvres inédites. La peinture est quasiment absente au profit de pratiques plus proches de l'environnement quotidien : la vidéo (en référence à la télévision), le film et le dessin animé (le cinéma), la vue d'architecture (la ville), l'installation (l'objet utilitaire), l'œuvre interactive (l'ordinateur), la photographie surtout (presse, publicité). Ces pratiques renvoient au documentaire - il n'y a pas de formes abstraites à Kassel. Elles sont mélangées, en tension, et c'est tant mieux, tant elles produisent des images qui sont des réponses aux stéréotypes visuels, de l'album de famille à l'affiche publicitaire encastrée dans les abris.

Pour avoir une idée des effets de la mondialisation sur notre monde merveilleux, un détour par Kassel s'impose. La démonstration par la photographie est la plus troublante, ambiguë, celle qui permet, un peu comme l'anthropologie, d'identifier l'individu dans son environnement, de susciter la narration, et dont l'apparente neutralité est la plus porteuse d'imaginaire. Ainsi de l'Atlas de Richter, qui restera l'événement de cette Documenta avec 5 000 images de format carte postale tapissées au mur, à la fois journal intime et œuvre publique sans équivalent, touchant



Marc Patout, projet du Grand Stade, La Plaine-Saint-Denis. Terrain du Cornillon 1994-1995.

« tous les sujets du monde ». Quel est le seul artiste que l'on retrouve à la fois à la gare, au Musée Fridericianum et à l'Ottoneum ? Un photographe paysagiste américain, Robert Adams, dont l'œuvre est justement fédératrice, entre la nature et l'urbain, les lieux immaculés et d'autres saignés par la « modernité ». Quel de plus politique que son « anti-reportage » sur un quartier à la périphérie de Denver, dont les habitants ont été meurtris dans leur chair par un accident nucléaire que l'on sent monter, image après image, sans jamais le voir ?

Marc Patout offre également une réflexion remarquable sur l'identité d'un groupe social à travers une série photographique réalisée avec les habitants du Cornillon (La

Plaine-Saint-Denis), pendant plus d'un an, avant que ces derniers ne soient expulsés pour que soit construit le Stade de France. Là encore, la centaine d'images de tout petit format se « lisent » dans un ordre précis, ce n'est pas un territoire, lui procurant une légitimité, alors qu'au même moment on sait que la condamnation est proche.

Il se trouve que les artistes français représentés à Kassel utilisent quasiment tous la photographie : Marc Patout, Jean-Louis Schoellkopf, Jean-Luc Moulène, Jean-Marc Bustamante, Patrick Falgenbaum, Suzanne Lafont. Ils présentent - sauf Patout - trop peu d'images. Mais leur présence conçoit est un manifeste. « Ce ne sont pas des artistes officiels », dit

avec malice Catherine David, directrice de la Documenta, ni des plasticiens décoratifs. Ils sont ravis de cohabiter avec Graham, Broodthaers ou Olitska. Mais aussi avec les photographes « historiques », montrés au Musée Fridericianum : Walker Evans (et non Robert Frank), Helene Levitt, Garry Winogrand (et non Lee Friedlander), Ed Van der Elsken (et non William Klein). Et Richter bien sûr. Il y a à de belles filiations et des clés sur la création d'aujourd'hui. Ou comment d'Evans (passagers du métro) à Schoellkopf (urbanisme et habitants à Saint-Etienne), chercher, par l'image, à vivre ensemble, à s'accepter dans l'environnement. A se le réapproprier.

M. G.

Le Musée de la Corse a été ouvert à Corte

MUSÉE DE LA CORSE, citadelle, 20250 Corte. Tél. : 04-95-61-00-61 et 04-95-45-25-45. Tous les jours, de 10 heures à 19 h 30.

CORTE

de notre envoyé spécial

La citadelle de Corte voit défiler chaque année 60 000 curieux. L'ouverture d'un musée anthropologique derrière les fortifications qui dominent la capitale de Pascal Paoli va-t-elle modifier ce flux ? L'Etat, l'Europe et la collectivité territoriale corse ont consenti un effort particulièrement important (66,6 millions de francs) pour transformer de vieilles casernes en un établissement culturel destiné à donner une image cavalière de la Corse et de ses habitants.

C'est l'italien Andrea Bruno qui a été chargé de l'opération. L'architecture tunisienne a l'expérience de ce type d'intervention : il a notamment réussi à loger le pôle universitaire de Nîmes à l'intérieur d'un fort de Vauban et travaille actuellement à la réhabilitation du Centre national des arts et métiers, à Paris. Ici, il a glissé un bâtiment contemporain entre un pan de fortification et l'extrémité de la caserne Serrurier. Cet édifice, dont le béton brut, le verre et l'acier sont traités avec une belle austerité qui s'accorde avec l'esprit de la citadelle, sert d'entrée au nouvel établissement. On accède aux salles publiques par un escalier monumental, un peu raide. L'espace qui les précède s'ouvre généreusement à la fois sur les montagnes, au-delà des murailles de la forteresse, et dévoile une cour intérieure qui fait communiquer les espaces d'exposition avec les réserves et les bureaux de l'administration.

Le musée proprement dit (1 700 m²) est divisé en deux galeries. Celle du bas est consacrée aux collections de l'abbé Doazan. Ce prêtre, venu en 1951 de ses Pyrénées natales pour enseigner les sciences naturelles à Ajaccio, commença à collecter minéraux et végétaux pour les besoins de ses cours. Sa quête le conduisit, très vite, à rassembler des témoignages, de plus en plus nombreux, de la vie rurale corse. En 1971, l'écclésiastique fut « missionné » par le Musée des arts et traditions populaires de Paris (ATP) pour continuer ce travail. Il a légué ses collections - 3 000 pièces - à l'Etat français à une condition : qu'elles restent dans l'île. Elles sont donc à Corte, dans une suite de

pièces voûtées, claires, de belles dimensions, ornées de peintures à la détrempe, brunes ou sépia, illustrations agrandies de cartes postales ou de photos anciennes. Certains objets sont rassemblés dans des vitrines sobres. Les autres sont groupés, par catégories, dans des alcôves plus sombres. Cette présentation est faite sur le principe retenu, au début des années 70, par Georges-Henri Rivière pour son musée des ATR. C'est peu dire que cette muséographie, dite « du fil de nylon », date.

NOMBREUSES IMPASSES

Le deuxième étage est consacré au « Musée en train de se faire », où d'autres aspects de la Corse sont évoqués : l'industrialisation (l'usine de Canari), l'économie (l'entreprise de vins et spiritueux Mattei), la religion (le renouveau des confréries) ou le tourisme. Ici les salles sont éclairées par de vastes baies vitrées semi-circulaires, découpées dans les murs de la vieille caserne. Affériorité inutile : l'architecture a conservé, au centre des baies, l'encadrement minéral des anciennes fenêtres.

Les commentaires qui ac-

compagnent les objets affichent bien la perplexité du conservateur, Jean-Marc Olivési, face aux problèmes qu'il avait à résoudre. Comment présenter une anthropologie de la Corse avec des collections aussi fragmentaires, aussi incomplètes ? Des collections qui n'évoquent qu'une partie de la population corse et qui exalte, finalement, les clichés élaborés par les voyageurs continentaux du milieu du XIX^e siècle, à commencer par Prosper Mérimée. En particulier

La mesure de l'île

La salle - près de 600 mètres carrés - est plongée dans la pénombre. La lumière vient du sol : sous le plancher de verre est disposée une carte de la Corse d'une taille inusitée, 17 mètres de long. Ce gigantesque manuscrit aquarellé, découpé en trente-sept rouleaux, est mis bout à bout pour la première fois. Il a été levé, à la fin du XVIII^e siècle, par les ingénieurs-géomètres du roi - puis de la République - entre 1770 et 1795. Il couvre l'ensemble du territoire accompagné de dix-sept volumes de textes et dessins où l'on retrouve un échantillon des différents paysages et des principaux monuments, la physiologie de toutes les professions et un catalogue complet de la faune et de la flore. Les visiteurs peuvent en découvrir les détails grâce à des CD-Rom. Anne Mesterheim et Jean-Marc Olivési sont les maîtres d'œuvre de cette exposition parfaitement réussie.

* Mesure de l'île, jusqu'au 20 décembre 1997. Catalogue, 300 pages, 320 F.

La Grange de Meslay étouffe l'art du pianiste Nikolaï Luganski

NIKOLAÏ LUGANSKI (piano). Scriabine : *Sonate-Fantaisie* n° 2 op. 23 (extraits), *Variations sur un thème de Corelli* op. 42, *Les Lis*, op. 21 n° 5 ; Mendelssohn : *Scherzo* du *Sonata d'une nuit d'été* ; Tchaïkovski : *Rachmaninov : Berceuse* ; Kreisler-Rachmaninov : *Liebesleid*. Musique russe à la Grange de Meslay, le 20 juin.

Les rangs bavardent : la Grange de Meslay ne serait plus ce qu'elle était. Depuis que Richter n'y joue plus, la salle se vide. Certains jugent les programmes difficiles et sans vedettes ; une demoiselle un peu chic trouve au contraire que la convention est trop présente. Chacun se retrouve sur le sujet du soir : il fait froid et l'on s'enrhume. Le plaid de cachemire signale la bourgeoisie locale qui, quelles que soient les raisons de sa présence, n'a pas en tort de braver le mauvais temps pour entendre Nikolaï Luganski, vingt-cinq ans, jouer un programme russe du meilleur aloi,

redoutable pour les doigts, délectable pour les auditeurs. Encore faut-il qu'on puisse l'entendre... Commence-t-il volontairement la *Sonate-Fantaisie* de Scriabine pédale douce enfoncée afin de ménager avec le son et quel contraste avec la suite ? Cinq minutes plus tard, l'aria *cordo* semble toujours bloquée. Etrange. Le son est feutré, ouateux. Rien ne sort.

Le vent qui s'engouffre dans les interstices de la vieille grange ne suffit pas à expliquer ce déficit non seulement de décibels mais encore, ce qui est plus grave, d'harmoniques. Le son n'est pas petit ou court, il est assourdi, assourdi sur place. Plus loin dans la *Sonata* de Scriabine, puis dans les *Préludes* op. 23 de Rachmaninov (notamment dans le pétardant *Cinquième prélude*), les furtilissimos qu'assène de tout son poids le pianiste russe semblent n'être que des forte moyennement sonores. On pourrait accuser le piano, un grand Yamaha apparemment terne (la maison japonaise est partenaire du festival), mais ces instruments ont ailleurs toujours mieux sonné que

ce soir en ces lieux. Serait-ce Luganski ? Ses disques publiés par le petit label hollandais Vanguard font entendre l'une des sonorités les plus extraordinaires qui soient, une agilité, une élasticité, une frappe précise, au juste poids. Non, décidément, c'est bien cette salle où, depuis trente-cinq ans, quelques minutes de Tours, on s'obstine à donner de la musique quand on ne peut l'entendre. Les poutres, les piliers, la terre battue de ce beau bâtiment pour banquets de mariages chics ont leurs charmes. Les deux lampadaires qui tiennent le garde-vous sur l'estrade aussi. Mais cette salle est meurtrière. La goutte au nez des spectateurs n'en a que faire, mais la musique ne lui dit pas merci.

Car Luganski est fin musicien, superbe technicien, dosant parfaitement, sans crispation et sans effort apparent, la très difficileuse polyphonie digitale de Rachmaninov. Le grand jeune homme blond et élégant est impassible. La musique naît simplement, presque tout simplement pour cette acoustique sans projection : le thème

des *Variations* sur un thème de Corelli se présente à nu, décharné, un peu trop lent aussi. Le *fa* résolu du dernier accord s'entend à peine. La finesse serpentine et presque faurienne de la quinzième variation disparaît presque dans les limbes poutées. La tessiture grasse et riche de la variation précédente, pleine de savoureuses surprises harmoniques, s'étoile. Luganski parfois y met du sien : il mollit le tempo, marque une pause trop longue entre les variations, « rubatise » ce qui devait aller de soi. La distance « intellectuelle » avec les volutes de Rachmaninov pêche par sécheresse. On aimerait entendre le dyptique Kreisler joué avec plus d'abandon et de générosité, la cristalline transcription du *Scherzo* de Mendelssohn avec un feu davantage follet... Ce sera pour une autre fois. Après les granges, les conques : on pourra entendre dans de meilleures conditions Nikolaï Luganski au Festival de La Roque-d'Anthéron, où il joue le 13 août.

Renaud Machart

Accord Gaumont-Diagonal sur la construction d'un multiplexe à Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

Après plusieurs mois de polémique autour de l'implantation d'un multiplexe à la périphérie de Montpellier, Gaumont et les exploitants indépendants de la société Diagonal-Films ont finalement trouvé un terrain d'entente. Diagonal, qui gère déjà quatre salles dans l'agglomération, prend le contrôle du Capitole, complexe Gaumont de six salles en centre-ville, grâce à un contrat de location-vente signé lundi 23 juin. En échange de quoi, l'association de défense du cinéma indépendant initiée par Diagonal cesse la campagne anti-multiplexe qu'elle avait engagée à Montpellier sur les terrains médiatique et juridique.

Avec un multiplexe de dix-sept salles, les responsables de Diagonal redoutaient de voir s'installer un monopole de Gaumont qui aurait possédé trente salles à Montpellier, et qui aurait pu étouffer la concurrence en projetant, par exemple, au centre-ville des films en version originale. Leur croisade pour une pluralité des images avait peu à peu pris une dimension plus « citoyenne », s'étendant à un combat contre la désertification d'un centre-ville menacé par une offre de loisirs se déplaçant vers la périphérie. Menée à coups de réunions, de pétitions et de recours devant le tribunal administratif, la guerre de Diagonal avait été largement relayée par la presse nationale.

VALIA CINÉMATOGRAPHIQUE

Le marché du cinéma à Montpellier sera donc bientôt réparti entre deux exploitants principaux : Gaumont pour des films plus « populaires » en version française, et Diagonal pour les films plus « cinéphiliques » en version originale. Ce Valia cinématographique devrait permettre à l'exploitant indépendant de développer ses activités et de renforcer une offre alternative en centre-ville. Dès mars 1998, le Capitole lui permettra d'allonger les délais de projection de ses films, de les diffuser sur une palette d'horaires plus large, d'héberger des festivals (ceux du film juif et du film chinois notamment), et de faire plus de place aux documentaires, aux courts métrages ou aux cycles spécialisés.

Gaumont trouve aussi son compte dans ce partage, puisqu'il maintient une présence au centre-ville tout en s'implantant à la périphérie de la ville, où les travaux de son multiplexe peuvent débiter dans un climat pacifié. La « major » démontre aussi que le « gros » peut cohabiter avec le « petit » en bonne intelligence : de quoi réhabiliter une image quelque peu écornée ces derniers temps par le débat qu'a suscité en France le développement de ses multiplexes.

Jacques Monin

PAGE
JUN-JUILLET-AOÛT 1997
beaucoup lues, peu élues
OU EN SONT LES FRANÇAIS ?
CHEZ VOTRE LIBRAIRE CLEU PAR ABONNEMENT
PAGE, 13, RUE DE NESLE 75006 PARIS
Tél. 01 44 41 97 70

Les voyages de Sigmar Polke

L'artiste allemand expose une série photographique inédite sur le Pakistan



ETRANGE « voyage » que propose Sigmar Polke à la galerie Chantal Crousel, plus proche du « déplacement physique et mental » que du séjour touristique. Cet artiste allemand, partout célébré pour ses peintures narratives à énigmes, est aussi un manipulateur d'images photographiques, qu'il abîme, peint, agrandit, mêlant instantané et mémoire. La série s'appelle « Quetta », nom d'une petite ville au Pakistan, où il se trouvait au milieu des années 70. Il en a tiré une série de trente et une images noir et blanc, présentée dans sa totalité pour la première fois - certaines ont été agrandies, isolées et colorisées.

Elles s'étendent sur deux rangs, collées les unes aux autres, comme des fragments d'un film : des hommes tuent le temps, discutent, réagissent, fument le narguilé, boivent le thé. Images brutes, blanches, physiques, abstraites, dans leur jeu, intemporelles. Il se dégage de l'ensemble un bonheur de l'instant, un souvenir des lieux, une banalité heureuse.

★ Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 3^e. M^o Rambuteau. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Tél. : 01-42-77-39-87. Jusqu'au 26 juillet.

UNE SOIRÉE À PARIS

Compagnie DCA
Philippe Decouflé continue la saga de ses héroïnes populaires. Une histoire de danse qu'il écrit avec ses danseurs. Une histoire en petit comité, sorte de laboratoire où s'expérimente l'avenir. Denise, sa pièce précédente, avait, de l'entrepreneur et du bagout. Et Morguerite ? Elle sait bien qu'on l'aime toujours « un peu, beaucoup, parfois même à la folie. »
La Chouffrerie, 10 bis, rue Maurice-Thorez, 20 h 30, les 24, 25, 26 et 27 juin et les 1^{er}, 2, 3 et 4 juillet ; 15 heures et 20 h 30, le 28 ; 16 heures, le 29. Tél. : 01-43-13-06-07, 100 F.
Chœur et orchestre Paris-Sorbonne
On ne vous garantit pas une exécution mémorable de ces deux œuvres, mais il faudrait absolument aller écouter *La Première Nuit de Wolpurgis*, de Mendelssohn, chef-d'œuvre (avec *Le Songe d'une nuit d'été*) n'est jamais donné en concert. Œuvres de Mendelssohn et Brahms. Dalia Shashoua, Guy Flechter (ténor), Nicolas Cavallier (baryton), Jacques Grimbart

(direction).
Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^o Saint-Michel, 20 h 30, le 24. Tél. : 01-42-72-71-71. De 70 F à 165 F.
France Clidat
Allez découvrir, si ce n'est déjà fait, l'art infiniement subtil de France Clidat. Une pianiste bien trop négligée, allez savoir pourquoi, par les orchestres français.
Œuvres de Liszt, Beethoven et Mendelssohn.
Chénégay-Molloy (92), Maison de Chénégay, 87, rue de Chénégay, 21 h 30, le 24. Tél. : 01-47-02-45-63, 150 F.
Bia
Cette Brésilienne qui aime la chanson française, Chico Buarque et Atahualpa Yupanqui est la dernière découverte du label Saravah, dirigé par Pierre Barouh. Bia vient de recevoir le Prix de l'Académie Charles-Cros pour un superbe album, *La Mémoire du vent*.
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-Mouchotte, Paris 14^e. M^o Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 24. Tél. : 01-43-21-56-70.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Cyrano de Bergerac
d'Edmond Rostand, mise en scène de Pino Miceli avec Pierre Santini, Magali Houth, Benoît du Pac, Erik Desfosses, Alain Choquet, Jean-Paul Audrain, Jérôme Berthoud, Christian Chevalier, Marie Collins, Philippe Hellès, Laurent La Doyen, Thierry Monfray, Caroline Santini et Silvia Servio.
Théâtre Delzant, 41, boulevard du Temple, Paris 3^e. M^o République. À partir du 24 juin. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-87-52-53. De 90 F à 180 F. Jusqu'au 13 juillet.
L'École des femmes
de Molière, mise en scène de Jean-Luc Jeener, avec Gabriel Le Doze, Nathalia Biencini, François-Paul Dubois, Benoît Dugas, Jean-Michel Dagory, Céline Mauge et Gérard Zimmer.
Théâtre du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9^e. M^o Montmartre. Du mercredi 25 au vendredi 27, à 20 h 30 ; le samedi 28, à 17 heures et 20 h 30 ; le dimanche 29, à 17 heures. Tél. : 01-47-00-19-31. 85 F et 125 F. Jusqu'au 31 août.
Les Fêtes de nuit
de Jean-Éric Ouy, mise en scène de l'auteur, avec quatre-vingt-dix figurants.
Parc du château, bassin de Neptune, 78 Versailles. Les vendredi 27 et samedi 28, à 22 h 30 ; le dimanche 29, à 15 heures. De 70 F à 250 F. Jusqu'au 13 septembre.

Roméo et Juliette
de William Shakespeare, mise en scène d'Annie Lavedan, avec les élèves de la classe d'art dramatique du Conservatoire.
Auditorium François-Poulenc, 11, rue de la Fontaine, Paris 10^e. M^o Michel-Ange-Auteuil. Du mercredi 25 au samedi 28, à 20 heures. Tél. : 01-45-25-77-22, 50 F.

SÉLECTION

Les Amants timides
de Carlo Goldoni, mise en scène de Claudia Morin, avec Elisabeth Boudry, Marc Schepira, Michel Armin, Delphine Thellier, Denis Westphal et Laurent Boulassier.
Musée Cognac-Jay, 8, rue Elzévir, Paris 3^e. M^o Saint-Paul, Rambuteau, Chemin-Vert. Du mardi 24 au dimanche 29, à 20 h 30 ; le jeudi 26, à 19 heures ; le dimanche 29, à 15 heures. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 11 juillet.
Castalets en jardins
d'Émile Zola, mise en scène de l'auteur, avec Jacques Bourdieu, Isabelle Roussel, Jean Sché, Jean-Pierre Skalka, Émile Volantini et deux musiciens.
Parc de la Vilette, avenue Corentin-Carlier, Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Vilette. Les vendredi 27 et samedi 28, à 16 h 30, 18 heures et 21 heures ; le dimanche 29, à 15 heures, 16 h 30 et 18 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. Entrée libre. Jusqu'au 31 août.
Cellule 118
d'Alphonse Boudard, mise en scène de

Raymond Acquaviva, avec Emmanuel Vieilly, Laurent Loviconi, Cyril Anrep, Philippe Cheubet, Pascal D'Amato, Christophe Fleuret, Daniel Salmon, Camille Biron, Xavier Morel, Christine Jarniat, Didier Merigot, Mathilde Guyant, Marc Lotier et Andrey Langle.
Théâtre Hébertot (Petit), 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^o Villiers-Rouge. Du mardi au dimanche, à 21 heures. Tél. : 01-44-70-06-63. Durée : 1 h 50. De 50 F à 100 F.
Les Chinois
de Murray Schisgal, mise en scène de Jean-Paul Bordes, avec Claude Aureau, Gisèle Tournet, Eric Chimier et Fabienne Périneau.
Théâtre 14-Jean-Marie-Serreau, 20, avenue Marc-Sangnier, Paris 14^e. M^o Porte-de-Valence. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-45-45-49-77. Durée : 1 h 20. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 12 juillet.
Bombes foudroyantes
de Catherine Anne, mise en scène de David Moussu, avec Axelle Bossard, Isabelle Censier et David Moussu.
Templo-Théâtre des Trois-Frères, 39, rue des Trois-Frères, Paris 18^e. M^o Abbesses. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-42-54-91-00. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F. Jusqu'au 6 juillet.

L'Édange
(second version)
de Paul Claudel, mise en scène de Jean Dautremay, avec Claire Vermet, Muriel Mayette, Eric Rul et Bruno Barles.
Comédie-Française, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Les Jumeaux vénitiens
de Carlo Goldoni, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Philippe Ferran, avec Philippe Bourdet, Hervé Follon, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

avec Jan Madd, Christel Colas, Nedie Savelberg et Caroline M...
Métamorphoses, face au 55, quai de la Tourneville, Paris 5^e. M^o Maubert-Mutualité. Du mardi au samedi, à 21 h 15 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-40-39-99-09. Durée : 1 h 30. 80 F et 150 F. Jusqu'au 30 juillet.

Gertrude morte
cet après-midi
de Monick Lepeu, d'après Gertrude Stein, mise en scène de Rachel Salik, avec Monick Lepeu et Elisabeth Fermaud.
Théâtre du Marais, 37, rue Volta, Paris 3^e. M^o Arts-et-Métiers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-45-41-57-88. Durée : 1 heure. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 août.

Jacques ou la Soumission
d'Eugène Ionesco, mise en scène de Simon Eine, avec Béatrice Dautun, François Beaulieu, Gérard Giraudon, Yves Gasc, Véronique Vella, Alberte et Florence Vella.
Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal. Du mercredi au dimanche, à 19 h 30. Tél. : 01-44-59-98-58. Durée : 1 heure. De 45 F à 80 F. Jusqu'au 26 août.

Le Jeu de l'amour et du hasard
de Marivaux, mise en scène de Philippe Ferran, avec Philippe Bourdet, Hervé Follon, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Les Jumeaux vénitiens
de Carlo Goldoni, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Philippe Ferran, avec Philippe Bourdet, Hervé Follon, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Le Petit-Maitre corrigé
de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouffoux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Godthels, Anne Coutureau, Hammou Grafi, Dorine Hollier et Julien Sarfati.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Duval, Paris 18^e. M^o Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. Durée : 2 h 05. 100 F et 130 F. Dernières.

Quelqu'un de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Sallier, avec Jacques Sallier. Théâtre Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gaité, Paris 14^e. M^o Montparnasse-Bienvenue. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 01-43-22-77-30. Durée : 1 h 20. 60 F et 120 F. Jusqu'au 15 juillet.

Réve rouge
de et avec Xing Xing Cheng, avec Xing Xing Cheng.
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13^e. M^o Chevaleret. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-43-22-77-30. Durée : 1 h 20. 60 F et 120 F. Jusqu'au 15 juillet.

La Révolte
de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Agnès Sourdilou et Alain Ollivier.
Studio-Théâtre, 18, avenue de l'insurrection, 94 Vitry. Du mardi au samedi, à 20 h 45. Tél. : 01-46-82-40-17. Durée : 1 h 20. 70 F et 120 F. Dernières.

Speed
d'après William Burroughs Jr, mise en scène de François Rodinson, avec François Rodinson.
Manufacture des objets, 25-29, rue Raspail, 94 Ivry-sur-Seine. Du jeudi 26 au samedi 28, à 20 h 30 ; le dimanche 29, à 17 h 30. Tél. : 01-46-71-71-10. 40 F et 60 F. Dernières.

Les Très Riches Heures
de Jean Rouaud, mise en scène de Jodie Chambon, avec Tania De Costa et Philippe Goudard.
Théâtre 13, 24, rue David, Paris 13^e. M^o Gledière. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-45-86-16-30. Durée : 1 h 20. 85 F et 120 F. Dernières.

Un chapeau de paille d'Italie
d'Eugène Labiche, mise en scène de Georges Lavautaud, avec Bouzid Al-Jam, Gilles Arboua, Catherine Benoit, Mourlon, Céline Betton, Jean Betton, Jean-Marie Boeglin, Pascal Brunet, David Bursztajn, Jean-Michel Cannone, Caroline Chomienne, Claire Decheime, Gérard Hardy, Dominique Lemoine, Frédéric Marie-Munoz, Philippe Morier-Genoard, Sylvie Orcier, Charles Paraggio et Annie Perret.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Cleudé, Paris 6^e. M^o Odéon. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F. Dernières.

La Vie parisienne
d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy, mise en scène de Daniel Mesplé, avec Thierry Hanicse, Nicolas Lormeau, Alain Lenglet, Sylvia Bergé, Laurent Rey, Céline Samia, Laurent d'Ole, Jean Dautremay, Michel Favory, Catherine Salviat, Claude Mathieu, Bruno Barles, Simon Eine, Christian Blanc, Isabelle Gardien, Véronique Vella, Jean-François Rémi et Claude Guilot.

Comédie-Française salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^o Palais-Royal. Le lundi 30, à 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. Durée : 3 heures. De 35 F à 220 F. Jusqu'au 19 juillet.

(*) Tarifs réduits.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

AUTRE CHOSE À FOUTRE QU'AIMER
Film français de Carole Giacobbi, avec Hélène de Saint-Père, Michèle Moretti, Luca Vellani, Frédéric Quiring, Samy Naceri, Mousa Masrai (55 min).
Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34) ; Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) (*).

LA CACIATRE
Film polonais de Krzysztof Kieslowski, avec Franciszek Piechka, Jerzy Stuhr, Mariusz Dmochowski, Jan Skotnicki, Stenislav Igar, Michal Tarkowski (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

LE DÉMÉNAGEMENT
Film français d'Olivier Doran, avec Danyboun, Emmanuelle Devos, Sami Bouajila, Marine Deltorne, Serge Hazanavicius, Dieudonné (1 h 30).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+) ; UGC Denton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08) (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-26-24-24) (+) ; UGC Maitrot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

LE SAINT
Film français de Jan Kounen, avec Vincent Cassel, Tchakyl Karyo, Monica Bellucci, Antoine Basler, Dominique Berthelette, Romain Duris (1 h 45).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) (+) ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08) (+) ; UGC George-V, 8^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-26-24-24) (+) ; UGC Maitrot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

SMILLA
Film germano-danois de Bille August, avec Julia Ormond, Gabriel Byrne, Richard Harris, Vanessa Redgrave, Robert Loggia, Jim Broadbent (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-26-24-24) (+) ; UGC Maitrot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3615 LEMONDE
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE
Dessiné animé américain de Henry Selick, (1 h 20).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-26-24-24) (+) ; UGC Maitrot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai, avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok (1 h 36).
VO : Lucernaire, 6^e.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER
de Dominique Cabrera, avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Mervin Wollaniga, Agnès Béranger, Catherine Hiegel, Marilynne Carto. (1 h 30).
UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er} ; Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Escorial, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; L'Entrepôt, 14^e (01-45-63-41-63) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) (+).

CERTAINS L'AIMENT COURT
d'Emmanuel Oberg, Français.
14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) (+).

LE CINQUÈME ÉLÉMENT
de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich. Français (1 h 26).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) (+) ; UGC Denton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) (+) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-02-55-88) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (+) ; VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) (+) ; Les Mathis, dolby, 12^e (01-43-43-04-07) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 16^e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).

COMME DES ROIS
avec Stéphane Freiss, Maruschka Detmers, Marjula Pujzo, Thierry Lhermitte, Louis Velle, Jacques Sereys. Français (1 h 35).
UGC George-V, 8^e ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+).

EMMA L'ENTREMETTEUSE
de Douglas McGrath, avec Toni Collette, Alan Cumming, Jeremy Northam, Evan McGregor, Greta Scacchi. Américain (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) (+).

EXCLUSIVITÉS
ABEL
de Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zuiderhoek, Annet Melherbe. Hollandais (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49) ; Sept Pernassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR
de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Loiselet, Alexandra Lavelle, Eric Savin. Français (2 h 14).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (+) ; Escorial, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 16^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

MA VIE EN ROSE
d'Alain Berberne, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges Du Fresnoy, Daniel Henssens, Laurence Bille. Français (1 h 28).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Parnasse, 8^e (+) ; UGC George-V, 8^e ; UGC Opéra, 9^e ; UGC Gobelins, 13^e ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (+) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (+) ; Escorial, 13^e (01-47-02-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-47-27-84-50) (+) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 16^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

MA VIE EN ROSE
d'Alain Berberne, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges Du Fresnoy, Daniel Henssens, Laurence Bille. Français (1 h 28).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Parnasse, 8^e (+) ; UGC George-V,

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997

AUDIOVISUEL Les groupes rivaux Kirch et CLT-UFA ont signé un accord de coopération et souhaitent travailler ensemble dans la télévision à péage allemande. Ils visent le contrôle à parité de la chaîne à péage Premiere, qui compte près de 1,5 million d'abonnés. ● CANAL PLUS va céder sa participation de 37,5 % dans cette chaîne en échange du contrôle

du bouquet de chaînes italiennes Tele Più. Les modalités financières de cette opération, qui se traduira par une soule pour Canal Plus, ne sont pas définitivement arrêtées.

● DEUTSCHE TELEKOM reste un arbitre incontournable, puisque la viabilité économique des bouquets numériques passe par leur diffusion sur les réseaux câblés dont il est le

principal opérateur. La CLT-UFA et Kirch ont réussi à chasser de leur pré carré à la fois Murdoch et Canal Plus, pour se forger un nouveau monopole dans la télévision à péage.

Kirch et CLT-UFA signent leur réconciliation dans la télévision allemande

Les deux groupes vont se partager à parité la chaîne à péage Premiere, obligeant ainsi le troisième actionnaire, Canal Plus, à céder sa participation de 37,5 %. La chaîne française va se tourner vers d'autres marchés européens moins occupés

ARMISTICE dans le paysage audiovisuel allemand. Après deux ans de batailles juridiques, les groupes Kirch et CLT-UFA (issu de la fusion des activités audiovisuelles de la CLT et de Bertelsmann) ont annoncé officiellement une trêve. « Ce n'est qu'un combat, nos forces que le marché allemand de la télévision numérique pourra se développer », ont-ils affirmé lundi 23 juin.

Mettant un terme à leur mariage à trois dans la chaîne à péage analogique Premiere, les deux groupes allemands se sont donné pour objectif de « poursuivre leur coopération » dans Premiere, « avec en vue un partenariat à 50-50 ». Canal Plus devrait donc très prochainement tirer un trait définitif sur son aventure outre-Rhin (Le Monde du 24 juin). Le groupe français avait créé en 1991 Premiere, la principale chaîne payante allemande, dont elle détient 37,5 % en partenariat avec Bertelsmann (37,5 %) et Kirch (25 %). Lancée dans un environnement compliqué (plus de 60 % de la population allemande a accès, via le câble, à une trentaine de chaînes), Premiere a difficilement conquis 1,44 million d'abonnés, malgré la diffusion de nouveautés cinématographiques et la retransmission exclusive des mat-

ches de football de la division nationale, la Bundesliga. C'est l'année dernière que les abonnements de Premiere ont le plus progressé, de près de 30 %, et la chaîne est sortie du rouge.

Kirch et CLT-UFA prévoient désormais un plan de développement commun dans la télévision numérique en Allemagne et « à côté de DFL (le bouquet numérique de Kirch qui, avec aujourd'hui 40 000 abonnés, n'a pas rempli ses objectifs, initialement fixés à 200 000 pour décembre 1996 et 700 000 pour fin 1997),

Premiere se développera dans la numérique, le groupe Kirch fournissant les films nécessaires ».

C'est la paix armée entre les deux grands rivaux qui se sont par le passé plusieurs fois affrontés, par prétérites interposés. Kirch a contesté à la CLT-UFA le droit de faire du « pay-per-view » dans Premiere, en menaçant même de ne plus fournir son catalogue de films à la chaîne à péage. « Dans l'intérêt d'un démarrage commercial accéléré, CLT-UFA et Kirch sont convenus d'utiliser le décodeur numérique D-Star (le système de

Kirch et non pas le Mediabox de Canal Plus, pourtant adopté par Premiere dans ses tests de télévision numérique) ». Ces déclarations doivent encore être avalisées par les conseils d'administration des deux groupes et obtenir le feu vert des autorités concernées.

Une telle main tendue pour pacifier l'audiovisuel allemand ne devrait pas laisser insensible l'opérateur de télécommunications Deutsche Telekom, qui joue un rôle d'arbitre en tant que principal câblo-opérateur. Or la diffusion des bouquets numériques sur le câble est la condition de leur viabilité économique.

Canal Plus ne devrait à terme conserver en Allemagne que sa participation minoritaire dans la chaîne Vox et quatre chaînes thématiques (les versions allemandes de deux chaînes cinéma, Planète et Season) diffusées sur le bouquet DFL. En contrepartie de son désengagement de Premiere au profit de Kirch, qui pourrait s'effriter, selon une hypothèse haute, entre 5 600 et 8 600 francs l'abonné, Canal Plus récupérerait les 45 % que Kirch détient dans le bouquet de chaînes italiennes Tele Più (au côté de 45 % de Nethold et 10 % de Mediaset de Silvio Berlusconi). Le groupe de

Pierre Lescure devrait récupérer une soule non négligeable, la participation dans Premiere valant bien plus que celle de Tele Più. N'ayant pas vocation à conserver 90 % de Tele Più (qui compte près de 900 000 abonnés), Canal Plus devrait se retirer à terme 39 % à des investisseurs italiens. Ce schéma n'est pas encore ratifié par toutes les parties.

Deutsche Telekom joue un rôle d'arbitre en tant que principal câblo-opérateur

Cette réorganisation du paysage audiovisuel allemand s'effectue avec des acteurs locaux. Ni Murdoch, qui a tenté en vain une alliance avec Kirch, ni Canal Plus, qui avait momentanément scellé un pacte dans le numérique avec Bertelsmann, ne resteront sur ce marché. Actuellement, le magnat bavarois Leo Kirch, un proche d'Helmut Kohl, doit faire face à des problèmes de financement, même si son groupe assure « pouvoir financer ses développements ». Le mensuel Monogor Magazine

chiffre à plus de 10 milliards de francs les dettes du groupe et estime que son cash-flow sera négatif de 3,4 milliards cette année.

Finalement, la CLT a bien joué sur l'échiquier allemand. En s'alliant à la filiale audiovisuelle de Bertelsmann, le groupe luxembourgeois aura pris les rênes de la principale chaîne de télévision privée allemande RTL Television, qui a déposé l'an dernier 490 millions de francs de bénéfices avant impôts. Sur le principal marché publicitaire de la télévision en Europe, estimé à plus de 23 milliards de francs, CLT-UFA est présent avec quatre chaînes hertziennes : RTL Television, RTL 2, Vox et Super RTL, qui totalisent, selon l'Institut Nielsen, 26,6 points d'audience. Sans compter leur participation dans Premiere.

Le groupe luxembourgeois a déjà une première fois renoncé à lancer un bouquet numérique sur l'Allemagne, provisionnant au passage une perte compensée par la vente de Tele Star. Cette fois il revient dans la télévision numérique par la fenêtre, via la plateforme de Premiere, en ayant laissé Kirch s'épuiser par de très coûteuses acquisitions de films auprès des majors américaines.

Nicole Vulser

Le redéploiement européen de Canal Plus

Le prochain départ de Canal Plus hors d'Allemagne ne constitue qu'une demi-surprise. Depuis la fusion du groupe dirigé par Pierre Lescure avec les activités européennes de Nethold, Canal Plus a réorienté ses priorités stratégiques. L'Allemagne, qui semblait prometteuse en 1991, semble un marché aujourd'hui beaucoup trop bloqué par les acteurs allemands pour que le groupe français réussisse vraiment à y faire sa place.

Conscient du blocage, Canal Plus va-t-il tenter sa chance sur des marchés moins encombrés par de potentiels rivaux ? Le groupe pourrait choisir des pays encore sous-équipés en câble et en réception directe, comme l'Italie, où Tele Più occupe une situation de monopole dans la télévision à péage. En Espagne, les jeux sont compliqués par une donne très politique, qui gêne considérablement le développement des projets numériques de Canal Plus. En Scandinavie, autre bel marché, la fusion avec Nethold, la concurrence est épicée par le dynamisme d'un autre opérateur, Kinnevik, et l'étroussure du marché.

Une grève empêche la parution du « Midi libre »

ANNONCÉE par une campagne de publicité en Languedoc-Roussillon, la nouvelle formule du quotidien Le Midi libre n'est pas sortie des presses, mardi 24 juin. La maquette du journal renouée a fait les frais d'une grève des ouvriers du Livre CGT, déclenchée dans la nuit, après une journée de négociations. Représentants de la CGT et direction se sont séparés sur un désaccord, tant sur le nombre d'ouvriers nécessaires pour faire fonctionner les nouvelles rotatives Wifag, que sur les augmentations de salaires réclamées par le personnel. Une augmentation de 800 francs ayant été accordée, la direction refuse les demandes supplémentaires de la CGT. Une assemblée du personnel était prévue mardi 24 juin, avant de nouvelles négociations. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **La Société des rédacteurs de L'Express** a réaffirmé, lundi 23 juin, sa volonté d'être partie prenante de toute formule de reprise de l'hebdomadaire, depuis que Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, devenue l'actionnaire principal d'Havas, a évoqué la cession de L'Express et du Point. « Résolue à incarner et à défendre les principes qui l'ont toujours animée et qui sont inscrits dans la charte adoptée par la rédaction, notamment l'indépendance des journalistes et le respect absolu de l'autonomie éditoriale de la direction de la rédaction, ainsi que le maintien de l'identité de L'Express », la société des rédacteurs estime indispensable que le repreneur s'engage à signer cette charte, et les journalistes « revendiquent le droit d'être associés en permanence aux décisions engageant le contenu de L'Express et son avenir ».

■ **DIFFUSION** : après les perturbations entraînées par des opérations de militants du Livre CGT dans la presse parisienne, la direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) rappelle dans un communiqué que « les projets de modernisation ont fait l'objet de discussions conduites par un document signé le 9 janvier par le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT et la section CGT des NMPP ». Vingt-trois réunions ont eu lieu « pour mettre en œuvre ces dispositions qui ne comprennent ni licenciement ni remise en cause des statuts sociaux et salariaux », indiquent les NMPP, en précisant que « la seule conséquence concrète est un changement d'horaire pour 200 ouvriers dont la durée de travail hebdomadaire est déjà inférieure à 35 heures et la rémunération moyenne brute a été de 250 000 francs en 1996 ».

■ **RADIO** : le chroniqueur Gérard Miller a été suspendu de l'antenne de France-Inter, lundi 23 juin. Cette sanction a été signifiée par Jacques Santamaría, directeur des programmes de France-Inter, à Laurent Ruquier, animateur et producteur de l'émission « Changement de direction » à laquelle participe Gérard Miller. Celui-ci avait « inventé de fausses mensonges », selon la direction des programmes, Jacques Santamaría, qui avait choisi de ne pas renouveler à la rentrée l'émission dominicale de Laurent Ruquier « On prend la semaine et on recommence ».

■ **PRIX** : l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) a décerné ses prix 1997 aux correspondants en Allemagne du Monde Lucas Delattre (prix principal pour la presse écrite) et de Libération, Lorraine Millot (prix spécial) pour leur description de la culture quotidienne de l'Allemagne.

Pierre Bérard succède à Claude Sales au poste de PDG de « Télérama »

Un rédacteur en chef devrait être recruté à l'extérieur du magazine

L'HEBDOMADAIRE Télérama est en train de vivre une petite révolution. Traditionnellement, la succession de son PDG entraîne mécaniquement le changement de son directeur de la rédaction et de son rédacteur en chef, choisis, tout aussi traditionnellement, dans la maison. Cette fois-ci, le *Deuxième* des Publications de la vie catholique (PVC) se trouve devant une situation inédite.

Claude Sales, PDG de *Télérama* depuis le printemps 1990, et qui à soixante-six ans a atteint l'âge de la retraite, cède son fauteuil à Pierre Bérard, soixante-trois ans, dont la nomination a été entérinée par l'assemblée générale des actionnaires, le 18 juin. Simultanément, Gilles de Courtivron, directeur-général adjoint, a été nommé directeur général et administrateur du journal. Il devrait entrer en fonction le 1^{er} juillet.

Le nouveau et l'ancien PDG ont proposé que Marc Lecarpentier, rédacteur en chef et adjoint au directeur de la rédaction de *Télérama* depuis 1995, soit nommé directeur de la rédaction. Pour être complète, cette proposition doit être soumise à un vote de la rédaction - quatre-vingts journalistes -, qui doit avoir lieu jeudi 26 juin. La nomination de Marc Lecarpentier ne devrait pas rencontrer d'obstacle majeur : pour être refusée, elle devrait être repoussée par 75 % des voix. « Ce serait un tremblement de terre, si c'était le cas », estime Claude Sales.

VOTE DES JOURNALISTES

Tout se complique avec la nomination du rédacteur en chef. Logiquement, Alain Rémond, qui en a le titre, devait accéder à ce poste. Mais Marc Lecarpentier lui préfère un candidat extérieur. Lors d'une réunion de la rédaction de *Télérama*, lundi 23 juin, le futur directeur de la rédaction a indiqué qu'en dépit de ses qualités, Alain Rémond n'était pas « l'homme qu'il cherchait ». Pour trouver le rédacteur en chef qui doit aussi être son adjoint, Marc Lecarpentier, avec l'aval des autres membres du conseil de direction de l'hebdomadaire, a rencontré beaucoup de monde et a retenu trois noms, gardés secrets. Il se réserve la possibilité de réviser son choix après le vote de jeudi 26.

Mais à *Télérama*, le rédacteur en

chef doit aussi être adoubé par la rédaction et, selon un processus identique à la nomination du directeur de la rédaction, ne pas réunir son nom plus de 75 % de voix négatives. Quel que soit le candidat extérieur retenu, le vote des journalistes, faute d'avoir travaillé avec lui, ne s'exercera donc que sur son image. « Il s'agit de ne pas se tromper sur le candidat », soulignent des rédacteurs. La nouvelle équipe de direction devrait être à pied d'œuvre début septembre, date du déménagement du journal.

Marc Lecarpentier souhaite insuffler un sang neuf à la rédaction. Il peut compter sur le bilan positif de *Télérama* « qui permet de penser

sereinement, et de préparer l'avenir ». La diffusion de l'hebdomadaire a continué à progresser en 1996, de 618 592 à 630 102 exemplaires (+1,8 % par rapport à 1995), et les cinq premiers mois de cette année se traduisent par une hausse moyenne de 4,2 %.

ROMAN-PHOTO

Le lancement d'un roman-photo pendant l'été, mettant en scène des acteurs renommés (Ludmilla Mikael, Richard et Romane Bohringer, Michael Lonsdale, Roland Bertin, etc.) photographiés par Xavier Lambours, devrait permettre d'accroître les ventes estivales comme l'avait fait la publication de la der-

nière aventure de Blake et Mortimer, en 1996.

Avec un chiffre d'affaires de 475,4 millions de francs, *Télérama* a dégagé un résultat après impôt de 16,4 millions. Les huit hors-série de l'hebdomadaire, ainsi que ses satellites (*Télérama Junior* et *Télérama Cible*, en attendant la publication en 1998 d'un « city magazine » parisien) participent à hauteur de 77,2 millions de francs au chiffre d'affaires. Un conseil de surveillance des PVC aura lieu le 30 juin, qui devrait notamment prendre acte des bons résultats de son titre vedette.

Yves-Marie Labé

PRIX RELAIS H DU ROMAN D'ÉVASION

Le Jury du XXe Prix Relais H du Roman d'Evasion

Jean-Paul BAILLY, Président du Jury

Christine ARNOTHY	Anne-Marie LEROY
Jacques BANASZUK	Patrice LEROY
Francis CLINCKX	Gérard MESSADIE
Alain FALQUE	Robert SABATIER
Michèle FITOUSSI	Yves SIMON

a décerné le mardi 10 Juin
le Prix Relais H
du Roman d'Evasion 1997 à :

"Soie" d'Alessandro BARICCO (Ed. Albin Michel)



RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

INT INGÉNIEUR - Série 2

Admissibilité : 25 juin

3615 LEMONDE

23174 minutes

LES PUBLICATIONS
DU MONDE

3615 LEMONDE

Un jeune patron

par Jacques Buob

CE NUMÉRO de « C'est à suivre », l'émission de Claude Sérillon sur France 2, aurait dû être diffusé le lundi 28 avril. Curieusement, il fut déprogrammé au dernier moment et remplacé, sans autre explication, par un épisode de la série policière « Tatort ». Il faut dire que le président de la République avait annoncé quelques jours plus tôt la dissolution de l'Assemblée nationale, et que l'on entraînait en campagne électorale. Était-il nécessaire dans ces conditions qu'une chaîne publique engageât un débat sur un thème qui sentait autant la poudre que les nitrates : le scandale de l'exploitation de l'eau en France ? Sans doute l'émission intitulée « La France en eau trouble » fleurait-elle trop l'incorrection politique, le financement de partis politiques et l'exploitation du citoyen au moment où se jouait l'avenir du gouvernement. Il était urgent d'attendre. On attendit.

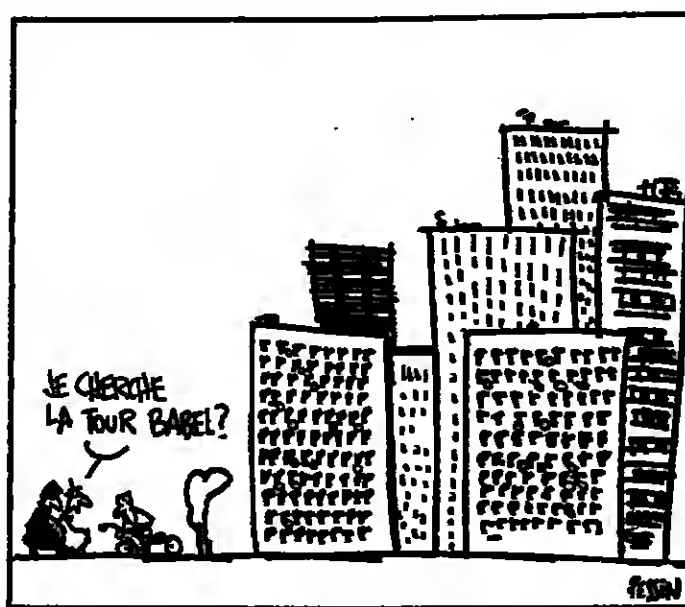
Lundi 23 juin donc, à 22 h 40, Sérillon se retrouva finalement au milieu de tout son monde avec quatre semaines de retard, mais les temps ayaot, dans l'intervalle, changé. D'un côté les représentants des maiors de l'eau en France : la Saur, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie générale des eaux avec son PDG, Jean-Marie Messier. De l'autre, les associations de consommateurs dont l'une répondait au joli de nom de « La Facture d'eau est imbuvable » et quelques autres en colère. Il y avait aussi Noël Mamère, l'écologiste, et Corinne Lepage, ministre sortante de l'environnement, une « ju-pette » qui avait échappé à la rafle,

et dont on sait qu'elle a pas mal rû dans les brancards de son ex-gouvernement, ne craignant pas de réclamer la fermeture de Superphénix et de dénoncer le lobby nucléaire. Elle était là, cette fois, pour parler de celui de l'eau. Celle qui lui a succédé, sa copine Dominique Voynet, était excusée : elle était au Sommet de la Terre à New York.

Jean-Marie Messier est la figure montante du grand patronnat. C'est un jeune PDG communicateur qui joue la franchise. Il s'était fixé une mission claire : faire passer l'idée que les temps des coups durs ont bien existé, mais que désormais les mœurs ont changé et qu'à l'opacité des marchés a déjà succédé, avec lui, la transparence. « Tout le monde sait qu'il y a eu un financement de partis politiques... Mais désormais entre un acte légal et la perte d'un marché, nous préférons perdre un marché. » Autour de lui, les mines étaient dubitatives. C'est que, pour remonter la pente, il y a du boulot. Rapport accablant de la Cour des comptes, ententes illégales, mise en coupe du pays, et profits exorbitants (56 % d'augmentation du prix moyen du mètre cube en cinq ans) sur le dos des abonnés et des municipalités contraintes par ces multinationales qu'abattent sur elles « comme les palmiers sur les glands ». Messier insistait, fit valoir l'interdiction des droits d'entrée (le versement de sommes considérables aux communes, mais allez savoir où ça arrivait...), et le respect de la loi Sapin. C'était épatant, cette sincérité, on aurait dit du jospin.

Les Chaldéens de Sarcelles

Fuyant la Turquie et l'Irak, les descendants d'un des plus vieux peuples du monde, les Assyro-Chaldéens, parlent la langue du Christ. Rencontre dans « Saga-Cités »



L'Eglise qui constituait notre identité et nous transmettait la mémoire de notre peuple », précise François Yakan, un des leurs. La recette n'était pas si mauvaise, puisqu'ils sont toujours là.

Lors de son mandat au Proche-Orient entre les deux guerres, la France s'employa à les protéger. Aussi, dans les années 80, pris entre les feux des Kurdes, vivant sur le même territoire qu'eux, et de l'armée turque, contraints à l'exode, ils prirent par milliers le chemin de la France, « la fille oimée de l'Eglise ». Depuis la guerre du Golfe, c'est au tour des Chaldéens d'Irak de fuir les exactions de Sad-

dam Hussein : 1 800 ont obtenu un statut de réfugié chez nous, malgré des « refus dramatiques » en 1994 opposés à des familles nombreuses. Aujourd'hui, 500 000 Chaldéens vivent encore en Irak, où ils ont toujours pesé dans la société (comme le bras droit de Saddam, Tarek Aziz). Mais la diaspora ne cesse de progresser à travers le monde (80 000 aux États-Unis).

Leur identité, qu'ils avaient réus-si jusqu'ici à conserver, est donc menacée. A Sarcelles, ils ont re-constitué leur village, ce que montre bien ce film fort, à l'image de ce peuple. Ils vivent « en es-

Régis Guyotat

★ « Saga-Cités » : Sarcelles, 1997 après J.-C. France 3, mercredi 25 juin, à 14 h 30, jeudi 26, à 0 h 10.

TF 1

20.45
LES MISÉRABLES ■
Film de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah (1994, 180 min). 00209279
En 1900, le chauffeur d'un aristocrate est accusé, à tort, du meurtre de son patron et condamné au bagne.

23.45
RICK HUNTER, INSPECTEUR CHOC ■
Le dernier neuriste. Série O, avec Fred Dryer, Stephanie Kramer (55 min). 894328
0.40 Golf. Tournoi féminin Evian Masters 1997. 1.15 et 1.55, 2.30, 3.30 TF 1 nuit.
1.25 Reportages. Les papas-papés. 2.05 Cas de divorce. Série, London contre London. 2.45 Enos : à la dérive. Série. (rediff.). 3.40 et 4.35, 5.15 Histoire d'Amérique. Documentaire. 5.50 Musique (20 min).

France 2

20.55
LA BAULE-LES-PINS ■
Film de Pierre YVES, avec Nathalie Baye (1989, 100 min). 0018908
D'après les propres souvenirs de Diane Kurys.
22.35 Les Films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.45
LES GRANDS FONDS ■
Film de Peter Yates, avec Jacqueline Bisset (1977, 125 min). 705937
0.50 Au bout du compte. 0.55 Journal. Météo. 1.10 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Cinéma (30 min). 9933274
3.05 Réves d'Afrique. Documentaire. (24) Les gardiens du rêve. 4.00 24 heures d'infos. Magazine. 4.10 Météo. 4.15 Rauli et Lil. Court métrage. 4.25 L'œil d'écure. Documentaire. 4.35 Kama. Dessin animé. Shopping au supermarché. 5.05 Clap et Charity. Dessin animé. Mamie Gold veut voler (35 min).

France 3

20.50
QUESTIONS POUR UN CHAMPION ■
Spécial Masters de bronze. Jeu présenté par Julien Lepers (10 min). 503521
22.35 Journal. Météo.

23.10
LA PREUVE PAR TROIS ■
Magazine présenté par Laurent Bignolas. En attendant, la coupe (35 min). 4429893
0.05 Cinéma étoiles. Magazine présenté par Christian Nève et Claire Gormy (30 min). 23485
0.40 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Tentative d'assassinat. 1.30 Musique graffiti. Magazine (20 min).

Arte

20.45
LA VIE EN FACE : L'ILE DES ENFANTS ■
Documentaire de Dominique Gros et Laure Adler (1996, 35 min). 2578900
Les relations parents-enfants-médicins au cœur du service de rééducation infantile de l'hôpital parisien Robert-Debré.

21.40
SOIRÉE THÉMATIQUE : DOCUMENTAIRE ■
21.45 DK, le Grand Show de l'art contemporain. Documentaire (1997, 30 min). 896103
Depuis 1955, la ville de Kassel (Allemagne) accueille tous les cinq ans la plus grande exposition mondiale d'art contemporain : la Documenta.
22.15 Voyage au centre de l'art. L'histoire de la Documenta (1997, 70 min). 896103
23.25 Aux quatre coins du monde. Visites d'artistes (1996, 90 min). 8475057
0.55 Two Stars in the Midway. Film de Tomasz Szewczyk. Avec Violet Wong (1993, 11 min). 35136748
2.35 Court métrage. Un drôle de petit homme (rediff.). 15 min.

M 6

20.55
LOIS ET CLARK LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN ■
Série (15 min). 4548057
(12 et 22) A la rencontre de John Doe. Un criminel venu du futur devient président.

22.50
DE PARENTS INCONNUS ■
Téleshoot de Julien Lamy, avec Melissa Gilbert (90 min). 707724
Après un accident de voiture, des analyses révèlent à une jeune mère divorcée une mauvaise irrigation du cerveau. L'examinateur préopératoire va être l'occasion d'une nouvelle révélation : elle est une enfant adoptée.
0.30 Capital (rediff.). 1.55 Culture pub - Rumeur. Spécial science-fiction (rediff.). 2.20 Méridia opus 6. Documentaire. 3.00 Jazz 6 (rediff.). 4.25 Rue de - Ber et (rediff.). 4.50 Turbo (rediff.). 35 min.

Canal +

20.35
BEAUMARCHAIS L'INSOLENT ■
Film d'Edouard Molinaro, avec Fabrice Luchini (1996, 95 min). 615873
La vie très mouvementée d'un libertin, stratagème, agent secret et souffrant d'armes, sous Louis XV et Louis XVI.
22.10 Flash d'information.

22.20
BONNE ARRIVÉE ■
Documentaire de Brigitte Cornand (30 min). 4022540
Des créateurs africains d'aujourd'hui, plasticiens et photographes, parlent de création.
23.10 Ligne de vie ■
Film de Pavel Lounguine (1996, 140 min). 5103683
0.55 Rainbow pour Rimbaud. Film de Jean Teulé (1995, 75 min). 3596584
2.10 Surprises. Spécial Gay (50 min).

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison. Pierre-Michel Menges. (45) La passion.
20.30 Archipel science.
21.32 Le Grand Oral du bac philo. Enregistré à l'Assemblée nationale de la Sorbonne le 16 juin.
22.40 Nuits magnétiques. Tout est bien sûr possible (Quatre projets d'artistes. 144) Le meurtre en scène.
0.05 Du jour au lendemain. Danièle Salane (1996, 0.45 Les Cinglés du musée. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Histoire du médicament (131) 1.20. Les handicaps mentaux peuvent-ils se guérir ? 2.30. Jean-Noël Warrnet. (L'Alpe-Mérid) 2.56. Madame Guyon (1848-1977) 4.22. Philippe-Paul Walton et Elise Gauthier ; 5.52. Le Kirgizstan.

France-Musique
20.00 Concert. Paris de la Musique. Donné le 17 juin, salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre national des Pays de la Loire, dir. Hubert Soudant : Ouverture pour une fête académique op. 80, de Brahms ; Colored Field, de Kernis ; Symphonie n° 4, de Brahms.
22.30 Musique pluriel. Soudan. Time, de Benjamin, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. George Benjamin ; Opus 21 pour onze instruments, de Tuley, par le NTVO-Ensemble, dir. Clari Els.
23.07 About Chocor. 0.00 Des notes sur la guitare. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Armer Bytem et L'Archevêque.
22.35 Les Soirées. (guit). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economie. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analyse. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europe. 19.50, 20.30, 21.30, 22.30 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 20.45 Cinéma. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 20.15 Cull-lange Durand. 20.30 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.30 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'économie. 21.34 Cinéma. 21.42 Talk cultural. 0.15 Le Débat.

ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde Abonnez-vous !

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante : 701 MO 005

☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F ☐ 2 mois (52 N°) : 360 F
☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F ☐ 3 mois (78 N°) : 536 F
☐ 1 mois (26 N°) : 181 F ☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F

► Je joins mon règlement soit : F par

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ Par carte bancaire

Date de validité : / / Date de signature obligatoires

► Mon adresse en vacances : du / / au / /

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité :

► Mon adresse habituelle : Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité :

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

LE MONDE vous propose de renvoyer vos adresses 12 jours avant votre départ à :

24, avenue du Général-Ledoux - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-22-90

TV 5

20.00 Envoyé spécial (France 2 du 19/07).
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bouillon de culture. Magazine (France 2 du 20/07).
23.45 Viva. Magazine.

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. (78). Introduction à la pensée de Paulo Freire.
20.35 Les Altes de légende. 8-47.
21.20 L'Education à la liberté. La force de la nature.
22.15 Malou. Rite sa destruction.
22.45 De rage et d'espoir. Paroles de toucou.

Animaux

20.30 Nature des choses. Portés par le vent.
21.00 Le Monde sauvage. La force de la nature.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté. Médias, la buse.
23.00 Fauna.
23.30 Faune ibérique. Taiga l'autour.
0.00 Animaux disparus au XX^e siècle (60 min).

Paris Première

20.00 et 0.05 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Henri Contet. De François Carruaz et Jean-Michel Proudhon. (Joseph Nadi).
22.00 Paroles de danse. De Jean-Michel Proudhon. (Joseph Nadi).
22.30 Le Triporteur ■
Film de Jack Pincoise (1957, 95 min). 24562182

France Supervision

20.45 Lokua Kanza. Concert enregistré au festival Musiques méditerranéennes d'Arles (1996, 150 min). 3005521
21.35 Cherchez l'idole ■
Téléthon (1995, 110 min). 37228873
23.10 La Belle Hélène. Opéra en trois actes de Jacques Offenbach. Scénarios : Vessellina Kasarova, Deon Van der Walt (190 min). 75473228

Ciné Cinéfil

20.30 Fantôme à vendre ■
Film de René Clair (1953, 110 min). 18035453
21.50 L'Éclipse ■
Film de Michelangelo Antonioni (1962, 110 min). 67227204

Ciné Cinémas

20.30 Before the Rain ■
Film de Milcho Manchevski (1994, 110 min). 5475589
22.20 Chute libre ■
Film de Joli Schumacher (1992, 110 min). 21685827
0.10 Cadillac Man ■
Film de Roger Donaldson (1990, 100 min). 31083009

Festival

20.40 La Tour de Nesle ■
Film de François Legrand (1969, 85 min). 26424095
22.05 Jean Piat ou la fascination de la séduction. D'André Haillet.
23.00 Les Fausses Confidences. Comédie en trois actes de Marivaux. Mise en scène de Jean Piat. Enregistré à la comédie-Française en 1971. Avec Jean Piat, Jacques Eyser (100 min). 78329990

Série Club

20.40 Le Club. Magazine.
20.45 L'Age de cristal. L'homme de Grande-Bretagne. 21 Jour (190 min). 1200095
21.35 Port Breach. En direct. Tour de Suisse. 8 étapes : Zoug - Wetzikon (140 km).
23.00 Thérèse Humbert. Si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le.

Canal Jimmy

21.00 Spin City.
21.25 Cambouis. Magazine.
22.20 Portrail. Magazine.
22.25 Dancing in the Street. De David Byrne. (910). Make it Funky.
23.30 Star Trek : la nouvelle génération. Okina le magnétique (V.O.).

Disney Channel

19.30 L'Incorrigible Cory.
20.10 Héloïse de Troie ■
Film de Robert Wise (1994, 120 min). 8287328
22.10 Thunder Alley.
22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton.
23.05 51 Shakespeare m'était conté.
23.35 Zorro (25 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 58 heures d'angoisse. Téléfilm de Mat Damski, avec Beau Bridges (95 min). 50157502
22.30 Murphy Brown.
23.00 Téva débat (60 min).

Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Blue Ocean. Téléfilm. 22.30 L'Heure de partir. 1.30 Deux Jours en France. Magazine (15 min).

Eurosport

15.00 et 23.00 Tennis. En direct. International de Grande-Bretagne. 21 Jour (190 min). 1200095
18.30 et 20.00, 1.00 Cyclisme. En direct. Tour de Suisse. 8 étapes : Zoug - Wetzikon (140 km).
20.30 Freebird. Magazine.
21.00 Boxe. En direct. Poides welters : Charles Championier (Fr) - Leroy Owens (EU) (120 min). 132279
0.00 Football (60 min).

Muzzik

20.00 L'Invité. Ivy Clift. 21.00 Muzik à la Scala. Concert interprété par l'Orchestre et les Chœurs du Théâtre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti (105 min). 503957821
22.45 David Oistrakh joue le triple concerto de Beethoven. Concert (40 min). 50151751
23.25 David Oistrakh joue Brahms. Concert (20 min). 508243682
23.30 Les Instantanés de la danse. Magazine.
0.05 Jean-Luc Ponty et Lionel Hampton à Montréal. Concert (65 min). 605198187
1.10 Grande messe en ut mineur K427, de Mozart. Concert (60 min). 509994558

Signification des symboles :

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

France 3

20.45
LES MISÉRABLES ■
Film de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah (1994, 180 min). 00209279
En 1900, le chauffeur d'un aristocrate est accusé, à tort, du meurtre de son patron et condamné au bagne.

22.45
LES GRANDS FONDS ■
Film de Peter Yates, avec Jacqueline Bisset (1977, 125 min). 705937
0.50 Au bout du compte. 0.55 Journal. Météo. 1.10 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Cinéma (30 min). 9933274
3.05 Réves d'Afrique. Documentaire. (24) Les gardiens du rêve. 4.00 24 heures d'infos. Magazine. 4.10 Météo. 4.15 Rauli et Lil. Court métrage. 4.25 L'œil d'écure. Documentaire. 4.35 Kama. Dessin animé. Shopping au supermarché. 5.05 Clap et Charity. Dessin animé. Mamie Gold veut voler (35 min).

France 3

20.50
QUESTIONS POUR UN CHAMPION ■
Spécial Masters de bronze. Jeu présenté par Julien Lepers (10 min). 503521
22.35 Journal. Météo.

France 3

20.45
LA VIE EN FACE : L'ILE DES ENFANTS ■
Documentaire de Dominique Gros et Laure Adler (1996, 35 min). 2578900
Les relations parents-enfants-médicins au cœur du service de rééducation infantile de l'hôpital parisien Robert-Debré.

France 3

21.40
SOIRÉE THÉMATIQUE : DOCUMENTAIRE ■
21.45 DK, le Grand Show de l'art contemporain. Documentaire (1997, 30 min). 896103
Depuis 1955, la ville de Kassel (Allemagne) accueille tous les cinq ans la plus grande exposition mondiale d'art contemporain : la Documenta.
22.15 Voyage au centre de l'art. L'histoire de la Documenta (1997, 70 min). 896103
23.25 Aux quatre coins du monde. Visites d'artistes (1996, 90 min). 8475057
0.55 Two Stars in the Midway. Film de Tomasz Szewczyk. Avec Violet Wong (1993, 11 min). 35136748
2.35 Court métrage. Un drôle de petit homme (rediff.). 15 min.

France 3

20.55
LOIS ET CLARK LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN ■
Série (15 min). 4548057
(12 et 22) A la rencontre de John Doe. Un criminel venu du futur devient président.

France 3

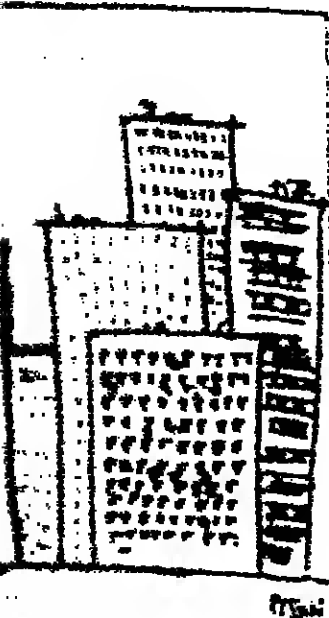
20.35
BEAUMARCHAIS L'INSOLENT ■
Film d'Edouard Molinaro, avec Fabrice Luchini (1996, 95 min). 615873
La vie très mouvementée d'un libertin, stratagème, agent secret et souffrant d'armes, sous Louis XV et Louis XVI.
22.10 Flash d'information.

France 3

22.20
BONNE ARRIVÉE ■
Documentaire de Brigitte Cornand (30 min). 4022540
Des créateurs africains d'aujourd'hui, plasticiens et photographes, parlent de création.
23.10 Ligne de vie ■
Film de Pavel Lounguine (1996, 140 min). 5103683
0.55 Rainbow pour Rimbaud. Film de Jean Teulé (1995, 75 min). 3596584
2.10 Surprises. Spécial Gay (50 min).

de Sarcelles

l'un des plus vieux peuples du monde
Christ. Rencontre dans « Saga-Ces »



Le « prisonnier de guerre » Antonio Noriega

Dans un entretien exclusif accordé à l'hebdomadaire britannique « The Observer », l'ancien dictateur du Panama, âgé de soixante et un ans, règle ses comptes du fond de sa prison

IL A ÉTÉ durant des années le dictateur du Panama, l'un de ces généraux qui ont eu des comptes à rendre à personne hormis à leurs patrons de Washington, patrons qu'il fréquentait assidûment et sous la protection desquels il a fait l'essentiel de sa carrière.

Mais aujourd'hui Manuel Antonio Noriega, soixante et un ans, n'est plus que le matricule 38699-079, détenu au fond d'une cellule de Floride, non loin de Miami, seul prisonnier de guerre des États-Unis, comme il aime à le rappeler et comme l'indique l'uniforme de général que la Convention de Genève l'autorise à porter, même en prison.

Cela fait près de huit ans qu'il y croupit, condamné à quarante ans de détention pour racket, blanchiment d'argent sale, trafic de

drogue. Pour le faire condamner il a fallu des milliers de marines qui, en janvier 1990, sont venus l'enlever au Panama. L'opération, pompeusement baptisée « Juste Cause », était passablement brouillonne. Vingt-trois soldats américains y ont trouvé la mort, en même temps qu'un nombre indéterminé de civils panaméens — vraisemblablement plusieurs centaines.

Pour vaincre l'ennui, le prisonnier Noriega a écrit un livre, ce qui lui permet de recevoir les journalistes qui veulent lui en parler. Ceux de l'« Observer » lui ont ainsi récemment rendu visite dans la « suite présidentielle » où il est autorisé à recevoir, en réalité une cellule un peu mieux aménagée que les autres. Le résultat de l'entretien est publié dans la dernière livraison de



l'hebdomadaire britannique. On n'y apprendra pas grand-chose que l'on ne sache déjà : lorsqu'il parle Antonio Noriega ne travaille pas pour l'histoire mais pour régler ses comptes.

Discret sur ses excellentes relations avec les trafiquants de drogue, mesuré sur ses liens avec la CIA, muet sur ses finances — après son arrestation, 31 millions de dol-

lars (plus de 170 millions de francs) ont été « gelés » dans vingt-sept comptes bancaires d'Europe —, Antonio Noriega n'est pas prolix. George Bush, chef des services de renseignements sous Ronald Reagan, puis président des États-Unis qui ordonna sa capture.

C'est un « menteur », une « poutre mouillée », un « hypocrite », dit-il. « Je ne suis ni l'un ni l'autre », affirme Antonio Noriega en accusant l'ancien locataire de la Maison blanche d'avoir trahi les intérêts des japonais sans défense durant la seconde guerre mondiale. Sa chute, explique encore l'ancien dictateur, il la doit non pas à ses liens avec les narcotrafiquants mais à son refus de se plier aux exigences des États-Unis, qui voulaient l'embarquer dans la lutte contre les Contras ni-

caraguayens et contre les insurgés du Salvador. « J'ai refusé d'être un bœuf-oui-oui », explique-t-il. Choqué par les Américains ont demandé notre coopération sans que cela nuise à notre souveraineté ou à notre dignité, nous avons coopéré. Mais lorsqu'ils nous ont demandé des choses qui affectaient les intérêts du Panama, alors nous avons commencé à dire non ».

Où o'o'o saura pas davantage. Roublard, affectant d'avoir trouvé le chemin de Dieu, l'ancien dictateur du Panama sait préserver l'avenir. Il a interjeté appel de sa condamnation et entretient l'espoir raisonnable d'être remis en liberté plus rapidement que prévu. Tout le but de brûler tous ses vaisseaux.

Georges Marion

EN VUE

■ Un industriel de Bornay vient de demander une licence d'exportation d'eau du Gange. Il en a déjà vendu des milliers de flacons à des croyants qui en boivent une gorgée tous les matins. « Converti », dit-il, par le pouvoir silencieux du fleuve », Tapan Mukherjee fabriquait auparavant des pesticides.

■ Le Savoy de Londres, hôtel de luxe des milliardaires, situé sur le Strand, est envahi par les souris. En attendant la dératisation, la direction a passé un accord avec la clientèle : qui ramène un rongeur a droit à une consommation gratuite.

■ Présent sur le Web, le site de Camembert, « premier village de l'Orne sur l'Internet », s'efforce avec de nouvelles rubriques, notamment « Le Mt de la présidente », la chronique « Camembert bien fait ! » et un concours pour les « visiteurs virtuels », offrant des tee-shirts et des fromages (<http://www.camembert-france.com>).

■ L'imam de la mosquée d'Inchass, dans le delta du Nil, employé dans une entreprise à Abou Zabal, une localité voisine, avait fondé une famille dans chacun de ces villages. Dix enfants lui étaient nés, de part et d'autre, quasiment en même temps et du même sexe. Sayed Moustafa Ibrahim, avait ainsi pu les enregistrer deux par deux, une seule fois sous le même prénom, ce qui facilitait sa double vie. Les mères se sont retrouvées nez à nez, au commissariat, pour reconnaître le corps d'Ibrahim : il venait de se tuer en voiture pendant un de ses incessants allers et retours.

DANS LA PRESSE

FRANCE INTER
Jérôme Dorville
■ Coucou le révoilou... Madelin, le chiraquien des heures sombres, le libéral à géométrie variable, le chouchou des petits patrons, devrait biter ce soir du Parti républicain. Tout cela sans débat, sans interrogation sur la ligne idéologique de la nouvelle opposition. Ces combinaisons d'antichambre, ces constructions d'états-majors paraissent effectivement hors de saison. La droite a du mal à se défaire de ces vieilles traditions autoritaires. La culture du chef y est do-

minante, même dans un parti étiqueté libéral.

LA CHAÎNE INFO
Pierre-Luc Séguillon
■ En décrétant, sans autre précision que celle d'un plafond de 25 000 francs de revenus mensuels, une mise sous condition de ressources des allocations familiales, le nouveau gouvernement a engagé — et maladroïtement engagé — une redoutable bataille. Cette mesure est-elle le prélude à une nouvelle réforme de l'assurance-maladie qui consisterait à moduler les remboursements à proportion inverse des revenus de chacun ? Est-elle d'abord inspirée par un

souci comptable ? Répond-elle au premier chef à une préoccupation de justice sociale ? En tant que à lever les ambiguïtés, le gouvernement risque de s'allier tout à la fois les organisations syndicales, les puissantes associations familiales, les lobbies chrétiens, les cadres, et bien sûr, ces classes moyennes qui sont l'électorat privilégié du PS.

LIBÉRATION
Gérard Dupuy
■ S'il y a à quelque chose de nouveau dans les agressions sexuelles dont sont victimes des mineurs, ce n'est pas l'existence de leur pratique mais leur publicité (comme on

parle de la « publicité » d'un débat judiciaire) dont elles sont désormais l'objet. (...) Il y a, dans la manière dont on procède depuis quelques mois le mot « pédophilie », des relents de booc émissaire qui sont plus responsables des quatre suicides constatés que la conduite des opérations de police. De quoi se souvenir que l'ordre moral ne tombe pas du ciel mais, le plus souvent, caricature jusqu'à l'outrance des exigences légitimes.

LE FIGARO
Michel Schiffrès
■ M. Jospin annonce, M^{me} Aubry explique, M^{me} Trautmann tempère. M. Hollande tempore. Et tous, co-

chœur, jurent : on nous a mal compris ; nous ne ferons pas ce que nous avons dit que nous ferions. Les allocations familiales constituent la première bombe de Lionel Jospin et sa première bourde. L'erreur n'est pas unique ; elle est triple. La première est question de méthode. Au cours de sa campagne, M. Jospin avait expliqué, avec raison, combien il fallait gouverner autrement : les décisions ne pouvaient plus tomber d'o'o haut. La deuxième sottise est de ressusciter le débat contre les « riches ». Il est de bon ton, enfin, d'assurer que les allocations familiales ont plus d'incidence sur la natalité. Rien ne le prouve sérieusement.

MERCREDI 25 JUIN

TF1

16.30 Extrême limite. Série.
Amour secret.
17.05 Booy. Série.
Meurtre sur la plage.
18.00 Les Vacances de l'annuaire. Série.
(2/3) Le secret de Jeanne.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour.

20.45
COMBIEN ÇA CÔÛTE ?
Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut.
Invités : Carlos, Wes.
Les vacances et les meilleurs moments de l'été : Las Vegas, extraordinaire Las Vegas, les show-girls de Las Vegas (125 min.). 607212

22.50
COLUMBO
Tous les mystères.
Série de Harvey Hart, avec Peter Falk, Jack Cassidy (95 min.). 6861309
0.25 Ushuaïa, le magazine de l'extrême.
Magazine présenté par Nicolas Hulot.
Thèmes : Snow coco / Apnée totale / Skydive en tandem / Fleurs d'eau (65 min.). 8614794
1.30 et 2.30, 2.50, 3.50 TF1 mult. 1.40 Cas de divorce. Série. Savourez encore Sylvain. 2.20 et 4.00, 4.30, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 3.40 Chats à la dérive. Série. (7/8). 4.30 Musique (120 min.).

France 2

16.35 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Les Années collège. Série.
18.00 Les Vacances de l'annuaire. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.20 Studio Gabriel.
Invité : Nagui.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.

20.55
SOIRÉE ÉVÉNEMENT
Présenté par Jean-Louis Houllier.
C'est qui retourne son singe. Série (1/2 et 2/3).
avec Jennifer Aniston.
Une fille à scandales.
Les parents terribles. Série, avec Tea Leoni (90 min.). 5703300

22.15
CA SE DISCUTE
Magazine. Les sitcoms.
0.05 Au bout du compte.
0.10 Journal, Météo.
0.25 La Nuit de la nostalgie.
Les Saintes Chéries.
Jannique Aimée.
Thèmes : Snow coco / Apnée totale / Skydive en tandem / Fleurs d'eau (65 min.). 8614794
1.30 et 2.30, 2.50, 3.50 TF1 mult. 1.40 Cas de divorce. Série. Savourez encore Sylvain. 2.20 et 4.00, 4.30, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 3.40 Chats à la dérive. Série. (7/8). 4.30 Musique (120 min.).

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 et 0.45
Un livre, un jour.
Guide Blue France.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50
ÉTATS D'URGENCE
Magazine présenté par Jean-Marc Cavada.
Dopage à la course interne (100 min.). 583696
Une série de reportages sur le dopage, en passe de devenir un phénomène de société.
22.30 Journal, Météo.

23.05
UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Ella Méren.
Documentaire de Francesca Comencini (45 min.). 173028
23.30 Capitain Café. Magazine.
présenté par Jean-Louis Houllier.
Invités : Thomas Fersen, Carole Laure, Stormy Duppy, Théo (55 min.). 385293
0.50 La Grande Aventure de James Ouellet.
Feuilleton.
Pas de fumée sans feu.
1.40 Musique gratit. (25 min.).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Les films aux torques.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950. Série.
Le Déserteur (1950), avec Teresa Wright.
19.30 7 1/2. Fa-t-il supprimer le bac.
20.00 Naissance du XX^e siècle.
(4/12) Terres promises (25 min.).
20.25 La Documenta. Reportage.
20.30 et 1/2 Journal.

20.45
LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TITO-STALINE, L'EXCEPTION ET LA RÈGLE
Documentaire de François Moreuil et François Ressaudy (75 min.). 218336
Pourquoi Tito et Staline ne se sont-ils pas rencontrés ? Pourquoi Tito et Staline ne se sont-ils pas rencontrés ?

21.50
MUSICA : ROLAND PETIT À MARSEILLE
Série en direct du Vieux-Port de Marseille (90 min.). 2980545
Roland Petit, fils de cet été à Marseille ses vingt-cinq ans de présence dans la cité phocéenne. Pour célébrer cet événement, Arte diffuse en direct un spectacle proposé par le Ballet national de Marseille. Roland Petit en ouverture du festival « Danse sur le pont 97 ».
23.20 La Lucarne : Amsterdam Global Village.
Documentaire (2/3) (80 min.). 7571187
0.40 La Femme de paille.
Film de Basil Dearden, avec Sean Connery (105 min.). 1880882
2.35 Court métrage. (rediff., 15 min.).

M 6

18.50 Open Miles.
18.55 Le Magicien. Série.
Le poignard antique.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
Mauvaise fréquentation.
20.30 La Méthode des plages.
20.35 Ecolo 6. Magazine.
Cinéma automobile et environnement.

20.45
L'INSTIGATRICE DU MAL
Téléfilm de John Patterson, avec Ann Margaret, Peter Coyote.
(110 et 2/3) (120 min.). 4734851
Après la mort de sa femme, un menuisier, qui se retrouve avec deux enfants à élever, se remarie avec une professeur qui lui donne bientôt une petite fille. Mais l'incompréhension s'installe vite au sein d'un couple qui se déchire et, après quelques années difficiles, le mari décide de repartir sa vie avec une de ses clientes dont il est tombé amoureux. L'épouse ne l'entend pas ainsi...
0.05 Secrets de Femmes.
Magazine.
Les souvenirs d'une Parisienne.
Les dames du barman.
0.40 Best of pop rock.

2.35 Turbo. Magazine (rediff.). 2.55 Couilles : Dee Dee Bridgwater. Documentaire (rediff.). 3.20 Culture pub.
Remix. Magazine. Spécial science-fiction (rediff.). 3.45 Fréquentat. Magazine. Thèmes : Noat (rediff.). 4.40 L'été 68 (125 min.).

Canal +

15.15 L'Homme de cuivre part. Série. Ecran total.
16.05 Les Mystères du Sésuhal.
Téléfilm de Denis Gassier-Deferre (95 min.). 737509
17.50 Barbe Rouge.
Dessin animé.
En clair jusqu'à 20.15
18.35 Nulle part ailleurs.

20.15
ATHLÉTISME
Meeting de Clarté.
En direct.
Les épreuves de Marc Maury (135 min.). 2446108
22.30 Flash d'information.

22.35
ED WOOD
Film de Tim Burton, avec Johnny Depp (1994, N. v., 119 min.). 4774816
Le portrait d'un homme de cinéma qui fut considéré à Hollywood comme le plus mauvais réalisateur de tous les temps et qui aimait se travestir.
0.35 Surprises. Spécial Gay.
Film de Krzysztof Kieslowski (1982, v., 119 min.). 2008648

Radio

France-Culture
20.30 Paroles sans frontière.
22.40 Nuits magiques.
Tous les bien sûr possible : Quatre projets d'artistes. (2/4) Le toucher.
0.05 Du jour au lendemain, Francis Marmade (La Nouvelle parait, 0.48 Les Champs du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). Katherine Hepburn : 2.29, Edgar Allan Poe : 2.44, Pages arrachées à Raymond Chandler : 3.03, Au pays des solitudes : Le phare des Roches Douvres : 3.04, Eric Hobsbawm : 3.37, Le Chamois.

France-Musique
20.00 Concert. Donné le 12 mars, au Finlandia Hall, à Helsinki, par l'Orchestre symphonique de la Radio finlandaise, dir. Sakari Oramo : 1.00, Igor Stravinsky : 1.05, Maurice Ravel : 1.10, Georges Bizet : 1.15, Georges Bizet : 1.20, Georges Bizet : 1.25, Georges Bizet : 1.30, Georges Bizet : 1.35, Georges Bizet : 1.40, Georges Bizet : 1.45, Georges Bizet : 1.50, Georges Bizet : 1.55, Georges Bizet : 2.00, Georges Bizet : 2.05, Georges Bizet : 2.10, Georges Bizet : 2.15, Georges Bizet : 2.20, Georges Bizet : 2.25, Georges Bizet : 2.30, Georges Bizet : 2.35, Georges Bizet : 2.40, Georges Bizet : 2.45, Georges Bizet : 2.50, Georges Bizet : 2.55, Georges Bizet : 3.00, Georges Bizet : 3.05, Georges Bizet : 3.10, Georges Bizet : 3.15, Georges Bizet : 3.20, Georges Bizet : 3.25, Georges Bizet : 3.30, Georges Bizet : 3.35, Georges Bizet : 3.40, Georges Bizet : 3.45, Georges Bizet : 3.50, Georges Bizet : 3.55, Georges Bizet : 4.00, Georges Bizet : 4.05, Georges Bizet : 4.10, Georges Bizet : 4.15, Georges Bizet : 4.20, Georges Bizet : 4.25, Georges Bizet : 4.30, Georges Bizet : 4.35, Georges Bizet : 4.40, Georges Bizet : 4.45, Georges Bizet : 4.50, Georges Bizet : 4.55, Georges Bizet : 5.00, Georges Bizet : 5.05, Georges Bizet : 5.10, Georges Bizet : 5.15, Georges Bizet : 5.20, Georges Bizet : 5.25, Georges Bizet : 5.30, Georges Bizet : 5.35, Georges Bizet : 5.40, Georges Bizet : 5.45, Georges Bizet : 5.50, Georges Bizet : 5.55, Georges Bizet : 6.00, Georges Bizet : 6.05, Georges Bizet : 6.10, Georges Bizet : 6.15, Georges Bizet : 6.20, Georges Bizet : 6.25, Georges Bizet : 6.30, Georges Bizet : 6.35, Georges Bizet : 6.40, Georges Bizet : 6.45, Georges Bizet : 6.50, Georges Bizet : 6.55, Georges Bizet : 7.00, Georges Bizet : 7.05, Georges Bizet : 7.10, Georges Bizet : 7.15, Georges Bizet : 7.20, Georges Bizet : 7.25, Georges Bizet : 7.30, Georges Bizet : 7.35, Georges Bizet : 7.40, Georges Bizet : 7.45, Georges Bizet : 7.50, Georges Bizet : 7.55, Georges Bizet : 8.00, Georges Bizet : 8.05, Georges Bizet : 8.10, Georges Bizet : 8.15, Georges Bizet : 8.20, Georges Bizet : 8.25, Georges Bizet : 8.30, Georges Bizet : 8.35, Georges Bizet : 8.40, Georges Bizet : 8.45, Georges Bizet : 8.50, Georges Bizet : 8.55, Georges Bizet : 9.00, Georges Bizet : 9.05, Georges Bizet : 9.10, Georges Bizet : 9.15, Georges Bizet : 9.20, Georges Bizet : 9.25, Georges Bizet : 9.30, Georges Bizet : 9.35, Georges Bizet : 9.40, Georges Bizet : 9.45, Georges Bizet : 9.50, Georges Bizet : 9.55, Georges Bizet : 10.00, Georges Bizet : 10.05, Georges Bizet : 10.10, Georges Bizet : 10.15, Georges Bizet : 10.20, Georges Bizet : 10.25, Georges Bizet : 10.30, Georges Bizet : 10.35, Georges Bizet : 10.40, Georges Bizet : 10.45, Georges Bizet : 10.50, Georges Bizet : 10.55, Georges Bizet : 11.00, Georges Bizet : 11.05, Georges Bizet : 11.10, Georges Bizet : 11.15, Georges Bizet : 11.20, Georges Bizet : 11.25, Georges Bizet : 11.30, Georges Bizet : 11.35, Georges Bizet : 11.40, Georges Bizet : 11.45, Georges Bizet : 11.50, Georges Bizet : 11.55, Georges Bizet : 12.00, Georges Bizet : 12.05, Georges Bizet : 12.10, Georges Bizet : 12.15, Georges Bizet : 12.20, Georges Bizet : 12.25, Georges Bizet : 12.30, Georges Bizet : 12.35, Georges Bizet : 12.40, Georges Bizet : 12.45, Georges Bizet : 12.50, Georges Bizet : 12.55, Georges Bizet : 13.00, Georges Bizet : 13.05, Georges Bizet : 13.10, Georges Bizet : 13.15, Georges Bizet : 13.20, Georges Bizet : 13.25, Georges Bizet : 13.30, Georges Bizet : 13.35, Georges Bizet : 13.40, Georges Bizet : 13.45, Georges Bizet : 13.50, Georges Bizet : 13.55, Georges Bizet : 14.00, Georges Bizet : 14.05, Georges Bizet : 14.10, Georges Bizet : 14.15, Georges Bizet : 14.20, Georges Bizet : 14.25, Georges Bizet : 14.30, Georges Bizet : 14.35, Georges Bizet : 14.40, Georges Bizet : 14.45, Georges Bizet : 14.50, Georges Bizet : 14.55, Georges Bizet : 15.00, Georges Bizet : 15.05, Georges Bizet : 15.10, Georges Bizet : 15.15, Georges Bizet : 15.20, Georges Bizet : 15.25, Georges Bizet : 15.30, Georges Bizet : 15.35, Georges Bizet : 15.40, Georges Bizet : 15.45, Georges Bizet : 15.50, Georges Bizet : 15.55, Georges Bizet : 16.00, Georges Bizet : 16.05, Georges Bizet : 16.10, Georges Bizet : 16.15, Georges Bizet : 16.20, Georges Bizet : 16.25, Georges Bizet : 16.30, Georges Bizet : 16.35, Georges Bizet : 16.40, Georges Bizet : 16.45, Georges Bizet : 16.50, Georges Bizet : 16.55, Georges Bizet : 17.00, Georges Bizet : 17.05, Georges Bizet : 17.10, Georges Bizet : 17.15, Georges Bizet : 17.20, Georges Bizet : 17.25, Georges Bizet : 17.30, Georges Bizet : 17.35, Georges Bizet : 17.40, Georges Bizet : 17.45, Georges Bizet : 17.50, Georges Bizet : 17.55, Georges Bizet : 18.00, Georges Bizet : 18.05, Georges Bizet : 18.10, Georges Bizet : 18.15, Georges Bizet : 18.20, Georges Bizet : 18.25, Georges Bizet : 18.30, Georges Bizet : 18.35, Georges Bizet : 18.40, Georges Bizet : 18.45, Georges Bizet : 18.50, Georges Bizet : 18.55, Georges Bizet : 19.00, Georges Bizet : 19.05, Georges Bizet : 19.10, Georges Bizet : 19.15, Georges Bizet : 19.20, Georges Bizet : 19.25, Georges Bizet : 19.30, Georges Bizet : 19.35, Georges Bizet : 19.40, Georges Bizet : 19.45, Georges Bizet : 19.50, Georges Bizet : 19.55, Georges Bizet : 20.00, Georges Bizet : 20.05, Georges Bizet : 20.10, Georges Bizet : 20.15, Georges Bizet : 20.20, Georges Bizet : 20.25, Georges Bizet : 20.30, Georges Bizet : 20.35, Georges Bizet : 20.40, Georges Bizet : 20.45, Georges Bizet : 20.50, Georges Bizet : 20.55, Georges Bizet : 21.00, Georges Bizet : 21.05, Georges Bizet : 21.10, Georges Bizet : 21.15, Georges Bizet : 21.20, Georges Bizet : 21.25, Georges Bizet : 21.30, Georges Bizet : 21.35, Georges Bizet : 21.40, Georges Bizet : 21.45, Georges Bizet : 21.50, Georges Bizet : 21.55, Georges Bizet : 22.00, Georges Bizet : 22.05, Georges Bizet : 22.10, Georges Bizet : 22.15, Georges Bizet : 22.20, Georges Bizet : 22.25, Georges Bizet : 22.30, Georges Bizet : 22.35, Georges Bizet : 22.40, Georges Bizet : 22.45, Georges Bizet : 22.50, Georges Bizet : 22.55, Georges Bizet : 23.00, Georges Bizet : 23.05, Georges Bizet : 23.10, Georges Bizet : 23.15, Georges Bizet : 23.20, Georges Bizet : 23.25, Georges Bizet : 23.30, Georges Bizet : 23.35, Georges Bizet : 23.40, Georges Bizet : 23.45, Georges Bizet : 23.50, Georges Bizet : 23.55, Georges Bizet : 24.00, Georges Bizet : 24.05, Georges Bizet : 24.10, Georges Bizet : 24.15, Georges Bizet : 24.20, Georges Bizet : 24.25, Georges Bizet : 24.30, Georges Bizet : 24.35, Georges Bizet : 24.40, Georges Bizet : 24.45, Georges Bizet : 24.50, Georges Bizet : 24.55, Georges Bizet : 25.00, Georges Bizet : 25.05, Georges Bizet : 25.10, Georges Bizet : 25.15, Georges Bizet : 25.20, Georges Bizet : 25.25, Georges Bizet : 25.30, Georges Bizet : 25.35, Georges Bizet : 25.40, Georges Bizet : 25.45, Georges Bizet : 25.50, Georges Bizet : 25.55, Georges Bizet : 26.00, Georges Bizet : 26.05, Georges Bizet : 26.10, Georges Bizet : 26.15, Georges Bizet : 26.20, Georges Bizet : 26.25, Georges Bizet : 26.30, Georges Bizet : 26.35, Georges Bizet : 26.40, Georges Bizet : 26.45, Georges Bizet : 26.50, Georges Bizet : 26.55, Georges Bizet : 27.00, Georges Bizet : 27.05, Georges Bizet : 27.10, Georges Bizet : 27.15, Georges Bizet : 27.20, Georges Bizet : 27.25, Georges Bizet : 27.30, Georges Bizet : 27.35, Georges Bizet : 27.40, Georges Bizet : 27.45, Georges Bizet : 27.50, Georges Bizet : 27.55, Georges Bizet : 28.00, Georges Bizet : 28.05, Georges Bizet : 28.10, Georges Bizet : 28.15, Georges Bizet : 28.20, Georges Bizet : 28.25, Georges Bizet : 28.30, Georges Bizet : 28.35, Georges Bizet : 28.40, Georges Bizet : 28.45, Georges Bizet : 28.50, Georges Bizet : 28.55, Georges Bizet : 29.00, Georges Bizet : 29.05, Georges Bizet : 29.10, Georges Bizet : 29.15, Georges Bizet : 29.20, Georges Bizet : 29.25, Georges Bizet : 29.30, Georges Bizet : 29.35, Georges Bizet : 29.40, Georges Bizet : 29.45, Georges Bizet : 29.50, Georges Bizet : 29.55, Georges Bizet : 30.00, Georges Bizet : 30.05, Georges Bizet : 30.10, Georges Bizet : 30.15, Georges Bizet : 30.20, Georges Bizet : 30.25, Georges Bizet : 30.30, Georges Bizet : 30.35, Georges Bizet : 30.40, Georges Bizet : 30.45, Georges Bizet : 30.50, Georges Bizet : 30.55, Georges Bizet : 31.00, Georges Bizet : 31.05, Georges Bizet : 31.10, Georges Bizet : 31.15, Georges Bizet : 31.20, Georges Bizet : 31.25, Georges Bizet : 31.30, Georges Bizet : 31.35, Georges Bizet : 31.40, Georges Bizet : 31.45, Georges Bizet : 31.50, Georges Bizet : 31.55, Georges Bizet : 32.00, Georges Bizet : 32.05, Georges Bizet : 32.10, Georges Bizet : 32.15, Georges Bizet : 32.20, Georges Bizet : 32.25, Georges Bizet : 32.30, Georges Bizet : 32.35, Georges Bizet : 32.40, Georges Bizet : 32.45, Georges Bizet : 32.50, Georges Bizet : 32.55, Georges Bizet : 33.00, Georges Bizet : 33.05, Georges Bizet : 33.10, Georges Bizet : 33.15, Georges Bizet : 33.20, Georges Bizet : 33.25, Georges Bizet : 33.30, Georges Bizet : 33.35, Georges Bizet : 33.40, Georges Bizet : 33.45, Georges Bizet : 33.50, Georges Bizet : 33.55, Georges Bizet : 34.00, Georges Bizet : 34.05, Georges Bizet : 34.10, Georges Bizet : 34.15, Georges Bizet : 34.20, Georges Bizet : 34.25, Georges Bizet : 34.30, Georges Bizet : 34.35, Georges Bizet : 34.40, Georges Bizet : 34.45, Georges Bizet : 34.50, Georges Bizet : 34.55, Georges Bizet : 35.00, Georges Bizet : 35.05, Georges Bizet : 35.10, Georges Bizet : 35.15, Georges Bizet : 35.20, Georges Bizet : 35.25, Georges Bizet : 35.30, Georges Bizet : 35.35, Georges Bizet : 35.40, Georges Bizet : 35.45, Georges Bizet : 35.50, Georges Bizet : 35.55, Georges Bizet : 36.00, Georges Bizet : 36.05, Georges Bizet : 36.10, Georges Bizet : 36.15, Georges Bizet : 36.20, Georges Bizet : 36.25, Georges Bizet : 36.30, Georges Bizet : 36.35, Georges Bizet : 36.40, Georges Bizet : 36.45, Georges Bizet : 36.50, Georges Bizet : 36.55, Georges Bizet : 37.00, Georges Bizet : 37.05, Georges Bizet : 37.10, Georges Bizet : 37.15, Georges Bizet : 37.20, Georges Bizet : 37.25, Georges Bizet : 37.30, Georges Bizet : 37.35, Georges Bizet : 37.40, Georges Bizet : 37.45, Georges Bizet : 37.50, Georges Bizet : 37.55, Georges Bizet : 38.00, Georges Bizet : 38.05, Georges Bizet : 38.10, Georges Bizet : 38.15, Georges Bizet : 38.20, Georges Bizet : 38.25, Georges Bizet : 38.30, Georges Bizet : 38.35, Georges Bizet : 38.40, Georges Bizet : 38.45, Georges Bizet : 38.50, Georges Bizet : 38.55, Georges Bizet : 39.00, Georges Bizet : 39.05, Georges Bizet : 39.10, Georges Bizet : 39.15, Georges Bizet : 39.20, Georges Bizet : 39.25, Georges Bizet : 39.30, Georges Bizet : 39.35, Georges Bizet : 39.40, Georges Bizet : 39.45, Georges Bizet : 39.50, Georges Bizet : 39.55, Georges Bizet : 40.00, Georges Bizet : 40.05, Georges Bizet : 40.10, Georges Bizet : 40.15, Georges Bizet : 40.20, Georges Bizet : 40.25, Georges Bizet : 40.30, Georges Bizet : 40.35, Georges Bizet : 40.40, Georges Bizet : 40.45, Georges Bizet : 40.50, Georges Bizet : 40.55, Georges Bizet : 41.00, Georges Bizet : 41.05, Georges Bizet : 41.10, Georges Bizet : 41.15, Georges Bizet : 41.20, Georges Bizet : 41.25, Georges Bizet : 41.30, Georges Bizet : 41.35, Georges Bizet : 41.40, Georges Bizet : 41.45, Georges Bizet : 41.50, Georges Bizet : 41.55, Georges Bizet : 42.00, Georges Bizet : 42.05, Georges Bizet : 42.10, Georges Bizet : 42.15, Georges Bizet : 42.20, Georges Bizet : 42.25, Georges Bizet : 42.30, Georges Bizet : 42.35, Georges Bizet : 42.40, Georges Bizet : 42.45, Georges Biz

A la hausse

par Pierre Georges

SAM THE SHOE DOCTOR est un chausseur sachant hausser. Et un homme heureux. Tous les jours, dans sa boutique de Chicago, il voit arriver des jeunes gens tout à fait convenables et absolument solvables qui n'ont qu'un souci, mais urgent : grandir de quelques centimètres, compenser par la semelle ce handicap de taille.

Trop petits les amis ! Voici donc l'horrible drame vécu par les traders de la Bourse du commerce de Chicago, tel que raconté par le *Wall Street Journal*. Dans le monde cruel qui est leur, il convient de voir et d'être vu. Question de survie. Un trader, anonyme, caché, enfoui dans la foule solitaire est un trader mort. Un trader n'a pas vocation à la discrétion. Ni verbale, ni physique. Quand il passe des ordres ou en reçoit, il lui faut faire son trou, s'équilibrer, brasser l'air, être remarqué des vendeurs comme des acheteurs. Il lui est conseillé de porter des vestes colorées, façon cascade et ligne droite des tribunes.

Contrairement à une opinion répandue chez les contempteurs de la Bourse, il n'y a place ni pour les gnomes, ni pour les nains. Commeot acheter, ou vendre, 3 millions de quintaux de blé ou

cent tonnes de fèves de chocolat si vous n'êtes pas à portée de vue, agité comme un moulin à ordres ? Il faut sans cesse se pousser du col et du chef, se dresser sur ses ergots.

Et c'est là précisément que le bât blesse. Depuis peu, la Bourse de Chicago a emménagé dans de nouveaux locaux. La salle des marchés est si vaste que le *Wall Street Journal* affirme qu'on pourrait y abriter un Boeing 747. En long, en large et en hauteur. Voilà une métaphore parfaitement explicite, jumbo chez les traders. Et du coup, ces pauvres se sentent perdus dans un monde trop vaste où l'on s'entend à peine et se voit si peu.

Il fallait une solution. Elle fut vite trouvée. Tous chez Sam The Shoe Doctor, ou chez ses semblables. Doc Sam fait désormais de l'élevage, ou plutôt, de l'élevation de traders. Doc Sam le magicien en traite cinq par jour à la semaine de croissance. 7 centimètres garantis. Le remède est souverain. Mais quelque chose nous dit que cette solution échassière a ses limites. Car, quand ils seront tous à la hausse uniformément, nul besoin d'être trader pour imaginer qu'ils en seront revenus strictement au même point.

M. Chevènement définit les conditions de régularisation des étrangers sans papiers

Les préfets devront respecter des « conditions d'humanité » et « d'intérêt national »

UN DISPOSITIF immédiat mais « transitoire » de régularisation de certains étrangers en situation irrégulière, puis, à l'automne une loi « juste, claire et pratique » : le plan gouvernemental en deux étapes sur l'immigration a été précisé par Jean-Pierre Chevènement, mardi 24 juin au matin, lors d'une réunion de l'ensemble des préfets présidée par Lionel Jospin (lire ci-dessous). La circulaire de régularisation signée du ministre de l'Intérieur devrait être publiée rapidement au Journal officiel.

M. Chevènement l'a justifiée par la nécessité de sortir de la « situation absurde » des étrangers que la loi actuelle ne permet pas d'expulser sans pour autant leur donner un droit à la régularisation. Rappelant aux préfets leur pouvoir de régularisation par des « mesures gracieuses », confirmé par le conseil d'Etat en août 1996, le ministre de l'Intérieur leur a demandé d'obéir à la fois à des « considérations d'humanité » pour faire respecter le « droit de vivre en famille », et « d'intérêt national » car « la France doit

(...) rester un grand pays d'accueil pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs du monde entier ». Il s'agit d'ouvrir droit à des « mesures réparatrices, pour répondre à des circonstances particulières », a-t-il précisé en demandant aux représentants de l'Etat d'agir « avec fermeté et humanité, et avec doigté ».

Les catégories d'étrangers sans papiers concernées sont, a précisé M. Chevènement : les « conjoints de Français, les conjoints d'étrangers en situation régulière, certaines conditions, et les conjoints de réfugiés statutaires » ; les « enfants d'étrangers en situation régulière (entrés en France) hors regroupement familial » ; les « étrangers malades lorsqu'ils sont atteints d'une pathologie grave », les « étudiants en cours d'études supérieures », et les « personnes n'ayant pas le statut de réfugié politique et qui pourraient néanmoins courir des risques vitaux en cas de retour dans leur pays d'origine ».

La dernière catégorie de « régularisables » est, de loin, la plus

difficile à délimiter et dépendra de l'appréciation subjective des préfets. Il s'agit de « certaines familles étrangères constituées de langue dote en France et, à titre exceptionnel, certains étrangers sans charge de famille ». Pour ces personnes, la future circulaire suggérera aux préfets l'application d'un « faisceau d'indices » (durée de résidence, emploi, scolarisation des enfants, etc) leur permettant d'apprécier la « bonne insertion dans la société française ».

CONVOICATIONS

Par crainte d'un « afflux déborder » dans les préfectures, la première partie de la procédure sera écrite, a précisé le ministre de l'Intérieur. Les demandes de réexamen devront être adressées par la poste et suivies de convocations dans les préfectures, dans des « conditions matérielles et morales » auxquelles les préfets devront veiller. Pour tenir compte du surcroît de travail administratif en période estivale, le ministre a annoncé « l'embauche de personnels complémentaires » pour la

période d'application de la circulaire, l'affectation au « pré-nccueil » des étrangers d'agents de l'Office des migrations internationales (OMI). Le travail des services des étrangers sera allégé par la suppression des visas de retour, formalité « inutilement imposée » à certains étrangers.

Le discours aux préfets a fourni aussi à Jean-Pierre Chevènement l'occasion de préciser les conceptions du nouveau gouvernement en matière de politique d'immigration. Celle-ci devra s'insérer dans un « chemin assurément étroit », tenant compte à la fois « des déséquilibres générés par le développement inégal de part et d'autre de la Méditerranée (...) » mais aussi « de la crise économique et sociale qui nous frappe (...) ». La nécessité du « contrôle des flux migratoires » reste proclamée mais la « vocation mondiale » de la France, a déclaré le ministre de l'Intérieur, impose la reconnaissance de la réalité de ces flux.

Philippe Bernard

M. Jospin demande aux préfets de contrôler « sans faiblesse » les décisions des élus

LE PREMIER MINISTRE a convoqué les préfets, mardi 24 juin, au ministère de l'Intérieur, pour leur présenter les axes de la politique qu'ils auront « la charge d'expliquer et de mettre en œuvre ». « Dans la tradition de votre corps, vous le faites et le ferez avec loyauté », a assuré Lionel Jospin, après avoir rendu hommage aux « grands serviteurs » de la République, « au premier rang desquels se détache la haute figure de Jean Moulin ».

Les représentants de l'Etat ont été accueillis vers 9 h 30, place Beauvau, par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, qui a prononcé un premier discours, et par le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Jean-Jack Queyranne. M. Jospin est arrivé en fin de matinée. Le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur ont particulièrement insisté sur l'administration territoriale de l'Etat, la sécurité et l'intégration des étrangers (lire ci-dessus).

M. Jospin a affirmé que « l'Etat doit être impartial ». En conséquence, a-t-il dit, « le contrôle de la légalité des actes des collectivités territoriales et le contrôle budgétaire doivent être exercés sans faiblesse, quel que soit l'élé en cause ». Il a ajouté que « la règle de non-cumul des mandats, que les membres du gouvernement ont d'ores et déjà appliquée pour eux-mêmes et qui sera bientôt traduite dans la législation, mettra fin à certaines ambiguïtés qui ne facilitaient pas l'exercice de votre responsabilité », nombre de ministres-élus locaux ayant, par le passé, dicté aux préfets, qui étaient leur subordonnés, la marche à suivre dans leur contrôle.

Estimant que l'Etat doit être « accessible au citoyen », M. Jospin a invité les préfets « à porter une attention personnelle à l'accueil du public ». M. Chevènement avait longuement insisté sur ce point : « Vous savez bien ce qui arriverait, si nous ne prêtions pas suffisamment d'attention à cette question, si nous

ne parvenions pas à corriger les défauts de l'Etat aux yeux de nos concitoyens : ils apercevraient, partout où c'est possible, pour des services privés, ».

M. Jospin a souligné que « prudence, rapidité, adaptation, rendent nécessaire la déconcentration administrative » et que « le mouvement engagé doit se poursuivre ». Il a fait allusion aux réformes entreprises depuis 1982 par la gauche, mais aussi aux mesures imposées par Alain Juppé. Il a conseillé aux préfets d'appliquer « pleinement » les compétences qui sont les leurs, en matière d'administration territoriale de l'Etat : « Dirigez les services placés sous votre autorité, fixez-leur des objectifs, travaillez avec eux en mettant en œuvre des méthodes modernes de gestion, évaluez leurs actions et les vôtres. » M. Chevènement avait affirmé que les préfets doivent exercer leur autorité sur « tous » les services déconcentrés de l'Etat. M. Jospin a promis que les préfets recevraient « les moyens de fonctionnement nécessaires ».

Comme il l'avait fait dans son discours de politique générale, M. Jospin a assuré que « la sécurité est un droit fondamental de la personne humaine et un devoir primordial de l'Etat ». Les préfets ayant « dans la mise en œuvre de cette priorité gouvernementale une responsabilité particulière », M. Chevènement avait précédemment affirmé que « la sécurité est la mère de toutes les libertés » et « la mission première de l'Etat ». Il estime que cette mission n'est pas « remplie aujourd'hui de manière satisfaisante » et que l'insécurité se développe davantage dans « les banlieues pauvres » (lire page 10). Le ministre a rappelé qu'il reviendra aux préfets de négocier et de signer des contrats locaux de sécurité devant associer les communes à la politique de sécurité et de veiller au respect, par les policiers, de leur déontologie.

Rafaële Rivals

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 5615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 24 juin, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20341,98	-0,46	+5,06
Hong Kong Index	14890,96	-0,27	+10,70
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
1996	1997	1998	1999
1996	1997	1998	1999
1996	1997	1998	1999
1996	1997	1998	1999
OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES			
	Cours au 24/06	Var. en %	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2780,31	+0,66	+20,06
Londres FT 100	4538,30	-0,42	+10,19
Zurich	1838,90	—	+39,18
Milan MIB 30	20130	-0,52	+28,24
Frankfurt Dax 30	3754,72	—	+29,98
Bruxelles	13237	-0,60	+25,22
Stoxx 50	2607,18	—	+39,13
Madrid Iboex 35	6801,95	+1,31	+31,95
Amsterdam CBS	585,80	—	+33,96

Tirage du Monde daté mardi 24 juin 1997 : 486 144 exemplaires

1 3

NOTRE PREMIERE
OPÉRATION BANCAIRE
A ÉTÉ UNE ADDITION.

CRÉDIT NATIONAL
+ BFCE
= NATEXIS

Tirons un trait et comptons nos forces. Après cette première opération, le résultat est net : issu du Crédit National et de la BFCE, additionnant leurs expériences et leurs compétences, NATEXIS devient la banque française dédiée exclusivement aux grandes et moyennes entreprises.

Dès aujourd'hui, nous vous apportons une gamme complète de crédits et de services financiers pour accompagner votre développement national et international.

Financements classiques, moyens de paiement, financements spécialisés, placements et couvertures, gestion de l'actionariat... Au travers de nos métiers, notre première volonté est de construire avec vous des relations plus proches et plus denses.

NATEXIS : un nouveau concentré d'expertise pour les entreprises.



Plus d'expertise pour l'entreprise.

Le IN

ne région fait pour l'emploi

Privilegier le terrain

S

de d'annonces

ont aussi

populaires.

DE L'ÉTRANGER
L'Argentine
découvre
la crise sociale
page III



ENQUÊTE
RADIOSCOPIE
D'UNE JEUNESSE
DÉSABUSÉE page IV

Le Monde

INITIATIVES

MANAGEMENT
Quand des consultants
s'imaginent
en auto-stoppeurs
du futur
page VI

ANNONCES
CLASSÉES
page V
et de la page VII
à la page XVI

MERCREDI 25 JUIN 1997
EMPLOI

Une région fait front commun pour l'emploi

Dossier : les actions coordonnées des élus locaux ▼ Dans le Nord-Pas-de-Calais, les acteurs essaient de dépasser les divages ▼ Et de développer des politiques de proximité ▼ Autre exemple : la vallée de la Drôme se lance dans un ambitieux projet d'activation des dépenses de chômage



MICHEL GUEU

Juillet 1996. La Compagnie européenne d'accumulation (CEAC) alerte la ville de Lille du projet de restructuration envisagé par sa maison mère, l'américain Exide, qui veut regrouper l'ensemble de ses productions en Europe de l'Est. La menace est lourde. CEAC, 351 salariés, est une des dernières entreprises industrielles de la ville, située de surcroît dans un quartier sensible, celui de Lille-Sud.

Martine Aubry, adjoint au maire chargée du développement économique, se saisit aussitôt du dossier. Il faut trouver une solution. Un projet élaboré par les services de la ville et l'entreprise reverse complètement la situation. Non seulement l'activité est maintenue à Lille, mais celle des autres sites européens est transférée dans la capitale nordique. Le tout, à moindre coût. Une solution foncière avantageuse aide à faire la différence. Au final, aucun licenciement, mais un plan de recrutement de 52 demandeurs d'emploi.

Il y a peu de temps encore, les élus se seraient contentés d'élever la voix pour tenter d'empêcher la fermeture de l'usine, sans vraiment croire à la portée de leur intervention. Désormais, ils veulent que la ville se donne concrètement les moyens d'accompagner les entreprises. A Lille, cette volonté a présidé à l'adoption, le 29 avril 1996, par la municipalité socialiste, d'un « plan local d'action pour l'emploi, l'insertion et la lutte contre la pré-

carité » qui vient prolonger une politique engagée dès 1990. La ville est pionnière. C'est ici qu'est né le premier Plan local d'insertion par l'économique (PLIE) qui a permis, sur quatre ans (juillet 1990-juillet 1994), à 1 119 personnes de retrouver un emploi.

Lille reste, malgré tout, en proie à un taux de chômage largement supérieur à la moyenne nationale (20 %). Le PLIE a été reconduit, ses objectifs triplés (3 000 retours à l'emploi d'ici à l'an 2000), mais surtout sa dynamique se voit « complétée et amplifiée pour plus d'efficacité », comme l'indique Pierre de Saintignon, adjoint au maire chargé de l'emploi. « Nous nous étions jusqu'alors trop focalisés sur l'insertion et pas assez sur l'emploi en tant que tel. Il nous paraît aujourd'hui essentiel d'inscrire l'insertion dans une dé-

marche économique globale. » Les mesures retenues en avril 1996 rassurent donc large. A côté d'un dispositif classique de lutte contre la précarité, se développe un ensemble d'actions de partenariat avec les entreprises de la région. Le « Pas pour l'emploi » aide par exemple un réseau de 1 000 PME et artisans dans leur politique de recrutement en leur présentant des candidats qui ont été, auparavant, formés, présélectionnés en fonction des postes à pourvoir.

La région, présidée par une « Verte », Marie-Christine Blandin, n'est pas en reste. Elle s'est lancée, en 1996, dans une politique d'emploi ambitieuse. Pas de mobilisation en rangs dispersés. Elus régionaux et locaux sont en phase, jouant la complémentarité. Le développement des services de proximité est

un de leurs premiers chantiers communs. Officialisés par une charte signée en novembre 1996, entre le conseil régional et Lille, il porte sur la création de 500 emplois en faveur de la qualité de la ville et de la vie dans la capitale du Nord. Une démarche identique a été engagée à Valenciennes, second relais de la

politique de la région. Le 10 juin dernier, Marie-Dominique Lacoste et Sandrine Anhe, en charge de l'animation du programme lillois « Emplois de service », recevaient plusieurs acteurs locaux pour débattre du Titre emploi-service, nouveau dispositif qui vise à développer les emplois familiaux tout en les professionnalisant. L'objectif est double : structurer l'offre en mobilisant les associations, les comités d'entreprise, les services de la ville, mais aussi susciter la demande. Une réunion d'information qui sera suivie de beaucoup d'autres. Les deux jeunes femmes travaillent d'ailleurs, avec le Comité des assises régionales pour l'emploi et le travail, à l'élaboration d'un guide des services à l'échelle du bassin d'emploi.

En mobilisant ainsi plusieurs communes, la région vient concrètement démultiplier le potentiel des actions engagées par la ville. « Notre rôle, explique Jean Le Garrec, conseiller régional socialiste délégué aux Assises, est en même temps d'impulser une dynamique et d'accompagner les actions locales. La région est le lieu de rencontre des têtes de réseau, or, dans le domaine

de l'emploi et du travail, une approche territoriale mettant en mouvement les forces associatives, syndicales, professionnelles, les collectivités est indispensable. Nous sommes investis d'une responsabilité importante d'invention, d'impulsion et d'animation. » La région n'est plus un simple pourvoyeur de fonds, comme cela fut le cas pendant longtemps.

Dans ce même esprit, l'équipe municipale lilloise participe au comité de pilotage régional sur l'aménagement-réduction du temps de travail (ARTT), un autre domaine sur lequel la région entend impulser une dynamique en aidant les PME à s'engager dans cette démarche. Là encore, elle cherche à s'appuyer sur des têtes de réseau, que celles-ci soient professionnelles (chambres de commerce et d'industrie, clubs patronaux...) ou territoriales. Lille entend bien évidemment relayer cette politique sur son territoire, tout en l'enrichissant d'un volet formation pour permettre à des chômeurs d'intégrer les emplois susceptibles d'être libérés.

Laetitia Van Eeckhout

Privilégier le terrain, un choix « philosophique »

Si le nouveau gouvernement ne se décide pas à s'appuyer sur les acteurs locaux, y compris en les aidant à s'organiser et en les finançant, il ira à l'échec, au moins pour les 700 000 emplois de jeunes et la réduction du temps de travail. Gérard Delfau, chaud partisan d'un transfert à l'échelon des bassins d'emploi ou des « pays » du pouvoir de décision en matière de lutte contre le chômage, juge que le temps est venu de passer aux actes.

Sénateur socialiste, maire de la commune rurale de Saint-André-de-Sangonis dans l'Hérault, il est un homme de fidélité. Rallié au début des années 80 à ce qu'on appelait alors les « Initiatives locales pour l'emploi », il n'a pas changé de direction quand la mode est passée.

En 1990, il prend la tête d'un réseau de développement local, les comités de bassin d'emploi, tout en connaissant leur faiblesse. Mais c'est pour lui un

choix quasi philosophique : à travers eux, c'est l'émergence d'une démocratie plus réelle qu'il veut soutenir. Malgré les pesanteurs d'un système qui réunit autour d'une même table élus de toutes appartenances et représentants des patrons et des salariés, il défend la formule contre vents et marées. Mieux, il veut l'élargir à l'ensemble des forces sociales locales.

Toutes doivent pouvoir participer aux décisions qui engagent l'avenir de leur espace de vie : « Les Allemands ont inventé le dialogue social et la cogestion au niveau des branches, nous faisons de même au niveau des territoires... » Il faut innover. L'autre voie, celle qui consiste à administrer de Paris 300 ou 400 milliards de subventions, a montré sa totale impuissance.

M.-C. B.

Peu d'annonces
sont aussi
populaires.

Que vous soyez intéressé par les
activités de marché, la comptabilité
générale ou les systèmes de paiement,
vous avez rendez-vous en rubrique
Gestion Finances.



Nous ne sommes pas populaires sans raisons



CONSEILS
EN
STRATEGIE

vous
propose de
valoriser
votre
expérience
à l'échelon
international

voir page VII

RENCONTRES
POUR LE
XXI^e SIÈCLE

Troisième aventure :
la
personnalisation
des services

LAGARDERE

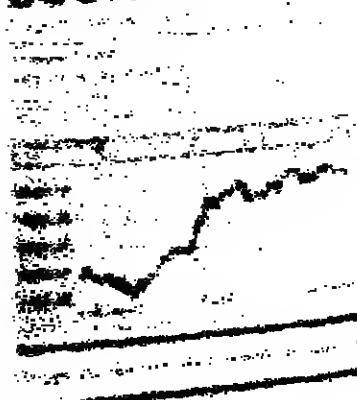
Retrouvez-nous en rubrique Cadres.

it les conditions
angers sans papiers

humanité et d'intérêt national

J. Jospin demande aux préfets
de contrôler sans faiblesse
les décisions des élus

BOURSE



Les actions coordonnées des élus au plus près du terrain

▼ C'est en dépassant les habituels divages que la lutte contre le chômage devient réalité

Avant et surtout après la décentralisation, nombre de collectivités territoriales se sont précipitées dans l'intervention économique avec la maladresse des néophytes. Avec l'emploi pour bannière, et le développement local pour prétexte, des maires, mais aussi des conseils régionaux, ont pris des risques financiers considérables. Par le biais des SDR (sociétés de développement régional), notamment, ils ont voulu parfois investir dans des projets industriels qui se sont révélés hasardeux ; quelques-uns d'entre eux ont participé à des plans de redressement d'entreprises condamnées ou, et cela s'est davantage perpétué, ont multiplié les zones industrielles, technopoles et autres pépinières dans l'espoir d'attirer de l'activité. Dans certains cas, ils se sont même livrés à des batailles sornaises, à coups d'avantages fiscaux ou d'équipements bradés, pour se faire une concurrence stérile dont les entrepreneurs étaient les seuls bénéficiaires.

Sans que l'on puisse prétendre que ces pratiques aient totalement disparu, ou qu'elles soient toutes condamnables, d'autres démarches ont vu le jour, en parallèle, dont on peut affirmer qu'elles ne cessent de se développer et qu'elles témoignent d'une vision sensiblement différente. Des élus, le plus souvent enracinés dans un terrain, sont à l'origine d'initiatives locales de développement économique et d'emploi qui se servent moins de l'arme de l'intervention financière, ou de celle de l'infrastructure, qu'ils se soucient de créer les conditions d'une dynamique de mobilisation concrète. Ce faisant, ils rejoignent un courant qui fait appel aux acteurs locaux, sociétaires de rassembler toutes les énergies plutôt que tout attendre des pouvoirs publics. Ils se situent en droite ligne des souhaits formulés par le président Jacques Chirac, lors d'un déplacement dans le Pas-de-Calais à l'automne 1996, d'un rapport réalisé à la suite par un groupe réuni autour de Michel Godet à la demande de l'ancien ministre du travail Jacques Barrot, et intègrent les préoccupa-

tions des associations qui, autour de Jean-Louis Laville notamment, militent en faveur de l'économie solidaire. On est dans le réel, dans le basique, et pas du tout dans les opérations de prestige ou monumentales.

Rendons à César... Sans conteste, les premiers à s'engager dans cette voie furent les comités locaux de bassins d'emploi, nés au début des années 80 sous l'impulsion de la gauche au pouvoir. Même si la formule connaît des fortunes diverses et donna parfois l'impression de s'essouffier, l'orientation était déjà là. Il s'agissait, hors des divages habituels, de faire travailler ensemble des chefs d'entreprise, des syndicalistes et des élus locaux sur un objectif commun. Aujourd'hui encore, le maillage réalisé sur le territoire montre la vitalité d'une telle approche. Le fait qu'un sénateur socialiste, Gérard Delfau, préside le comité national de liaison depuis 1990, sans discontinuer, démontre en outre la volonté de dépasser les querelles partisanes.

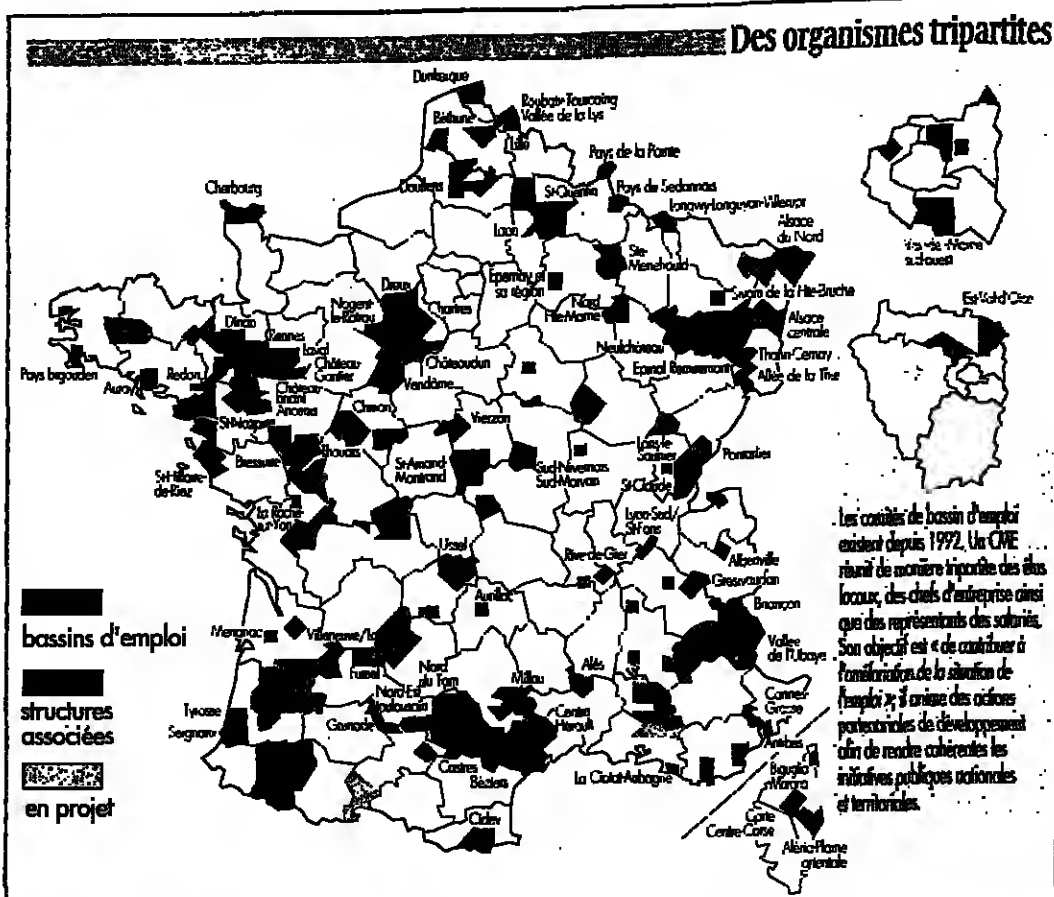
Depuis, d'autres expériences ont été lancées, qui participent de la même ouverture. L'Alliance villes-emploi, créée en 1993, regroupe 98 maires de France de toutes étiquettes, également convaincus que la bataille contre le chômage se pourra être gagnée sans le développement de politiques de proxi-

mité. Présidée par Jacques Baumel, député et maire RPR de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), elle se nourrit des échanges avec, aussi bien, Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre, que Pierre de Saintignon, maire adjoint socialiste de Lille. En l'occurrence, leur travail correspond aux souhaits de Jean-Paul Delevoye, président de la puissante Association des maires de France (AMF), qui a depuis longtemps fait de la cohésion sociale une priorité.

D'une certaine façon, c'est avec les tentatives menées dans le Nord que l'action des élus locaux et de leurs partenaires s'illustre le mieux, notamment en raison de la dynamique engendrée. A l'origine, sous le gouvernement de Michel Rocard, naissent les premiers PLIE (plans locaux d'insertion par l'économie), qui vont vite faire tâche d'huile puisqu'on en compte maintenant 110, dans des municipalités de tous horizons. Avec des programmes souvent ambitieux, l'objectif était de réunir tous les moyens pour réintégrer dans l'emploi les publics les plus en difficulté. Le tout avec des résultats significatifs.

Ces premiers succès ont conduit à décider d'une nouvelle étape où se retrouvent associées plusieurs villes, dont Lille et Dunkerque, mais aussi la région Nord-Pas-de-Calais, précisément parce que l'foo s'est rendu compte qu'il fallait apporter une cohérence d'ensemble à des dispositifs locaux. Mieux, il a été décidé à cette occasion d'élargir le champ des actions pour produire de la synergie entre la formation, la création d'entreprise, l'implantation de nouveaux employeurs et, bien sûr, la lutte contre la précarité. Une intervention globale donc, qui a pris le nom de plan local d'action pour l'emploi et qui vise à rassembler tous les réseaux, tous les partenaires et tous les acteurs possibles en tablant sur leurs complémentarités pour produire un sursaut. Et, là encore, le secret de la réussite réside dans la capacité à dépasser l'esprit de chapeau au nom de l'intérêt collectif.

A. L.



Mobilisation dans la Drôme

▼ Pionnière, la vallée lance le projet « Un travail pour chacun »

Depuis que Jacques Nikonoff est venu, en février 1996, exposer, dans le village de Crest (Drôme), les idées que défend le mouvement qu'il préside, Un Travail pour chacun (UTC), on voudrait bien aller plus loin dans la vallée. Des idées simples et pas tout à fait nouvelles : activer les dépenses consacrées au chômage pour financer la création de l'emploi. L'originalité du projet réside dans la méthode quasi-scientifique préconisée. Elle comporte trois volets : sur un territoire donné, calculer le coût du chômage (indemnisation par l'Assedic, aides publiques, manque à gagner des régimes sociaux et fiscaux, etc.). Parmi ces coûts, certains ne sont pas « activables » (les manques à gagner par exemple), les autres le sont directement ou après une décision relevant de l'Etat. Puis recenser précisément le besoin des habitants et les potentiels d'emplois auprès des associations, des entreprises et des services publics. Enfin, réunir dans un comité de pilotage les acteurs locaux chargés de

conduire l'expérimentation et de gérer la caisse. Après une rencontre avec l'ancien ministre du travail Jacques Barrot, en septembre, UTC a lancé un appel à candidatures pour l'expérimentation de son dispositif sur dix sites, comptant sur l'Etat pour la financer. La vallée de la Drôme a dit oui. Touchée à la fois par l'exode rural et par la désindustrialisation, cette zone comptait, fin 1996, 3 200 demandeurs d'emploi ; 5 000 avec les personnes en CES (contrats emploi-solidarité), au RMI, etc., ce qui porte le taux de chômage à 15 % ou 16 %.

Une grande campagne d'information a été menée. Aujourd'hui, l'association compte localement une quarantaine d'adhérents. Quant aux trente-trois maires des communes du district, de gauche comme de droite, ils ont voté comme un seul homme la candidature de la vallée. « Quand je dis aux maires que le manque à gagner, c'est, par exemple, de la taxe professionnelle pour leur budget communal, ce-
lo les interpelle », souligne Daniel

Francine Aizicovici

Réseaux et associations privilégient la carte de la proximité

Ils parviennent ainsi à suivre les parcours individuels des personnes en difficulté. Leurs actions visent à coordonner les différents savoir-faire

Ouvrir un hypermarché dont la moitié des effectifs, hors encadrement, serait constituée d'exclus (allocataires du RMI, jeunes sans qualification, chômeurs de longue durée...) est un pari osé. Tel est pourtant le résultat exemplaire du dispositif d'insertion mis en place à l'occasion de l'ouverture, en mars 1996, de l'hypermarché Mammouth de Bourzwiller, dans le cadre du PLIE (Plan local d'insertion par l'économie) des deux communes de Mulhouse et d'Illzach. Grâce à cette opération de formation qui aura duré vingt mois (de janvier 1995 à septembre 1996), 96 personnes, en grande difficulté il y a deux ans, sont aujourd'hui salariées de la grande surface, dont 65 à temps plein, essentiellement sur des postes polyvalents d'employés de libre-service et de caissiers.

Quinze mois après l'ouverture du magasin, le résultat a dépassé toutes les espérances : « Non seulement il est désormais impossible, en termes de compétences professionnelles, de faire la différence entre ceux qui ont été embauchés via le PLIE et les autres ; mais en plus, certains, parmi les premiers, ont connu une promotion jusqu'à devenir chef de rayon », se félicite Philippe Maitreau, président du PLIE et adjoint au maire de Mulhouse, chargé des finances et de l'emploi.

Emblématique, cette initiative illustre bien l'ambition des PLIE : « Favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté », énoncée par la circulaire du 12 janvier 1993, qui stipule : « Le PLIE

permet de mobiliser sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs (...), sur une durée pluriannuelle n'excédant pas cinq ans, l'ensemble des acteurs intervenant au plan local en faveur de l'insertion : communes, départements, région, entreprises, organismes socio-professionnels, structures d'insertion et réseaux associatifs aux côtés de l'Etat. »

Chaque PLIE se doit, dès la signature, d'afficher ses ambitions, compte tenu des crédits alloués par les acteurs locaux, mais aussi par le Fonds social européen (FSE). Signé en 1993 pour quatre ans, le PLIE de Mulhouse, qui arri-

vera à terme à la fin de 1997, prévoit de « remettre au travail » 850 personnes. « Nous en sommes à 690 : 84 % occupent un poste en CDI ou en contrat d'au moins six mois, et 16 % sont en formation qualifiante », indique Philippe Maitreau. D'un montant de 15 millions de francs annuel, le budget du PLIE mulhousien est financé à hauteur de 7,2 millions de francs par le FSE ; le reste provient de subventions de la commune, du conseil général du Haut-Rhin et de l'Etat.

Le principal mérite des PLIE est de mettre en cohérence les diffé-

rentes actions entreprises au niveau local afin, selon la circulaire du 16 août 1994, d'« assurer de véritables parcours individualisés vers l'emploi », incluant aussi bien l'accompagnement social (aide au logement, au transport...) que l'orientation, la formation en alternance, la recherche d'un emploi et le suivi en entreprise.

Ainsi le PLIE de Mâcon-Cluny-Tournus est exemplaire en termes de coopération intercommunale, d'autant que les maires de ces trois villes ne sont pas de la même couleur politique, la première est dirigée par un socialiste (Michel-An-

toine Rognard), la deuxième par un UDF (Robert Rolland) et la troisième par un divers droite (Henri Lévêque). Signé en 1995 pour cinq ans, ce PLIE, qui dispose d'un budget de 4 millions de francs (dont 1,5 million provenant du FSE), doit permettre le retour à l'emploi de 400 personnes.

Le développement des PLIE témoigne : par-delà les clivages politiques traditionnels, les élus locaux, premiers témoins des problèmes de leurs administrés, multiplient les initiatives en faveur de l'emploi, même si la lutte contre le chômage ne relève pas juridique-

meot du champ de compétence des municipalités.

Il y a quatre ans est née l'Alliance Villes Emploi (AVE : 01-47-32-67-17), une association qui regroupe une centaine de communes, toutes tendances politiques confondues : Lille, Lyon, Marseille... Editrice du *Repertoire national des initiatives en faveur de l'emploi*, l'association répond à un double objectif : « Echanger les savoir-faire entre élus, mais aussi faire du lobbying auprès du gouvernement afin de voir enfin reconnu le niveau local comme échelon incontournable de lutte contre le chômage », explique Thierry Sausser, délégué général de l'AVE et maire adjoint de Rueil-Malmaison. Et de conclure : « Toutes les clés en matière d'insertion et d'emploi se trouvent au niveau local, là où l'on peut suivre individuellement les personnes en difficulté. »

Outre que l'on retrouve parmi les membres de l'AVE nombre de villes ayant mis en œuvre un PLIE, les responsables des PLIE insistent sur la nécessité de partager les expériences. « Constituer un réseau d'échanges des compétences » est précisément le premier objectif de l'association Europole, créée en avril dernier et dont l'objet est de regrouper les 110 PLIE qui existent en France.

Directeur du PLIE de Mâcon-Cluny-Tournus et vice-président d'Europole, René Ducarouge précise : « Il s'agit aussi de préparer avec les pouvoirs publics le renforcement des fonds européens à l'horizon 1999 ». D'aucuns ambitionnent déjà d'élargir le dispositif à d'autres pays européens.

Clarisse Fabre

Philippe Baverel

L'utopie d'une ville sans chômeurs

Ici, à Jouques, dans la région d'Aix-en-Provence, comme laboratoire de lutte contre le chômage. Dans cette petite ville de 3 000 habitants, dont 250 sont privés d'emploi, dépourvue de toute structure locale d'insertion, au moins mesurerait-il les effets de son action. C'était il y a quatre ans. Christian Ménard, tout juste la cinquantaine, dressait alors un bilan amer de dix années vouées au reclassement de chômeurs : le nombre de sans-emploi n'avait pas triplé, dans la décennie qui venait de s'écouler ? Mais cet homme, qui au début des années 80 a démissionné de son poste de directeur des ressources humaines à la Normed au bout de quinze jours, « par refus de gérer une chorrette de 4 000 personnes », n'est pas désabusé : « Je suis convaincu que le chômage n'est pas inductible et qu'une autre économie, avec de nouvelles formes d'emploi, peut apparaître. »

Il crée sa Fondation de Jouques en 1993. Un espace ouvert à tous les chômeurs qui veulent s'en sortir, où les bénévoles arrivent et re-

partent, structuré autour de trois activités. D'abord, l'accueil et le suivi des personnes. Ensuite le conseil assuré à ceux qui n'arrivent pas à réaliser un projet professionnel : certains deviennent salariés de sa fondation avec pour mission de faire avancer leurs idées, comme ce jeune qui veut créer un office de tourisme.

CHAMPS D'OLIVIERS

Enfin, la fondation lance des initiatives à l'échelle de la communauté pour, à terme, générer des emplois : par exemple, la mairie vient de voter le financement d'un chantier-école, afin de former et mettre à niveau de travail des personnes de faible qualification ; il s'agit d'employer des moins de vingt-cinq ans à la transformation d'une maison inhabitée en guichet unique rassemblant tous les services municipaux. Un autre projet, encore dans les cartons, consisterait à entretenir des champs d'oliviers, à en planter de nouveaux, et à fabriquer un pressoir pour la production d'huile.

Directeur d'une société de reclassement, Christian Ménard ne se rend à Jouques qu'une demi-journée par semaine. Mais il trouve que c'est déjà trop : « Le but est de faire bouger les gens, pas de les assister », lance-t-il. Il reconnaît que sa fondation ne fait pas que des heureux car elle empiète sur les platebandes des ANPE et des missions locales environnantes. Mais l'homme poursuit son rêve : « Une utopie ne se fixe pas d'objectifs, ou de limites ; et une fondation, c'est éternel. Ça survit à son fondateur. Alors, tant qu'il y aura des chômeurs... »

Jusqu'à présent, chaque année, la fondation a permis à une douzaine de personnes de créer leur propre emploi. Et Christian Ménard milite pour faire reconnaître le statut de « créateur de sa propre activité ». Un contrat de soutien individualisé qui combinerait, pendant la phase de lancement, un prêt à taux zéro ou une comptabilité assurée par un tiers. « Un accompagnement, pas une subvention. »

Des organismes tripartites

dans la Drôme

Par le projet « Un travail pour tous »

Le projet « Un travail pour tous » est un programme de lutte contre le chômage de longue durée. Il vise à créer des emplois dans le secteur public et à accompagner les personnes en difficulté. Le projet est financé par le département de la Drôme et le conseil régional de Rhône-Alpes. Il s'agit d'un véritable défi pour les acteurs locaux, car il faut trouver des solutions innovantes pour répondre aux besoins de la population. Le projet est basé sur la coopération entre les différents acteurs du territoire. Il vise à créer des emplois dans le secteur public et à accompagner les personnes en difficulté. Le projet est financé par le département de la Drôme et le conseil régional de Rhône-Alpes. Il s'agit d'un véritable défi pour les acteurs locaux, car il faut trouver des solutions innovantes pour répondre aux besoins de la population. Le projet est basé sur la coopération entre les différents acteurs du territoire.

proximité

Le projet « Un travail pour tous » est un programme de lutte contre le chômage de longue durée. Il vise à créer des emplois dans le secteur public et à accompagner les personnes en difficulté. Le projet est financé par le département de la Drôme et le conseil régional de Rhône-Alpes. Il s'agit d'un véritable défi pour les acteurs locaux, car il faut trouver des solutions innovantes pour répondre aux besoins de la population. Le projet est basé sur la coopération entre les différents acteurs du territoire. Il vise à créer des emplois dans le secteur public et à accompagner les personnes en difficulté. Le projet est financé par le département de la Drôme et le conseil régional de Rhône-Alpes. Il s'agit d'un véritable défi pour les acteurs locaux, car il faut trouver des solutions innovantes pour répondre aux besoins de la population. Le projet est basé sur la coopération entre les différents acteurs du territoire.

CHRONIQUE par Alain Lebaube Cadeau patronal

Décider du montant de l'augmentation du SMIC n'était pas chose facile pour Lionel Jospin, attendu sur ce point comme sur tant d'autres. Entre les 4 % finalement retenus, les 500 francs souhaités par la PCF et les 10 % réclamés par la CGT, il y avait place pour toutes les nuances, et, dans la palette, chaque option aurait pris un sens précis. Au vu des réactions, il semblait que le premier ministre se soit bien tiré de l'exercice, au moins sur le plan technique. Confronté à l'écabance annuelle de révision du 1^{er} juillet, il ne pouvait pas faire moins, en comparaison du coup de pouce donné par Alain Juppé, placé dans les mêmes conditions. Aidé par la faible évolution de l'indice des prix, il peut afficher une croissance du pouvoir d'achat plus importante que ces dernières années. Un signal positif pour la relance de la consommation, qu'il amplifie par deux autres décisions : la promesse du transfert progressif des cotisations d'assurance-maladie sur une contribution sociale élargie à l'ensemble des revenus, y compris financiers ; la perspective d'une baisse de la TVA. De manière symptomatique, le patronat n'a pas élevé de protestation, sa seule critique portant, symboliquement, sur la réduction du temps de travail. Moindre mal, donc, la hausse prévue sera compensée à terme par l'effet sur le coût du travail de la CSG. D'autant que cette dernière s'applique sur tous les salaires, et pas uniquement à ceux des 2,2 millions de salariés. Mais il y a aussi une raison

cachée à cette relative bienveillance, que n'avaient pas manqué de souligner les syndicats, dès que le débat s'était engagé autour de ce sujet. Mécaniquement, le relèvement du SMIC produit en bout de course un cadeau aux patrons, puisque le processus d'exonération de charges, entrepris depuis la loi quinquennale de 1993, prend appui sur la valeur du salaire minimum. En augmentant ce dernier de 4 %, on repousse d'autant les frontières au sein desquelles intervient la baisse de charges, dans la limite de 1,33 fois le SMIC, de nouvelles catégories étant ainsi intégrées dans le dispositif. A tel point que l'on estime à 3,5 milliards de francs l'effort que cela représente pour les finances publiques. Au-delà de cette conséquence ironique, où l'on voit une mesure éminemment sociale se transformer en un avantage bénéfique pour les employeurs, un tel enchaînement de cause à effet révèle à quel point les politiques économiques et sociales sont imbriquées, indissociables et interactives. Surtout, et dès lors que le déplacement des cotisations sociales s'effectue en direction de tous les revenus, une avancée importante se produit. Il devient possible de déconnecter l'appréciation du montant du SMIC de l'objectif de la baisse du coût du travail. Autrement dit, le premier peut demeurer une référence sociale indiscutable et faire l'objet d'une attention telle que l'on puisse le relever, comme maintenant. Tandis que le second est obtenu par la baisse des charges, qui soulage les entreprises et incombe, en contrepartie, toujours plus à la collectivité nationale.

PARUTIONS

Vingt ans de tâtonnements

LE TEMPS DE TRAVAIL EN MIETTES
de Jacques Freyssinet
Les Éditions de l'Atelier, 272 p., 110 F.

Le bilan établi par Jacques Freyssinet, directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), est éclairant et laisse rêveur. Tant de rapports d'experts, de textes législatifs et de négociations pour aboutir, somme toute, à si peu de résultats en matière de temps de travail. Patronat et syndicats arrivent difficilement à concilier leurs demandes. L'état hésite entre impulsion et décision. La recherche d'effets sur l'emploi et celle d'un assouplissement de l'organisation du travail se court-circuitent. En outre, la revendication d'une réduction générale de la durée du travail « est faiblement mobilisatrice auprès des salariés », sauf quand il s'agit d'éviter des licenciements. Dans ce contexte, « le succès initial de la loi Roubien tient peut-être au fait que l'impact positif sur la durée du travail et de l'emploi apparaît au niveau micro-économique, alors que l'impact sur les revenus est socialisé de manière opaque à l'échelle macro-économique ». « L'opacité est-elle, dans notre système social, une condition d'acceptabilité ? », se demande l'auteur. Bonne question. On lui sait gré, en tout cas, d'avoir dénoué avec précision le fil de nos tâtonnements sur le temps de travail depuis vingt ans. Il se défend d'ajouter des propositions à toutes celles qui se sont déjà exprimées, mais se prononce néanmoins pour « une négociation pluridimensionnelle qui articule, de manière cohérente, évolution de la durée et de la division du travail, réorganisation de la production et de la division du travail, formation et qualification, politique salariale ». La voie qu'il trace ainsi paraît très pertinente, de même que le sens qu'il lui assigne : la réduction des temps de travail « n'est pas une solution miracle au problème du chômage », mais constitue « l'une des composantes nécessaires de la réorganisation des formes de mobilisation des forces de travail autour d'un nouveau modèle de performance productive et de cohésion sociale ».

Pas de recette miracle

L'ART DU MANAGER. DE BABYLONE À L'INTERNET
de Pierre Morin
Les Éditions d'Organisation, 232 p., 146 F.

Des textes sumériens, datant de cinq mille ans avant Jésus-Christ, seraient les premières manifestations formalisées de la « pensée managériale ». A Babylone, sous Nabuchodonosor, on utilisait des techniques de contrôle de la production et des formes stimulantes de salaires. Cet éclairage historique est un des principaux intérêts de ce livre, rédigé par le directeur scientifique de la société de consultants IDRH. Il y décrit l'évolution des théories et des techniques managériales, qui ne se sont pas constituées en science, comme l'avait rêvé Taylor. Il s'agit de les adapter aux situations vécues, d'autant plus qu'elles s'appliquent aujourd'hui à des petites unités, plus autonomes et plus réactives qu'hier, où la place et le rôle de chacun ne sont pas définis une fois pour toutes. Sans oublier qu'un manuel de navigation ne dispense pas d'avoir un capitaine à bord qui fixe un cap, tout en tenant compte de la diversité de l'équipage, de ses attentes et de son fonctionnement. Autant dire qu'il est plus que jamais illusoire de croire aux recettes miracles. Cet ouvrage n'apporte pas de concept vraiment nouveau, mais situe bien les conditions d'exercice et les limites de l'« art » du manager, ainsi que le contexte dans lequel il va devoir évoluer.

Daniel Urbain

L'Argentine découvre la crise sociale

BUENOS AIRES

correspondance
a crise sociale qui affecte nombre de pays européens, depuis plusieurs années, a fait une entrée remarquée dans une Argentine en pleine phase de stabilité économique et qui fait les yeux doux aux investisseurs étrangers. Les manifestations de chômage désespéré s'étendent du nord au sud de l'immense pays, touchant aussi bien les zones désertiques de la Patagonie que les provinces préandines de Salta et Jujuy, sans oublier les grands centres urbains comme Cordoba. Pour l'instant, Buenos Aires, qui regroupe près du tiers de la population argentine, n'a pas encore été touché par les incidents, même si la capitale abrite le mouvement de protestation des enseignants. Au cours des dernières années, depuis 1989 et la mise en place de la politique néolibérale du président Carlos Menem, qui se réclame du péronisme, les inégalités n'ont cessé de se creuser, alors que la croissance est régulière.

Le retour à une politique de clientélisme dans la perspective des élections législatives partielles d'octobre prochain pourrait cependant freiner un peu le mouvement. Et cela d'autant plus qu'elles préfigurent l'élection présidentielle de 1999 - la campagne étant déjà pratiquement commencée - où le président Menem n'aura pas le droit de se représenter. L'Argentine connaît désormais un taux de chômage record de 17,3 %, selon des chiffres officiels que plusieurs élus de l'opposition considèrent comme largement au-dessous de la vérité. Cela signifie que la crise affecte un tiers de la population active du pays.

Par ailleurs, selon le dernier rapport du ministère du travail, 1 429 000 chômeurs ont atteint « le seuil de la pauvreté extrême » et sont « dans une situation critique ». Et encore, soulignent les

experts, cette pudique statistique ne prend pas en compte la situation des retraités, dont la grande majorité perçoit leur pension d'une manière pour le moins chancelante, ni bien entendu celle du premier emploi pour les jeunes. Dans certaines provinces comme Salta et Jujuy, à 1 700 kilomètres au nord de Buenos Aires, le chômage touche plus de 50 % de la main-d'œuvre active, ainsi que dans la province de Neuquen, en Patagonie. Ce n'est pas par hasard si ce sont dans ces provinces que l'on a assisté aux affrontements les plus violents avec des forces de l'ordre suréquipées face aux lance-pierres des manifestants et qui, selon l'avis unanime des observateurs, ont fait preuve d'une violence inhabituelle depuis le retour

à la normale et sans aucune couverture sociale.

Deux facteurs principaux sont à l'origine de cette crise sociale. Tout d'abord, la majorité des licenciements affectent des entreprises privatisées où existait une véritable surpopulation découlant d'un clientélisme électoral cher au péronisme. Ensuite, les gouvernements des provinces n'ont pas immédiatement compris le désengagement de l'Etat central, amorcé à l'époque de l'ancien ministre de l'économie, Domingo Cavallo, l'homme du miracle économique argentin. Ce désengagement a entraîné un réajustement souvent très brutal de la politique économique des gouvernements provinciaux, dont les responsables, y compris les gouvernements péro-

niale, et surtout la création de zones économiques permettant de créer de nouveaux emplois.

La richesse minière encore insoupçonnée de l'Argentine pourrait être une solution à moyen terme pour créer des emplois pour une main-d'œuvre non qualifiée. Pour ramener le calme à Jujuy, le gouvernement avait promis, le 31 mai dernier, la création de 12 570 emplois en quinze jours dans la province. A l'expiration du délai, le 15 juin, seul un millier d'emplois provisoires avaient été créés, et les chômeurs de la province ont décidé de reprendre leur mouvement et de couper les principales routes, seule forme de revendication pour eux.

Devant l'ampleur de la crise, la Confédération générale des travailleurs (CGT, syndicat officiel), qui avait été jusqu'à présent le fidèle relais du gouvernement, a pris ses distances avec le pouvoir. L'Eglise n'en plus ne ménage pas ses critiques et dénonce régulièrement « l'insensibilité sociale », « le manque de dialogue », et les plus hauts dignitaires ne manquent pas une occasion pour égratigner le pouvoir. Le président Menem, ulcéré par ces critiques qui masquent la réussite de sa politique économique, a demandé à ses ministres d'aller sur le terrain prendre la température des provinces. Dans le même temps, il déclarait que le gouvernement « n'aurait pas continué à accepter que les manifestants utilisent des moyens délictueux pour faire passer leurs revendications », accusant au passage les médias de « transformer en enfer un simple petit feu ». Malgré la gravité de la situation, le risque de dérapage est assez limité. En période électorale, le mouvement péroniste est parfaitement rodé pour prendre des mesures de clientélisme pouvant éteindre le plus dangereux des incendes.

Interim

Le travail pris au piège d'un modèle fatigué

par Hubert Bouchet

Aujourd'hui, la malediction du chômage conduit à traiter du travail en occultant des pans entiers du champ que recouvre le concept lui-même. Désormais, le travail est considéré quasi exclusivement pour l'Occupation qu'il donne à des fins alimentaires. La substitution du terme « emploi » à celui de « travail » témoigne de la réduction de l'angle de regard, comme en témoigne aussi l'approche quantitative qui mesure en heures travaillées en jours, semaines, mois, années et carrière professionnelle. Cette approche privilégie le travail dans sa dimension matérielle, enracinée dans l'usage de la force physique, au moment où la dématérialisation estompe cette dernière au profit de la matière grise.

Disant tout la même chose, les articles, livres, rapports et discours écrits et prononcés par de beaux esprits au cours des dernières décennies alimentent une querelle théologique caricaturée par la polémique qui sépare ceux qui ne voient de solution au chômage qu'à travers la diminution de la durée du temps de travail de ceux qui n'envisagent que son augmentation.

Cette querelle fait passer à côté de la révolution qui, chez nous, affecte le travail dans sa nature même. Cette révolution est liée à l'installation progressive du savoir au cœur de la société. La société du savoir rompt avec ce qui la précède. L'activité qu'elle génère a son siège dans la matière grise travaillée par l'intelligence, assistée elle-même des outils technologiques de l'information. Elle exige que l'individu active des facultés, notamment conceptuelles et d'abstraction, qui n'étaient pas si massivement requises antérieurement.

Dans la société du savoir, à titre professionnel ou non, l'individu qui manipule de l'information sous forme de données ou de signes peut opérer hors de l'unité d'action, de temps et de lieu. C'est ainsi que le travail, qui impose la présence de l'individu sur le lieu où l'activité se réalise, est susceptible d'être drastique-ment réduit.

Sur un autre plan, la corrélation entre la durée du travail et la pro-

duction réalisée se distend. Un travail bref peut engendrer des résultats abondants, alors qu'un travail de longue durée peut n'aboutir qu'à des résultats minimes faisant long feu.

De même, alors que la société d'avant distribuait les individus sur une échelle unique avec des capacités qui trouvaient toutes place de bas en haut de la hiérarchie, la société du savoir établit une frontière entre ceux qui en seront et ceux qui en seront exclus, faute de disposer du ticket pour y entrer d'abord et y demeurer ensuite.

Un argument que sur la durée du travail pour régler la question du chômage, le débat occulte totalement cette question du ticket d'entrée qui, à double volet, emporte deux séries d'énigmes absolues : la première, *si on n'en est intrinsèque à la personne qui doit cultiver des capacités propres à se mouvoir dans l'univers de l'information*.

La seconde concerne l'habileté à manipuler les nouvelles technologies de l'information qui sont les outils modernes de navigation dans la société du savoir.

Parce que le débat a été polarisé autour des paradigmes anciens qui ont encastré le travail dans la double acception de sa durée et de sa dimension matérielle, la distribution des tickets n'a pas été organisée. C'est l'instruction, sous toutes les formes possibles existantes et à imaginer, qui distribue les tickets d'entrée dans la société du savoir. Une fois entré, l'individu devra circuler grâce au rechargement périodique de son ticket d'entrée, là aussi sous toutes les formes possibles. Faute de disposer lui-même souverainement du ticket d'entrée, l'individu risque non bien de se voir exclu le jour où il aura omis de le recharger, ou bien de se voir imposer son rechargement par un tiers au nom de la « employabilité » et de la « compétence ».

C'est tout cela qui n'a pas été pris en compte et fausse l'appréhension de la réalité. Le fait que les « bons auteurs » soient eux-mêmes de la société du savoir, et ainsi extérieurs à l'objet de leurs propos, explique peut-être leur regard retardataire et décalé. De leur côté, ceux qui sont

quotidiennement au charbon ont besoin d'outils pour gérer les ressources humaines. Eux aussi, DRH et conjoints, n'ont pas de raison de se compliquer la vie, même s'ils pressentent l'inadéquation croissante de leurs outils à la réalité.

Pour nous, syndicalistes, le fait que nous ne saurions « lâcher la proue pour l'ombre », assurés qu'un tiers vaut mieux que deux tu l'auras », ne nous empêche pas de réfléchir pour parer aux risques nouveaux.

L'énergie un peu désespérée mise à l'entretenir ne peut masquer que le système, usé jusqu'à la fatigue, est devenu un piège. On verra prochainement que tous les bicyclettes pour maintenir le travail non qualifié sous respiration artificielle contribuent à ce piège. Cette vision

réductrice du « travail occupation » a aussi, au-delà du rationnable, entretenu l'idée que le progrès technique est néfaste.

Déjouer ce piège permettra à la fois de produire les utiles pertinents pour la mesure du travail « marchand » et l'épanouissement du débat sur le travail sorti du carcan où l'a enfermé l'obligation alimentaire.

Apparaîtront alors insensés les débats sur la fin du travail comme ceux qui, aussi gratuitement, conduisent le contraire. Au cœur de toutes les dimensions et de tous les âges de la vie, qui ne se construisent pas sans lui, tel apparaîtra le travail.

Hubert Bouchet est secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière.

BTS • DEUG • DUT • LICENCE • MAÎTRISE

Ouvrez vous les carrières du Management Hôtelier International et de l'Industrie des Services

UNE DOUBLE FORMATION BILINGUE
EUROPÉENNE ET AMÉRICAINE
CONDUISANT AUX TITRES LES PLUS PRESTIGIEUX

BACHELOR OF SCIENCE
IN INTERNATIONAL HOTEL MANAGEMENT

EXECUTIVE MASTER
IN INTERNATIONAL HOTEL MANAGEMENT

en partenariat avec le Centre de Management International • Centre
Contact Véronique Sourin
01 45 26 59 28

European Center of International Hotel Management
CEMHI Centre Européen de Management Hôtelier International
52 rue Saint-Lazare 75009 Paris • fax 01 45 26 59 29

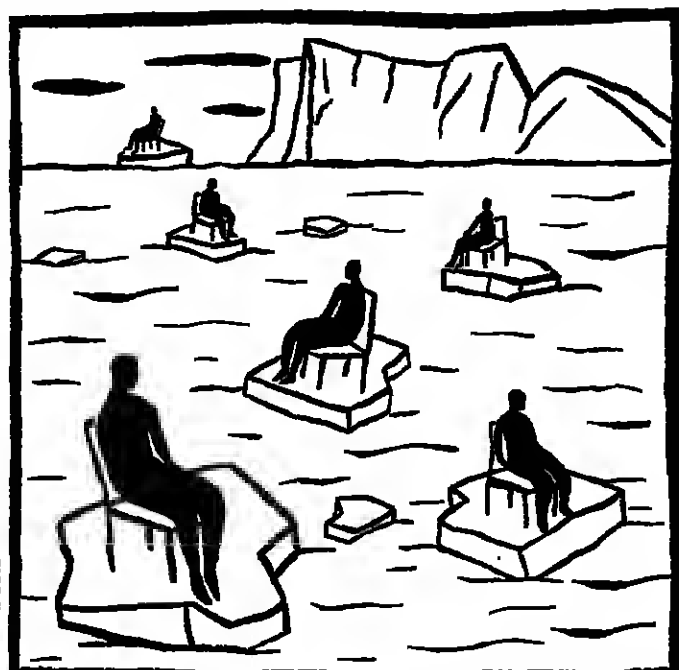
Radioscopie d'une jeunesse désabusée qui a peur du lendemain

Enquête. Inquiète et résignée, elle ne rêve plus de changer le monde, mais simplement de s'y faire une place, aussi petite soit-elle

Is ont vingt ans et leur principal projet de vie se résume à trouver du travail. Puis à ne pas le perdre. Cela accapare toute leur énergie. Ayant grandi pendant l'ère du chômage et de la précarité, ils n'attendent rien de bon des années à venir. Pourtant, ils ne revendiquent pas. Même s'ils ont fortement conscience que les règles du jeu sont faussées, que le jeu lui-même n'a pas de sens, ils semblent considérer cette situation comme inéluctable. Comme s'ils n'avaient aucun moyen d'infirmer le cours des choses. C'est, en tout cas, ce qui se dégage de l'étude réalisée auprès d'un échantillon de 2 000 jeunes, âgés de quinze à vingt-neuf ans, et des réunions de groupe menées par l'association « Jeunes en questions ».

Les résultats chiffrés, tout comme la lecture des témoignages, n'ont rien de rassurant. Tant chez les étudiants que chez les jeunes actifs, l'anxiété des lendemains s'accompagne d'un très fort sentiment de frustration. L'impression de passer à côté des années de jeunesse. « L'avenir et le présent, on n'en profite pas, c'est ça le plus gros problème », résume un ouvrier. Les jeunes actifs ont souvent le sentiment de mener une vie médiocre parce que l'argent gagné est ponctionné de tous les côtés et que le temps manque.

Pour les étudiants, « tout se passe comme si, en leur demandant de s'inscrire très tôt dans le monde du travail (en pensée, au niveau des soucis), on leur volait, sans contre-partie future assurée, leur jeunesse », commente Philippe Cabre, responsable de l'association « Jeunes en questions ». 72 % des interrogés considèrent qu'il est im-



portant de posséder un diplôme pour trouver du travail.

De fait, les études sont appréhendées non plus comme un choix, mais comme un tremplin vers l'emploi : « C'est le fait d'être obligé de faire des études qui nous pousse à en faire », déplore un étudiant. « Il n'y a pas grand-chose qui nous donne envie d'étudier, à part le chômage », ajoute un lycéen. 76 % estiment que l'enseignement scolaire et universitaire n'est pas adapté au monde de l'entreprise et 82 % trouvent que, dans les lycées et universités, l'information sur les débouchés professionnels est insuffisante. Autre donnée marquante de l'enquête : la perte de

confiance dans les institutions. Seuls 8 % des jeunes sondés considèrent que les hommes politiques sont des gens bien, 10 % pensent que les journalistes méritent leur confiance, 30 % seulement font confiance à la justice, 57 % sont persuadés que, pour avoir du travail, il faut de la chance ou du privilège, 60 % estiment qu'on leur cache la vérité sur les problèmes de la « vache folle », 65 % considèrent que la télévision les rend plus abrutis, 66 % que l'on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations et 71 % que le pouvoir politique intervient trop dans les affaires de la justice. « On assiste à une décredibilisation globale des institutions : tous ceux qui représentent la citoyenneté sont rejetés et ce rejet est encore plus fort chez les jeunes que dans le reste de la population », indique Philippe Cabre.

Désabusés, les jeunes dénoncent un monde qui marche sur la tête : « On n'a pas encore vécu, on est jeune, et déjà il faut penser à la retraite », se désole un étudiant ; « Soit on est trop jeune, on sort de l'école, on n'a pas d'expérience... Soit il y a le problème inverse, les gens de quarante ans qui sont au chômage, ils ont de l'expérience, mais on ne peut pas les prendre parce qu'ils sont trop vieux, ils ont fait leur temps », s'indigne un chômeur. Ils ne se font guère d'illu-

sions sur l'évolution de la situation : « L'avenir, je le vois sombre, on ne peut pas entrer dans une boîte avec un espoir de promotion sociale, ça n'existe plus », constate un étudiant.

Pourtant, leur colère ne débouche sur aucune revendication, aucune volonté affichée de se démenier pour voir les choses changer. Ainsi, alors que 68 % des interviewés sont persuadés que le chômage des jeunes va augmenter en 1997 et qu'ils sont également 73 % à être convaincus que la Sécurité sociale va les rembourser de moins en moins bien, ils ne sont paradoxalement que 53 % à croire en la réduction du temps de travail et 57 % à juger la réforme de la Sécurité sociale indispensable.

Au sentiment d'impuissance s'ajoute une espèce de fatalisme. Comme s'ils ne croyaient plus en rien, comme s'ils n'étaient guère persuadés que ce que certains hommes ont fait, d'autres peuvent décider de le faire autrement. « Le problème, c'est que l'on a intégré cette misère... On n'a plus cette capacité à être scandalisé par une situation... Mais le premier, je le reconnais... C'est forcément choquant mais je ne suis pas scandalisé... Je ne vais pas inviter un SDF chez moi... On s'est habitué à cette situation », confirme un étudiant. « En France, celui qui trouvera la solution sera fort. Elle est peut-être au niveau mondial », renchérit un jeune actif.

Plutôt que de changer le monde, la tendance est au repli sur soi. Et sur la famille. 86 % pensent que celle-ci doit rester la cellule de base de la société et 61 % estiment qu'il faut respecter les convenances. Dans le même temps, ils sont aussi 74 % à penser que l'on s'éloigne de plus en plus les uns des autres. « De moins en moins de gens se serrent les coudes, c'est chacun pour soi », déplore un jeune issu d'une catégorie intermédiaire.

« Tout le monde se réfugie dans son petit coin en se disant : on va peut-être attendre des jours meilleurs... Je ne pense pas qu'ils vont venir, les jours meilleurs », renchérit un étudiant en BTS.

Leurs parents rêvaient de découvrir la plage sous les pavés. Les jeunes des années 90 regardent le sol se fendiller sous leurs pieds, sans illusion. Anesthésiés par trop d'inquiétude et d'incertitude.

Nathalie Mickus

Progression des accords sur le temps de travail

BILAN ANNUEL DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE. Tous thèmes confondus, la négociation collective a enregistré des progrès en 1996, selon le rapport rendu public le 23 juin par le ministère du travail ; les accords de branches ont augmenté de 6,5 % en un an (1 030) et ceux signés dans les entreprises de 8 % (9 274). Cependant, la négociation salariale marque le pas, le nombre d'accords de branche passant de 528 à 487 et ceux des entreprises diminuant de 5 %, en raison d'une conjoncture « peu porteuse », note le bilan annuel. Pour la première fois, la négociation sur les salaires abandonne sa première place pour la deuxième, au profit de l'aménagement du temps de travail ; un thème, il est vrai, soutenu par une forte actualité entre les prolongements de l'accord interprofessionnel d'octobre 1995 et, surtout, la loi de Robien. Dans les branches, 25 branches sur 128 ont finalement signé un accord sur le temps de travail couvrant plus de quatre millions de salariés. Ce bilan est toutefois « décevant en référence à l'ampleur des ambitions initiales », souligne le ministère du travail. En revanche, la négociation dans l'entreprise manifeste une certaine vigueur, 4 000 accords ayant été conclus, soit 12 % de plus qu'en 1995.

Les stratégies professionnelles des jeunes diplômés

LES DIPLÔMÉS EUROPÉENS souhaitent débiter leur carrière dans une entreprise dont la réputation leur permettra de rebondir ensuite dans leur carrière. Selon *The European Graduate Survey 1997*, réalisé par Universum, ce pragmatisme tient beaucoup au fait que les jeunes ne croient plus à un emploi à vie, mais à « l'employabilité », et veulent donc jouer une bonne carte professionnelle dès le départ. « Les étudiants veulent travailler pour une entreprise leader qui leur servira de référence », explique Michael Kalinowski, vice-président d'Universum. Ils pensent y valoriser des compétences générales plutôt que d'être tout de suite étiquetés comme spécialistes. La firme de leurs rêves est un cabinet de conseil en management ou d'ingénierie, international. Trois noms sont plébiscités : McKinsey, The Boston Consulting Group et Andersen Consulting.

En revanche, l'assurance, l'industrie du papier et l'électronique de consommation sont les trois secteurs que les jeunes souhaitent le moins intégrer.

Trois bourses de recherche en sciences humaines

LE MÉCÉNAT SETIA, EN PARTENARIAT AVEC L'ANVIE (l'Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises), propose, comme chaque année depuis 1992, trois bourses de recherche d'un montant de 100 000 francs chacune. Au programme de cette année : « Qu'enseigne l'entreprise ? ». Soit, plus précisément, qu'apprend-on dans l'entreprise ? Pour quelles valeurs, quelles finalités, quels métiers, quel intérêt l'entreprise a-t-elle à former ? Quelles sont les conséquences de l'enseignement en entreprise en termes de lien social, etc. ? Ouvertes à toutes les disciplines de sciences humaines (histoire, économie, sociologie, anthropologie, sciences politiques...), ces bourses sont accessibles à toute personne désireuse de plancher sur le sujet. Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le 15 juillet. Contact : Anvie, Maison des Sciences de l'homme, 54 bd Raspail, 75006 Paris. Tél. : 01-49-54-21-16.

DÉPÊCHES

■ **ENSEIGNEMENT.** L'UFR des sciences de l'éducation de l'université Charles-de-Gaulle Lille III accueillera, en octobre prochain, la troisième promotion d'un DESS unique en France : « Ingénierie des ressources humaines appliquée aux institutions éducatives ». Proposé en formation initiale ou en formation continue, ce diplôme s'adresse aux candidats appelés à exercer une fonction de gestion, d'administration et d'encadrement du personnel dans les institutions scolaires ou sociales. Le DESS est accessible aux candidats titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent. Les salariés ayant acquis une expérience professionnelle dans les institutions scolaires ou sociales peuvent également postuler. Les dossiers d'inscription sont disponibles jusqu'au 10 octobre prochain. Contact : Lille III. Tél. : 03-20-41-64-91.

■ **INSERTION PROFESSIONNELLE.** L'université de Savoie a signé, en mai dernier, une convention avec l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) qui vise à améliorer l'accompagnement des étudiants vers le marché de l'emploi et à sensibiliser davantage les enseignants aux réalités de ce dernier. Parmi les initiatives envisagées qui concerneront cette année 1100 futurs diplômés de 2^e et 3^e cycles : l'organisation par l'APEC d'une conférence annuelle sur les tendances du marché de l'emploi, assurer la formation continue des enseignants et des conseillers d'orientation aux produits et services conçus pour les étudiants et jeunes diplômés, etc. De son côté, l'université s'engage à développer son centre de ressources documentaires consacré à la recherche d'emploi, à assurer un suivi individuel des diplômés qui découvrent le marché du travail, etc.

AGENDA

■ **ACQUIS PROFESSIONNEL.** L'idée de validation des acquis professionnels en entreprise n'aura de sens et de contenu que si on est à même de décrire, de nommer et de valider correctement les compétences. Yvon Minvielle, sociologue du travail et de l'emploi, expert des problèmes de formation, anime, sur ce thème, des séances de travail qui s'adressent plus particulièrement aux directeurs de formation en entreprise et aux consultants spécialisés en gestion des ressources humaines. Prochaine session : les 25 et 26 juin à Paris. Contact : Anemos. Tél. : 01-43-06-76-98.

■ **HANDICAP.** Le jeudi 26 juin aura lieu, à Saint-Denis, la première Journée sur la réhabilitation psycho-sociale en Seine-Saint-Denis, organisée par l'association Iris-Bondy. Cette dernière a été créée en 1973 par l'équipe de santé mentale du 14^e secteur de Seine-Saint-Denis, afin de promouvoir des aides à la réadaptation et à l'insertion des personnes présentant un handicap dû à des troubles psychiques. Thème de la journée du 26 juin : « Souffrance psychique : une souffrance ordinaire ? ». Contact : Iris. Tél. : 01-48-47-34-61.

■ **FORMATION.** La quatrième Université d'été organisée par la Maison de la promotion sociale se déroulera à Artigues-près-Bordeaux (Gironde) les 2, 3 et 4 septembre. Thème retenu : « Comment se construire et se transmettre les savoirs de l'entreprise ». Une vingtaine d'entreprises apporteront un témoignage sur leurs expériences, procédures et pratiques. Les auditeurs sont issus du monde de la formation : PDG de PME, responsables formation d'entreprises, étudiants de troisième cycle en sciences humaines, ergonomes et psychologues du travail, etc. Contact : MPS Université d'été. Tél. : 05-56-77-33-33.

L'ombre du Front national

73 % des jeunes interrogés – 90 % des diplômés de l'enseignement supérieur et 48 % chez les titulaires d'un CAP BEP – estiment la montée du Front national préoccupante. Cela signifie donc que 27 % d'entre eux ne sont pas inquiets ou n'ont pas d'avis sur la question. Soit un jeune sur quatre. De la même manière, et c'est sans doute l'un des résultats les plus inquiétants de l'étude, on observe chez l'ensemble des jeunes – mais de façon encore plus marquée pour ceux issus des catégories sociales les moins aisées – une certaine adhésion aux thèses défendues par le FN. L'idée de « l'étranger bouc émissaire », notamment, se fraie peu à peu un chemin : 36 % des interrogés pensent qu'il y a trop de travailleurs immigrés, 61 % jugent que la lutte contre l'immigration clandestine n'est pas assez efficace. Seul un jeune sur deux admet que les étrangers qui vivent en France depuis longtemps devraient pouvoir devenir français. Enfin, 46 % sont partisans de rétablir la peine de mort.

Des 15-29 ans ultraconformistes

La typologie des quinze-vingt-neuf ans réalisée par « Jeunes en questions » est tout à fait originale. L'enquête n'est pas partie, comme c'est le cas habituellement, des classifications disponibles (âge, milieu social, niveau de diplômes...) pour décliner ensuite les opinions qui y correspondent. La démarche est inverse. C'est en s'intéressant aux jugements et aux valeurs affichés par un jeune au cours du sondage – et en les regroupant de façon homogène – que l'association a élaboré sa radioscopie, qui propose *in fine* cinq grandes classes.

La première de ces classes se caractérise par un net attachement aux valeurs traditionnelles. Dieu, la famille, les convenances, la censure

et le mariage font partie des valeurs auxquelles ces jeunes tiennent, de même qu'ils s'affichent « contre la pornographie » ou contre « la vente libre du haschisch ». Plutôt favorables à la lutte contre l'immigration clandestine et au rétablissement de la peine de mort, ces jeunes « traditionalistes » font confiance aux médecins, à la justice et aux journalistes, mais restent défiant à l'égard des hommes politiques.

A quelles grandes caractéristiques socioculturelles renvoie ce premier groupe ? S'interroge, dans un deuxième temps, le sondage. A une jeunesse qui s'adonne peu à la lecture, lui préfère très nettement la télévision, aspire avant tout à un emploi stable et ne se reconnaît dans aucun parti politique. Essen-

tiellement constituée de collégiens et de lycéens habitant le plus souvent en milieu rural, cette classe représente 28 % des jeunes interrogés et compte surtout des femmes (64 %), ainsi que des jeunes issus de milieux modestes et ouvriers avec de faibles niveaux de qualification.

Moins attachée aux valeurs traditionnelles, la deuxième classe n'en est pas moins sensible à l'ordre moral. Plus méfiante à l'égard des institutions que ceux de la catégorie précédente, ces jeunes « conformistes » jugent plus positivement la classe politique. Favorables à la peine de mort et à l'isolement des malades du sida, ils estiment trop nombreux les travailleurs immigrés et se disent prêts à se « sacrifier pour la patrie ». Peu enclins à la lecture, ils sont souvent catholiques et se disent proches du RPR. Au total, ces jeunes (16 % des personnes interrogées) sont surtout des hommes (56 %) âgés de vingt-cinq à vingt-neuf ans.

La troisième catégorie présente sans doute le profil le plus marqué. Hostiles à la classe politique comme à l'ensemble des institutions, ces jeunes pensent qu'il y a « trop de fonctionnaires » et qu'avoir un travail nécessite « de la chance et du pistou ». Ils disent oui à la peine de mort et à la lutte contre l'immigration clandestine. Ces « irréductibles » ne lisent que très rarement, déclarent regarder la télévision plus de cinq heures par jour, aspirent à « gagner de l'argent », préfèrent « les marques françaises » et s'affichent volontiers, pour partie du moins, en faveur des thèses du Front national.

Ils représentent au total 21 % des jeunes interrogés, ont peu de diplômes et appartiennent le plus souvent à des milieux modestes et ruraux.

Les deux dernières classes se distinguent assez nettement de ces trois premiers groupes. Il s'agit en majorité d'étudiants (bac à bac+5) vivant essentiellement dans des grandes villes et issus de milieux plus aisés, voire privilégiés.

L'ART DU TAG

La quatrième classe (la plus diplômée) compte ainsi des jeunes qui font plutôt confiance aux institutions et aux hommes politiques. Hostiles à la peine de mort et à la lutte contre l'immigration clandestine, ils pensent que « les homosexuels sont des gens comme les autres ». Regroupant 20 % des sondés, ces jeunes « libéraux » se retrouvent dans l'ensemble des grands partis politiques. Férus de lecture, ils disposent le plus souvent d'un ordinateur, utilisent Internet et se rendent régulièrement à la messe.

La cinquième et dernière classe, en revanche, se dit majoritairement « sans religion ». Réfractaires à toute forme de ségrégation, ces jeunes considèrent que « les syndicats sont indispensables », que « le tag, c'est de l'art » et que « le haschisch devrait être en vente libre ». Assez critique à l'égard des hommes politiques, cette minorité de « rebelles » (14 % des jeunes enquêtés) se reconnaît le plus souvent dans les partis de gauche.

Olivier Piot

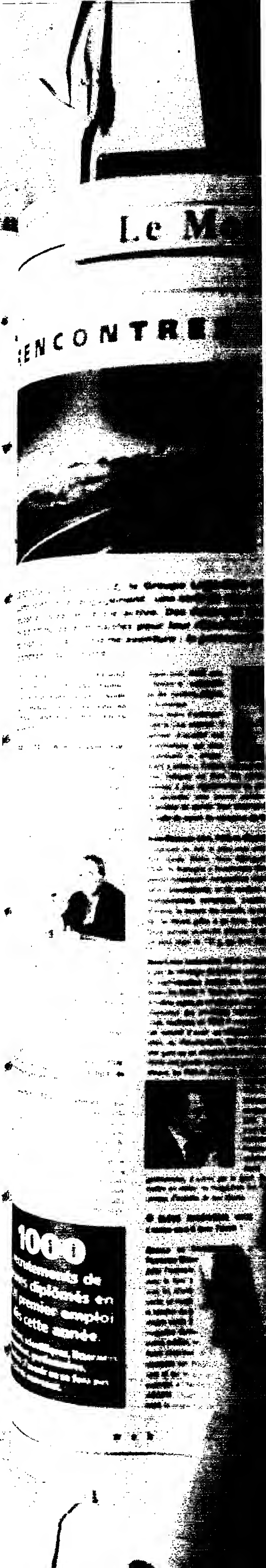
Repères

● L'enquête « Jeunes en questions » présente les résultats d'un sondage, réalisé en mars et en avril 1997, auprès de 2 105 jeunes âgés de quinze à vingt-neuf ans, dont 54,4 % de femmes ; ces jeunes ont été sélectionnés suivant différents critères : âge, région de résidence, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, statut (scolaire, activité, chômage) à partir d'un panel de 40 000 ménages résidant en France.

● Commanditaire de l'enquête, l'association Jeunes en questions a été créée en 1996 et regroupe différents partenaires : Coca Cola, Peugeot, la CGEA, Bayard Presse.

Larousse, la Carte Jeunes SA, la MNEF et la Fédération santé des étudiants de France.

● Géré jusqu'en 1993 par le ministère de la jeunesse et des sports, l'exploitation du label « Carte Jeunes » – qui offre un certain nombre de réductions sur les transports, des produits financiers, etc. – a été confié en concession à la société privée Carte Jeunes SA en mai 1995. Avec pour actionnaires majoritaires les mutuelles étudiantes dont la MNEF (65 % du capital), la société compte aujourd'hui 5 000 cartes placées auprès de jeunes de moins de vingt-six ans.



Le Monde des Cadres

RENCONTRES POUR LE XXI^e SIÈCLE



3

L'aventure de la personnalisation des services

POUR REUSSIR LE XXI^È SIECLE, le Groupe Lagardère n'engage pas seulement le débat. En 1997, il va recruter mille jeunes diplômés. Deuxième volet de cet engagement : une série de rencontres, sur plusieurs campus de France, entre les dirigeants du Groupe et une nouvelle génération à l'orée de sa vie active. Des échanges qui ont déjà fait émerger quatre grands thèmes, quatre aventures à vivre par les jeunes diplômés, déterminantes pour leur réussite professionnelle. Et pour l'évolution de notre entreprise. Après la mondialisation et l'innovation, voici la troisième aventure : la personnalisation des services. Extraits des échanges entre les étudiants, les jeunes diplômés et les dirigeants du Groupe.

■ ÉTUDIANTE EN MAÎTRISE DE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES, RENNES. Aujourd'hui, la différence entre deux produits réside moins dans la prouesse technique que dans les services proposés. Comment affrontez-vous ce nouveau challenge ?

JEAN-BERNARD LÉVY, PDG DE MATRA COMMUNICATION. Vous avez raison, la technologie ne se suffit plus à elle-même. C'est pourquoi nous misons sur le développement des services qui font oublier la technologie et simplifient la vie de nos clients. Nous sommes moins des marchands de technologie, de papier ou de CD Rom que des prestataires de services, au plus près des attentes de chacun.

Notre objectif est de permettre aux entreprises comme aux particuliers d'entrer dans le troisième millénaire avec une nouvelle génération d'outils et de services. Une des clés essentielles, c'est le client. Il est devenu plus exigeant avec la crise. Il est mieux informé, plus professionnel, moins sensible à la magie des hautes technologies qu'à la qualité des services. Il ne suffit plus de dire que le client est roi. Il faut s'organiser pour que fonctionne le *service au service* : celui qui permet à nos clients de s'adapter au changement. Pour servir cette ambition, nous avons gardé l'esprit des *start ups*, ces petites entreprises mobiles, constituées d'une équipe réduite dénuée de lourdeur administrative. L'esprit de *start up*, c'est l'esprit d'explorateur, de conquérant, capable de prendre des risques, d'être non seulement réactif, mais pro-actif.

■ **ÉTUDIANT EN DESS MARKETING, LYON.**
Comment décririez-vous votre stratégie de développement des services ?

ARNAUD LAPOSTOLLE, PDG DE GROUPEL. Deux exemples. Il y a deux ans, nous avons lancé aux États-Unis un nouveau produit pour un géant japonais. Celui-ci était confronté à un problème éditorial pour ses catalogues de vente. Nous lui avons proposé le concept du *magalogue*, contraction des mots magasin et catalogue, dans lequel on trouve des photos de produits et leur prix, mais aussi l'histoire de ces produits. A la rubrique walkman, vous apprendrez, par exemple, comment l'ancien patron de Sony l'a inventé en observant sa fille faire du jogging avec un gros récepteur radio collé sur l'oreille. Nous avons sorti un deuxième maga-

logue pour BMW avec l'histoire de l'automobile et des modèles propres à la marque.

Nous avons d'autre part créé le Club Internet : il permet d'accéder aux informations qui vous intéressent et uniquement à celles-ci. Chaque fois que vous vous connectez, vous indiquez vos choix. Vos rubriques préférées sont remises à jour régulièrement et, pendant une dizaine de secondes, vous pouvez assister en vidéo à une *preview* du dernier *Star War* de George Lucas ou à la balle de match du vainqueur de Roland-Garros.

JEAN-BERNARD LÉVY, PDG DE MATRIA COMMUNICATION. S'agissant du Net, je peux vous annoncer une innovation signée Matria. Nous fabriquons des terminaux GSM, en Bretagne, à Douarenez. Dès l'été prochain, ils seront totalement compatibles Internet. Pas d'accèsories encombrants, ni de cordons à brancher ou de manipulations complexes. L'accès au réseau des réseaux, la lecture des e-mails, la visite des sites Web, etc. se feront grâce à un écran tactile, avec un stylet. Nous aurons réconcilié téléphonie et multimédia avec un petit objet de 150 g, qui tient dans une main.

JEAN-LOUIS LESIMACHRO, PDG DE HACHETTE LIVRE. Il n'y a pas de stratégie de services sans prise en compte de la sophistication accrue des besoins de nos clients. Voyez les Relais H. Nous les avons créés en 1985, avec le même esprit de service que celui qui a présidé à l'implantation des premières bibliothèques de gare par Louis Hachette, en 1852. Il nous paraît peut-être tout à fait naturel d'avoir un magasin qui vend des magazines, du chewing-gum, des barres chocolatées, dans une gare ou un aéroport. Mais derrière cette évidence réside une grande sophistication : les couleurs, la signalétique, les thèmes qui vous sont présentés... Si vous



vous voyagez un peu en France, vous verrez : les thèmes ne sont pas toujours les mêmes. On sait, par une étude sociologique, que certaines régions de France sont plutôt intéressées par l'environne-

gastronomie, d'autres par le sport. On essaie donc de mettre en valeur les magazines qui correspondent aux centres d'intérêts de nos clients.

■ **ÉLÈVE INGÉNIEUR INSERM, BORDEAUX.**
L'écran va-t-il tuer l'écrit ?

GÉNÉRAL DE ROQUEMAUREL, PDG DE HACHETTE PULPACON MÉDIAS. Nous pensons que non. Le développement l'exemple du magazine de presse, qui partage avec le livre des caractéristiques uniques, en phase avec les attentes du lecteur et de l'annoncer du XXI^e siècle. Le magazine, objet physique, procure un plaisir : le toucher du papier collé, l'odeur de l'encre, les effets visuels variés à l'infini... En plus de parler aux sens, le magazine donne du sens. Il déchiffre, mieux que les autres médias, les tendances lourdes de notre époque. Autre caractère distinctif : l'identification. Le lecteur accroche son magazine à un univers qu'il juge valorisant et qui le signale aux yeux des autres. Un aspect essentiel, à l'heure où la standardisation menace l'individualité. Quant à l'annoncer, il appréciera durablement la souplesse de ce média, doté d'une image de



Au contraire, l'extension du concept magazine à l'internet, par exemple, ramène vers l'écrit ceux qui étaient rebutés par l'effort de réflexion. Les enfants dévoyés de Mac Luhan...

■ **ÉTUDIANT EN DESS DE GESTION DE L'INNOVATION, LYON.** Le service par excellence, ce sont les transports en commun. Considérez-vous ce marché comme stratégique ?

MOÏSÉ FORSEDA, PDG MATRA HAUTES TECHNOLOGIES.
Oui. Cette activité a tout à fait sa place dans le portefeuille de compétences du Groupe. Dès le début des années 80, Matra a élaboré un concept de métro inédit, le VAL. Il était à ce point en avance sur son temps qu'il a connu un démarrage commercial progressif. La consécration est venue à la fin des

ment, une commande de la ville de Taipei (capitale de Taiwan, ndr). Récemment, nous avons décidé de nous allier à un transporteur urbain généraliste, fabricant de métros «ordinaires», Car the VAL est un produit extrêmement polivalent - un métro automatique de capacité moyenne. C'est parce que nous considérons ce marché comme stratégique que nous avons créé Matra Transport International, en partenariat avec Siemens. Cette entreprise dispose d'un réseau de contacts avec les collectivités locales du monde entier - des prestataires de services publics - ce qui va nous permettre d'atteindre ensemble la taille critique.

■ **ÉTUDIANTE EN DESS MULTIMÉDIA, LYON.** Vous affirmez que la révolution du XXI^e siècle est dans la personnalisation des connaissances. Mais comment former une conscience universelle et répondre à des besoins plus personnalisés ?

JACQUES LEHN, DG COMMUNICATION / MÉDIAS. La réponse à votre question, c'est le pluralisme. Chacun doit pouvoir choisir. C'est la seule manière de garantir

l'expression des opinions les plus multiples. Mais la clé du succès commercial réside effectivement dans la personnalisation. Déjà, en presse, il est possible de personnaliser une partie d'un magazine et de le relayer à l'attention

d'une seule personne ou d'un petit nombre. Plus loin encore. A très court terme, on peut imaginer qu'un éditeur mette à disposition sur Internet un ensemble d'informations, de données, d'images, de films et de sons... et que chacun puisse, en payant, se connecter, puiser librement et se fabriquer lui-même son propre livre ou magazine, son encyclopédie sélective, son manuel de jardinage...

JEAN-LUC LAGARDÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE LAGARDÈRE. Que faut-il offrir à des clients toujours plus actifs et interactifs, plus centrés sur leurs propres goûts et aspirations ? Nous devons être prêts à tous les types de

changer nos métiers. Nous sommes des Industriels, des concepteurs de produits. Mais notre vocation et notre légitimité s'annoncent en terme de missions. C'est à

dire de services. Défendre, informer, divertir, éduquer. Ces verbes d'action seront toujours ceux de notre Groupe. Mais nous devons sans cesse inventer de nouvelles façons de les conjuguer.

Tout au long du mois de juin, retrouvez dans Le Monde les aventures pour réussir le XXI^e siècle :
1 - La mondialisation, 2 - L'innovation, 3 - La
personnalisation des services, 4 - Le manage-
ment des hommes.

1000
recrutements de
jeunes diplômés en
CDI premier emploi
dès cette année.

**Ingénieurs, scientifiques, littéraires,
commerciaux, gestionnaires,
financiers ; l'avenir ne se fera pas
sans talents nouveaux.**

LAGARDERE

La Poste pousse ses agents à lui écrire

Innovation. Les syndicats restent prudents sur les résultats de l'opération « Ecoute et Dialogue »

Le livre intitulé *Les postiers construisent leur avenir* regroupe les propositions des agents recueillies dans le cadre de l'opération « Ecoute et Dialogue ». Cette petite bible renferme des suggestions pour le moins étonnantes. Ainsi, on préconise d'adapter les horaires d'ouverture aux besoins de la population locale ou encore de fixer des pourcentages de commissionnement en fonction de l'implication de chacun. « *Etonnant pour une entreprise publique qui était encore une administration, il y a cinq ans* », commente Nathalie Van Den Bussche, secrétaire générale à la direction de la communication de La Poste, chargée de piloter l'opération. « *Il est vrai, analyse-t-elle, que les postiers ont beaucoup plus conscience qu'on ne l'imagine de la concurrence. Ils voient passer les camions de DHL ou d'autres sociétés concurrentes.* »

MANIPULATION

Les syndicats – que ce soit la CGT, syndicat majoritaire à La Poste, FO ou la CFTD – ne partagent pas cet enthousiasme. Selon Roland Dufour, responsable du secteur poste à la CFTD, « *on retrouve dans ce livre des propositions qui sont faites d'une manière permanente par la hiérarchie. Je ne vois pas comment les postiers peuvent être à ce point en adéquation avec cette dernière* ». Pour lui, c'est clair, c'est le résultat « *d'une forme de manipulation, sinon de télégestion* ». « *En matière d'horaires d'ouverture, par exemple, il n'y a pas cette belle unité qui pousse les guichetiers* », affirme-t-il. « *Cette proposition n'est pas venue de façon neutre. Ce ne sont pas les guichetiers eux-mêmes, qui vont devoir travailler le samedi, qui l'ont faite, mais vraisemblablement des cadres ou des agents de maîtrise* », enchaîne Patrick Malsan, responsable du secteur poste à FO.

Quoi qu'il en soit, assure-t-il, « *on n'acceptera jamais que La Poste nous distille que ce sont les postiers qui ont proposé cela pour faire passer cette mesure* ». Si la question était soulevée, ce serait dans le cadre d'une négociation, avec des contreparties sous forme de réduction du temps de travail et sans heures supplémentaires, affirment les deux syndicalistes.

L'opération « Ecoute et Dialogue », lancée en juin 1996 par le président de La Poste, à l'époque André Dartigues, puis reprise par son successeur Claude Bourmaud, a pour objectif de faire entrer les 310 000 postiers dans une dé-

marche participative. La Poste, qui doit continuer à assurer des missions de service public dans un univers de plus en plus concurrentiel, souhaite mobiliser l'ensemble de ses troupes pour relever les défis de l'an 2000.

En septembre, le président de l'entreprise publique adresse un courrier au domicile de tous les postiers les invitant à faire part de leurs idées et suggestions concrètes afin d'améliorer le fonctionnement et les performances, en leur proposant dix thèmes de réflexion. Les agents ont la possibilité de s'exprimer dans le cadre d'ateliers de réflexion, par le biais de la messagerie interne ou encore en adressant directement une lettre au président. Une diversité de modes d'expression susceptible de faciliter la participation du plus grand nombre.

Bilan des opérations : 1 500 personnes ont participé à 128 ateliers. 1 050 suggestions ont été collectées par le biais de la messagerie et 200 postiers ont adressé leurs propositions directement au président. Les 2 000 suggestions recueillies ont été éditées dans un livre envoyé au domicile des agents. Dix-huit mesures ont été prises au niveau national : « *Certains faisaient déjà l'objet d'une programmation, mais leur mise en œuvre a été accélérée pour tenir compte des suggestions des postiers* », souligne la direction.

Parmi les mesures : l'élargissement de la gamme de « prêt à poster », l'installation de codes barres sur les produits, la suppression des vitres antidébranchement. Selon Nathalie Van Den Bussche, « *50 % des mesures sont déjà en route* ». Et pour cause, souligne ironiquement Roland Dufour, qui s'émerveille encore de cette belle adéquation entre les propositions de la base et les stratégies de la direction, « *la plupart étaient déjà dans les tuyaux* ».

Deuxième volet de l'opération, les directeurs départementaux de La Poste ont reçu mission de dégager trois mesures locales à mettre en œuvre dans les 50 départements. Nathalie Van Den Bussche, chargée d'en assurer le suivi, fera un bilan à la fin de l'année pour voir celles qui pourraient être généralisables au niveau national. Son souhait le plus grand serait que l'opération « Ecoute et Dialogue » n'en reste pas au stade d'« opération », mais que la démarche participative lancée à cette occasion s'inscrive au cœur du système de management de La Poste.

Catherine Leroy

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
L'atout indispensable pour une carrière internationale
NBA
SCIENTIFIQUE
• Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
• Un corps professoral de notoriété internationale.
• Un diplôme accrédité AMBA.
Réunion d'information le jeudi 26 juin 1997 à 18h30 dans nos locaux
Contact : Secrétariat de Pr. Jean-Jacques Rosa
174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 97 43 - Fax : 01 45 44 88 92

Le Monde
Economie le lundi *

Le Monde
des Initiatives le mardi **

et la rubrique

Le Monde des
Initiatives Locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

Quand des consultants s'imaginent en auto-stoppeurs du futur

Management. Le cabinet Andersen Consulting a demandé à ses 4 000 salariés d'Europe de l'Ouest de se projeter en 2020. Les scénarios envisagés rompent avec l'image de l'analyste sans états d'âme

Tout avait été prévu, « *sauf qu'il fait nuit à 6 heures du matin, en avril* ». Il a donc fallu attendre un peu avant d'immortaliser sur pellicule les quatre jeunes consultants d'Andersen Consulting en train de traverser l'avenue George-V, pieds nus, façon Beatles sur la pochette de leur disque *Abbey Road*. Sur le trottoir, le cinquième membre de l'équipe – et seule présence féminine –, Hedra, était là pour les soutenir.

Ce rendez-vous n'était pas le plus insolite. Parmi les nuits blanches passées à peaufiner leur projet, une avait été consacrée à l'enregistrement d'un CD : *Hedra and the Hitchhikers* (Hedra et les auto-stoppeurs) où, reprenant les airs les plus connus du groupe britannique, les cinq complices ont composé, sous chanté, leur vision d'une journée de salarié d'Andersen Consulting en l'an 2020.

Ces efforts ont permis à Hedra Carvalho, Laurent Deganis, Philippe Piedigrossi, Emmanuel Bégue et Christopher Jackson – tous du bureau de Paris – de sortir vainqueurs du concours lancé en janvier dernier par leur cabinet-conseil. La compétition intitulée « *Go for the Future* » (« *Direction : le futur* ») était organisée pour l'ensemble des 4 000 employés (3 000 consultants, 1 000 administratifs) de la région Europe de l'Ouest (France, Allemagne, Suisse, Benelux). 1 450 se sont portés volontaires, formant 252 équipes de cinq personnes de nationalités, compétences et profils différents.

Les candidats devaient se prononcer sur le fond avec trois thèmes imposés : où en sera An-

dersen Consulting en 2020 (culture, organisation, etc.) ? ; les relations avec ses clients (nouveaux fonctionnements, etc.) ; la vie des salariés partagée entre leur métier et leur famille. Mais aussi sur la forme, puisque l'idée était d'utiliser les nouvelles technologies (Internet, CD-ROM...) et de se montrer le plus créatif et imaginatif possible.

Les résultats sont, comme le reconnaît Benoît Génini, président d'Andersen Consulting France, « *assez marqués par le contexte européen actuel* ». Pas sûr que les salariés américains du cabinet-conseil, dont le QG est installé à Chicago, se retrouvent dans les projections, dans l'ensemble homogènes, de leurs confrères du Vieux Continent.

HUMANISER L'ENTREPRISE

Ainsi, alors que les consultants d'Andersen ont la réputation d'être de jeunes loups aux dents acérées, les messages recueillis dans « *Go for the Future* » ne sont pas trop belliqueux. Certes, une des équipes imagine que le PDG de McKinsey, une fois la société ruinée, est embauché comme analyste débutant chez Andersen. Une autre s'efforce à raconter « *le nouveau plan de l'IBM* ». Mais ces revendications guerrières s'effacent vite devant des préoccupations beaucoup plus humanistes.

En 2020, un consultant débuterait sa journée tôt le matin chez lui, en pianotant sur son ordinateur portable qui lui permet de voyager électroniquement, par une visite à un client ; puis, à 14 heures, il se trouve à l'école maternelle de sa fille pour assister à une exposition

des œuvres des chérubins. « *Il s'agit d'humaniser l'entreprise* », confirme Emmanuel Bégue, consultant senior en stratégie et membre de l'équipe gagnante. *Diminuons les heures supplémentaires, attaquons-nous aux contraintes de la vie professionnelle*. » A l'échelle européenne, cette vision se traduit dans les copies rendues par « *Faisons en sorte que les individus soient plus heureux* » jusqu'à « *Un job pour chacun en partageant mieux* ». Dans leur titre fétiche, un plagiat de *Let it be*, les membres de Hedra and the Hitchhikers chantent : « *La technologie nous aide à réaliser des progrès, mais les ressources humaines restent la clé* ».

L'environnement est aussi un thème fort. En 2020, il est enfin définitivement préservé.

Et les clients dans tout cela ? Pas oubliés. Dans vingt-trois ans, il ne s'agira plus de débarquer chez eux, de les écouter et de rédiger un rapport qui propose des solutions, mais plutôt de « *travailler en partenariat* », « *d'abolir les frontières habituelles* ». Pas seulement avec eux, mais aussi « *avec les gouvernements et les organisations internationales* ». Une optique envisageable grâce aux « *grandes performances d'Andersen Consulting qui peut durer à égal à égal* » avec n'importe qui. Les candidats croient à la puissance montante de leur entreprise. Le moule du cabinet-conseil qui envoi en formation, à Chicago, tous les jeunes recrutés transparaît alors.

Reste maintenant à exploiter l'ensemble des dossiers. Une tâche difficile. En lançant l'opération, les patrons de la région Europe de l'Ouest avaient un double objectif :

prendre la mesure des gisements de créativité de leurs équipes aux profils souvent lissés. Ensuite, préoccupation plus pragmatique, habituer ces jeunes à se projeter dans l'avenir avec Andersen. Bref, diminuer le turn over assez élevé. En 1997, il est passé en dessous de la barre des 10 % en Europe de l'Ouest, mais il a déjà atteint les 20 % dans le passé.

« *Les jeunes restent entre deux à cinq ans, puis vont valoriser leur expérience de conseil en entreprise* », explique Benoît Génini. Or Andersen souhaite passer de 4 000 à 10 000 salariés en Europe de l'Ouest d'ici à l'an 2000. Comment mener à bien une telle action de recrutement dans ces conditions d'entrée et de sortie des effectifs ? D'autant que cela suppose de réviser de fond en comble la politique salariale qui privilégie de fortes croissances en début de carrière, mais qui plafonne par la suite.

L'opération « *Go for the Future* » permettra-t-elle de diminuer le turnover ? Difficile à dire. En revanche, le concours a révélé toute une série de préoccupations dont les responsables du cabinet doivent désormais se saisir. Lorsque, parmi les messages de Hedra and the Hitchhikers, on entend que 60 % des associés d'Andersen en 2020 seront des femmes... contre une seule actuellement en Europe de l'Ouest, comment y répondre ? Aujourd'hui, le cabinet-conseil explique « *ne pas encore avoir tiré toutes les substances de l'opération* » et « *préparer un livre, pour l'interne, afin de les recenser* » ; on attend la suite.

Marie-Béatrice Baudet

Les écoles de commerce tentent de se réconcilier avec la vente

Formation. Débouchés obligent, elles sont de plus en plus nombreuses à se positionner sur ce créneau. Les étudiants rechignent, tandis que les entreprises jugent l'effort encore insuffisant

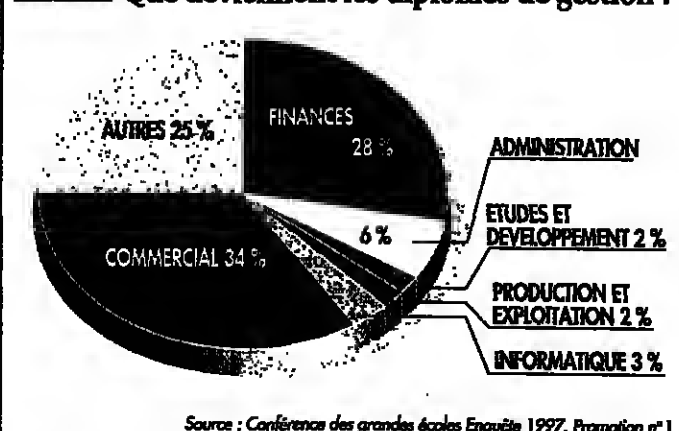
Une enquête, réalisée récemment par l'Institut supérieur du commerce (ISC), est titrée : « *Les écoles de commerce forment-elles des commerciaux ?* ». Il y a une dizaine d'années encore, il est clair que la réponse à cette question aurait été négative : « *A l'époque, on nous rabâchait qu'il était bien de commencer par un poste de commercial, mais, en l'espace de trois années à l'école, j'ai dû avoir, en tout et pour tout, trois jours de formation aux techniques de vente* », raconte Christine, passée par l'Edhec à la fin des années 80. Les temps ont changé. Mais manifestement pas encore suffisamment pour que la réponse devienne un « *oui* » franc et massif.

Réalisée auprès de 400 étudiants en deuxième et troisième année à l'ISC, l'Essec, l'Essep et HEC, l'enquête de l'ISC se contente de souligner que, si un étudiant sur deux se dit prêt à exercer une profession à dominante commerciale, la vente n'apparaît pas, en revanche, comme le meilleur moyen de faire carrière et souffre, qui plus est, d'un problème d'image. Une majorité d'étudiants considèrent que ce n'est pas « *un métier assez intellectuel* » et trouve les offres d'emplois proposées « *peu ou pas intéressantes* ».

Longtemps accusées par les entreprises de très mal préparer les étudiants à exercer des fonctions dans le secteur commercial, les écoles de commerce ont fini par réagir. L'Essec a fait figure de précurseur en créant, dès 1987, une chaire de vente ; plus récemment, une chaire de vente et stratégie marketing – comme pour profiter de l'élan porteur du second terme.

« *A l'époque, c'était un peu inconscient, je débarquais d'Amérique du Nord et je n'étais pas du tout au courant des blocages français* », raconte Michelle Bergadaà, titulaire de la chaire. Sept entreprises sont aujourd'hui impliquées et participent à la formation des jeunes.

Que deviennent les diplômés de gestion ?



Le retournement de conjoncture a aussi contribué à accélérer le cours des choses : « *Si les jeunes issus d'écoles de commerce veulent trouver du travail aujourd'hui, ils ont intérêt à avoir autre chose en tête que le marketing* », résume la responsable du recrutement d'une société de grande production textile. Selon la dernière enquête de la conférence des grandes écoles, le secteur commercial représente 34 % de l'ensemble des diplômés de gestion. De plus, bon nombre d'entreprises, faute de trouver des vendeurs au niveau de leurs exigences, ont résolu le problème en faisant de la vente un passage obligé pour accéder à d'autres fonctions d'encadrement.

Face à cette nouvelle donne, les écoles n'ont eu de cesse, ces dernières années, de multiplier les initiatives. L'Edhec a créé sa chaire de vente en 1994, avec l'objectif clair d'offrir un cadre de réflexion à l'image de la fonction. « *Nous avons aujourd'hui un quart des étudiants qui s'orientent vers le commercial* », indique Anne Zucarelli, responsable de la chaire.

Dans un autre esprit, l'école supérieure de gestion (ESG) organise depuis quatre ans « *Les olympiades de la vente* », une opération

réalisée avec trois grandes entreprises de secteurs différents qui accueillent chacune un jeune durant deux jours, pour lui faire découvrir toutes les facettes du métier de vendeur. L'ESG Troyes, créée en 1992 et baptisée « *L'école des nouveaux marchands* », s'est, elle, d'emblée, positionnée sur le créneau de la vente. Elle vient de publier une étude sur la nouvelle fonction commerciale : « *Quels nouveaux métiers pour demain ?* ».

Ecoles et entreprises ont beau répéter que le métier de vendeur s'est complexifié, qu'il comprend désormais une grande part de stratégie, qu'il suppose une capacité à gérer des priorités et à faire face à des interlocuteurs de plus en plus pointus, beaucoup d'étudiants rechignent encore à tenter l'aventure. Ou alors, s'ils le font, c'est souvent dans l'espoir de mettre le pied à l'étrier pour s'orienter ensuite, le plus rapidement possible, vers le marketing, le contrôle de gestion, l'audit ou la finance.

Du coup, bon nombre d'entreprises persistent à trouver l'effort entrepris par les écoles de commerce encore insuffisant. « *L'attitude est très positive dans les « petites » écoles, mais les plus prestigieuses traînent encore les pieds*. Il

m'est récemment arrivé d'intervenir dans l'une d'entre elles et de me retrouver face à un auditoire de cinq personnes, alors que, dans la salle d'à côté, une conférence sur le marketing réunissait soixante participants », confie Guy Leblond, responsable du recrutement de la force de vente chez Kraft Jacobs Suchard.

« *Le marché de l'emploi fait davantage avancer les choses que la valanté des écoles de commerce d'avoir un enseignement différent* », déplore Marie-Claude Authias, responsable du recrutement et des relations école chez Rank Xerox. Nous voyons de plus en plus de jeunes, après six ou sept mois de recherche d'emploi infructueuse, se rabattre sur la vente par défaut.

En face, certains responsables d'écoles font valoir que c'est aussi aux entreprises de halayer devant leur porte. Que, en faisant de la vente un passage obligé, elles entretiennent l'idée que les postes de commerciaux ne sont pas des fonctions à part entière. « *Si les entreprises se déplaçaient davantage dans les écoles pour expliquer ce qu'est réellement le métier, quelles opportunités de carrière il offre, les mentalités bougeraient sans doute plus vite*. Certaines le font, mais elles sont encore trop peu nombreuses », conclut Claude Rialhi, directeur général de l'ISC.

Nathalie Mekuz

IMMOBILIER et GESTION du PATRIMOINE
Le Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux vous propose une formation de 3^e cycle en alternance
Sélection en juillet 1997
Tél. : 01 40 73 41 30
GROUPE ESC BORDEAUX

صكنا من الامل

lagent

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997 / VII



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :
INTERNET : <http://www.cadresonline.com> JUNITEL : 3615 cadresonline (2-23 Fmn) JUNITEL : 3615 LEMONDE (2-23 Fmn) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Conseil et Audit



SOLVING
International

recrute des

CONSULTANTS HAUT NIVEAU EN STRATÉGIE

Ingénieurs X, Mines, Ponts, Centrale, Télécom, ...

HEC, MBA, ENA, ENSAE, Doctorats, ...

Les missions de SOLVING visent l'atteinte des meilleures performances et le renforcement des positions concurrentielles.

De dimension internationale, SOLVING est une société dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

LES CONSULTANTS DE SOLVING interviennent dans des réorientations stratégiques majeures, des fusions d'entreprises et des améliorations substantielles de rentabilité.

SOLVING, par le pragmatisme de ses approches et le haut niveau de ses missions, offre d'excellentes opportunités de développement personnel pour des candidats à fort potentiel.

Nous cherchons à intégrer dans nos équipes des "tempéraments de leaders" bénéficiant d'une expérience professionnelle réussie, parfaitement bilingues et réunissant l'ensemble des qualités suivantes :

- Intelligence de la vie des affaires
- Largeur de vue et créativité
- Esprit analytique et grande rigueur intellectuelle
- Forte capacité de travail
- Excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.

Adressez votre candidature à
SOLVING INTERNATIONAL
A l'attention de Yves Hombieux,
22, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.

PARIS • BARCELONE • BRUXELLES • BUENOS-AIRES
LONDRES • MILAN • MUNICH • NEW-YORK • ROME

entent de se réconcilier

se plus bon creuse... se plus bon creuse...

les diplômés de...

An cœur de l'économie
auprès de chaque client

ARRAS

SERVICE ORGANISATION

Basé à Arras et à la tête d'une équipe de 7 personnes, toutes professionnelles, vous aurez pour principales missions de :

- piloter les projets et gérer en direct les plus complexes,
- coordonner les études du service organisation en relation étroite avec les unités concernées,
- planifier des ressources et optimiser les compétences des collaborateurs,
- assurer le développement, la cohésion et l'efficacité de votre équipe.

Au-delà des compétences de base requises (diplôme d'une grande école, ingénieur, idéalement complété par un troisième cycle en organisation), vous possédez une expérience réussie de 5 à 10 ans au sein d'un service organisation d'une grande banque ou d'un cabinet de consulting.

Nous serons surtout attentifs à vos capacités d'innovation et de management (écoute, souci de l'équipe et du client interne, capacité à définir des objectifs et à les contrôler).

Thierry Doreux étudie confidentiellement votre candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) qu'il vous remercie de lui adresser sous la réf. 3604 à ARROS - 1001, avenue de la République - 59701 Marcq en Barcel Cedex.

L'Imagination dans le bon sens



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - FRANCFORT

IMR est une société de conseil en management qui opère dans 12 pays avec 450 professionnels.

Nous sommes reconnus comme des spécialistes du management du changement, avec comme objectif une amélioration de la performance des entreprises.

Notre approche très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, et le fait que nous mettons en place nos recommandations, a résulté dans une forte croissance de nos activités en Europe.

En conséquence, nous souhaitons étoffer nos opérations européennes avec des candidats bi-culturels (et, si possible, bi-nationaux) franco-portugais et franco-italiens. Après une phase de formation à nos méthodes en France, ces candidats pourront intervenir dans nos filiales étrangères. L'anglais est la langue véhiculaire d'IMR. Le partenariat avec nos clients et notre approche très pragmatique du conseil font que les personnes recherchées doivent :

- avoir une forte capacité d'analyse,
- pouvoir développer et mettre en place des actions concrètes avec nos clients,
- travailler en équipe.

Nous sommes intéressés par les candidats suivants :

SENIOR/JUNIOR CONSULTANTS

Pour mettre en place, dans le cadre des missions confiées par nos clients, les changements nécessaires à leur amélioration, vous devez avoir :

- entre 27 et 35 ans,
- 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel/commercial ou 1 à 4 ans d'expérience du conseil,
- une forte capacité de travail et un grand sens de l'adaptabilité,
- un sens du travail en équipe,
- une expérience réussie dans la mise en place de projets débouchant sur des améliorations de performance.

➔ Veuillez adresser votre CV avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à :
➔ IMR - Service de recrutement - 34, avenue de Messine - 75008 Paris, en précisant la référence S/JC.

صحة من الامم

Gestion - Finance

Grand Groupe industriel de taille mondiale,
(+ de 40 milliards de CA) leader dans son domaine,
très fortement implanté à l'étranger recherche, l'

Adjoint de notre Responsable des Opérations Financières

- Vous participerez à l'analyse et aux négociations des dossiers d'acquisitions et de cessions de sociétés et d'activités (M & A), de création de Joint-Ventures...
- Vous contribuerez au financement de projets et à l'analyse de projets stratégiques et structurels.

Diplômé d'une école de commerce, vous avez une solide expérience d'environ 5 ans dans le domaine de l'audit et/ou du contrôle de gestion, avec une composante internationale et souhaitez élargir votre domaine de compétences dans un grand groupe à fort rayonnement international.

Vous êtes disponible pour de nombreux déplacements et pratiquez bien entendu couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) sous la référence CA3554 à EUROMESSAGES
78 bd de la République - 92514 Boulogne Cedex.



FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN,
SPÉCIALISTE DE LA GESTION D'ACTIFS POUR LE COMPTE
D'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET D'ENTREPRISES, NOUS
RECHERCHONS POUR NOTRE DIRECTION DE LA GESTION FINANCIÈRE

Economiste Senior

Notre gestion de portefeuilles s'inscrit dans le cadre d'un processus d'investissement structuré, qui débute par l'élaboration de scénarios économiques et de prévisions de marché. Pour renforcer nos capacités en matière de prévisions économiques et financières, nous rejoindrons notre équipe "études économiques-recherche et développement".

Vous assurerez le suivi de la conjoncture économique et financière de pays développés et élaborerez des prévisions à court/moyen terme pour ces pays ainsi que des scénarios à long terme. Vous développerez dans ce cadre des outils quantitatifs de prévision des marchés financiers.

A 30/35 ans, de formation supérieure économique et scientifique (ENSAE, Centrale, DEA, ...), vous avez exercé dans l'environnement des marchés financiers des fonctions similaires qui vous ont permis de maîtriser les techniques économétriques et statistiques.

Vos qualités rédactionnelles et orales, votre force de conviction, votre écoute vous seront indispensables pour assurer cette mission qui implique d'interagir fréquemment auprès de la clientèle.

Réf. ES/MO

Pour ces deux postes qui impliquent une pratique courante de l'anglais, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) en indiquant la référence du poste choisi à Isabelle BARIET

CDC GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

7, place des 5 Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15.

Gérant Arbitragiste International

Au sein de notre équipe "gestion structurée" en fort développement, vous contribuerez à une gestion multi-marchés sur des produits garantis et indexés.

Dans ce contexte, vous mettrez en œuvre des stratégies d'arbitrage qui concerneront aussi bien les taux, les devises que les actions afin d'optimiser l'utilisation des marges d'investissement sur les fonds à l'intérieur des contraintes de risque définies.

Pour tirer partie au mieux des opportunités de marché dans le cadre des anticipations établies, vous serez à l'écoute permanente des marchés et bénéficierez d'un dialogue constant avec les autres gérants de l'équipe.

Intéressé par les marchés financiers internationaux, vous avez acquis une parfaite connaissance des produits dérivés et structurés ainsi qu'une maîtrise des outils de gestion du risque et vous êtes un familier de l'analyse technique. Après 4 à 5 ans d'expérience sur les marchés, vous souhaitez évoluer dans le métier de la gestion de fonds d'investissement au sein d'une structure innovante.

Réf. GA/MO

Fonction Commerciale



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>



A ZIE DAVIS PUBLISHING COMPANY

**Finale française
d'un groupe américain
leader sur le
marché des bases
de données marketing
pour le secteur
informatique
recherche un**

INGENIEUR COMMERCIAL Grands Comptes

De formation Bac + 4, parlant anglais, vous souhaitez valoriser une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine de la prospection et de la vente de solutions auprès de grands comptes du secteur informatique.

Agé de 27/35 ans environ, autonome, accrocheur et doté d'une bonne capacité d'écoute, vous êtes crédible dans une approche de vente conseil.

Vous savez allier dialogue et négociation avec des interlocuteurs de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature (avec prétentions) à Catherine GARO
Responsable des Ressources Humaines - COMPUTER INTELLIGENCE
2 rue Troyon - 92316 SEVRES Cedex.



dernière édition avec CD - ROM
recherche sur toute la France

DELEGUES CULTURELS h/f

Poste à caractère commercial. Pos de porte à porte.
Formation complète à nos produits et méthodes.
Diffusion auprès d'un public varié.
Perspectives d'évolution rapide pour candidats de valeur.
Si vous êtes autonome, dynamique, ambitieux.
Si vous possédez une bonne culture générale et le sens du contact,
rejoignez un grand nom de l'édition en appelant le
0 800 317 400 (Appel Gratuit)

Chef de marché

**Notre groupe
industriel
de dimension
internationale
(4,5 milliards
de francs de CA,
5 600 personnes)
appuie son
dynamisme
sur un potentiel
technique et humain
de premier plan.**

Vous êtes chargé de prospecter et de promouvoir des produits de haute technologie pour l'armement auprès de nos clients français et étrangers.

Placé sous l'autorité du Directeur de l'activité, vous suivez l'élaboration de l'offre technique et vous préparez l'offre commerciale; vous négociez les contrats commerciaux ainsi que les accords de coopération et vous vous assurez de leur bon déroulement.

Vous apportez vos connaissances acquises sur le terrain, pour apprécier la situation du marché (clientèle et concurrence), pour définir les objectifs et contribuer à l'élaboration de la stratégie.

Diplômé d'une école de commerce (bac + 4), vous avez une expérience commerciale confirmée, acquise dans la vente de produits techniques et la négociation de programmes. Vous êtes apte à gérer les relations et les négociations de haut niveau et vous appréciez le travail en équipe.

Pour ce poste, basé en région parisienne, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 46221, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Direction des Etudes et Planification de

Jeunes Ingénieurs Contrôleurs de Gestion

Avec 3 000 collaborateurs et un résultat net de 1 314 millions de francs, le Groupe Cetelem est le premier spécialiste européen du crédit à la consommation. Nous commercialisons des solutions adaptées aux besoins de nos clients particuliers : crédit, épargne, prévoyance... Un métier exigeant dans lequel notre savoir-faire est unanimement reconnu.

Vous rejoindrez notre équipe chargée de la planification : en liaison directe avec la Direction Générale, vous prendrez en charge les problèmes de tarification, de refinancement, de gestion du risque et de frais généraux.

Vous apprendrez à gérer les équilibres financiers actuels et futurs et établirez des prévisions liées à nos options stratégiques. Vous serez en contact permanent avec les services opérationnels pour toutes vos analyses.

De formation Ingénieur au Grande Ecole de Gestion, vous êtes débutant et souhaitez vous impliquer dans un premier poste qui apporte une vision globale de l'entreprise et qui vous permettra d'évoluer à terme vers des fonctions opérationnelles de management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la réf. C003 à Anne VAUGIER,
Compagnie Bancare, 5, avenue Kléber, 75116 PARIS.

cetelem

Le Monde des Cadres

Les opportunités professionnelles proposées par ALEXANDRE TIC

ALEXANDRE TIC est une référence incontournable dans le Conseil en Ressources Humaines. Spécialiste de l'investissement dans l'homme, nous intervenons dans la recherche de cadres et de dirigeants (certification ISO 9001), la gestion des compétences (évaluation personnelle et professionnelle, bilans, formations aux entretiens annuels...) et l'accompagnement managérial (coaching, team-building).

Directeur de production
Devenez le Directeur de production de notre laboratoire pharmaceutique (CA de 1 milliard de francs). Poste basé en Rhône-Alpes.
Réf. 058/3 - Lyon

Directeur
Développez l'image de marque de notre Ecole de Commerce auprès des acteurs économiques de la région et des étudiants. Réf. 943 - Lille

Directeur de production
Vous assurez le suivi de production de A à Z. Venez renforcer le Comité de Direction de NTS, société d'ingénierie, leader mondial dans le convoyage d'emballages par air. Réf. 943 - Lille

Directeur recherche et développement
Venez renforcer le Comité de Direction de NTS, société d'ingénierie, leader mondial dans le convoyage d'emballages par air. Réf. 944 - Lille

Responsable RH
Intervenez, tel un consultant, pour analyser les projets RH d'un des leaders mondiaux des sports d'hiver et participer à leur mise en œuvre. Réf. 116 - Annecy

Responsable de l'atelier expéditions
Rejoignez le leader français des cuisines intégrées et assurez l'exécution des plannings de chargement en organisant et distribuant le travail quotidien d'une cinquantaine de personnes, en fonction des programmes et dans le respect des temps impartis et de la qualité demandée. Réf. 115 - Annecy

Responsable de centre de profit en AVI
Intégrez la filiale d'un groupe VPC afin de poursuivre son expansion à l'international. Expérience exigée. Réf. 897/1 - Lille

Responsable de département R&D Logiciel
Aujourd'hui responsable d'équipes projets chez un constructeur informatique ou Télécom, rejoignez un constructeur mondial d'équipements de réseaux, leader du marché ATM. Réf. 518 - Nantes

Responsable logistique
Pour un équipementier automobile des Pays de la Loire, ingénieur mécanicien, professionnel de la gestion des flux tendus, vous avez une expérience de management d'équipe logistique significative dans un environnement similaire. Réf. 515 - Nantes

Chargé de mission
Ingénieur avec minimum 5 années d'expérience professionnelle. Rejoignez ATLANTPOLE, technopole de la région nantaise pour détecter les projets innovants dans les PME. Réf. 525 - Nantes

Jeune chef de projet
Venez développer le système d'information du site industriel de Val-de-Reuil (27) du laboratoire PASTEUR MERIEUX CONNAUGHT (UNIX/ TCP/IP, NETWARE). Réf. 170 - Paris

Jeune secrétaire général
Rejoignez une organisation professionnelle regroupant des métiers liés à la création pour assurer essentiellement une fonction de développement. Réf. 172 - Paris

Négociateurs de site
Jeune professionnel, prenez part à notre développement national et international sur le marché de la téléphonie privée. Réf. 069/4 - Lyon

Directeur d'usine
Devenez le Directeur d'usine de notre PME (120 p.), basée dans le Nord, filiale d'un Groupe international n°1 sur son marché et spécialisée dans la conception et la fabrication de risur à usage industriel. Réf. 643/15 - Lyon

Technicien assurance qualité production
Améliorez la qualité des procédés de fabrication et le suivi qualité client pour un équipementier automobile spécialisé dans l'assemblage d'électrovannes. Réf. 108/1 - Nice

2 Directeurs des ventes/Sud-Est, Sud-Ouest
Professionnel de la vente directe (RHF), pour l'OMCG, développez votre région en entraînant une équipe de commerciaux vers la réussite. Réf. 101/1 - Nice

Directeur administratif et financier
Au sein de la filiale d'un groupe international, soyez le véritable bras droit du président japonais et supervisez l'ensemble de la comptabilité, de la trésorerie, de la gestion du personnel et le juridique. Réf. 54 - Metz

Ingénieur commercial
Vous êtes un excellent commercial, venez donc rejoindre notre « Start Up » high tech qui progresse de 30 % par trimestre et pulvérise vos objectifs et gains personnels. Réf. 096/1 - Lyon

Mandataire européen Chimiste Organicien
Acquérez des droits de brevet et gérez les relations avec des cabinets de dépôt de brevets extérieurs pour un groupe de premier plan. Réf. 765/2 - Neuilly

Directeur ressources humaines
Relevez le défi du développement des personnes et de l'organisation au sein d'une collectivité territoriale de plus de 100 000 habitants (seuls les candidats natifs sont retenus). Réf. 949 - Lille

Directeur de filiale
Dirigez la filiale française (90 p.) d'un groupe international spécialisé dans l'injection de pièces plastiques destinées à l'automobile. Réf. 093/1 - Lyon

Responsable commercial
Venez animer l'un de nos secteurs (8 agences) de la région Rhône-Alpes. Nous sommes un important Groupe de services, leader mondial sur son marché. Réf. 006/17 - Lyon

Jeune ingénieur commercial
Rejoignez une SSII à forte valeur ajoutée dans le domaine de l'informatique de gestion. Réf. 7320/7 - Neuilly

Jeune commercial
Rejoignez pour une mission ponctuelle d'un an une importante PME, parmi les leaders sur son marché. Poste basé en Rhône-Alpes. Réf. 070/2 - Lyon

Directeur relations clientèle
Manager une équipe de 100 personnes et optimisez la relation commerciale dans une société de VPC, leader sur son marché. Réf. 758/7 - Neuilly

Responsable d'exploitation
Manager l'ensemble du personnel rattaché au secteur péage (170 p.) d'une société d'exploitation autoroutière. Poste basé en Rhône-Alpes. Réf. 091/2 - Lyon

Responsable de site
Dirigez le site de production spécialisé dans le thermoformage et le conditionnement à façon. Poste basé en Rhône-Alpes. Réf. 097/1 - Lyon

Jeune directeur commercial
Rejoignez une SSII à forte valeur ajoutée dans le domaine de la gestion auprès de grands comptes industriels et publics. Réf. 7641/1 - Neuilly

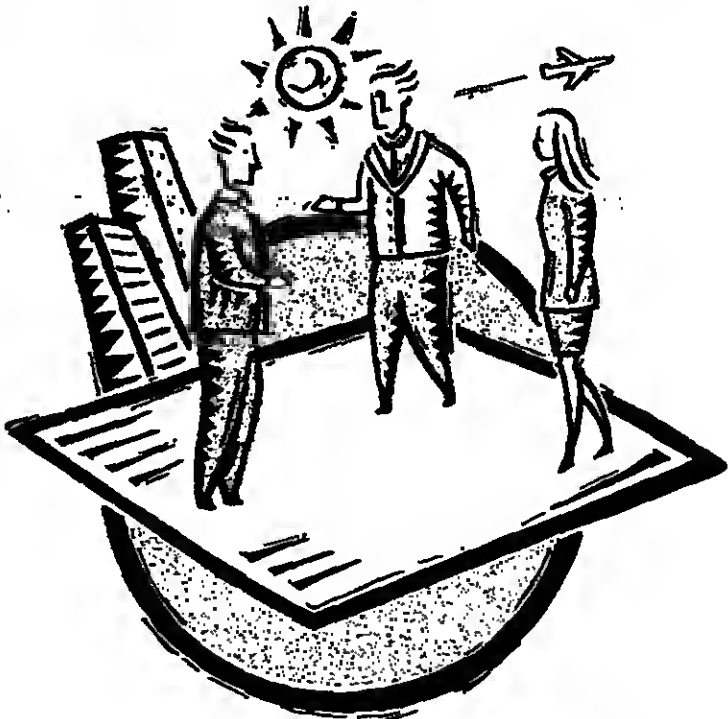
Directeur achats
Animer une équipe de chefs de produits, définissez et mettez en place la stratégie produit pour une société de VPC en forte évolution. Réf. 758/8 - Neuilly

Mandataire européen Biologiste
Rejoignez un groupe leader sur son marché pour gérer les droits de brevet au niveau mondial sur votre secteur. Réf. 7662/1 - Neuilly

Directeur commercial
Pour la filiale Voyage d'un grand groupe, mettez en place une nouvelle politique de développement et assurez l'animation de l'équipe et le suivi opérationnel de l'activité. Réf. 7642/1 - Neuilly

Conseiller en formation
Rejoignez un grand groupe de formation informatique pour y développer la vente de conseil aux entreprises. Réf. 7396/7 - Neuilly

Formateur en informatique
Animer des formations dans les domaines de systèmes d'exploitation, d'outils de développement, messageries, groupwares et bureautique. Réf. 7696/8 - Neuilly



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence choisie à nos bureaux en France :

- Paris, 9 rue Royale, 75008. • Neuilly-sur-Seine, 176 avenue Charles-de-Gaulle, 92200. • Lille, 46 avenue du Peuple Belge, 59800.
- Lyon, 7 rue Servient, 69003. • Annecy, 10 boulevard du Lycée, 74000. • Nice, 455 promenade des Anglais, Immeuble Arenice, 06299.
- Nantes, 44 rue de Strasbourg, 44000. • Rennes, 7 avenue Janvier, 35000.
- Metz, 4 rue Sébastien-Leclerc, 57000.

ALEXANDRE TIC
Certifié ISO 9001



صباحنا من الامل

X / LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Chargé(e) d'Etudes

Nous sommes les filiales françaises (Banque et Compagnie d'Assurance-Vie) du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie. Nous sommes en fort développement et notre gamme de produits et de services est large, moderne et compétitive, dans les domaines de l'épargne et de la prévoyance. Dotés de moyens importants, notre objectif de croissance est ambitieux.

Avec une expérience d'environ deux ans, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale ou de l'université (DEA, DESS, Magistère), vous maîtrisez les méthodes quantitatives (mathématiques, statistiques, actuariat). Vous êtes très à l'aise en micro-informatique. Vous avez une large culture économique et financière et votre anglais est réellement courant.

Nous vous offrons l'opportunité d'affirmer votre tempérament de créateur et d'entrepreneur. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous aurez des missions très concrètes et opérationnelles diverses : conception de nouveaux produits, gestion des engagements, ALM, études économiques, commerciales et financières. Vous serez également responsable de questions d'organisation (procédures administratives, développements informatiques).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous la référence «ACT/06», à : Legal & General (France), 58, rue de la Victoire, 75440 Paris Cedex 09. Confidentialité assurée.

Legal & General

Avec 16 000 personnes dans le monde réparties sur 20 pays, BERTRAND FAURE est l'un des leaders mondiaux sur son marché. Notre métier : la conception et la production de sièges pour tous les grands constructeurs automobiles.

Chargé DE COMMUNICATION

Dans ce contexte hautement évolutif, nous recherchons un Chargé de Communication.

De formation supérieure (BAC + 4 / 5), vous justifiez d'une première expérience en communication, de préférence en entreprise. De langue maternelle allemande, vous parlez couramment le français et l'anglais.

Vous interviendrez principalement sur toute la communication interne et devrez être en mesure de rédiger en langue allemande.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf M/24 à BERTRAND FAURE DRH - 276, rue Louis Blériot - 92641 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex.

BERTRAND FAURE

L'École nationale supérieure des télécommunications

recrute

4 maîtres de conférences

dans les champs disciplinaires suivants :
• architecture de systèmes et réseaux informatiques ;
• communications numériques et applications aux télécommunications sans fils ;
• systèmes électroniques pour la vidéo et les communications ;
• traitement du signal et des images.

Outre leur activité d'enseignement et de recherche, ils devront contribuer de façon significative à la recherche sur contrat dans un contexte industriel ainsi qu'à la formation continue.

Les candidats doivent être titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme équivalent. Ils auront une expérience de l'enseignement dans le supérieur, leurs publications dans des revues de haut niveau et leurs travaux de recherche attesteront de leur savoir-faire. Les titulaires d'une habilitation à diriger des recherches ou ceux possédant une expérience professionnelle significative peuvent également postuler.

Après une première sélection sur dossier, les candidats seront invités à présenter leurs travaux devant une commission.

Les postes sont à pourvoir au 1^{er} novembre 1997.

Pour obtenir tous les renseignements sur les postes à pourvoir, consulter le serveur web de l'école : <http://www.enst.fr/actu.html>

Les dossiers de candidatures : lettre de motivation manuscrite, curriculum vitae, titres et travaux, deux lettres de recommandation sont à adresser en trois exemplaires à Monsieur le Directeur de l'École nationale supérieure des télécommunications, réf 97/DIR/REC/MC 46, rue Barraud 75013 Paris.

• Date limite de dépôt des candidatures : vendredi 18 juillet 1997

LE SENAT

RECRUTE PAR CONCOURS

3 ADMINISTRATEURS

(possibilité de liste complémentaire)

Ce concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures, âgés de plus de 18 ans et moins de 35 ans au 1^{er} janvier 1997.

Il s'adresse plus particulièrement aux candidats ayant reçu une solide formation en droit public, droit privé ou économie.

Limite d'âge reculée :

- pour les hommes : services militaires, enfants à charge ;
- pour les femmes : ayant élevé un enfant, divorcée, veuve ;
- pour les handicapés.

Date limite de retrait des dossiers : VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1997

Date limite de dépôt des dossiers complets : VENDREDI 26 SEPTEMBRE 1997 À MINUIT (le cachet de la poste faisant foi)

Dates des épreuves d'admissibilité : 15, 16 ET 17 OCTOBRE 1997

Les demandes de dossiers d'inscription doivent être adressées au service du Personnel du Sénat : 15, rue de Vaugirard - 75291 PARIS Cedex 06.

Important Groupe industriel international (CA de plus de 10 milliards de Francs, dont 2/3 à l'étranger) recherche un

Responsable Stratégie Développement

Au sein de la Direction Stratégie et Développement International, vous aurez pour missions de :

- conduire des études de stratégie,
- contribuer à la planification stratégique,
- participer à des acquisitions internationales, de l'identification à la négociation.

Fort d'une double formation supérieure (Ingénieur + MBA ou équivalent), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel (et/ou en Conseil).

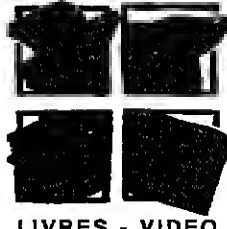
L'anglais courant est indispensable, l'allemand ou une autre langue est souhaitée.

Ce poste, basé à Paris, nécessite des déplacements en province et à l'étranger.



Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence PB670944 à EUROMESSAGES 78 Bd de la République - 92514 Boulogne Cedex, qui fera suivre.

MAGAZINE - MUSIQUE



LIVRES - VIDEO

CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES CONFIRMÉ (H/F)

Au sein du Département Marketing, votre responsabilité sera :

- d'analyser les comportements de la clientèle dans le but d'optimiser les opérations marketing ;
- de contrôler, en liaison avec les chefs de produits et l'équipe informatique, le déroulement de ces opérations ;
- d'effectuer les études nécessaires à l'élaboration de la stratégie Marketing ;
- de proposer des innovations pour développer et enrichir le fichier clients.

Si votre formation supérieure en statistiques ou économétrie est enrichie par une sensibilité en démographie et sociologie,

si vous avez déjà acquis une expérience professionnelle d'environ 5 ans en traitement de fichiers dans le domaine du Marketing Direct,

si vous faites preuve de créativité, d'innovation, de force de proposition et, si vous pratiquez couramment l'anglais :

vous possédez donc tous les atouts pour assurer ce poste de premier plan dont l'enjeu est stratégique pour notre société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Nicole Le Gouierec Sélection du Reader's Digest 177, avenue Louis Pasteur 92220 BAGNEUX.

Sélection du Reader's Digest

Organisme aubois de 100 personnes recherche un

CHARGÉ DE MISSIONS (H/F) GESTION ET ADMINISTRATION

Avec l'aide d'une équipe de 12 personnes, vous assurez la préparation et l'exécution des budgets des collectivités publiques dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement.

Diplômé Bac + 4 minimum en gestion, comptabilité, droit public ou équivalent, et doté d'une expérience d'au moins 3 ans dans l'un de ces domaines, vous avez le sens de la communication, de l'organisation, du management et du relationnel. Vous maîtrisez l'outil informatique.

Pour ce poste motivant basé à Troyes (Aube), nous vous offrons une formation permanente, un statut cadre, une voiture de service, des avantages sociaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel ou prétentions, sous référence C.M. 117, à notre Conseil - CDI Ressources Humaines - Grande Rue 10190 PRUGNY. Discretum assurée.

C.R.L. RESSOURCES HUMAINES

GROUPAMA CENTRE-ATLANTIQUE

Spécialiste de l'assurance aux particuliers et aux professionnels, nous développons notre activité "épargne collective". Notre Direction Commerciale renforce ses équipes pour atteindre ses ambitions de développement.

En collaboration avec la Banque Financière Groupama et notre direction commerciale, vous élaborerez et mettrez en œuvre la stratégie nécessaire pour développer notre présence sur le marché des professionnels.

Manager d'hommes, vous piloterez une équipe commerciale de 15 spécialistes "Vie et Gestion de patrimoine" et apporterez un soutien commercial et technique, notamment dans le suivi des Grands Comptes.

De formation supérieure BAC + 5 Ecole de Commerce - Droit - Finance, une expérience réussie dans la vente et le développement de produits bancaires vous a permis d'affirmer votre savoir-faire commercial et votre leadership.

Poste basé à NORT.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 215 à notre Conseil - multicibles, Evelyne Achaie-Lalau, 37 rue Carnot - 86000 POITIERS

multicibles

Market

senior

interne

CLIENT

Chargé de communication

2 Chargés de communication

Marketing - Communication

Consultant senior en communication interne

Au sein de l'équipe spécialisée d'une grande agence de communication parisienne, vous interviendrez au plus haut niveau dans les différents aspects de la communication interne et sociale (politique de changement social, évolution des métiers et des compétences, motivation des équipes...), de l'analyse de la problématique à la mise en œuvre des recommandations.

A 30/35 ans, de formation HEC, Essec, ESCP, IEP ou l'équivalent, vous avez acquis une solide connaissance de l'entreprise et des ressources humaines à travers une expérience de 5 années au minimum dans une grande entreprise et/ou en agence. Anglais courant.

Fort implication, sens de l'écoute, aptitude à rédiger et à argumenter avec clarté, goût du travail en équipe, allié à une véritable éthique professionnelle sont autant d'atouts qui nous amèneront à retenir votre candidature.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 46794 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

Consultant Communication interne et sociale

Au sein de BDDP Corporate, premier groupe européen de communication d'entreprise, le pôle d'activité Communication Ressources Humaines intervient dans les domaines de la communication pour l'emploi et de la communication interne et sociale.

Si comme nous, vous êtes persuadé que :
La communication interne et sociale est une des problématiques majeures dans la conduite du changement dans les entreprises.
Les nouveaux médias vont bouleverser les systèmes de communication interne.
La communication interne c'est 50 % de terrain et 50 % de réflexion.
Il est temps de briser les tabous et de faire taire la langue de bois dans les entreprises.
Il est temps d'admettre, qu'humour et compétences ne sont pas incompatibles.

Et si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole de Commerce Science-Po et/ou 3^e cycle Université), avec 3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en agence corporate.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. CIM, à Communiqué, 50/54 rue de Silly, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Carrières internationales

Office européen des brevets à Munich

L'Office européen des brevets (OEB) est une organisation intergouvernementale qui délivre des brevets au nom de ses 18 Etats membres. L'OEB se propose d'engager un administrateur chargé de la planification et de l'information de la direction au sein du

Contrôle stratégique/opérationnel

(contrat d'une durée initiale de 3 ans)

Fonctions

- Coordonne les hypothèses de base de l'Office pour la planification et le plan d'activités à moyen terme
- Est chargé du système intégré de gestion et de la fourniture de rapports mensuels à la direction
- Participe aux études ad hoc dans le cadre du "Contrôle stratégique/opérationnel"

Qualifications minimales

- Diplôme sanctionnant des études de niveau universitaire en économie ou formation équivalente
- Au moins trois années de pratique, notamment d'outils de contrôle tels la planification, l'information de la direction et la comptabilité
- Excellente connaissance d'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais, français) et bonne connaissance pratique d'au moins une autre

Conditions

- Rémunération supérieure à la moyenne, exempte d'impôts nationaux sur le revenu, comparable à celle offerte par les autres organisations internationales, à laquelle s'ajoute un ensemble d'avantages sociaux (assurance maladie, système de pension, etc.)

Formulaire de candidature

- Le formulaire de candidature peut être obtenu auprès de la Direction du personnel, Office européen des brevets, Erhardstrasse 27, D-80331 Munich (téléphone : +89/2399-4318, télécopie : +89/2399-2706) et doit être retourné dûment rempli (avec indication du numéro de référence EX17717) avant le 23 juillet 1997.

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE GRANDS COMPTES

A vous de promouvoir les différents services de notre agence auprès de vos clients, grands groupes français et internationaux, mais aussi de les convaincre et de les fidéliser. Pour exercer ce rôle de conseil et de commercial auprès d'interlocuteurs de haut niveau, vous développez une vision globale et orchestrez vos compétences internes pour mener à bien les actions que vous préconisez.

A 30/32 ans, de formation Bac + 5 (ES, MBA...), vous disposez de 2 à 5 ans d'expérience dans la gestion de grands comptes : communication produits, ressources humaines, B to B, promotion ou corporate. Homme de stratégie mais aussi de terrain, votre anglais est courant... et si possible maternel !

CURIEUX ET OUVERT, VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE TALENT EN GRAND : ADRESSEZ VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETRE DE MOTIVATION, CV, PHOTO, SALAIRE ACTUEL ET PRÉTENTIONS) À : RÉF. 4648563 À EUROMESSAGES, 78, BD DE LA RÉPUBLIQUE, 92514 BOULOGNE CEDEX. DISCRÉTION ASSURÉE.

Grand Groupe de BTP recherche pour sa Direction de la Communication un

chargé de communication

De formation supérieure, vous bénéficiez d'un minimum de 4 années d'expérience acquise en agence conseil ou dans un service de communication d'entreprise. Vous démontrez une bonne connaissance pratique de l'édition et de la presse d'entreprise, ainsi qu'une réelle aptitude à l'écrit.

Rigueur, sens de l'initiative et maîtrise de l'anglais sont trois qualités indispensables pour ce poste basé en région parisienne.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, sous réf. 47117, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra. Confidentialité assurée.



ANALYSE ET ADAPTATION DES COMMUNICATIONS

SPÉCIALISÉE DANS LES ÉTUDES ET LA MISE AU POINT DES COMMUNICATIONS INTERNES ET EXTERNES DES ENTREPRISES.

ANACOM POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT ET RECHERCHE

2 Chargés d'études senior LINGUISTE et SOCIOLOGUE

- De formation sémiolinguistique, vous possédez au minimum un DEA (analyse du discours et de l'énonciation, sémiotique textuelle et visuelle). Réf. SL
- De formation sociologique, vous possédez au minimum un DEA (techniques d'enquêtes qualitatives et quantitatives). Réf. SO

Pour ces 2 postes, une expérience de 3 ans est exigée pour réussir pleinement dans votre fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous la référence choisie, à ANACOM - 18 rue Séguier - 75006 PARIS.



INTERNATIONAL FEDERATION OF THE PHONOGRAPHIC INDUSTRY

LEGAL ADVISER - London

IFPI is the international trade association for the music industry, representing over 1300 record companies in over 70 countries. We seek a lawyer for our central London office to deal worldwide with a variety of complex international legal matters, including:

performance rights administration

mechanical rights negotiations

competition law issues

Candidates must have a professional legal qualification, at least two years' post-qualification experience of competition law and intellectual property law and some experience of litigation in these fields. An ability to communicate and negotiate effectively in English is essential as is availability to travel abroad at short notice.

Experience of dealing with the European Commission competition authorities and a working knowledge of another major European language are desirable.

We offer an attractive remuneration package, including a company car, contributory pension scheme, private medical insurance, health/sports club facilities. Applicants should write with full career details to Trevor Pearty, Director of Planning & Administration, IFPI Secretariat, 54 Regent Street, London W1R 5PL

Closing date for applications: 30 June 1997

Gestion - Finance

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

Organisme central bancaire, financier et technique du Groupe Banques Populaires

Activités de marchés

OPÉRATEURS CONFIRMÉS

Titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, vous avez une expérience des métiers de salle de marchés et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Nous recherchons les spécialistes suivants :

- Teneur de marché et arbitragiste sur titres d'états, repos et IRS **Réf. OP1**
- Teneur de marché et gestionnaire de portefeuille sur les titres "à spread" **Réf. OP2**
- Teneur de marché sur actions, plus particulièrement sur les valeurs du Second Marché et du Nouveau Marché **Réf. OP3**

INGÉNIEURS FINANCIERS DÉBUTANTS

Titulaire d'un diplôme de Grande Ecole d'ingénieurs, vous êtes passionné par la Finance : vous participez au développement de nos activités d'arbitrages sur titres et produits dérivés. **Réf. IFD**

Comptabilité générale

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ BANCAIRE

De formation supérieure, vous avez une compétence en comptabilité bancaire. Une première expérience d'environ 5 ans en Banque ou dans un Cabinet de commissariat aux comptes vous permet de prendre en charge : l'élaboration des états comptables, la responsabilité de l'établissement et du respect des normes comptables, la maîtrise d'ouvrage des projets informatiques propres au secteur ainsi que les fonctionnalités comptables des autres applicatifs de la Banque, l'établissement du budget... Vous organisez et encadrez une équipe d'une dizaine de personnes. **Réf. ACB**

Systèmes de paiement

CHARGÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES

Vous êtes chargé de réaliser diverses études stratégiques sur les systèmes de paiement. Vous devez conduire ces projets en intégrant tant les aspects réglementaires, techniques et financiers que marketing : vous les présentez et les argumentez auprès des instances interbancaires ou du Groupe. Ingénieur avec si possible une double formation (marketing ou finances), vous avez une expérience réussie de 5 à 10 ans du conseil et de la conduite de projets, des études préalables à la réalisation finale. L'expérience des systèmes de paiement est un atout, l'anglais courant indispensable. **Réf. CES**

CHARGÉS D'ÉTUDES / MAÎTRISE D'OUVRAGE

Vous êtes chargé de concevoir et de mettre en place les nouvelles procédures d'organisation et d'information pour le compte de notre secteur Systèmes de Paiement ou de la clientèle. Vous assurez l'interface entre les services de production et les équipes informatiques chargées des applications. Ingénieur de formation, vous êtes bien sûr compétent sur les Systèmes d'Information. Vous aimez travailler en équipe, possédez un bon esprit d'analyse et de synthèse, et avez des aptitudes rédactionnelles. La connaissance des Moyens et Systèmes de Paiement Nationaux et Internationaux serait un plus. **Réf. CMO**

RESPONSABLE DE SECTEUR PRODUCTION MONÉTIQUE

Responsable d'un secteur de production au sein du service Cartes, vous prenez en charge : le suivi des serveurs d'autorisation de la Banque, la gestion des problèmes de sécurité "Cartes" (de l'analyse des alertes et des fraudes à la gestion des dossiers contentieux), la gestion du parc de GAB/DAB. Sur ces trois types de missions, avec une petite équipe dont vous assurez la responsabilité, vous participez aux réflexions et proposez des évolutions, mettez en place des tableaux de bord et assurez le suivi de l'activité. De formation supérieure technique, vous avez une première expérience d'au moins 5 ans de l'animation d'équipe. La connaissance de la monétique est nécessaire. **Réf. RSA**

RESPONSABLE CONTRÔLE DE GESTION

Vous assurez, en liaison directe avec le responsable, le contrôle de gestion et la comptabilité des Systèmes de Paiement afin d'apporter à la Direction les éléments d'analyse et de pilotage nécessaires. Vous organisez et animez une équipe d'une vingtaine de personnes. Diplômé en comptabilité/finance (l'expertise comptable serait un plus), vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine du contrôle de gestion et du management, et vous maîtrisez parfaitement les outils informatiques. **Réf. RCC**

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, merci de bien vouloir nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en indiquant la référence choisie, au Service Gestion de l'Emploi et des Carrières, RH, CCBP, 10/12 avenue Winston Churchill, 94677 Charenton-le-Pont Cedex.



Nous ne sommes pas populaires sans raisons

Groupe industriel d'envergure mondiale (18 000 personnes, C.A. 17MMF), renforce le département Consolidation de son siège social.

Adjoint au Responsable Consolidation Groupe

Vous assisterez le responsable consolidation dans ses fonctions :
• Consolidation : la tenue du guide des principes comptables et de consolidation, le lancement et le suivi des campagnes, l'exploitation des progiciels CARAT et UNIFICATION.
• Le suivi des comptes de l'activité « immobilisations financières ».
• La comptabilité et le suivi des filiales gérées par le siège.

A 28/30 ans environ, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et/ou titulaire du DESCF ou d'une MSTCF. Vous maîtrisez à la fois les techniques de consolidation et les règles comptables, fiscales, juridiques applicables aux sociétés françaises et anglo-saxonnes. Rigoureux, souple et doté d'excellentes qualités relationnelles, votre anglais est courant. Vous possédez enfin de bonnes connaissances en micro-informatique (Excel 5...).

Pour ce poste basé à Paris, merci d'envoyer lettre manuscrite et CV, sous réf. 46865, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

Carrières Internationales

France Telecom Mobiles International, exportateur de compétences

France Telecom Mobiles International, filiale de France Telecom Mobiles, développe des réseaux de téléphonie mobile à l'international. Déjà présent en Europe (Belgique, Danemark, Grèce, Pologne, Roumanie, Slovaquie), au Proche-Orient (Liban) et en Asie (Inde, Chine, Japon), FIMI continue sa forte politique d'expansion et crée, au sein de sa Direction Marketing, un poste de

Responsable du Lancement de Réseaux de Distribution à l'International (H/F)

Rattaché au Responsable des Ventes et de la Distribution, au sein d'une équipe de 4 personnes, vous êtes chargé de préconiser une stratégie de distribution de nos produits et services, dans le cadre de réponses à des appels d'offres internationaux. Lors du lancement des filiales étrangères, vous organisez les réseaux de distribution et les structures de vente et initiez le soutien à la vente : recrutement, formation, animation et stimulation des forces de vente, mise en place de la logistique et de l'après-vente. A 25/30 ans, de formation supérieure (école de commerce), vous avez une expérience significative de l'organisation de réseaux de vente directe et indirecte et des compétences en "trade marketing". Vous avez appréhendé des problématiques de marchés professionnels et/ou de "mass market". Vous travaillez couramment en anglais. A ce poste, vous pourrez exercer vos qualités conceptuelles, mais aussi votre sens opérationnel et votre habileté de négociateur. Vos missions impliqueront de fréquents déplacements et séjours à l'étranger. Si ce contexte vous séduit, merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous réf. LM/532 à notre Conseil, Lauretta BENRUBI, ORYADE - 16, avenue Hoche - 75008 PARIS.



France Telecom
Mobiles

International

Le Monde Economie le lundi *

Le Monde des Initiatives le mardi **

et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

صباح الخير

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997 / XIII

ce

UES POPULAIRES
du Groupe Banques Populaires



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :
INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Fmn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Dirigeants

Biens d'équipement Directeur Général Casablanca

Cette société, présente au Maroc depuis plus de 15 ans, leader sur son marché, filiale d'un groupe français, fabrique et commercialise des biens d'équipement. Son développement s'appuie sur une politique de diversification produits poussée, et un effort commercial régulier notamment à l'exportation.

Directement rattaché au PDG du groupe, le directeur général prend en charge l'ensemble des fonctions de l'entreprise, et en particulier la fonction commerciale : c'est lui qui anime en direct la petite équipe commerciale de la filiale et son réseau de distribution. Il s'implique personnellement dans les affaires de haut niveau. Le poste est situé à Casablanca.

De formation ingénieur, le candidat retenu fera état d'une expérience significative au regard du poste, dans le commercial. Une partie au moins de cette expérience aura été acquise de manière significative dans des pays à forte croissance où l'investissement en infrastructures est important.

Autonome, fiable, adaptable, ce directeur inspire confiance afin d'acquiescer la meilleure crédibilité auprès de ses interlocuteurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation et CV) sous réf. 228 AK à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, France, qui transmettra en toute confidentialité.

Accueillir - Former - Innover

Trois mots pour désigner notre mission d'animation de la vie sociale et de l'emploi par la rencontre et la formation. Un mandat que nous assurons avec succès depuis 30 ans. L'objet est généreux, le champ d'action large, les moyens considérables et la réalisation purement économique. Nous recherchons pour diriger l'ensemble et animer une équipe de 60 personnes permanentes notre nouveau

Directeur

Nous attendons un(e) véritable manager. Meneur d'hommes qui donne du sens aux actions. animateur qui fédère autour des orientations retenues. Développeur qui optimise les moyens de l'institut. Gestionnaire averti et soucieux de rentabilité. Force de proposition et d'action dans les domaines que nous nous sommes donnés.

Nous voyons bien un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (3ème cycle) qui s'est essayé(e) avec bonheur à la direction d'un organisme (ou d'une société privée) résolument tourné vers la satisfaction de ses publics. Un(e) battant(e) avisé(e) qui, autour de la quarantaine, souhaite trouver dans son action les valeurs fortes auxquelles il (elle) adhère. La connaissance du milieu de la formation et de l'organisation d'événements, sans être un impératif absolu, serait un plus apprécié.

Cela vous intéresse et vous vous reconnaissez, écrivez à notre conseil RH PARTNERS, 18 rue Fénère, 33000 BORDEAUX sous référence AB0697M.

RH PARTNERS



PME de croissance indépendante, spécialisée dans l'électronique grand public et située en Rhône-Alpes, 400 personnes, plus de 300 MF de CA dont 1/3 à l'export, 3 filiales européennes, recherche, en vue de secondar son PDG, un

Directeur Général

Chargé d'assurer la gestion quotidienne du Groupe, il assurera le bon fonctionnement de l'organisation et veillera à son efficacité et à sa rentabilité.

Agé de 45/50 ans, de profil grande école, le candidat devra avoir acquis une expérience réussie dans un poste de direction générale ou de direction d'un centre de profit autonome de taille supérieure ou équivalente à celle de notre groupe.

Doté de qualités reconnues d'animation et d'organisation, le candidat e une bonne pratique du contrôle de gestion et de l'informatique.

Loyal et animé d'un bon esprit collectif, il devra s'intégrer au sein d'une équipe de direction motivée et expérimentée. Il devra assister dans son évolution vers une structure plus importante et plus formalisée.

Selon son profil, il pourra adjoindre à sa mission principale la coordination des filiales commerciales.

Une expérience internationale serait appréciée. La pratique de l'anglais est nécessaire, allemand et/ou italien/espagnol souhaitables.

Le poste est à pourvoir immédiatement, salaire et intéressement selon expérience.

Pour faire acte de candidature, merci d'adresser lettre de motivation manuscrite + CV + photo à Marie CACCAMO - Société ATRAL - rue du pré de l'Orme - 38926 CROLLES Cedex.

pas populaires sans raisons

Carrières Internationales

Directeur Administratif et Financier Groupe

Paris - Ce Groupe d'ingénierie en système d'information, avec un CA de 1 milliard de francs, jouit d'une excellente santé financière. Il est présent sur l'ensemble du territoire national et comporte une vingtaine d'entités décentralisées. Il bénéficie, par le professionnalisme de ses équipes (plus de 2000 personnes) et la qualité de ses prestations, d'une solide notoriété auprès de ses clients. Il poursuit activement une stratégie de développement et souhaite fédérer au niveau Groupe les différentes compétences administratives et financières existantes.

En lien direct avec le Président du Groupe et membre des instances dirigeantes, vous prenez en charge l'ensemble des fonctions financières, comptables, administratives ainsi que l'informatique interne en vue d'assurer leur cohérence et leur efficacité. Vous avez pour mission toute particulière de faire évoluer l'ensemble des procédures et garantir leur respect par les directions opérationnelles décentralisées. Vous êtes responsable de la fiabilité des reportings comptables et financiers auprès du Président que vous seconderez dans sa politique de croissance par vos compétences "haut de bilan".

Vous managez les responsables financier, administratif, informatique et logistique et vous appuyez sur leurs compétences et celles de leurs équipes (une centaine de personnes) pour assurer au Groupe de solides bases financières et administratives pour faire face à sa croissance.

De formation supérieure (Sciences Po, HEC, etc.) et âgé d'une quarantaine d'années, vous êtes un professionnel reconnu par vos pairs et avez exercé vos responsabilités au sein de groupes décentralisés dans le domaine des services. Votre autorité personnelle, votre capacité à développer la concertation et entraîner l'adhésion, votre sens des organisations efficaces seront vos principaux atouts pour réussir dans ce poste stratégique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence C.378/M à notre conseil Catherine Charvet.



Oberthur Consultants

49, rue Saint Roch 75001 Paris.

DIRECTEUR GÉNÉRAL AYANT DU CHARISME POUR ENTRAÎNER LES HOMMES

Dans l'activité de cette P.M.E. appartenant à un groupe privé, être à l'écoute des clients (industriels, distributeurs), améliorer la productivité, faire croître le C.A. et maintenir des marges de qualité constituent votre mission.

A 35 ans environ, vous avez déjà acquis une expérience de Directeur Général dans une entreprise où existait réellement un processus de fabrication. Vos qualités de meneur d'hommes (production, maintenance, logistique, achats et commerce) vous ont déjà servi et vous permettront de réussir dans ce poste situé à Lyon. De réelles perspectives de carrière existent dans ce groupe en pleine expansion.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la référence C/1443 M à notre conseil en recrutement Pierre BUCCAI CONCORDANCES - 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi
parues dans LE MONDE
et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé

Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon
SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

JEUNE ET BRILLANT DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

Le patron de cette PME est un reprenneur privé, d'une cinquantaine d'années, Centralien. Il constitue son équipe de direction comme il en a eu l'expérience dans les grands groupes où il a fait carrière. Pour prendre en main toute la fonction commerciale dans cette entreprise, située parmi les trois intervenants au monde (90 % du CA est fait dans plus de 30 pays), il cherche à s'entourer d'un homme de 30/35 ans, diplômé de HEC, ESSEC ou ESCP, véritable force de recommandation du Président.

Participer au capital grâce à des stock options est envisagé, pour un candidat prêt à s'investir et à saisir une opportunité, peu fréquente, dans une carrière. Ce poste est situé dans une ville très agréable du Sud-Ouest.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la référence C/1464 M à notre conseil en recrutement Pierre BUCCAI CONCORDANCES - 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

صكرا من الاميل

XIV / LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997

REPRODUCTION INTERDITE



Juristes Ressources Humaines

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> MINITEL : 3615 cadresonline (2,23 F/mn) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Conseil & Services à forte valeur ajoutée

Notre société, créée il y a 15 ans, s'est fortement développée dans le domaine du Conseil stratégique lié à l'optimisation des Ressources Humaines.

Nos clients sont essentiellement des "grands comptes", gagnés et fidélisés grâce à l'expertise de nos équipes et à notre politique exigeante de qualité, mais aussi grâce à la diversité des missions que nous conduisons à Paris et en province.

Responsable du Développement Commercial

Rattaché à la Direction Générale et en relation avec nos Consultants, vous animez nos activités commerciales. Vous valorisez les contacts avec les clients et les prospects, vous vous impliquez dans l'élaboration et la présentation des propositions, vous définissez, à partir de notre potentiel et de nos réalisations, de nouveaux champs de développement.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Bac + 5) et vous avez au moins 5 ans d'expérience commerciale dans une activité de conseil ou de services. Outre de réelles qualités de vendeur, vous savez écouter et comprendre les préoccupations stratégiques des dirigeants d'entreprise, identifier leurs besoins, formaliser et formuler les propositions qui y répondent. Vous mettez en œuvre vos qualités de synthèse et de rédaction.

Passionné par le Conseil autant que par la vente, vous souhaitez vous donner, à 30-32 ans, les moyens de réussir et d'évoluer dans une structure dynamique et ouverte.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence LMW319/OT.

Groupe MILO - 41, Bd. Malesherbes - 75008 Paris

Vous êtes ingénieur,
découvrez votre Monde le lundi *

Un rendez-vous :

« Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales
dont carrières européennes

* daté mardi

Constitué sur le principe d'une société de moyens, notre Cabinet Conseil en recherche de Dirigeants et Cadres (par approche directe et par voie d'annonce) souhaite accueillir un

Consultant Senior

Vous avez de préférence une compétence affirmée dans les Technologies de l'Information ou dans les Bio-Technologies.

Vous traitez actuellement un CA significatif de manière autonome et alimenteriez une équipe de professionnels au sein d'un Cabinet en expansion rapide pour y fonctionner en partage de frais fixes tout en conservant la parfaite maîtrise de votre clientèle.

Nous vous offrons moyens, support et autonomie pour développer votre portefeuille. Membre du réseau INTERNATIONAL SEARCH GROUP, notre société se positionne comme un partenaire "global" pour ses clients. Et nous sommes très attachés à exercer notre métier en respectant l'éthique de notre profession.

Si, comme tous les membres de notre équipe, vous avez acquis précédemment l'expérience du management des entreprises et des hommes et si vous partagez notre conception, adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite) sous réf. CS 97/LM à Jean-Pierre DEBETTE MOMENTUM - 27, rue Camille - 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex.



Responsable de Rédaction

Leader sur notre marché, nous sommes la filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la diffusion d'informations sur différents supports à l'usage des professionnels. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons en (e)

Rattaché(e) au Directeur du département droit du transport, vous participerez à la rédaction et à la réalisation de tous les produits de la gamme transport.

Votre rôle consistera principalement à actualiser et à enrichir des ouvrages existants, ainsi qu'à élaborer de nouveaux produits.

De formation juridique (type DESS), vous êtes spécialisé(e) en droit du commerce international (vente et distribution à l'international / paiements internationaux / procédures douanières).

Justifiant d'une expérience d'au moins 6 ans comme Juriste d'entreprise, vous avez une bonne connaissance des ventes maritimes et des contrats internationaux.

Vos qualités sont les suivantes : facilité d'expression écrite, accompagnée du goût de l'écrivain - forte capacité d'initiative - bon relationnel - bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8705/1 à notre Conseil : OP SEARCH à l'attention d'Olivier de PREVILLE - 84 rue Lauriston - 75116 PARIS ou par fax : 01 53 70 93 30



Institut Pasteur

recherche

JURISTE CONFIRME

Futur Adjoint au Directeur Juridique

Il sera chargé au sein de l'équipe de la Direction Juridique de la validation des textes juridiques engageant l'établissement, aura un rôle de conseil et prendra en charge les dossiers responsabilité civile et essais cliniques.

Ce poste s'adresse à des candidats(es) de niveau BAC + 5 en droit privé ou public justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans des fonctions similaires acquise dans l'industrie pharmaceutique et/ou dans le domaine des biotechnologies. Une formation en Propriété Industrielle serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la D.R.H.

Service Recrutement et Carrières - 28, rue du Docteur Roux - 75724 PARIS CEDEX 15.

Groupe International de Service
recherche
dans le cadre de son expansion

Professionnel de l'Outplacement

Paris

Vous avez une expérience réussie de ce métier en pleine mutation. Vous souhaitez avoir des responsabilités de gestionnaire de centre de profit et développer cette activité au sein d'une structure performante. Une possibilité d'association au capital sera offerte à un candidat performant et entrepreneur.

Veillez adresser un Curriculum Vitae à
Bonnecarrère & Associés,
53 rue Blanche 75009 Paris
avec la référence BC35
indiquée sur l'enveloppe.

Groupe bancaire situé en
région parisienne recherche
pour son département
Contentieux un

Juriste

CHARGÉ
DE L'INSTRUCTION
ET DU SUIVI DES
DOSSIERS DE
RECOURS

Vous possédez une
expérience d'au
moins cinq années
en contentieux dans
un environnement
informatisé, avec une
bonne pratique des
procédures collectives
et des voies d'exécution.

Votre connaissance
de la comptabilité
générale et de l'analyse
financière serait un
atout.

Votre formation en
droit privé (Bac +4/5)
est nécessaire pour
vous permettre de
mener à bien ces
missions qui impliquent
également une grande
disponibilité et une
forte capacité
relationnelle.

Merci d'adresser votre dossier
(CV, lettre manuscrite, photo)
sous réf. 5399 à LBW, 42 rue
Laugier, 75017 Paris,
qui transmettra.

Important Groupe bancaire
recherche un

fiscaliste

Intégré à l'équipe en charge des études fiscales, vous aurez pour mission principale de seconder le responsable de la gestion fiscale de notre Groupe. Vous participerez, dans ce cadre, à l'étude des problèmes fiscaux relatifs à ses différentes entités (filiales, notamment de capital-investissement, succursales étrangères), ainsi qu'à la gestion de l'intégration fiscale. Vous interviendrez aussi ponctuellement dans l'optimisation fiscale des produits et montages financiers proposés à notre clientèle.

Vous avez acquis une formation fiscale supérieure - DESS/DEA de fiscalité, ENI, DJCE... Seront appréciées une double formation, financière et fiscale, et une première expérience réussie en fiscalité de groupe, de préférence au sein d'un établissement de crédit ouvert à l'international. Vous possédez de solides connaissances en comptabilité et en réglementation bancaires et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Rigueur, créativité et pragmatisme, goût des contacts et aisance rédactionnelle seront les atouts de votre réussite dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature :
lettre manuscrite, CV, photo et prétentions,
sous la référence 2030 à
Austria Knight - 26, av. de l'Opéra 75001 Paris,
qui transmettra.

Paris

Juristes

DROIT

AVOCAT AND MAY
DROIT DES AFFAIRES

Avocat Fiscaliste

TIP

Page 105 A Legal

DROIT DES AFFAIRES

Avocat

Conseil et Audit

Unilog et Coopers & Lybrand s'unissent autour de SAP/R3

UPC&L
CONSULTANTS

Unilog et Coopers & Lybrand Consultants, partenaires de SAP, viennent de créer UPC & L afin d'accélérer encore leur croissance dans le conseil et les services autour de ce progiciel. Nous ambitionnons une position de leader dans le pilotage et l'accompagnement de grands projets nationaux et internationaux de mise en œuvre de SAP/R3. La professionnalisme et le pluridisciplinarité de nos consultants garantissent la qualité de nos interventions : assistance de nos clients dans tous les aspects du projet (métier, technique, organisationnel et humain), installation rapide et efficace en intégrant les meilleures technologies. Nous vous proposons de rejoindre nos 80 collaborateurs si vous vous reconnaissez dans ces profils.

Directeurs de projets

Managers d'équipes de consultants spécialistes des fonctions de l'entreprise, vous dirigez des projets de conseil en intégration de progiciels SAP. Vous conduisez ces missions auprès de grands groupes et êtes l'interlocuteur privilégié des Directions opérationnelles et fonctionnelles concernées par ces changements de systèmes d'information. De formation supérieure, vous possédez une expérience confirmée (8 à 10 ans minimum) de la conduite de projets complexes d'intégration de progiciels acquise en SSII, en cabinet de conseil ou en entreprise. Votre excellent relationnel et votre maîtrise du pilotage de projets sont les gages de votre réussite. Réf. C.379/M

Consultants métiers

Comptabilité/Finance - Contrôle de Gestion industriel - Gestion de Production/Logistique
Vous êtes un professionnel de l'une de ces fonctions que vous exercez depuis au moins 3 ans en entreprise ou en conseil. Vous avez utilisé des progiciels de gestion et, dans l'idéal, vous avez même participé aux différentes phases de mise en place de ces outils. Cette expérience vous permettra de conseiller nos clients pour adapter l'offre SAP à leur structure, à leur processus de fonctionnement et à leur organisation. Vous souhaitez rejoindre le conseil et/ou enrichir votre première expérience professionnelle en intégrant des équipes pluridisciplinaires de haut niveau. Vous bénéficierez d'une formation SAP si nécessaire. Réf. P.145/M

La dimension internationale de notre structure et de nos marchés implique la maîtrise de l'anglais et une disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger. Merci d'adresser votre dossier sous la référence choisie à notre conseil.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 Paris.

UTELIS PARIS - BERLIN
DUSSELDORF - BRUXELLES

Conseil et Services
Conseil des

Rejoignez Michael Page, n°1 du recrutement en France et en Europe. Devenez

Consultant

Michael Page Informatique est spécialisé dans le recrutement des cadres des différents métiers liés aux systèmes d'information. Nos consultants sont eux-mêmes issus de ces professions.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des candidats à fort potentiel possédant des qualités commerciales, une personnalité ouverte et la volonté d'affronter de nouveaux challenges. Vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans des métiers liés à l'informatique avec idéalement une expérience de recrutement.

En échange d'un fort investissement, nous vous proposons une formation à nos méthodes et au métier du recrutement : une rémunération attractive et des perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Le caractère international de notre activité exige un anglais courant.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Alain Chénou, Michael Page Informatique, 3 bd binea 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Cochise 145888) OU connectez-vous au <http://www.mppfrance.com> sous réf. ACH970507.



Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Nous sommes un cabinet de conseil de 40 collaborateurs intervenant pour une clientèle de premier plan et nous recherchons pour renforcer notre structure des :

CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION DE GESTION

Vous êtes :

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce et vous avez désormais une première expérience de 2 à 4 ans de mise en place de systèmes informatiques de gestion en environnement moyen ou grand système dans l'un des secteurs suivants : banque, assurance, industrie ou service. La connaissance fonctionnelle d'un progiciel majeur du marché sera un atout important. Vous avez par ailleurs acquis, ou vous souhaitez acquérir, des compétences complémentaires dans le domaine de la conduite de grands projets et de l'organisation.

Nous vous proposons :

De faire évoluer votre carrière vers le conseil en informatique de gestion, au sein d'une équipe jeune et de haut niveau. Vous participerez à des missions très variées avec une large autonomie : assistance à la mise en place de progiciels, maîtrise d'œuvre, étude d'organisation, évaluation de solutions, étude d'opportunité, stratégie d'évolution informatique...

Votre intégration sera facilitée par une formation technique et pratique appropriée. La nature des interventions en clientèle, et les perspectives d'évolution de ces postes sont particulièrement motivantes.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, nous vous remercions de nous adresser votre lettre de candidature et votre curriculum vitae à l'attention d'Anne Bougamont sous référence C9706, et nous étudierons avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SFAC
ASSURANCE CREDIT

La SFAC - 900 personnes plus de 2,4 Milliards de Frs de CA en 1996 - est une des sociétés du groupe EULER, plus de 2200 collaborateurs répartis en Europe et aux USA - 5 Milliards de Frs de CA - numéro 1 mondial sur le marché de la protection et la gestion du compte-clients des entreprises.

Nous recherchons pour notre filiale SFAC CREDIT, en charge du recueil de l'information économique et financière et de la surveillance des risques de plus de 900 000 entreprises,

PARIS ETOILE

Adjoint au Responsable du Département Organisation Etudes et Développement

Votre profil : de formation Grande Ecole d'Ingénieurs (X, Centrale, Mines, Pons...) vous avez, à 35 ans environ, une expérience significative en organisation, management, systèmes d'information et statistiques acquise dans un cabinet de conseil ou dans une société du secteur de la banque ou de l'assurance.

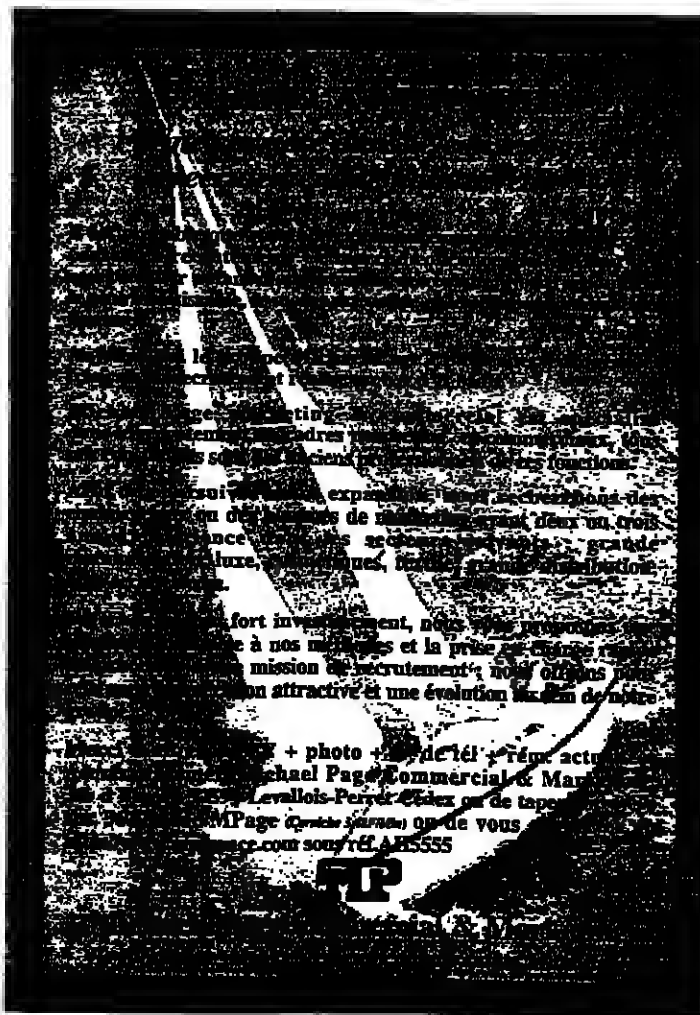
Des compétences méthodologiques en organisation, une pratique de la gestion de projets complexes sont obligatoires ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise que requiert la dimension internationale de l'activité du département.

Votre mission :

- animer et coordonner les services études, organisation, infocentre, statistiques (une vingtaine de collaborateurs),
- conduire directement des études importantes et assurer la veille technologique,
- interface entre notre Direction et la Direction des Systèmes d'Information, assurer le rôle de maître d'ouvrage de nos projets informatiques.

Curiosité, goût pour l'animation d'équipes, force de persuasion et sens prospectif sont les qualités que nous privilégierons dans notre sélection.

Merci d'envoyer lettre, CV, prétentions et salaire actuel sous référence LAL97 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



Reflexion faite, ou

ARTURO PERI



سكرا من الامل

LE MONDE / MERCREDI 25 JUIN 1997 / XV

Juristes - Ressources Humaines



Lyonnaise Câble, filiale du GROUPE SUEZ LYONNAISE DES EAUX, exploite et commercialise le réseau de télévision par câble. Nous recherchons un

JURISTE DROIT PRIVE

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 47863 à LYONNAISE COMMUNICATIONS DRH Service Recrutement 8 Villa Thoréton 75015 PARIS.

Sous la responsabilité du Directeur Général, vous exercerez vos compétences sur l'ensemble des dossiers (droit des contrats, droit des sociétés, droit de la communication audiovisuelle, droit de la consommation).

Vous assisterez techniquement les directions opérationnelles et participerez activement aux négociations contractuelles.

Pour ce poste à pourvoir rapidement, vous êtes titulaire d'une maîtrise en droit privé et avez une expérience en entreprise ou en cabinet de 5 ans minimum.

SLAUGHTER AND MAY

CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAL recherche pour son bureau de PARIS plusieurs

AVOCATS EN DROIT DES AFFAIRES

Ayant de 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en cabinet et une pratique diversifiée en droit des sociétés, fusions-acquisitions, restructurations, droit bancaire et boursier notamment. Double formation souhaitée.

Anglais écrit et parlé impératif.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Recrutement, SLAUGHTER AND MAY, 112 avenue Kléber, 75116 PARIS.

Office notarial de tout premier plan recherche un

Juriste Droit des Affaires

Paris

Sous la responsabilité d'une équipe de notaires dynamiques, dont un Professeur Agrégé des Facultés de Droit, vous participerez au développement du département Droit des Affaires de l'Enade.

A ce titre, vous êtes amené(e) à intervenir principalement sur des dossiers relevant du droit des sociétés (opérations de structure, montages juridiques mis en place dans le cadre de transmissions patrimoniales, etc.) et droit des contrats, auprès d'une clientèle composée essentiellement d'entreprises et de particuliers dirigeants d'entreprise ou fortunés.

Agé(e) de 28/32 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, Doctorat, CAPA, etc.), vous justifiez d'une expérience réussie de 4/5 ans acquise en entreprise ou de

préférence en cabinet d'avocats d'affaires et comprenant une pratique significative des opérations liées au droit des sociétés.

Rigoureux, doté(e) d'une capacité d'adaptation certaine, vous souhaitez valoriser vos qualités technique et relationnelle au sein d'une structure en très fort développement.

La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Thierry Montecatini, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPAGE ou connectez-vous au <http://www.mpfance.com> sous la réf. TM17222.



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

S.C.P. d'avocats en croissance recherche un

Avocat Fiscaliste

Normandie

Dans le cadre d'une activité essentiellement orientée vers le contentieux fiscal, vous vous voyez confier l'entière responsabilité d'un portefeuille de clientèle composé d'entreprises et de particuliers que vous devez traiter, fidéliser et développer.

Avocat de formation supérieure en fiscalité (DEA, DESS, ENI, Doctorat), vous justifiez d'une pratique significative du contentieux fiscal d'au moins 5 ans acquise de préférence au sein de l'administration fiscale ou en cabinet d'avocats d'affaires.

Cette opportunité s'adresse à des candidats désireux de s'investir dans un cabinet où l'association sera très rapidement ouverte.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPAGE ou connectez-vous au <http://www.mpfance.com> sous référence SD16942.



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

Important groupe français de dimension internationale intervenant dans le secteur de l'agro-industrie recherche un(e)

Fiscaliste

Bretagne

Au sein du Service Juridique et Fiscal, vous contribuerez notamment à la gestion fiscale des sociétés du groupe qui vous sont confiées (supervision des déclarations, suivi des contentieux, etc.) tant en matière de fiscalité directe qu'en matière de fiscalité locale et indirecte (taxe professionnelle, TVA, TP etc.). Vous intervenez également dans le cadre de l'intégration fiscale du groupe.

Vous participez également aux opérations de structure (acquisition, fusion, apport partiel d'actifs, etc.) afin de minimiser les risques fiscaux.

Enfin, vous assurez un rôle de conseil permanent auprès des opérationnels du groupe sur toutes questions d'ordre fiscal (prix de transfert, opérations intra-groupe, etc.).

Agé(e) d'environ 28/30 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE), avec une spécialisation en fiscalité, vous justifiez d'une expérience de trois ans minimum acquise au sein d'une entreprise à forte activité internationale ou au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Vous devez impérativement être opérationnel(le) en anglais et la connaissance d'une seconde langue sera un atout supplémentaire.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE ou de vous connecter au <http://www.mpfance.com> sous référence CB16043.



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

Grand groupe de BTP intervenant dans des domaines diversifiés (Energie, Transport, Industrie, Aménagement urbain), SPIE BATIGNOLLES recherche aujourd'hui dans le cadre de son développement un :

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Au sein du Département Juridique de la holding, vous avez en charge des missions variées. Vous gérez des dossiers contentieux et assistez nos filiales dans tous les domaines n'entrant pas dans le champ de leur gestion courante (droit concurrence, droit pénal, etc.). Vous préparez le montage d'opérations en concession. Vous assurez le secrétariat juridique du Conseil d'Administration de la holding et la préparation d'opérations de restructuration. Vous suivez les évolutions du droit (France, CEE) susceptibles d'intéresser nos activités.

A 30/35 ans, de formation supérieure avec de solides bases en droit privé, vous possédez une expérience significative en matière de droit des affaires mais aussi de droit public (montage d'opérations en concession). Votre ouverture d'esprit, votre autorité naturelle et votre sens relationnel font de vous un partenaire efficace et apprécié. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une deuxième langue souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence SB 9701 à l'adresse suivante :

SPIE BATIGNOLLES
Département Recrutement Cadres
Parc Saint-Christophe - Pôle Galilée
95865 CERGY-PONTOISE

Le bureau parisien d'un Cabinet britannique recherche un

Avocat Fiscaliste

Paris

Rattaché à l'Associé fiscal, vous interviendrez principalement dans le domaine des fusions-acquisitions et des financements structurés à l'échelle transnationale.

Dans le cadre de votre activité, vous serez également consulté par l'ensemble des Associés et Collaborateurs du Cabinet sur toutes questions fiscales liées au droit des affaires.

Agé d'environ 30 ans, avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous justifiez de cinq à sept ans d'expérience de préférence en cabinet d'avocats d'affaires et avez une bonne pratique des conventions fiscales internationales et de la fiscalité de groupe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais tant à l'écrit qu'à l'oral est indispensable.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE ou de vous connecter au <http://www.mpfance.com> sous réf. SD17084.



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

La rencontre de deux exigences

La nôtre : celle d'un cabinet de recrutement résolument tourné vers les sociétés internationales du secteur high-tech, qui cherche aujourd'hui à s'entourer de nouveaux Consultants, à haut niveau de compétences.

La vôtre : celle d'un homme ou d'une femme ayant la volonté de s'impliquer dans une fonction qui lui offre en retour autonomie, responsabilités et possibilité de participation active à la réussite d'une entreprise.

Rencontre autour d'un métier, celui d'assister et de conseiller nos clients dans la recherche de leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes, par annonce ou par approche directe.

Rencontre au sein d'une équipe, professionnelle et chaleureuse, appuyée par une infrastructure informatique sophistiquée.

Une toute dernière exigence : vous maîtrisez l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 211/LM, en précisant vos souhaits de rémunération, à ALPHA CDI, Joëlle Dujour, 20 avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Consultez notre Web : <http://www.alphacdi.com>

